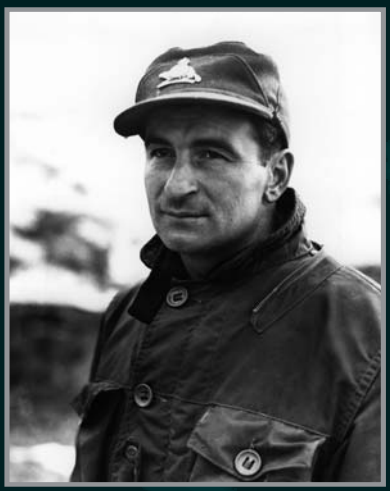
Le Journal de l'Armée du Canada

11.3 automne 2008



Mettre sur pied les forces terrestres pour l'Armée de terre de demain
Major Alex Ruff, C.S.M., CD et le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Le leadership contraire à l'éthique et son lien avec le syndrome de stress post-traumatique
Major Ross Cossar

Le renseignement du maintien en puissance en Afghanistan
Major Devon P. Matsalla

Une brève histoire de l'artillerie de surveillance et d'acquisition d'objectifs
Major Richard Little, CD

Profil socioéconomique de l'Afghanistan
Capitaine H. Christian Breede, M.A.

Politique soviétique d'intervention au tiers-monde : l'invasion de l'Afghanistan
M. Michael Stocker

La bravoure et sa reconnaissance durant la Guerre de 1812
M. T. Robert Fowler

Note au dossier — « Foncer malgré les obstacles » : L'expérience d'un officier étranger du Cours sur les opérations de l'Armée de terre
Major Mark Dillon TD, AGC, Royal Military Police

Critiques de livres

Canada

Défense nationale National Defence

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial rédigé à titre de collaboration spéciale — Préparer l'avenir sans compromettre le présent : mise à jour du Chef d'état-major — Stratégie terrestre 3
Brigadier-général Alain Tremblay, OMM, CD

Éditorial — Guerre et souvenir 7
Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Distinction honorifiques et reconnaissance 9

Mettre sur pied les forces terrestres pour l'Armée de terre de demain — L'étude du groupement tactique en 2021 11
Major Alex Ruff MSC, CD et le Major Andrew B. Godefroy CD, Ph. D.

Le leadership contraire à l'éthique et son lien avec le syndrome de stress post-traumatique 21
Major Ross Cossar

Le renseignement du maintien en puissance en Afghanistan 39
Major D.P. Matsalla

Une brève histoire de l'artillerie de surveillance et d'acquisition d'objectifs 48
Major Richard Little, CD

Profil socioéconomique de l'Afghanistan 59
Capitaine H. Christian Breede, M.A.

Politique soviétique d'intervention au tiers monde : l'invasion de l'Afghanistan 84
M. Michael Stocker

La bravoure et sa reconnaissance durant la Guerre de 1812 107
M. T. Robert Fowler

Biographie militaire : Soldat Léo Major, DCM avec agrafe 124
M. T. Robert Fowler

Note au dossier — « Foncer malgré les obstacles » 132
Major Mark Dillon TD, AGC, Royal Military Police

Critiques de livres 138

Le projet des perspectives sur le terrorisme 138
Critique préparée par Mme Nancy Teeple

Soldiers of Reason: The Rand Corporation and The Rise of The American Empire 143
Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Cross of Iron: The Rise and Fall of The German War Machine, 1918-1945 144
Critique préparée par M. Robert Engen

Koran, Kalashnikov and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan 147
Critique préparée par M. Arnav Manchanda, M.A.

The Day of Battle: The War in Sicily and Italy 149
Critique préparée par le Slt Thomas Fitzgerald, M.A., LL.B

German V-Weapon Sites, 1943-45 150
Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Sevastopol 1942: Von Manstein's Triumph 151
Critique préparée par M. Neil Chuka

Organizations at War: Afghanistan and Beyond 152
Critique préparée par Mme Heather Hrychuk

The Architecture of Leadership: Preparation Equals Performance 153
Critique préparée par le Lieutenant-colonel P.J. Williams

The Jasons: The Secret History of Science's Postwar Elite 155
Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Three to a Loaf 156
Critique préparée par le Colonel JP de B Taillon

China's Energy Strategy: The Impact on Beijing's Maritime Policies 158
Critique préparée par M. J.R. McKay, Ph. D.

Rat's Alley: Trench Names of The Western Front, 1914-1918 159
Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Sherman Firefly 160
Critique préparée par le Major Murray Robertson, CD

How we Missed the Story: Osama Bin Laden, The Taliban, and The Hijacking of Afghanistan 162
Critique préparée par M. Sean M. Maloney, Ph. D.

Tribune libre

Conférence sur la guerre interarmées 2008, qui s'est tenue du 17 au 20 juin 2008 164
Major Bob Near

L'ensemble de la société et la durabilité de la sécurité nationale 166
Capc P.R. Moller

Note du rédacteur en chef

La nature de l'information, ainsi que sa diffusion, continue d'évoluer rapidement. Les nouvelles capacités des médias permettant un accès toujours grandissant à un auditoire de plus en plus large, nous sommes constamment mis au défi d'exploiter les nouvelles possibilités offertes pour la transmission de données et de connaissances à nos lecteurs. Les rédacteurs et le personnel du *Journal de l'Armée du Canada* cherchent continuellement à profiter de ces nouvelles possibilités, tout en continuant de produire une publication de première classe pour l'Armée de terre du Canada dans un environnement en constante évolution.

En 2007, la Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, conjointement avec le Bureau d'édition de l'Armée de terre, a lancé le nouveau site Web du *Journal de l'Armée du Canada* (*JAC*). Sur ce site, nos lecteurs peuvent accéder aux derniers exemplaires du *JAC* et explorer une base de données consultable d'éditions antérieures du Journal qui remontent à 1998. Le site Web a reçu des milliers de visiteurs depuis son premier lancement et notre lectorat grossit de jour en jour. Pour nous assurer que le site Web demeure à la fois novateur et informatif, nous comptons investir des efforts supplémentaires dans le développement de ses ressources au cours de l'année à venir. Par exemple, en 2009, nous mettrons à exécution un projet de numérisation des numéros du JAC de 1947 à 1965, que nos lecteurs pourront désormais consulter par voie électronique. D'autres projets semblables suivront, de sorte que nos lecteurs sont invités à surveiller nos prochaines annonces.

Nous poursuivrons néanmoins la publication du *JAC* sur support papier car nous reconnaissons que les fichiers numériques peuvent parfois faire défaut et qu'il n'y a encore rien pour remplacer la sensation qu'on éprouve à tenir un livre dans ses mains. Cependant, sensibles à la nécessité de réduire des besoins qui grèvent les ressources et l'environnement et d'intégrer de nouvelles formes de médias au Journal, nous comptons établir un nouveau calendrier de publication; dès 2009, le Journal paraîtra sur une base quadrimestrielle, soit à fin du printemps (avril), de l'été (août) et de l'automne (décembre). De plus, nous y insérerons occasionnellement des encarts spéciaux sur des sujets qui intéressent tout particulièrement notre lectorat.

Enfin, j'aimerais remercier nos lecteurs de leur loyauté et de leur soutien indéfectibles envers le *Journal de l'Armée du Canada*. En fin de compte, c'est leur journal, et nous nous réjouissons à l'avance de leur appui, de leurs contributions, et des lettres qu'ils nous feront parvenir dans les années à venir.

Le rédacteur en chef,
Major Andrew B. Godefroy

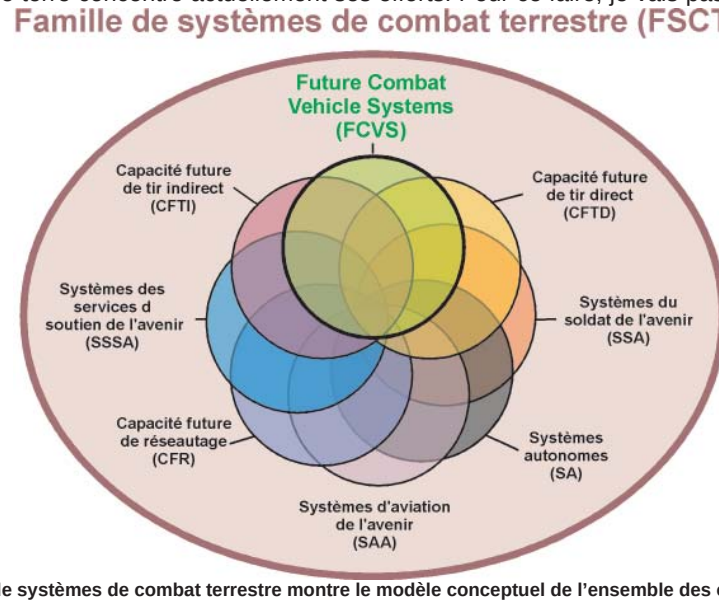
ÉDITORIAL RÉDIGÉ À TITRE DE COLLABORATION SPÉCIALE — PRÉPARER L'AVENIR SANS COMPROMETTRE LE PRÉSENT : MISE À JOUR DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR — STRATÉGIE TERRESTRE

Brigadier-général Alain Tremblay, OMM, CD

Brigadier-général Alain Tremblay, OMM, CD

La famille de systèmes de combat terrestre (FSCT) est la représentation conceptuelle de toutes les capacités matérielles dont l'Armée de terre du Canada a besoin pour accomplir sa mission actuelle et future. À titre de Chef d'état-major — Stratégie terrestre, c'est mon équipe qui a la responsabilité de préparer l'avenir tout en équipant l'Armée d'aujourd'hui. À cette fin, la FSCT combine des capacités de réseautage, des systèmes aériens et terrestres autonomes, des plates-formes de tir direct et indirect, des éléments de soutien, des systèmes individuels du soldat et des ressources d'aviation afin de constituer un « système de systèmes » qui va conférer à l'Armée de terre la capacité d'opérer dans tout le spectre des conflits.

Au moment où nous essayons d'équilibrer d'une part nos engagements opérationnels et d'autre part nos initiatives de modernisation et de transformation, nous devons absolument comprendre cette famille de systèmes terrestres et mettre en évidence certains des domaines clés sur lesquels l'Armée de terre concentre actuellement ses efforts. Pour ce faire, je vais passer en revue



La famille de systèmes de combat terrestre montre le modèle conceptuel de l'ensemble des capacités matérielles dont nos soldats ont besoin aujourd'hui et auront besoin demain.

les idées qui sous-tendent le modèle de la FSCT, je vais ensuite décrire les éléments clés des systèmes de combat terrestres et, enfin, je vais énumérer les défis que nous allons rencontrer en chemin. Ce processus va être nécessaire pour adapter le modèle et aligner nos efforts sur l'objectif central de la stratégie de notre Armée : une force terrestre moyenne qui soit moderne, souple et robuste, optimisée en vue d'opérations de contre-insurrection soutenues et disposant d'une force d'appoint lourde.

Opérations adaptables et dispersées

Au printemps de 2007, les Forces canadiennes ont approuvé pour la composante terrestre le concept d'emploi de la force fondé sur des opérations adaptables et dispersées que décrit la publication *Opérations terrestres 2021 : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain* et le commandant de l'Armée de terre, le Lieutenant-général Leslie, écrivait alors que

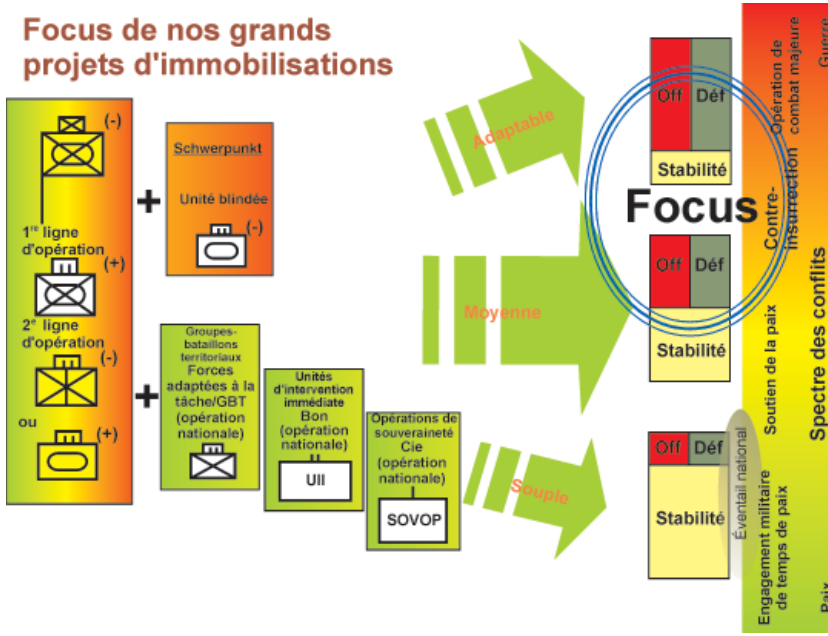
> *...l'Armée de terre doit s'efforcer de mieux comprendre l'environnement de sécurité de l'avenir et ses implications pour les prochains conflits armés. De plus, elle doit élaborer une doctrine et des concepts opérationnels clairs, pertinents et toujours axés sur l'avenir. Enfin, elle doit rechercher des capacités qui garantiront son efficacité dans l'espace de bataille multidimensionnel qui sera le sien à l'avenir, tant au pays qu'à l'étranger*[1].

La publication *Opérations terrestres 2021* est le produit de cette analyse détaillée de l'environnement de sécurité de l'avenir. On trouve au cœur de cette compréhension la capacité de recourir de façon délibérée à la dispersion et au regroupement afin de prendre et de conserver un avantage tactique sur un adversaire compétent et adaptable. Pour vraiment donner cette capacité à l'Armée de terre, il va falloir développer, acquérir et mettre en service un nombre important de nouvelles capacités.

Éléments clés de la FSCT

Le modèle conceptuel de la FSCT inclut une myriade de projets qui ont pour but de concrétiser ces nouvelles capacités. Au sein de l'Armée de terre, ces capacités sont développées conformément à l'échéancier qui figure dans le Plan de développement des capacités de la Force terrestre (PDCFT) et sont inscrites dans le plan d'investissement stratégique du ministère. Actuellement, les éléments clés qui exigent une attention étroite de l'Armée de terre sont les nombreux projets touchant la lutte contre les IED, le véhicule de combat rapproché (VCR), le système de roquette de précision à longue portée (SRPLP), le véhicule de patrouille blindé tactique (VPBT), la modernisation du parc des VBL III, la modernisation du véhicule blindé léger chenillé (VBLC), les améliorations de la mobilité des forces (AMF), le projet de système de défense antiaérienne et antimunitions basé au sol (SDAAAMBS) et le projet de modernisation des véhicules logistiques (PMVL).

Le projet du VCR a pour but de mettre en service un parc de véhicules de combat très bien protégés, mobiles du point de vue opérationnel et très agiles du point de vue tactique qui vont procurer à l'Armée de terre la capacité d'appoint stratégique dont elle a besoin. Le SRPLP va offrir au commandant de la force une capacité de frappe de précision en profondeur pour appuyer les opérations d'une force terrestre, d'une force coalisée ou d'une force interarmées. La nature des opérations envisagées dans la publication *Opérations terrestres 2021* est telle que des capacités additionnelles de tir indirect à longue portée vont être nécessaires pour appuyer des troupes dispersées dans une zone d'opérations beaucoup plus grande qu'avant. Le VPBT est censé remplacer les COYOTE et les RG-31 et accroître la capacité du véhicule utilitaire léger à roues (G-Wagon). C'est une composante clé du programme du système de véhicules de combat de l'avenir (SVCA) qui va offrir une capacité de combat polyvalente. Ce projet va mettre en service un parc moderne de véhicules blindés polyvalents modulaires tactiques, destinés aux opérations exécutées au pays et à l'étranger, qui sont très mobiles, très souples et extrêmement surviables.



Ce modèle montre le focus de nos grands projets d'immobilisations. Bien que l'Armée de terre s'équipe en fonction de l'ensemble du spectre, l'accent est mis sur les opérations de contre-insurrection et inclut la capacité d'accroître ou de diminuer l'effectif selon les besoins l'effort.

La modernisation du VBL III a pour but d'améliorer la survivabilité, la mobilité et les effets de ce véhicule tout en maximisant son potentiel de soutien au commandement et en optimisant ses interfaces avec l'homme. Cette modernisation représente la capacité fondamentale de l'Armée de terre et va prolonger la vie de cette plate-forme jusqu'à 2035. Le VBLC va améliorer les véhicules blindés légers chenillés M113 actuels en leur conférant une protection, une mobilité et une capacité d'autodéfense accrues, et va servir de pont et de facteur habilitant relativement aux capacités futures que le VPBT et le VCR promettent.

Les améliorations touchant la mobilité de la force sont urgemment requises, car notre personnel en opération actuellement s'appuie fortement sur les véhicules du génie pour assurer sa mobilité et en outre, nos véhicules actuels ont besoin d'être remplacés. Le projet du SDAAAMBS va moderniser, remplacer ou encore renforcer la capacité actuelle de défense antiaérienne basée au sol connue sous le nom de défense antiaérienne à basse altitude. Les produits de ce projet devraient normalement inclure un système radar, un système réseauté/intégré de commandement, de contrôle et de communication, des munitions et un dispositif ou des lanceurs, qui vont tous devoir fonctionner dans un domaine de contrôle intégral de l'espace aérien au sein d'un environnement interarmées/de coalition. Ce système va être nécessaire pour défaire la menace aérienne classique et la menace aérienne asymétrique, les missiles de croisière et les munitions telles que les roquettes, les projectiles d'artillerie et les obus de mortier dans des opérations nationales et internationales.

Enfin, le PMVL va s'appuyer sur le projet en cours du système de véhicules de soutien moyen; il va combler les dernières lacunes dans la gamme allant des véhicules légers aux véhicules lourds. Il va aussi offrir une certaine protection balistique — caractéristique que les véhicules existants ne possèdent pas — et donner des véhicules logistiques modernes lourds et légers qui vont remplacer les véhicules de soutien légers et moyens.

Défis

La pression que les engagements d'aujourd'hui exercent sur la mise en service des capacités actuelles ne devrait pas nous faire perdre de vue la promesse des progrès

technologiques. La recherche de ces capacités terrestres nous impose des choix rationnels. Si l'on tient compte des ressources attribuées, de l'efficacité opérationnelle et de la nécessité de disposer d'un large éventail de capacités, la FSCT représente un concept cohérent qui va avec le temps donner une armée qui excelle en combat rapproché dans un environnement adaptable et dispersé.

Le chemin qui mène à cet objectif n'est pas sans embûches. La disponibilité de personnel qualifié dans des postes liés à l'acquisition et aux besoins n'est qu'un des nombreux défis qu'il faut relever. La disponibilité d'un nouveau matériel en quantité suffisante pour, à la fois, équiper correctement l'Armée de terre en opérations et pour l'entraîner, en est un autre. Enfin, il n'est pas possible de construire assez rapidement l'infrastructure requise pour héberger et entretenir ces nouveaux équipements et nous amorçons donc une période durant laquelle il faudra prendre un certain nombre de décisions complexes pour atteindre nos ambitieux objectifs.

Comme l'Armée de terre n'a pas l'avantage de compter sur un matériel « porte-étendard » pour enflammer l'imagination, elle doit s'appuyer sur un mécanisme de développement des capacités proactif et visionnaire. Il va falloir une synchronisation minutieuse de la mise en service de ces capacités parallèlement au maintien de l'efficacité en opérations. Ces exigences multiples vont imposer un fardeau particulier à nos soldats, mais nous devons néanmoins exploiter les tendances technologiques récentes dans tout le spectre, tout en équilibrant le besoin de puissance de feu, de mobilité et de protection, grâce à une planification attentive et au leadership.

Note

1. Lieutenant-général Andrew Leslie, *Opérations terrestres 2021 : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, http://www.army.forces.gc.ca/caj/documents/vol_10/iss_1/CAJ_vol10.1_04_f.pdfin; Internet; consulté le 13 octobre 2008

ÉDITORIAL — GUERRE ET SOUVENIR

Major Andrew B. Godefroy CD, Ph. D., plsc

Depuis que le fameux poème In Flanders Fields, du Lieutenant-colonel John McCrae, a été publié dans le magazine Punch, le 8 décembre 1915, les Canadiens ont associé leurs souvenirs de la guerre au symbolique coquelicot rouge à quatre pétales que l'on trouve abondamment dans les champs de France et de Flandre. À l'approche de novembre, cette année, des millions de personnes partout au pays arboreront une fois de plus ce symbole en signe de reconnaissance et de soutien à leur armée, toujours inégalée dans le monde. Le coquelicot et tout ce qu'il représente occupent ces jours-ci en particulier une place particulièrement importante dans nos pensées, car nous nous souvenons des soldats de notre propre génération qui ont récemment perdu la vie au cours des opérations au pays et à l'étranger. Nous ressentons une vive peine pour la perte de chaque soldat, sachant que rien ne pourra combler le vide laissé par la disparition de ces militaires qui ont grandement enrichi notre profession et notre héritage.

La fin de la Première Guerre mondiale en Europe a eu lieu le 11 novembre 1918, nous avons choisi cette date pour rendre hommage publiquement à ceux qui ont sacrifié leur vie pendant les guerres auxquelles le Canada a participé. Cependant, il est important de noter que ce ne sont pas tous les soldats canadiens qui ont vécu l'Armistice à cette date. En effet, après 11 heures le 11 novembre 1918, plusieurs soldats canadiens à l'est de l'Europe étaient toujours engagés dans des combats meurtriers. À Tulgas, sur la rivière Dvina, les positions défensives d'une poignée d'artilleurs de la 67e Batterie de campagne de l'artillerie canadienne, une unité du souvent oublié Corps expéditionnaire du nord de la Russie, ont presque été prises pendant la matinée lors d'une attaque-surprise lancée par une force de cinq cents gardes rouges bolcheviques. Le Caporal S.B. Wareham, qui avait déjà reçu la Médaille militaire pour ses actes de bravoure sur le front occidental, était parmi ceux qui ont alors perdu la vie. Il a été tué peu après 11 heures, au moment où il défendait sa pièce d'artillerie contre des bolcheviks qui tentaient de s'en emparer. Pour de nombreux autres soldats canadiens qui servaient également dans la nouvelle Russie soviétique, il aura encore fallu plusieurs mois avant que la guerre se termine et qu'ils puissent retourner chez eux.

L'histoire du rôle du Canada pendant la Première Guerre mondiale connaît une importante résurgence cette année. Après avoir été laissée de côté pendant de nombreuses décennies, la Grande Guerre fait l'objet de plusieurs nouveaux livres d'historiens et d'auteurs canadiens publiés au cours de la saison. Ces manuels adoptent nombre de formats allant des enquêtes populaires aux analyses approfondies. Sous la rubrique « Critique de livres » de nos deux prochains numéros, bon nombre de ces nouveaux livres sur la Première Guerre mondiale feront l'objet d'un examen détaillé afin d'offrir aux lecteurs un bon choix de nouveaux ouvrages à considérer pour leur bibliothèque personnelle.

De plus, une des plus grandes et des plus terribles batailles de la Première Guerre mondiale a été portée au grand écran cet automne. Paul Gross est en effet le scénariste, le réalisateur et un des acteurs de *La bataille de Passchendaele*, un film sombre et émouvant en hommage à son grand-père, Michael Dunne, qui a servi pendant la Première Guerre mondiale avec le 10e Bataillon d'infanterie du Canada. Il est rare que l'Armée de terre du Canada occupe une place aussi importante dans un film ou qu'elle soit le sujet central d'un

scénario, mais Gross a réussi à faire en sorte que la participation du Canada aux terribles batailles qui ont façonné le début du 20e siècle ne soit plus ignorée.

Fidèle au thème du souvenir, ce numéro du Journal de l'Armée du Canada comprend de nombreux articles consacrés à l'héritage de nos soldats. Nous continuerons notre publication de citations des récompenses et des distinctions honorifiques récemment remises, puis l'évocation de ces derniers exemples modernes de courage sera suivie de l'essai de T. Robert Fowler sur le courage et les récompenses des Canadiens pendant la Grande Guerre du 20e siècle. Fowler nous a également fourni une biographie détaillée d'un autre vaillant soldat, Leo Major, récipiendaire de la Médaille de Conduite distinguée avec barrette, dont le décès, en octobre, nous a tous profondément attristés.

Mais le présent et l'avenir ne sont pas négligés dans ce numéro. D'abord, le Brigadier-général Alain Tremblay, Chef d'état-major — Stratégie terrestre, nous offre un texte éditorial, fruit d'une collaboration spéciale, portant sur la famille des systèmes de combat terrestre. Suivent des articles sur l'étude du groupement tactique 2021, le leadership et ses effets sur l'atténuation ou l'exacerbation des troubles de stress post-traumatiques, le développement des concepts du soutien et de l'artillerie, ainsi que deux analyses détaillées de l'économie sociopolitique de l'Afghanistan. Avec une intéressante « Note au dossier » du Major Mark Dillon, de l'Armée britannique, au sujet du Cours sur les opérations de l'Armée de terre du Canada, ainsi qu'un bon nombre d'opinions éclairées de la tribune libre, nous espérons que ce numéro saura vous intéresser. Une fois de plus, bonne lecture et n'oubliez pas que vos contributions sont toujours appréciées.

DISTINCTION HONORIFIQUES ET RECONNAISSANCE

Les trois Décorations de la vaillance militaire, soit la Croix de Victoria, l'Étoile de la vaillance militaire et la Médaille de la vaillance militaire, ont été créées par Sa Majesté la reine Elizabeth II, reine du Canada, le 1er janvier 1993. Ces décorations peuvent être décernées à titre posthume. La Croix de Victoria est décernée pour reconnaître des actes de bravoure ou d'abnégation insignes, ou le dévouement ultime au devoir, face à l'ennemi. L'Étoile de la vaillance militaire est décernée pour reconnaître des services éminents accomplis avec courage face à l'ennemi. La Médaille de la vaillance militaire est décernée pour un acte de bravoure ou de dévouement face à l'ennemi.

Le 28 Octobre 2008, Son Excellence la très honorable **Michaëlle Jean**, gouverneure générale et commandante en chef du Canada a annoncé l'octroi de 11 Décorations de la vaillance militaire, soit trois Étoiles et huit Médailles, à des membres des Forces canadiennes qui ont fait preuve de bravoure et de dévouement au combat.

CITATIONS

DÉCORATIONS DE LA VAILLANCE MILITAIRE

Le Caporal James Ball, É.V.M.
Edmonton (Alberta) et Winnipeg (Manitoba)
Le Capitaine Jonathan Snyder, É.V.M. (décédé)
Edmonton (Alberta) et Penticton (Colombie-Britannique)
Étoile de la vaillance militaire

Le Caporal Steven Bancarz, M.V.M.
Edmonton et Calgary (Alberta)
Le Caporal Cary Baker, M.V.M.
Edmonton (Alberta) et Rossland (Colombie-Britannique)
Le Capitaine Robert Peel, M.V.M., C.D.
Victoria (Colombie-Britannique)
Médaille de la vaillance militaire

Les Caporaux Baker, Ball et Bancarz et les Capitaines Peel et Snyder ont été déployés en Afghanistan avec mission d'encadrer une compagnie afghane, lorsqu'ils ont été pris dans une embuscade dressée par des talibans insurgés, le 4 juin 2008. Malgré des chances de survie minimes, ils se sont exposés au plus grand danger en ripostant à l'attaque, tout en encourageant les soldats afghans à en faire autant. Après avoir maîtrisé la situation, le Capitaine Snyder s'est assuré que les soldats afghans puissent retirer leurs camarades blessés. Pour sa part, le Caporal Ball a mené une équipe de deux hommes à travers un terrain accidenté afin de sécuriser une route de sortie qui aiderait le Capitaine Peel et les Caporaux Bancarz et Baker à exécuter un retrait du combat. Grâce au dévouement, au leadership et à la vaillance de ces hommes, de nombreux Afghans et Canadiens ont eu la vie sauve.

Le Sergent William Kenneth MacDonald, É.V.M., C.D.
Denwood (Alberta) et Regina (Saskatoon)
Étoile de la vaillance militaire

En Afghanistan le 3 août 2006, dans le chaos et sous les tirs intenses et soutenus de l'ennemi, le Sergent MacDonald n'a pas hésité à s'exposer aux plus grands dangers, et ce, à maintes reprises, afin de venir en aide à ses camarades blessés. Malgré le risque, il s'est assuré que ses hommes puissent tenir le coup jusqu'à l'arrivée des renforts, tout en veillant à ce que le peloton demeure concentré sur son objectif, soit de conserver une position durement acquise.

Le Major Joseph Antoine Dave Abboud, C.S.M., M.V.M., C.D.
Leavenworth, Kansas, États-Unis d'Amérique et Sherbrooke (Québec)
Médaille de la vaillance militaire

Altruiste et dévoué, le Major Abboud, commandant de la Compagnie B, 3e Bataillon, Royal 22e Régiment, a dirigé son équipe de combat durant une bataille des plus ardues qui s'est déroulée pendant deux jours, en août 2007, en Afghanistan. Par son courage et son leadership, il a inspiré ses soldats et contribué au succès de la mission.

Le Caporal Alexandre Benjamin Jonathan Dion, M.V.M.
Québec (Québec)
Médaille de la vaillance militaire

Le 27 septembre 2007, dans le district de Panjwayi en Afghanistan, les forces ennemies ont tendu une embuscade au peloton du Caporal Dion, et blessé sérieusement l'un des soldats. Sous le feu direct et continu de l'ennemi, le Caporal Dion a porté son camarade blessé sur une distance de 150 mètres à travers un terrain accidenté pour le mettre à l'abri. Son courage dans l'action a permis de sauver la vie de son compagnon d'armes et de donner à son peloton le moyen de se retirer de la scène à temps.

Le Caporal-chef Christopher Lorne Harding, M.V.M.
Souris (Manitoba)
Médaille de la vaillance militaire

Le Caporal-chef Harding était affecté au 6e Peloton de la Compagnie B, 2e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, en Afghanistan, lorsque sa section a été attaquée le 8 juillet 2006. Il a alors avancé en terrain découvert et a assuré le commandement des combats, tout en prodiguant les premiers soins à un soldat grièvement blessé. Grâce à ses actions courageuses sous un feu nourri, sa section a pu maintenir sa position et un de ses camarades a eu la vie sauve.

L'Adjudant Tod Hopkin, M.V.M., C.D.
Edmonton et Wainwright (Alberta)
Médaille de la vaillance militaire

Les 22 et 23 août 2007, l'Adjudant Hopkin était aux commandes du véhicule de tête d'une équipe de combat en Afghanistan. Durant des attaques soutenues de l'ennemi qui tentaient de stopper ses efforts pour reprendre une position critique, il s'est exposé à de graves dangers. Son comportement et son leadership ont été une source d'inspiration et ont contribué au succès de la mission.

Le Caporal Bryce Keller, M.V.M. (À titre posthume)
Sherwood Park (Alberta) et Regina (Saskatchewan)
Médaille de la vaillance militaire

Le 3 août 2006, en Afghanistan, le Caporal Keller a fait preuve de courage et de leadership en affrontant l'ennemi afin que ses camarades puissent s'occuper d'un soldat grièvement blessé. L'abnégation du Caporal Keller lui a malheureusement coûté la vie. Ses actions ont eu le mérite de sauver des vies et d'aider son peloton à conserver une position clée jusqu'à l'arrivée des renforts. **Le renseignement du maintien en puissance en Afghanistan**

METTRE SUR PIED LES FORCES TERRESTRES POUR L'ARMÉE DE TERRE DE DEMAIN — L'ÉTUDE DU GROUPEMENT TACTIQUE EN 2021

Major Alex Ruff, C.S.M., CD et le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.

Rien n'est plus efficace pour atténuer les risques et les incertitudes associés à la guerre terrestre que l'investissement direct de ressources dans l'étude et la planification de ceux-ci. Pour une armée professionnelle constituée de volontaires comme la nôtre, un tel investissement requiert la prise d'un engagement permanent à soutenir un processus de développement des capacités spécialisé et solide favorisant l'innovation, l'expérimentation et les débats. Après la fin de la guerre froide, l'Armée de terre canadienne a d'abord peiné pour créer, et ensuite maintenir, une approche efficace en matière de développement des capacités, mais sa diligence à cet égard a été grandement récompensée au cours des années qui ont suivi[1]. Le présent article se veut un examen détaillé de l'un des nombreux efforts actuellement déployés dans le cadre du développement des capacités militaires, précisément l'Étude du groupement tactique en 2021 (GT 2021). Partie intégrante de l'investissement actuel dans la création de concepts et de doctrines en matière de force terrestre, cette étude a fait figure de pierre angulaire dans l'examen, la mise à l'essai, l'évaluation et l'inspiration de plusieurs objectifs et décisions concernant le développement de la force terrestre.

Caméra de combat HPIM0486

Depuis sa création, l'Étude du GT 2021 a été intégrée au groupement tactique du 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (GT 2 RCR), dont les soldats ont récemment été déployés à Hohenfels, en Allemagne, pour participer à l'exercice *Cooperative Spirit 2008*. Dans le cadre de cet exercice regroupant les armées états-unienne, britannique, canadienne,

australienne (ABCA) et néo-zélandaise, le GT 2 RCR a non seulement eu l'occasion de travailler avec ses proches alliés, mais aussi de mettre à l'épreuve bon nombre des idées et des concepts de l'Étude du GT 2021. Cet exercice s'est avéré une réussite, à la fois pour l'étude elle-même et pour les objectifs généraux de développement de la force terrestre.

L'Armée de terre de demain : Opérations terrestres en 2021

Vers la fin des années 1990, l'Armée de terre canadienne a adopté un nouveau modèle à trois armées ayant pour caractéristique de concentrer l'ensemble des efforts actuels de développement des capacités de la force terrestre sur trois périodes données. La première armée est considérée comme l'armée de terre en devenir ou « Armée de terre d'aujourd'hui ». La deuxième armée, c'est l'« Armée de terre de demain », en référence à une période couvrant la constitution prévue pour 2011 jusqu'à l'année 2021. La troisième armée, l'« Armée de terre de l'avenir », représente une force objective actuellement à l'étude dans le cadre du projet « Armée de terre de 2040 ». Étant donné que la majeure partie des étapes du projet de l'Armée d'aujourd'hui sont avancées ou déjà mises en œuvre, l'équipe de création des concepts et des doctrines militaires s'est principalement affairée, au cours des trois dernières années, à faire progresser les travaux d'élaboration de l'Armée de terre de demain.

Caméra de combat HPIM0493

En mars 2007, le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT), le Lieutenant-général Andrew Leslie, a approuvé et publié un nouveau cadre directeur pour les développements futurs de l'Armée de terre, intitulé *Opérations terrestres 2021 : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*. À titre d'approche ratifiée par les FC en ce qui a trait aux opérations terrestres, ce nouveau concept d'emploi de la force constituait la première étape vers une philosophie durable, cohérente et collaborative en matière de développement de la force terrestre dans l'avenir. À partir de ce document directeur, l'Armée de terre a entrepris une série de travaux d'élaboration de concepts et de doctrines plus détaillés qui ont commencé par l'étude d'une variété de modèles organisationnels.

L'un des aspects centraux d'*Opérations terrestres 2021 : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, c'est l'évolution proposée de l'Armée de terre vers la mise sur pied de groupements tactiques affiliés (GTA) optimisés et axés sur l'infanterie capables de fonctionner dans un contexte de formation. Ce processus évolutionnel sera sujet à une analyse itérative et exhaustive, aux termes de l'ouvrage approuvé par les FC, *Opérations terrestres 2021 — Opérations adaptables et dispersées (OAD) — Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, et sera synchronisé à d'autres initiatives comme l'expansion de l'Armée de terre, les groupes-bataillons territoriaux et le modèle de la Force 2021 du Chef — Développement des forces. Au cœur de cet effort, se retrouve l'expérimentation d'un groupement tactique optimisé pour l'Armée de demain, dirigée par le CEMAT, établie à l'automne 2007 et ayant pour objectif d'évaluer et de déterminer la faisabilité d'une force terrestre conçue comme un groupement tactique optimisé pour l'Armée de terre. Le banc d'essai de cette expérimentation exigeait non seulement des simulations, mais également la participation de vraies unités. C'est pourquoi elle a été conçue en fonction du 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment (2 RCR) (figure 1). Une équipe de la Direction des concepts et des schémas de la Force terrestre (DCSFT), composée d'un major et d'un adjudant-maître, a été intégrée au 2 RCR pour assurer la supervision de tous les aspects de l'expérimentation. Cette dernière était axée sur l'examen des capacités du groupement tactique optimisé depuis les points de vue de l'emploi de la force et de la mise sur pied de la force.

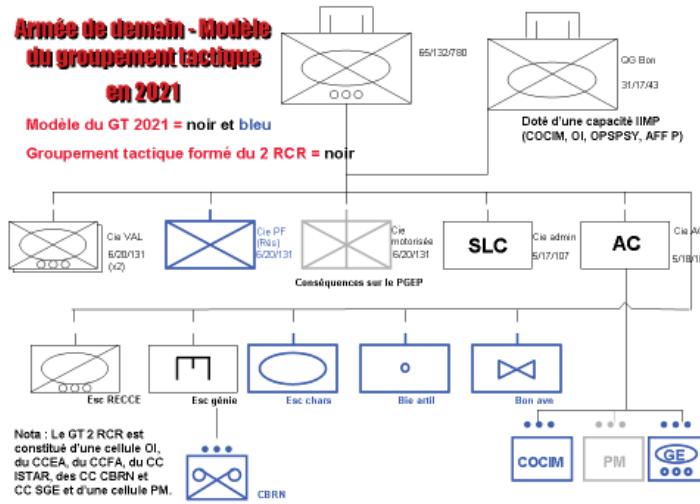


Figure 1 : L'évolution de l'Étude du groupement tactique en 2021 depuis l'expérimentation du groupement tactique optimisé

Afin d'assurer une composition optimale de capacités et de relations, l'enquête comportait, à l'origine, un examen des capacités, des structures, de la doctrine, des procédures, de l'équipement et des modèles de mise sur pied d'une force. Toutefois, on s'est vite aperçu que le projet était passé au-delà de ce qui pouvait être étudié dans le cadre de la structure du GT 2 RCR seul. Par conséquent, l'expérimentation du groupement tactique optimisé a été rajoutée à l'Étude du GT 2021, à l'automne 2008, afin de rendre compte de cette portée plus grande, de même que pour lui permettre de s'aligner au cadre de l'étude plus générale sur la Formation 2021, elle-même harmonisée à l'Étude de la Force 2021 du Chef — Développement des forces.

L'Étude du GT 2021 sur l'Armée de demain se poursuivra jusqu'à ce que l'expansion de l'Armée de terre soit terminée. Les travaux en cours ont pour objectif prioritaire l'étude de deux questions principales du CEMAT, et les résultats seront utilisés pour éclairer une série

de points de prise de décision du calendrier de l'expansion de l'Armée de terre (2011 — Mise sur pied, 2016 — Alignement, 2021 — Transformation). On prévoit que ces efforts permettront à l'Armée de terre en général d'évoluer de manière éclairée et efficace au cours des prochaines années. Les questions principales susmentionnées sont les suivantes :

- QP1. Quelle composition optimale de capacités permettra aux groupements tactiques de relever les défis de l'environnement opérationnel contemporain (EOC) et de l'environnement de sécurité de l'avenir (ESA)?

- QP2. Quel mode d'action de mise sur pied d'une force est le plus efficace pour générer cette composition optimale de capacités?

Caméra de combat HPIM0495

Ces deux questions principales, de même que d'autres capacités associées au groupement tactique, seront étudiées dans le contexte d'une formation interarmées, inter-organisationnelles, multinationale et publique (IIMP) à l'aide de l'ensemble des critères PRICIE[2]. Enfin, les efforts déployés dans l'analyse PRICIE s'organiseront selon l'ordre de priorités suivant des fonctions opérationnelles : commander, détecter, maintenir en puissance, protéger et agir[3].

Collecte de données

La collecte de données de l'Étude du GT 2021 se concentre sur l'entraînement actuel du GT 2 RCR dans le cadre du Plan de gestion de l'état de préparation (PGEP) normal et s'effectue en conjonction avec le traitement des nombreuses contraintes associées à la gestion globale du parc de véhicules (GGPV). Même si cette approche restreint la collecte de données, par la synchronisation des ressources disponibles et des occasions d'entraînement du Centre d'instruction au combat (CIC), du 4e Régiment d'appui du génie (4 RAG), du 403e Escadron et d'autres sites de l'Armée de terre, il demeure possible de maximiser les occasions de recueillir des données. Non seulement axée sur l'équipement, mais également sur les gens et les processus, qui sont tout aussi importants, l'étude tire profit des résultats des enquêtes sur les dimensions humaines (HD) menées par la Direction de la recherche et de l'analyse opérationnelles (Personnel militaire) (DRAOPM) pour relever les nombreux facteurs humains à considérer dans la création de la structure d'un groupement tactique permanent.

Caméra de combat HPM0498

La collecte de données visant à faciliter la détermination de l'efficacité opérationnelle du GT 2 RCR s'effectue actuellement à l'aide du modèle d'efficacité de l'équipe de commandement. Ce modèle a été créé par un groupe de scientifiques de l'OTAN pour évaluer les tâches liées à la mission, l'organisation et les qualités personnelles des participants; pour optimiser les processus; pour identifier les intervenants et leurs attentes; pour préciser les buts poursuivis et les résultats attendus[4]. Il s'agit d'un outil en cours de validation, mais qui, jusqu'ici, s'est avéré très efficace pour recueillir des données quantitatives autant que qualitatives pour l'Étude du GT 2021.

Il existe un autre outil de collecte de renseignements peut-être encore plus utile pour l'Étude du GT 2021. Il s'agit d'un simple formulaire d'observations et de recommandations (figure 2) que tout soldat, officier ou civil peut remplir en tout temps. Les observations ainsi recueillies demeurent confidentielles et sont compilées dans une base de données qui fournit une bonne idée de tous les aspects de l'Étude du GT 2021, de même que des autres enjeux importants qui pourraient influer sur l'ensemble de la création de la doctrine et des concepts de l'Armée de terre de demain.

Après avoir réalisé que les occasions de recueillir des données seraient limitées et que l'on aurait besoin de données de référence en matière d'efficacité opérationnelle pour arriver à comparer le GT 2 RCR à d'autres formations, on a demandé l'autorisation (reçue en 2008) d'utiliser la série d'exercices *Maple Guardian* du Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM) afin de recueillir des renseignements sur tous les groupements tactiques ad hoc (et l'ensemble de la formation à l'automne 2008) actuellement entraînés et évalués pour les déploiements outremer. Ces données sont extrêmement précieuses pour le développement de l'Armée de terre de demain, en plus de constituer d'excellentes données de référence. On espère que la réussite de cette méthode d'analyse sera mise à profit dans les prochaines études à l'appui du développement de la Formation 2021.

Exercice Cooperative Spirit 2008

En septembre 2008, des éléments des armées états-unienne, britannique, canadienne, australienne (ABCA) et néo-zélandaise se sont déplacés pour prendre part à l'exercice *Cooperative Spirit 2008*. Cet exercice en campagne d'un mois a eu lieu au Joint Multinational Readiness Center (JMRC) de Hohenfels, en Allemagne, et a permis aux participants de profiter d'un environnement réaliste de contre-insurrection (COIN) et caractéristique de

l'Afghanistan, afin de mettre à l'épreuve l'interopérabilité des différents partenaires du groupe ABCA. En outre, les unités ont pu se préparer pour les prochaines opérations de combat de la coalition. Le GT 2 RCR représentait le Canada à cet exercice d'envergure internationale.

Armée de terre de demain
Étude du groupement tactique/formation 2021

Future

Voici le formulaire d'observation de l'Armée de demain – Étude du groupement tactique/ formation 2021.

Tous les commentaires sont les bienvenus et ils seront conservés en toute confidentialité. Aucun nom ne sera divulgué lors de la publication des résultats. Veuillez indiquer la zone et le sous-groupe faisant l'objet de vos observations et fournir vos recommandations.

Nom:	Grade:	Poste:	Date:

CONCEPT:

☐AOD ☐ Réseau ☐ Soldat ☐Effets ☐IIMP ☐ Maintien en puissance

SUB-UNIT/HQ ELM:

OCie Inf OEsc Recce OEsc génie OBie Artil OCie SLC ☐Ops Cbt
OAutre O OL O CHAR O OI O ERP O ELMO

Choisissez le QG ..

OOps OPlans OSoutien Rens OCCFA
OCCEA OCC SGE
OCC CBRN OCC ISTAR
OOI OOPSPSY
OCOCIM OCons pol/con dev

Observations:

Recommendations:

http://lfdts.kingston.mil.ca/web_temp/DGLCD/15_AoT/BG 2021 Study/Data Collection Instruments/Obsform.xsn

Coordonnées des personnes-ressources :
Tél: 613-541-5010 xxxx CSN 271-xxxx
DCSFT2-LCol WG Cummings x5936 Cummings.WG@forces.gc.ca

Équipe opérationnelle CSFT- M. RL Roy x8725 Roy.RL@forces.gc.ca

Tél: 506-422-2000 xxxx CSN 432-xxxx
Chef d'équipe GT 2021 - Maj AT Ruff x3433
Ruff.AT@forces.gc.ca
Chef adjoint GT 2021 Adj - MWO DJ Berrigan x3363
Berrigan.DJ@forces.gc.ca

Figure 2 : Formulaire d'observations et de recommandations

Les éléments de tête du GT 2 RCR sont arrivés au début du mois et ont établi une base d'opérations avancée à partir de laquelle le quartier général (QG) du groupement tactique a assuré le commandement et le soutien de ses compagnies d'infanterie déployées dans la zone d'opérations (ZO). Les premiers jours de l'exercice ont été consacrés aux exercices de poste de commandement et au rodage des drills de combat. On a ensuite procédé au déploiement pleine grandeur dans la ZO où les sous-unités ont effectué une série de missions, des opérations d'engagement en temps de paix, aux opérations de stabilisation, aux opérations de combat contre-insurrection. Les membres de l'équipe de l'Étude du GT 2021 se sont dispersés dans toutes les unités. Certains observateurs se sont chargés

Caméra de combat HPIM0515

de recueillir des données au niveau du QG du GT, tandis que d'autres se sont avancés pour observer les agissements des diverses compagnies. Tout au long de l'exercice, on a recueilli des renseignements sur chaque forme d'activité, que l'on a ensuite acheminés à l'équipe des sciences de la défense pour une première corrélation et une première analyse.

L'exercice *Cooperative Spirit* a non seulement amélioré l'interopérabilité des cinq partenaires de la coalition, il était aussi le premier événement important de collecte de données pour l'équipe de l'Étude du GT 2021. Le GT 2 RCR a profité d'une excellente occasion d'entraînement, le groupe ABCA a pu mettre le doigt sur plusieurs enjeux significatifs en matière d'interopérabilité, et l'équipe de l'Étude du GT 2021 a pu recueillir certaines données très pertinentes pour la réalisation de ses propres objectifs. Le Major Jeff Forgrave, officier de la logistique au commandement de la compagnie d'administration a peut-être formulé le mieux ce que l'on doit retenir de l'événement : « Le GT 2 RCR était l'unité parfaite pour

Caméra de combat HPIM0519

participer à l'exercice *Cooperative Spirit* à ce moment-ci, car l'équipe de l'Étude du GT 2021 a fourni tous les centres de coordination/éléments habilitants supplémentaires nécessaires pour mettre à l'épreuve l'environnement d'interopérabilité. »[5]

La capacité de participer à un entraînement multinational à grande échelle et d'y recueillir un grand nombre de données pertinentes était un projet énorme pour l'Étude du GT 2021, et il aurait été impossible de le réaliser sans le soutien direct de plusieurs organisations de l'Armée de terre. Le QG SAFT, les troupes de secteur du SCFT, la DCSFT, la DASF, le CFSP, et même des régiments comme le 1st Hussars, ont tous fourni des experts en la matière et le personnel essentiel pour aider à l'observation et à la collecte de renseignements, souvent à court préavis. C'est sans doute cet investissement collectif dans l'Étude, de la part de tous les secteurs de l'Armée de terre, qui a permis de mettre bien en évidence sa raison d'être.

Caméra de combat HPIM0551

Leçons apprises

La plupart des leçons et des recommandations tirées des activités de collecte de données qui ont eu lieu jusqu'à maintenant n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse détaillée, mais on peut déjà affirmer que les découvertes que l'on a faites ont une valeur inestimable pour le développement continu des capacités et des exigences des forces terrestres futures. Par exemple, certaines données suggèrent que l'intégration de personnel du renseignement et que la participation du personnel d'activités d'influence et d'opérations d'information (COCIM, OPSPSY) au groupement tactique ont énormément amélioré l'efficacité opérationnelle en général. Bien que la structure à privilégier reste encore à déterminer, il est de plus en plus évident que ces capacités doivent être établies de manière permanente. D'autres observations intéressantes ont également été faites, notamment les suivantes.

Les véhicules aériens sans pilote (UAV) au niveau du groupement tactique et aux niveaux inférieurs sont, sans l'ombre d'un doute, essentiels au succès de ces organisations dans un environnement COIN. Les renseignements fournis par les UAV font en sorte que les sous-unités n'ont plus à atteindre les objectifs aveuglément, et la capacité de mettre en place un réseau de surveillance constante contribue grandement à l'interruption des activités de contre-insurrection et à l'atténuation de leurs effets.

Caméra de combat HPIM0486

Le volume de données acquises par l'entremise de détecteurs multiples, de même que d'autres capacités améliorées, augmente toujours, mais sans processus solide de gestion de l'information (GI), la quantité de données recueillies à l'appui des fonctions du renseignement et la capacité de les filtrer, de les traiter, de les colliger et de les distribuer par l'intermédiaire du groupement tactique à toutes les sous-unités, de manières rapide et efficace, soulèvent des défis majeurs. Les postes de commandement sont surchargés de renseignements, ou pire, incapables de trouver les renseignements pertinents dont ils ont besoin en raison de ces lacunes en matière de GI. Si les QG n'obtiennent pas des capacités supplémentaires d'analyse, ni l'équipement nécessaire au soutien de cette activité, ils ne seront pas en mesure d'exploiter les données qu'ils recueillent. Cette situation ne contribuera certainement pas à l'évolution des capacités opérationnelles à venir. On doit donc explorer de nouveaux paradigmes et investir davantage dans la gestion de l'information. Le système Blue Force Tracking pour le soldat embarqué utilisant des GPS et des postes radio personnels à la fine pointe de la technologie, par exemple, peut améliorer la connaissance de la situation, et ce, de la section jusqu'au groupement tactique.

Le soldat et son équipement constituent un élément majeur de la collecte et de l'étude des données, et les choix futurs quant à cet équipement auront des conséquences importantes sur l'efficacité de la formation. Par exemple, les soldats ont besoin de tout leur équipement individuel (c.-à-d., STANO), en tout temps, afin de conserver leur compétence, leur confiance et leur efficacité opérationnelle. Dans le même esprit, les sous-unités ont également besoin d'un échelon robuste de soutien logistique du combat pour assurer leur réussite dans un environnement OAD.

La progression dans les postes de leadership, l'attrition et les affectations dans des postes de leader demeurent problématiques pour l'atteinte de niveaux élevés d'efficacité opérationnelle. L'Étude tente de cibler les postes clés et de déterminer la période minimale de maintien en poste nécessaire à l'atténuation des baisses d'efficacité.

Enfin, on a remarqué que la planification, l'intégration et la coordination conjointes des activités entre le groupement tactique, l'Équipe de reconstruction provinciale (ERP), l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel — Armée nationale afghane (ELMO-ANA) et l'Équipe de liaison et de mentorat opérationnel — Police — Police nationale afghane (ELMOP-PNA) devaient s'effectuer tôt et de manière répétée. On a enregistré des difficultés majeures dans l'intégration des données de l'ERP et de l'ELMO, largement attribuables aux structures de commandement floues et au manque de communication mobile. Il s'agit là de défis de leadership et d'organisation que les futurs commandants devront relever. Il faut prendre note que les exemples susmentionnés ne font état que des quelques tendances observées jusqu'à présent. Les rapports détaillés complets de toutes les activités de collecte de données seront accessibles auprès de la DCSFT et de l'équipe de l'étude du GT 2021.

Perspectives d'avenir

L'étude du GT 2021 permet le cumul de leçons retenues et constitue un excellent moyen de s'assurer que l'Armée de terre de demain est prête pour les tâches qui l'attendent. La collecte de données soulèvera toujours des défis, mais elle demeure possible si l'on s'attache à synchroniser les ressources et les occasions d'en profiter. Le GT 2 RCR, et aussi l'Armée de terre, aurait déjà tiré profit d'avoir fourni un groupement tactique doté

d'une capacité IIMP aux participants de l'exercice *Cooperative Spirit*. Ce regard vital sur la préparation de l'Armée de terre aux tâches qui l'attendent ne peut être posé sans le soutien constant des FC, de l'Armée de terre, du CIC et de toutes les unités en interaction avec le GT 2 RCR. L'étude a déjà mis au jour que les occasions d'instruction collective interarmées ne peuvent être négligées, et que la totalité du personnel chargé des opérations et de la planification doit déployer les efforts supplémentaires nécessaires à la synchronisation et à la planification d'occasions d'instruction qui profiteront au plus grand nombre de parties possible.

Retirer les unités de leur rotation opérationnelle pour les affecter au développement de forces futures est une décision difficile. Les avantages futurs que l'on en tirera compensent largement les inconvénients à court terme qu'occasionnent les pénuries ainsi créées. De tout temps, les armées professionnelles constituées de volontaires qui ont pris la peine d'investir dans leur développement à long terme ont réussi à atténuer les pires risques associés à la guerre. La réussite d'un combat repose sur des détails novateurs, de même que sur l'entraînement réaliste qu'ont suivi les troupes. L'étude du GT 2021 intègre ces deux éléments. La prise d'engagements fermes quant au développement d'une armée à venir constitue peut-être le signe le plus clair que l'on forme une force professionnelle qui ne doit pas être prise à la légère par ses adversaires.

Au sujet des auteurs...

Le Major Alex T. Ruff s'enrôle dans les FC en 1993. Il obtient son diplôme universitaire de premier cycle en sciences spatiales, avec mention, au Collège militaire royal en 1997. En 2002-2003, il termine avec succès le Programme d'état-major technique de la Force terrestre. Officier du Royal Canadian Regiment, il est affecté au 3e Bataillon de 1997 à 2002, à l'École d'infanterie de 2003 à 2006, et au 2e Bataillon de 2006 à 2007. En 1998-1999 et en 2001, il participe à l'opération *Palladium*, en Bosnie, comme commandant de peloton et comme commandant de peloton de mortiers. Plus récemment, en 2007, il sert à titre de commandant de la compagnie Hôtel, 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, Force opérationnelle 1-07, dans le cadre de l'opération *Athena*, en Afghanistan. Le Major Ruff est actuellement en poste à la Direction des concepts et schémas de la Force terrestre, comme chef de l'équipe de l'Étude du GT 2021 intégrée au GT 2 RCR.

Le Major Andrew B. Godefroy se joint aux FC en 1990, à titre de sapeur, et est ensuite commissionné du rang. Il est affecté au 3e Régiment du génie de 1991 à 1997, et passe ensuite à l'état-major du QG de la Première Division aérienne du Canada en 1997-1998, puis à la Direction du développement de l'espace, de 1999 à 2004, d'abord comme analyste stratégique, puis à titre de commandant de l'Équipe de soutien du projet spatial interarmées des Forces canadiennes, au Groupe des opérations interarmées des Forces canadiennes. En 2004, il entre à la Direction des concepts et schémas de la Force terrestre, où il est à la tête de recherches, d'études de développement et d'articles scientifiques, de même que d'études conceptuelles sur les dispositifs autonomes de mise à la terre. À l'automne 2008, il se rend à Hohenfels, en Allemagne, à titre de membre de l'équipe d'observation et de contrôle de l'Étude du GT 2021.

Notes

1. Une enquête à ce sujet fait l'objet de l'article du Major Andrew B. Godefroy, « À la recherche de la «solution miracle» : L'évolution du développement des capacités au sein de l'armée canadienne », dans *Revue militaire canadienne*, (printemps 2007), p. 53 à 66.
2. Signification de l'acronyme PRICIE : Personnel, instruction individuelle et leadership; Recherche et développement, recherche opérationnelle; Infrastructure, environnement et organisation; Concepts, doctrine et instruction collective; gestion de l'Information, technologie; Équipement et matériel.
3. Plan directeur d'application — Groupement tactique optimisé de l'Armée de terre de demain — expérimentation du 16 février 2007.
4. Rapport technique de l'Organisation pour la Recherche et la Technologie de l'OTAN, RTO-TR-HFM-087, « L'efficacité des équipes de commandement militaire : un modèle et un instrument pour l'évaluation et l'amélioration », BPR : Dr Joe Baranski, RDDC Toronto.
5. Entrevue avec l'auteur en octobre 2008.

LE LEADERSHIP CONTRAIRE À L'ÉTHIQUE ET SON LIEN AVEC LE SYNDROME DE STRESS POST-TRAUMATIQUE

Major Ross Cossar

La voie la plus sûre vers le SSPT, c'est de commettre une atrocité ou acte criminel qui va à l'encontre de son propre code d'éthique.

Lcol Dave Grossman

Près de 30 ans après l'ajout du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) au nombre des affections psychiatriques répertoriées dans le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM), des lacunes importantes demeurent dans les connaissances que nous possédons véritablement au sujet de ce trouble (Stam, 2007). Bien que les personnes souffrant du SSPT présentent des profils particuliers de réaction au stress qui peuvent être identifiés et traités efficacement (Grossman, 2004), les causes sous-jacentes continuent d'échapper aux équipes de recherche médicale. Même si l'exposition à un facteur de stress traumatique est au nombre des critères diagnostiques, les problèmes qui en découlent pourraient en fait dépendre davantage des dispositions personnelles, des circonstances et des structures de soutien hiérarchiques en place. Afin de reconnaître certains de ces facteurs extérieurs, on se penchera dans ce document sur l'effet du leadership, manifesté à plusieurs échelons, sur le soldat déployé dans une zone de combat. Plus précisément, nous verrons comment un leadership allant à l'encontre de l'éthique peut jouer sur l'esprit du soldat et être en lien avec un diagnostic de SSPT.

Survol du SSPT

Bien qu'au quotidien, un certain niveau de stress nous permette de canaliser nos capacités pour accomplir une tâche, l'exposition à un événement particulièrement traumatique peut ébranler la capacité de certaines personnes à faire face au stress (Grossman, 2004). Dans le cas des soldats, les affections liées au stress opérationnel, comme le SSPT, peuvent apparaître lorsque le stress subi surpasse leur capacité à réagir adéquatement aux événements. Tandis que les agressions physiques infligées par un tiers, comme le viol ou la torture, entraînent invariablement chez les victimes un SSPT plus grave que celui causé par les catastrophes naturelles, l'exposition à tout facteur de stress, y compris le combat, est perçue par chaque individu selon une échelle allant de la peur à l'excitation (O'Brien, 1998; McKeever & Huff, 2003; Stein, Seedat, Iverson & Wessely, 2007). Il faut reconnaître que la majorité des personnes exposées à une situation violente et menaçante se rétabliront naturellement (O'Brien, 1998; McKeever & Huff, 2003; Grossman, 2004). Les personnes exposées à un facteur de stress important présenteront, parfois pendant quelques jours, des symptômes post-traumatiques, comme une altération de la réactivité du système nerveux central (SNC) et des perturbations somatiques, mais le SSPT proprement dit ne touchera que trois à dix pour cent d'entre elles (O'Brien, 1998; Grossman, 2004; Stam, 2007; Stein et coll., 2007). En raison des différences individuelles, il est aussi difficile de déterminer ce qui constitue un stress important. Le stress quotidien subi par une personne peut paraître épouvantable aux yeux d'une autre, et la différence de perception dépend souvent des expériences de vie de chacune (Friedman, 2003; Charuvastra & Cloitre, 2008).

Le DSM, quatrième édition, texte révisé (DSM-IV-TR), expose les critères dont doivent se servir les professionnels de la santé pour diagnostiquer un cas de SSPT (O'Brien, 1998).

Dans le DSM, le SSPT a été classé parmi les troubles anxieux, car environ 80 % des personnes chez qui on le diagnostique présentent d'autres troubles anxieux concomitants (Rosenbaum, 2004). Étant un guide d'évaluation psychiatrique, le DSM-IV-TR décrit les expériences personnelles que l'on peut dissocier d'une réponse normale à un événement traumatique et énonce six groupes de critères (sections A à F) qui, lorsque respectés, mènent à un diagnostic de SSPT. Étant donné que le syndrome peut être considéré comme une réaction anormale qu'ont certaines personnes lorsqu'elles sont exposées à une situation anormale, on précise dans le premier groupe de critères (section A) que le SSPT est lié à un événement traumatique qui a constitué une menace pour la vie ou l'intégrité physique et qui a entraîné un sentiment d'impuissance et d'horreur. Selon O'Brien (1998), les souvenirs intrusifs qui en découlent donnent lieu à des comportements d'évitement et à une hyperexcitation permettant d'anticiper des réponses particulières en cours de traitement. Par conséquent, on précise à la section B qu'au moins un type de symptômes consistant à revivre l'événement doit être présent, et à la section C, qu'au moins trois problèmes distincts liés à un comportement d'évitement doivent être présents, ce qui peut comprendre un effort conscient pour éviter les stimuli pénibles (Casada & Roache, 2006). La section D indique que le patient doit présenter une réactivité exagérée aux facteurs de stress. En terminant, la section E indique que les problèmes doivent durer depuis au moins un mois, et la section F qu'ils doivent entraîner chez le patient une souffrance et une altération du fonctionnement social (O'Brien, 1998; Rosenbaum, 2004). Quoiqu'une réaction immédiate à un événement stressant soit normale, c'est la réaction prolongée telle que décrite dans les sections susmentionnées du DSM-IV-TR qui permet de déterminer que la réaction au stress n'est plus normale.

Caméra de combat IS2007-7203

Bien que le SSPT soit directement lié à un événement traumatique (Friedman, 2003), un volume sans cesse croissant de preuves portent à croire que d'autres facteurs qui sont fortement corrélés avec les symptômes pourraient jouer un rôle et faire en sorte que certaines personnes sont plus à risque de souffrir du SSPT à la suite d'un traumatisme (Lamerson & Kelloway, 1996; O'Brien, 1998; Charuvastra & Cloitre, 2008). En plus de l'instabilité familiale et des antécédents de troubles psychologiques, le soutien social apporté à la victime semble être clairement lié tant à l'apparition initiale des symptômes qu'à la gravité de ceux-ci (McKeever & Huff, 2003; Rosenbaum, 2004; Charuvastra & Cloitre, 2008). D'autres aspects liés au milieu comme la culture, sous la forme de soutien national, l'instruction et la condition socioéconomique, semblent aussi jouer un rôle (Hautamaki & Coleman, 2001).

Cette multiplicité des points de vue au sein de la communauté médicale a permis au SSPT de se frayer un chemin jusqu'au point où tous les facteurs de stress acceptés sont, de fait, déterminés par les personnes concernées et où les critères du DSM sont interprétés plutôt libéralement. En l'absence d'une « norme d'or » physiologique permettant de mesurer le SSPT, le diagnostic doit être posé par des interprétations subjectives de la part du clinicien et du patient (O'Brien, 1998). Étant donné tous les inconnus en ce qui concerne le SSPT, on peut raisonnablement avancer que le trouble ne résulte pas uniquement de l'exposition à un événement traumatique.

Réflexions sur le leadership

Pour intégrer les effets du leadership à l'ensemble des influences en cause dans le SSPT, il faut d'abord comprendre les concepts du leadership. Comme bien d'autres constructions de l'esprit humain, la définition du leadership ne fait pas l'objet d'un consensus universel. À la fin de sa carrière militaire, le Feld-Maréchal Montgomery (1961) a écrit que le leadership se compose « d'une capacité et d'une volonté de rallier des hommes et des femmes pour l'atteinte d'un but commun, et d'un tempérament qui inspire la confiance ». Il était donc convaincu que la sincérité et le tempérament étaient essentiels à un leader. En fait, Montgomery a affirmé que la sincérité était le centre de gravité du but commun. Plus récemment, d'autres ont écrit sur l'importance de connaître les soldats et d'assurer leur bien-être, car les soldats qui croient qu'on se préoccupe d'eux feront davantage d'efforts (Kellet, 1982; Thompson & Gignac, 2001). Le soldat est le meilleur atout qu'un leader puisse avoir, et des études multi-nationales proposées par Kellet (1982) indiquent que le gaspillage frivole de toute ressource est irresponsable. Peu d'idées détruiront l'esprit des soldats aussi rapidement que celle voulant que leurs leaders les considèrent comme un bien entièrement remplaçable.

Caméra de combat AR2007-A072-0152

Cela fait au moins deux mille ans que les militaires essaient de réduire le leadership à des listes de qualités de base : compétence professionnelle, responsabilité personnelle, décisions judicieuses et communication. En affichant une combinaison de ces qualités, un leader peut amener les autres à accepter de bon gré une tâche même si elle comporte un danger et risque d'entraîner la mort de tous (Kellet, 1982; Catignani, S., 2006). Aucune de ces qualités ne met en cause la contrainte ou la tromperie en tant qu'aspect de l'art du leadership. Pourtant, dans toute l'histoire, on dénote des cas de leaders ayant tué de

leurs propres soldats pour gagner l'obéissance du groupe. Derrière le leader, on trouve les subalternes, que Bidwell (cité par Kellet, 1982) divise en trois groupes distincts : certains subalternes sont loyaux et enthousiastes, d'autres participent de bon gré aux tâches mais sont apathiques autrement, et certains sont des simulateurs qui sapent le moral du groupe et mettent à l'épreuve les capacités du leader. Pour ma part, je dirais toutefois que les groupes de subalternes se situent en fait sur un continuum en constante fluctuation. Il est possible que certains soldats loyaux au départ en arrivent à un point d'apathie totale, tandis que, inversement, certains soldats incompétents peuvent devenir, en partie grâce à un bon leadership, des membres efficaces de l'équipe.

Il est relativement facile de diriger les soldats enthousiastes, qui ont des vues similaires, vers l'atteinte des buts de leurs leaders. Toutefois, même les mauvais leaders peuvent obtenir ce qu'ils veulent, car la plupart des gens aiment être dirigés. Ils ont tendance à suivre ce qu'ils estiment être une autorité légitime ou la voie de la résistance minimale. Contrairement à Montgomery (1961), Barnett (cité par Hart, 1978) est d'avis que la morale et un bon tempérament n'ont rien à voir avec le leadership. Il perçoit l'exercice du leadership strictement comme une relation de pouvoir entre animaux, où la volonté de l'un est transmise aux autres. Tandis que certains consentent à se faire diriger notamment en présence d'un danger ou de difficultés, bon nombre se tournent toujours vers les autres pour se faire montrer la voie à suivre. En 1951, Asch a découvert que 35 % des participants à une étude se conformaient activement aux réponses erronées données par d'autres, même lorsqu'ils avaient vu des preuves en faveur de la réponse contraire. L'influence sociale normative amène les gens à agir à l'encontre de leur propre jugement, car ils cherchent en général l'approbation des autres. Ce qui est stupéfiant dans la découverte de Asch (1951), c'est que la propension à se conformer était présente dans un groupe où les participants ne se connaissaient pas les uns les autres, ne pouvaient pas s'attendre à bâtir des relations futures avec l'équipe expérimentale et exprimaient des opinions à propos d'une chose aussi simple que la longueur d'un trait de crayon. La cohésion d'un groupe peut influer très fortement sur la probabilité qu'une personne se lève pour défendre ce qu'elle croit juste. Dans un environnement de combat où tout se passe rapidement et où la vie est menacée, j'avancerais que le pourcentage de personnes qui se contenteront de suivre les autres est susceptible d'augmenter.

Milgram (1974) a mené une série d'expériences pour mesurer l'obéissance qui sont maintenant des classiques. On donnait l'ordre à des participants volontaires d'administrer des chocs électriques à un « étudiant » lorsque ce dernier donnait des mauvaises réponses à certaines questions. Les participants rencontraient d'abord le quinquagénaire qui allait jouer le rôle de l'étudiant et le voyaient se faire attacher à l'appareil, puis on les emmenait dans une autre pièce où ils pouvaient entendre les réponses de l'étudiant sans pouvoir le voir. En plus des réponses, les participants pouvaient entendre l'étudiant exprimer sa douleur et sa détresse tandis qu'ils lui administraient des chocs de plus en plus forts pour chaque réponse erronée. Les participants ignoraient que les chocs n'étaient pas réels, mais ils continuaient néanmoins de faire ce que les expérimentateurs leur disaient, administrant des chocs qui, dans la réalité, auraient suffi à tuer l'étudiant. Plus de 65 % des participants dans un certain nombre de variations de cette expérience n'ont pas suivi leur propre conscience qui leur dictait de cesser d'administrer des chocs électriques à un autre être humain à qui ils croyaient manifestement faire du mal. Comme dans l'expérience de Asch (1951), les participants aux travaux de Milgram n'entretenaient aucune relation d'autorité avec l'expérimentateur. Ils ne faisaient que suivre aveuglément les directives, et la plupart des participants qui ont interrogé l'expérimentateur au sujet des effets des décharges ont accepté la directive voulant que « le test devait se poursuivre » (Milgram, 1974).

Le contraste entre les concepts du leadership de Montgomery (1961) et de Barnett (cité par Hart, 1978) est la base de ce document. Tandis que le leadership peut être exercé d'une manière éthique favorisant la confiance, il peut aussi être exercé sans intégrité morale. Les expériences de Asch (1951) et de Milgram (1974) ont été menées dans des situations très différentes de la hiérarchie militaire, qui favorise un leadership fondé sur des principes tout en maintenant une autorité absolue par la discipline militaire. Tandis que l'on enseigne aux

soldats canadiens à suivre les ordres qui sont légitimes et aux leaders militaires canadiens à commander dans le respect des lois, décider de ce qui est légitime à un moment quelconque signifiera souvent que l'exécution des ordres est la réponse par défaut. Devant l'autorité, une personne peut réagir en exécutant les ordres ou, à l'autre extrême, refuser de s'y plier et demander à des commandants plus haut placés d'intervenir pour corriger la situation. Entre ces deux pôles, une personne peut choisir de renverser secrètement les directives, de mettre en question les ordres mais de les exécuter néanmoins ou simplement de refuser de se plier aux volontés des leaders (Santrock, J.W. & Mittner, J.O., 2005). Maxwell (cité par St. Cyr, 2007) propose plusieurs niveaux d'obéissance. Les gens peuvent suivre les ordres parce qu'ils le doivent ou parce qu'ils le veulent. La décision d'obéir peut aussi être liée aux actions passées du leader et à la perception qu'ont ses hommes de la philosophie personnelle qui motive ses actions. La plupart des gens ont de la difficulté à résister à l'autorité, en partie parce qu'ils veulent croire que les directives qu'on leur donne sont bien conçues, légales et éthiques. Les problèmes peuvent commencer lorsqu'ils exécutent des ordres qu'ils savent immoraux et qu'ils doivent ensuite vivre avec le poids de leurs actes.

Caméra de combat AR2007-D004-01

Les effets du leadership éthique

Se conduire de façon éthique signifie que l'on s'efforce de respecter les principes et les obligations véhiculés par la société. Cela suppose que toutes les actions ou inactions qui touchent d'autres personnes, qu'elles soient accomplies par une personne ou par une institution, font appel à l'éthique. La moralité consiste à respecter les valeurs et les normes d'une culture. Cela suppose qu'il existe un ensemble universel de normes qui seront suivies par les personnes rationnelles. En poussant plus loin, on peut dire que le jugement moral concerne la nécessité d'adhérer à ces obligations ou à ces valeurs et, plus particulièrement, le devoir qu'une personne se fait de suivre une ligne de conduite donnée. Ce type de jugement peut engendrer un dilemme moral où il y a deux ou plusieurs approches possibles et où le fait d'en adopter une exclut l'adoption de l'autre. Les dilemmes moraux nous ramènent aux questions éthiques et nous fais prendre conscience du fait que, en dépit de nos valeurs et des normes sociales qui nous guident, nous fonctionnons néanmoins dans un monde très diverse et incertain (Thomson et coll., 2005). La prise de ces décisions peut se faire au prix du sens de soi, car l'incompatibilité entre les actions et les attitudes

normatives d'une personne peut être une source de tensions susceptibles de mener au SSPT ou à d'autres affections liées au stress.

Une communauté peut être constituée de l'ensemble des pairs d'une personne, d'une institution sociale ou d'une nation. Ce qui permet réellement d'appeler un groupe de personnes une « communauté », c'est la présence d'un certain caractère commun, comme des croyances partagées, une même langue ou une même région géographique. Dans chaque communauté, il y a une grande diversité de personnes, chacune apportant ses forces et ses faiblesses au groupe. Inévitablement, certains membres seront des leaders exerçant beaucoup d'influence tant sur les valeurs qu'entretiendra la communauté que sur la façon dont ses membres se comporteront. Cette influence peut être très positive, comme celle qu'a eue Tommy Douglas dans ses efforts pour mettre en place les soins de santé universels au Canada, mais elle peut aussi avoir des résultats catastrophiques, par exemple, l'influence d'Adolph Hitler en Allemagne. Ces styles très variés de leadership peuvent aussi influer sur les membres des communautés relativement limitées que sont les unités militaires. En d'autres termes, les actions des leaders, à tous les échelons, auront un impact direct sur la façon de vivre des membres du groupe. Cela signifie que le type de soutien offert aux personnes exposées à un traumatisme par le leader et les pairs influe sur la possibilité d'apparition d'un SSPT ou d'autres affections liées au stress opérationnel (McKeever & Huff, 2003; Rosenbaum, 2004; Charuvastra & Cloitre, 2008). Notamment, les soldats qui acceptent une autorité contraire à la morale peuvent, en fait, être traumatisés par le simple fait de suivre les ordres d'un leader qui devrait pourtant, comme le suggère Montgomery (1961), agir dans les limites de l'intégrité et de la sincérité. Le leadership exercé par l'État, par la société, par l'armée et par les supérieurs immédiats influence le bien-être et l'efficacité des soldats. Notamment, le leadership contraire à l'éthique peut influencer les actions des soldats et entraîner un stress opérationnel indu, menant à des affections telles que le SSPT.

Shay (1994) compare les vies des anciens combattants du Vietnam atteints du SSPT aux personnages de l'*Iliade* de Homère et se penche sur la réaction qu'ont les soldats lorsque leur leader trahit leur sens de la morale. Dans l'*Iliade*, lorsqu'Agamemnon, le commandant d'Achille, lui vole son prix d'honneur, le sentiment de trahison d'Achille est tel qu'il perd la maîtrise de ses émotions. La colère d'Achille devient si grande qu'il en vient à commettre des atrocités inqualifiables tant contre les vivants que contre les morts. Tout comme les soldats d'aujourd'hui, Achille s'attendait à ce que ses leaders agissent conformément à la morale et montrent l'exemple avec honneur. Comme le fait remarquer Grossman (2004), bien que le meurtre ne soit pas à prendre à la légère, il y a des situations où il est nécessaire. Le meurtre peut être commis au nom de la justice plutôt que de la vengeance. Dans une telle situation, lorsque le meurtre est commis dans les limites d'un ordre moral et légitime, l'intégrité et l'honneur du soldat sont préservés. Pour se différencier d'une populace munie de fusils, une armée adopte des codes de conduite qui sont acceptables pour la société dont elle fait partie (Shay, 1994). Cela est accepté par les membres comme un pouvoir légitime accordé par la société et permet aux soldats de se débarrasser de la culpabilité rattachée au meurtre (Nadelson, 2005). En se servant de leur pouvoir légitime pour outrepasser les limites morales de la société, les leaders peuvent voler à leurs subordonnés les honneurs qu'ils s'attendent à recevoir en servant leur pays. Agamemnon et de nombreux leaders depuis ont dérobé ce sentiment d'honneur à leurs soldats par des ordres contraires à l'éthique, qui ont amené les soldats à commettre des atrocités inutiles. Étant donné la corrélation positive entre la violation des lignes de conduite éthiques personnelles des soldats et l'apparition du SSPT, Grossman (2004) soutient que la conduite morale assure une protection mentale. Inversement, les actes immoraux, même ordonnés par un leader, n'en demeurent pas moins immoraux, et les soldats qui les commettent sont ceux qui devront vivre avec leurs souvenirs. Il y a une autre différence entre les expériences décrites par Homère et celles des soldats d'aujourd'hui. Au temps d'Achille, les leaders se trouvaient sur le champ de bataille avec les soldats. Aujourd'hui, les commandants sont répartis au compte-gouttes à travers les rangs, et bon nombre de ceux qui prennent les grandes décisions n'assistent jamais au combat (Shay, 1994). Les soldats doivent maintenant faire confiance à des leaders qu'ils ne verront ni ne connaîtront jamais.

Les ordres contraires à l'éthique qui brisent la confiance entre les soldats qui servent leur pays et l'une ou l'autre des institutions sociales qui les envoient à la guerre créent les conditions favorables aux affections liées au stress opérationnel, voire au SSPT.

Leadership de l'État

Bien que les dirigeants de l'État soient bien loin des soldats sur le champ de bataille, il n'est pas moins pertinent de se pencher sur les ordres qu'ils promulguent que sur ceux qui sont donnés verbalement par un commandant de peloton pendant un combat. En fait, ce sont les dirigeants de l'État qui demandent aux forces militaires d'engager une guerre, et c'est à l'État qu'incombe la responsabilité de veiller à ce que les ressources militaires ne soient pas gaspillées.

L'ambiguïté de la mission influera sur l'état d'esprit des soldats s'ils ne comprennent pas clairement pourquoi leur sang est versé (Lamerson & Kelloway, 1996; Adler, Litz & Bartone, 2003). Il y a une différence entre le fait de se battre pour des questions de sécurité nationale évidentes et celui de se battre pour protéger les marges de profit des grandes entreprises qui influencent les décisions des hommes politiques. Tant le citoyen moyen que le soldat se doivent d'avoir des soupçons quant aux motifs sous-jacents d'une guerre lorsqu'ils apprennent, par exemple, que les membres du Congrès américain détiennent environ 196 millions de dollars d'actions dans l'industrie de la défense (Associated Press, 03-04-2008; Goodman, 2008). En présence de tels chiffres, il est difficile de distinguer le leadership moral de l'avidité. Le fait de défendre son pays contre un agresseur est une cause légitime qui peut alléger le stress subi par un soldat qui doit tuer. Les Finlandais qui ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale sont parmi les anciens combattants qui présentent le taux le plus faible de SSPT, en partie parce qu'ils ont d'abord combattu dans une guerre défensive contre les Russes, puis contre les Allemands (Hautamaki & Coleman, 2001). De même, les soldats des Forces israéliennes de défense qui se sont battus pour la survie de leur jeune nation au cours des 60 dernières années présentent aussi un taux de SSPT inférieur à celui des anciens combattants d'autres pays (Solomon, 1996). L'élément clé dans le cas des soldats finlandais et israéliens, c'est qu'ils percevaient la nécessité de combattre. Non seulement leurs propres besoins personnels étaient menacés, mais ceux de leur famille et de leur communauté l'étaient également. Cela porte à croire qu'il est très important pour la santé de nos soldats que les dirigeants de l'État expliquent pourquoi une guerre doit être menée à l'autre bout du monde. Tandis qu'il est tout à fait clair depuis le 11 septembre 2001 que les attaques contre l'État peuvent provenir de pratiquement n'importe où, on ne sait souvent pas clairement pourquoi et comment la sécurité nationale est maintenue par des guerres menées à l'étranger. Bien que l'assistance à la protection d'autres nations devrait en soi être une obligation morale et que les nations qui en sont capables devraient offrir une telle assistance, la ligne floue entre une assistance altruiste et la poursuite de ses propres intérêts nationaux est parfois difficile à tracer pour les soldats (Dobreva-Martinova, Villeneuve, Strickland & Matheson, 2002). C'est donc aux dirigeants de l'État qu'il revient d'exposer clairement, tant aux soldats qu'à la société dans son ensemble, les raisons des tensions qui sont créées. Si les leaders de l'État sont en mesure de fournir ces motifs, et qu'ils sont sincères et fondés sur des principes moraux (Safty, 2003; Grossman, 2004), les soldats ne seront pas exposés à des atrocités et à des affections liées au stress comme le SSPT.

La résolution nationale est une question qui est, du moins en partie, influencée par le décompte des corps des forces amies. Les pertes parmi les soldats dans le cadre de l'actuelle guerre menée par les États-Unis en Iraq ont dépassé les 4 000 âmes au printemps, tandis que le Canada, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas approchent chacun une centaine de pertes au combat dans le cadre de la guerre en Afghanistan. On estime de plus les décès parmi les civils en Iraq à au moins 90 000 personnes (Associated Press, 24/03/08). Quarante pour cent des actions militaires mondiales depuis la Deuxième Guerre se sont soldées par des échecs lorsque des nations puissantes se sont retirées du conflit pour des relations coûts-avantages plutôt qu'en raison d'une défaite militaire (Sullivan, 2007). Au pays ou à l'étranger, une intervention demande des ressources considérables, et la puissance

militaire n'est qu'une partie du tableau. L'impact combiné des dépenses matérielles et humaines peut persister pendant des décennies (Solomon, 1996) et il comprendra pendant des générations des problèmes de soins de santé comme ceux liés au SSPT (Rosenbaum, 2004; Hautamaki & Coleman, 2001). Les soldats qui sont au front ont besoin de croire que les dirigeants de l'État ont investi leurs efforts dans une appréciation complète de la mission et que le leadership international qu'ils assurent ne vise pas simplement à afficher un pouvoir militaire (Edwards, 2007). Si l'on considère la guerre actuelle menée par les États-Unis en Iraq, il est très clair que les décideurs avaient mal évalué les coûts liés à l'établissement et au maintien d'un régime ami dans ce pays (Daalder & Lindsay; Record & Terrill, cité par Sullivan, 2007; Safty, 2003; Kinsley, 2007; Edwards, 2007). Le fait qu'on ne soit pas parvenu à dresser un portrait exact de la situation signifie que l'on risque les vies des soldats pour une guerre qui n'a pas été préparée soigneusement. Le leadership national est au sommet de l'univers d'un soldat. La trahison des valeurs morales du soldat reposera sur les épaules des leaders de l'État (Kinsley, 2007) s'ils ne parviennent pas à soutenir la croyance en l'effort de guerre. C'est le bris de confiance qui influera sur les esprits de ceux qui se trouvent au front.

Caméra de combat AR2008-Z132-06

Leadership social

Le soutien social atténue le stress et il a été clairement établi qu'il était lié à une diminution des cas de SSPT un peu partout dans le monde (Noy, 1991; Solomon, 1996; Hautamaki & Coleman, 2001; Charuvastra & Cloitre, 2008). Comme l'indique judicieusement Grossman (2004) : « Un chagrin partagé est un chagrin divisé et une joie partagée est une joie multipliée. » Lorsqu'une société a choisi, par l'entremise de ses dirigeants, d'envoyer ses soldats à la guerre, cette société doit continuer de soutenir les soldats qui ont accompli les tâches demandées en son nom. Cela inclut notamment d'accepter la responsabilité de ceux qui sont brisés physiquement et mentalement (Shay, 1994). Les soldats choisissent souvent de ne pas exprimer leurs besoins lorsqu'il devient manifeste que personne ne s'en préoccupe. Les guerriers de l'*Iliade* voulaient un peu plus qu'une reconnaissance publique exempte de honte. Cela est aussi vrai pour nos combattants d'aujourd'hui, excepté que la société dans laquelle la plupart des soldats retournent aujourd'hui est largement soustraite aux impacts directs de la guerre. La Deuxième Guerre mondiale est la dernière fois où

des citoyens au pays ont vu leurs marchandises de base rationnées pour soutenir l'effort de guerre et, en dépit des efforts actuels des médias, de nombreux citoyens demeurent ignorants des actions menées par leurs militaires à l'étranger. Le soutien constant des soldats et la reconnaissance du public pour ce qu'ils ont accompli au nom de leur pays sont critiques pour ce qui est de la durée de vie des souvenirs que les soldats auront (Shay, 1994; Solomon, 1996; Hautamaki & Coleman, 2001). Plutôt qu'un traitement rapide, les anciens combattants finlandais ont bénéficié d'une thérapie sociale narrative continue qui a inclus, plutôt qu'exclu, leur période de service de guerre pour le pays (Hautamaki & Coleman, 2001). Étant donné que l'honneur ne peut provenir que de la communauté, le soutien social doit respecter le courage et ne pas stigmatiser la dépression (Grossman, 2004; Stein et coll., 2007), car chacun de nos soldats est un produit de notre propre société et transporte avec lui les forces ou les faiblesses que la société dans son ensemble lui a inculquées. Une philosophie communautaire qui jouit d'un soutien social fort en temps de paix véhiculera les mêmes valeurs en temps de crise (McKeever & Huff, 2003; Ehrenreich, 2003; Grossman, 2004). L'instabilité familiale, les comportements anti-sociaux dans l'enfance et le manque de soutien communautaire sont au nombre des variables du milieu qui sont liées au SSPT (McKeever and Huff, 2003). Les anciens combattants qui perçoivent le soutien de la communauté ont plus de chances de se remettre du stress opérationnel subi que ceux qui ont le sentiment que les besoins qu'ils éprouvent par suite de leur service national sont perçus négativement (Charuvastra & Cloitre, 2008). Le SSPT est presque toujours associé à la rupture d'un lien social qui représente le même bris de confiance que celui que peuvent créer les personnes en position de leadership.

La société est formée de nombreuses institutions qui possèdent toutes leur propre hiérarchie. Parmi ces groupes, il y a d'innombrables leaders qui ont la possibilité de façonner les valeurs communautaires. En général, en dépit des meilleurs efforts de consumérisme pour créer un monde d'individus auto-guidés, les leaders communautaires ont l'obligation de faire de leur mieux pour améliorer la société. Le leadership éthique englobe en fait tous les citoyens et il est peut-être plus juste de le voir comme étant auto-guidé, les subordonnés ayant les leaders qu'ils méritent. Les gens, en particulier dans les démocraties, ont l'obligation morale de veiller à ce que leurs leaders respectent les principes éthiques auxquels ils s'attendent (Dunlap, 1999). Le leadership social est l'affaire de tous ceux qui ont l'esprit altruiste (Ciulla, 2003; Safty, 2003) et les actions morales des membres d'une société influeront sur les actions de leurs leaders. Une société mal dirigée produira des leaders qui acceptent des modes de conduite contraires à l'éthique qui, à leur tour, auront un impact sur le stress subi par ses membres les plus vulnérables.

Leadership médical

La communauté médicale est l'une des institutions sociales dont les dérogations à l'éthique auront un impact sur la santé mentale du soldat. On estime que 17 anciens combattants américains se suicident chaque jour, aussi a-t-on un besoin critique de leaders médicaux pour coordonner les programmes existants dans un effort concerté (Coleman, 2008). La promotion de la santé globale serait plus efficace que la stratégie actuelle qui consiste à soigner uniquement après l'apparition d'un problème. Le bio-réductionnisme s'est emparé en bonne partie du monde médical, dans un effort maximal pour dissocier les fonctions humaines de l'interaction humaine, à un point tel que la recherche sur les affections liées à la santé mentale holistique ne bénéficient que d'un soutien minimal (O'Brien, 1998; Coughlan, non publié). Le modèle de stress diathésique (*Diathetical Stress Model*) de McKeever et Huff (2003) décrit les facteurs du milieu, comme les problèmes antérieurs relatifs à la famille, aux amitiés, aux compagnons de travail et à l'environnement, qui peuvent influer sur la susceptibilité d'une personne au SSPT. Ce modèle se trouve directement à l'opposé du modèle sur lequel les recherches actuelles sont fondées, et dans lesquelles on tente de trouver un test physiologique de détection du SSPT grâce auquel on n'aurait plus à se pencher sur l'expérience du patient. En raison du modèle actuel, l'ensemble des efforts de recherche se concentrent sur des études biologiques (Ehrenreich, 2003) plutôt que de sur des études qui permettraient d'en savoir plus sur les patients. McKeever et Huff (2003) mettent en doute le fondement éthique de l'exclusion délibérée de

l'expérience humaine de la recherche médicale, tandis que la plupart des travaux actuels sur le SSPT sont centrés sur la psychobiologie et la pharmacothérapie (Hageman, Anderson & Jorgensen, 2001), et ont pour hypothèse première que les troubles prolongés sont régulés par des mesures biologiques comme le dérèglement des substances chimiques cérébrales et des voies neuro-endocriniennes. Il n'est peut-être pas surprenant que les recherches sur un remède pharmacologique soient menées par de grandes entreprises dont les marges de profit devraient tous nous amener à mettre en doute les motifs de leur altruisme (Coughlan, non publié). Comparativement aux problèmes de santé physique, les problèmes de santé mentale sont relativement mal compris, et l'intérêt actuel pour le SSPT pourrait aussi polariser davantage l'étude médicale de la santé mentale (Ehrenreich, 2003; Grossman, 2004). Tandis que des fonds de recherche sont consacrés à l'étude du SSPT, d'autres affections liées au stress susceptibles de frapper les soldats sont en grande partie ignorées. Pour la communauté médicale, le défi consiste à rassembler les divers axes d'étude sous une vision commune qui placera la santé avant la guérison. Tandis que les membres de la société dans son ensemble ont l'obligation morale de porter assistance à leurs anciens combattants, la communauté médicale a aussi l'obligation professionnelle de veiller à ce que la dignité humaine soit une priorité dans les soins offerts (Solomon, 1996). À cette fin, l'Institute of Medicine des États-Unis a établi un partenariat avec le Département des anciens combattants pour déceler les lacunes dans les soins et élaborer un plan de prestation complet. Lorsqu'il est question de la santé des gens, les tromperies, les communications défaillantes et les mensonges ne devraient pas avoir leur place. On peut guérir le SSPT. On peut le comparer à une grippe dont, si elle est traitée convenablement, on peut guérir, devenir immunisé et sortir plus fort (Grossman, 2004). Les soldats affectés par le stress opérationnel ont besoin de recevoir des soins convenables qui leur permettront de se rétablir plutôt que de prendre des médicaments leur vie durant et de suivre des thérapies coûteuses. Tout cela nous ramène aux liens de confiance qui doit unir les soldats à leurs leaders. Tandis que les leaders se doivent d'exercer une surveillance pour garantir la qualité des soins de santé, la communauté médicale est avant tout responsable de ne faire aucun tort (Weinstein, 2007). Bien qu'il puisse exister des politiques et des normes écrites à cet égard, les résultats insatisfaisants sont rarement pointés du doigt dans la pratique. Les leaders médicaux, comme les leaders d'autres institutions sociales, ont un rôle direct à jouer dans la santé des combattants d'une nation et doivent clairement maintenir un lien de confiance.

Leadership militaire

Étant donné que les soldats sont engagés pour « être des outils de justice et se conformer aux décrets promulgués » (Lund, 2008), dans toutes les armées de volontaires, comme celles que l'on trouve dans la plupart des pays occidentaux, on dit souvent que la dernière fois où le soldat s'est porté volontaire, c'est le jour où il s'est engagé. Par tradition et avec la bénédiction de la société, l'armée a acquis une structure autoritaire qui est acceptée par ses membres. Étant donné que l'autorité qui en résulte est telle que les soldats risqueront leur vie, il est impératif que les leaders militaires fassent tout ce qu'ils peuvent pour faire respecter ce qui est considéré comme juste (Shay, 1994). Depuis que l'on a pris conscience du SSPT et des autres affections liées au stress opérationnel, le défi pour les leaders est de réduire au minimum les effets négatifs que peuvent avoir ces maladies sur l'organisation et sur l'individu (McFarlane & Bryant, 2007). Le leader qui donne un ordre contraire à la loi, à l'éthique et à la morale risque de miner l'esprit tant de l'armée que du soldat individuel.

Les facteurs de stress au combat, qui comprennent les menaces à la vie, l'inconfort physique, les interactions sociales et le mandat personnel, peuvent être exacerbés par les conflits entre les valeurs éthiques des soldats, lorsque ceux-ci se posent comme des dilemmes moraux sur le champ de bataille (Kellet, 1982). Ainsi, comme le souligne Dalton (1994), « la confiance nécessaire pour assurer un leadership efficace requiert une norme de comportement et un tempérament personnel qui sont conformes au code moral suprême de la société ». Les leaders qui approuvent aveuglément des actions qu'ils savent contraires à la morale n'ont pas leur place.

Caméra de combat AS2006-0427

La conférence « Winter Soldier » tenue récemment à Silver Spring (Maryland) a brossé un sombre portrait de l'expérience vécue par certains soldats américains déployés en Iraq et en Afghanistan. Les conférenciers étaient des témoins oculaires (et souvent des participants) des atrocités commises par le personnel américain en service au cours des opérations actuelles dans ces pays (Goodman, 2008). Organisée en guise de manifestation contre la guerre, cette conférence véhiculait des messages qui s'appliquaient, de manière plus importante, au besoin d'un commandement éthique. La guerre asymétrique anti-insurrectionnelle signifie que des soldats en uniforme agissant comme une armée au sens classique s'engagent dans des hostilités contre de petits groupes de combattants issus d'organisations moins hiérarchisées. L'ennemi d'aujourd'hui porte rarement un uniforme et, en raison du déséquilibre de la force de combat, lance souvent ses attaques à partir de zones civiles afin de jouer contre les normes éthiques si chères aux sociétés occidentales. Par conséquent, lorsque les soldats se heurtent à des hostilités dans une zone civile, ils sont partagés entre la nécessité de tuer les belligérants et le désir d'éviter de tuer des civils. Hart Viges est un ancien combattant de la guerre en Iraq qui a présenté une allocution lors de la conférence « Winter Soldier ». Un lieutenant-colonel lui a donné l'ordre de tirer sur toutes les voitures de taxi qu'ils croisaient dans la ville. Le message était clair : l'ennemi a déjà utilisé un taxi pour camoufler ses activités alors, bien qu'ils puissent aussi transporter des civils, tous les taxis sont maintenant considérés comme des dangers. Étant donné que Viges jugeait qu'un tel ciblage inconsidéré était immoral, il a perdu toute confiance à l'égard de ses leaders. Lorsqu'il a personnellement lancé des obus de mortier sur des villes qu'il ne pouvait pas voir, il s'est senti déchiré parce qu'il n'avait plus confiance. Il ne pouvait plus être certain que les leaders visaient de véritables cibles ennemies. L'unité de Viges avait acquis une attitude raciste à l'égard de tous les Iraquiens, qui était apparemment approuvée par la chaîne de commandement. Viges se rappelle qu'il n'y avait aucun respect pour les autres êtres humains au sein de son unité et, bien que déchiré par ses actions, il s'est prêté au jeu comme membre du groupe.

Un autre ancien combattant en Iraq, Jason Washburn, a raconté que les règles d'engagement étaient relâchées, et que le meurtre de toute personne autre qu'un Américain était approuvé et dissimulé. Son unité transportait une pelle excédentaire afin de la placer, au besoin, entre les mains d'un défunt civil non armé. On pouvait ensuite présenter la photo d'une personne en train d'enfouir un engin explosif improvisé comme preuve afin de justifier

l'homicide. Parce que cette violence inconsidérée était discrètement encouragée par les leaders, Washburn vit maintenant avec la culpabilité d'avoir tué une femme qui traversait la rue avec des sacs de provisions pour rentrer chez elle.

Jason Lemieux, un sergent de la Marine américaine, a reçu l'ordre de « tuer ceux que vous croyez devoir tuer ». L'attitude générale était qu'en l'absence d'une mission claire, mieux valait anéantir tous les Iraquiens que de perdre un Américain en tentant de faire la distinction entre des civils innocents et des combattants ennemis légitimes. Un jour, son officier a affirmé que plus d'une centaine d'« ennemis » avaient été tués dans leur opération, mais Lemieux savait que seuls quelques belligérants suspects se trouvaient dans la ville.

Les anciens combattants ont dit lors de la conférence que les homicides étaient souvent incontrôlés et que les soldats savaient que leurs officiers allaient les couvrir. Domingo Rosas était également un sergent de l'Armée américaine en Iraq. Lorsqu'il s'est renseigné au sujet d'un prisonnier qu'il avait capturé la veille, il a appris que l'Iraquien en question était mort pendant son interrogatoire. Rosas est maintenant troublé par son rôle dans le décès de cet homme, et se demande quel genre de questions sont assez dures pour tuer un être humain. Ce ne sont là que les expériences de quatre de plus de deux cents soldats qui se sont exprimés lors de la conférence et, bien que nous ne puissions pas généraliser ce qu'ils ont vécu à l'ensemble de la force militaire en Iraq, les expériences de ces hommes sont une bonne indication qu'il existe des problèmes de leadership graves qui occasionnent des souffrances morales aux soldats. Tandis qu'une telle atrocité n'est pas nécessairement généralisée, elle est répandue. Même l'Armée canadienne a été mise en cause dans des actes de torture et d'homicide de civils lors de son déploiement en Somalie en 1992. L'enquête subséquente a révélé une attitude d'indulgence parmi les leaders et des tentatives actives pour dissimuler les faits (Thomson et coll., 2005).

Une telle dissonance cognitive doit peser lourd sur les épaules des soldats. Quoiqu'ils aient eux-mêmes choisi une carrière militaire pouvant comporter des expériences de combat, les conséquences semblent très loin de ce qui était entendu au départ. Tandis que la violence au combat peut mener au SSPT chez certains des soldats qui y sont exposés, les exemples de confiance brisée décrits lors de la conférence « Winter Soldier » sont semblables à l'honneur dérobé à Achille par Agamemnon. Ces soldats savaient qu'ils prenaient part à des activités qui feraient honte à leur société. Les milieux très stressants, les tâches contradictoires, les ordres ambigus et le manque de soutien social positif de la part du groupe sur lequel les soldats comptent le plus disposeront même le plus résistant des soldats à une affection liée au stress opérationnel (Wilhelm, Kovess, Rios-Seidel & Finch, 2004). Dans l'armée, il y a tellement de niveaux de commandement intermédiaires que même dans un bataillon de 600 soldats, peu d'individus ont plus de huit ou dix subordonnés immédiats. Les sergents qui se sont exprimés lors de la conférence « Winter Soldier » étaient à la fois des leaders et des subordonnés. Ils ont non seulement commis des atrocités à l'encontre de leur meilleur jugement, mais ont fait en sorte, ne serait-ce que par une désindividualisation silencieuse, que leurs propres subordonnés fassent de même.

Il a été établi que le stress peut mener à la dépression. Bien que l'on croie que le fait de demeurer dans le milieu de travail facilite le rétablissement dans un cas de dépression, la dépression peut aussi avoir des répercussions sur les relations interpersonnelles, la prise de décisions et la sécurité d'autrui (O'Brien, 1998; Wilhelm et coll., 2004). Il faut ensuite décider de la meilleure façon de composer avec les victimes du stress, en particulier si cette victime est un leader. Habituellement, les intervenants de première ligne comme les soldats, les policiers et les pompiers présentent des taux de suicide inférieurs à ceux de l'ensemble de la population parce qu'ils ont eux-mêmes choisi de s'exposer à des risques et croient qu'ils sont là pour accomplir un bon travail. Même le meurtre peut avoir son utilité, mais on ne peut éviter de penser que le fait de franchir la ligne entre un homicide sanctionné et un assassinat peut être la cause fondamentale de la hausse marquée des suicides parmi le personnel américain en service.

Il est difficile de trouver le soutien social approprié afin de faciliter le rétablissement à la suite d'un traumatisme lorsque la micro-société dans laquelle les soldats opèrent est

elle-même malade. Il est tout aussi difficile de trouver du soutien social lorsque l'institution, avec son influence bureaucratique, ne parvient pas non plus à satisfaire les attentes de la société. Les cultures organisationnelles et les climats politiques auront un impact sur les soldats lorsqu'ils commettent un acte qu'ils jugent immoral. Imaginez l'impact qu'a pu avoir un commandant de compagnie qui a offert une permission de quatre jours à la première personne sous son commandement qui tuerait un Iraquien avec un couteau ou une baïonnette (Wilhelm et coll., 2004; Goodman, 2008). De la même façon, on se demande actuellement si la culture de mauvais traitements à l'égard des prisonniers d'Abu Ghraib en Iraq a été promulguée par le Bureau du conseiller juridique à la Maison-Blanche, qui a écrit que la torture infligée à l'extérieur des États-Unis n'était pas vraiment de la torture. Il ne fait aucun doute que les actions des leaders ont un impact direct sur celles de leurs subordonnés. Malheureusement, peu de gens résistent à de telles actions contraires à l'éthique et certains se réjouiront même d'avoir la chance de déroger aux principes éthiques de leur société. De telles attitudes vont directement à l'encontre du changement social survenu au cours des 50 dernières années, et qui demande à ce qu'il y ait moins de morts à la guerre (Dunlap, 1999). Le front intérieur a un seuil de tolérance très bas à l'égard des housses mortuaires remplies de soldats morts et un seuil de tolérance pas vraiment plus élevé à l'égard du décès de nombreux civils étrangers. Cette attitude se reflète dans la nouvelle famille de missiles de précision qui sont censés réduire les dommages collatéraux lorsque l'on tire sur des insurgés qui se trouvent dans des enclaves civiles. En dépit des tentatives des organisations pour maintenir des normes éthiques élevées, une frustration se fait sentir lorsque les ennemis utilisent délibérément des boucliers humains, sachant bien que les occidentaux se rebifferont contre des homicides excessifs (Dunlap, 1999). Il est extrêmement difficile pour le soldat sur le terrain, frustré par des attaques faites à partir de taxis, de se battre dans le respect des lois régissant les conflits armés, lesquelles visent un équilibre entre la nécessité militaire, l'humanisme et la galanterie, contre un ennemi qui exploite des attitudes humanitaires (Thomson et coll., 2005).

Fondements psychologiques de l'argumentation

La guerre limitée, ou la guerre juste, est un concept qui a d'abord été soulevé par l'Église au Moyen Âge dans le but de protéger les civils contre des tueries indiscriminées. Bien que mal observé, le concept a été enchâssé dans la Convention de Genève en 1949 (Thomson et coll., 2005; Slim, 2008). Cette convention a été écrite notamment en raison du grand nombre de victimes faites par la Deuxième Guerre mondiale, en partie à cause de l'holocauste, du bombardement de villes comme Dresde et des bombes nucléaires lancées sur le Japon (Slim, 2003). Pourtant, des génocides et des massacres continuent de se produire même dans les pays considérés comme civilisés. Tandis que l'on trouve de nombreux civils armés qui ne sont que de simples chasseurs, on trouve aussi de nombreux combattants qui ne sont pas armés, mais qui contrôlent l'ordinateur avec lequel les armes sont lancées. Faire la différence entre le combattant et le civil en situation de guerre n'a jamais été chose facile et les sociétés, par leurs structures militaires, laissent souvent au soldat sur la rue, qui se trouve dans un lieu éloigné et hostile, le soin de décider quelles personnes seront tuées. Dans son article intitulé *Strategic Corporal*, Krulak (1999) explique cette réalité au moyen d'une analogie selon laquelle c'est souvent le leader subalterne sur le terrain qui prend les décisions dont l'impact sera vu partout dans le monde. Étant donné que les médias font circuler l'information en moins de temps qu'il n'en faut à la chaîne de commandement pour prendre une décision, les habitants de toute la planète peuvent voir d'eux-mêmes l'impact de la guerre. Il n'est pas surprenant que certains des participants à la conférence « Winter Soldier » aient mentionné qu'ils agissaient différemment en présence des médias (Goodman, 2008). À la suite des changements asymétriques touchant la guerre moderne, des défis éthiques fréquents (Thomson et coll., 2005) exercent sur le soldat des tensions qui peuvent être exceptionnellement intenses; tandis que les leaders devraient être là pour aider le subordonné, ils peuvent eux aussi se tromper.

Bien que le soldat individuel puisse croire au traitement éthique d'autrui, il est facile de se laisser entraîner dans le meurtre. La peur, l'autorité, la deshumanisation et l'endoctrinement ne sont que quelques facteurs pouvant amener les gens à réagir contre leur volonté (De

Soir, 1995; Slim, 2008). Il suffit de penser aux résultats obtenus par Milgram (1974), où plus de 65 % des participants se sont pliés à l'autorité perçue dans une expérience de laboratoire. Tandis qu'une agression réactive est attendue dans une situation où la vie est menacée, l'agression proactive est le résultat de frustrations situationnelles menant à une réaction de coercition et de pouvoir (De Soir, 1995). L'incompréhension de la culture ou de la langue des personnes qu'ils sont censés aider peut contribuer à l'apparition d'attitudes racistes qui forcent les soldats à se rapprocher de leurs pairs. Pour les soldats individuels, cela signifie que le seul soutien moral disponible peut provenir de pairs, qui sont enlisés dans les mêmes actes atroces. La dynamique de groupe qui fait en sorte que les gens agissent en dehors des normes sociales en devenant arrogants et tyranniques (Lebon, cité par Santrock& Mittner 2005) est en conflit avec les théories cognitives qui suggèrent que les gens sont capables de s'auto-réguler pour former leur propre milieu (Thompson & Gignac, 2001). L'ampleur de ce conflit est relativement mal connue et devrait être étudiée plus à fond. Le rétablissement à la suite d'un incident traumatisant doit passer par l'acquisition du sentiment que ce qui s'est passé a une signification et du sentiment de maîtrise de soi, ainsi que par la restauration de l'estime de soi. Il est donc évident que lorsque les actes contraires à l'éthique du soldat étaient approuvés par les leaders, le processus de rétablissement devra s'étendre à une aide sociale et professionnelle extérieure à la chaîne de commandement (Noy, 1991; Dobreva-Martinova et coll., 2002).

Une unité militaire qui mène un combat soutenu a besoin d'une bonne dose de confiance hiérarchique pour maintenir ses buts opérationnels; et au sein de l'unité, les leaders ont besoin d'une certaine robustesse pour diriger les activités meurtrières tout en demeurant à l'intérieur des principes moraux (Grossman, 2004; Hope, 2007). Bien que l'armée ait des normes éthiques supérieures à celles des citoyens en général, elle n'en constitue pas moins une fraction de la société dont elle fait partie. Tandis que la plupart des gens, et donc la plupart des soldats, sont des êtres humains décents, certains membres de la société ne se conforment pas aux normes sociales. Lorsqu'il rencontre des gens qui agissent à l'encontre de l'éthique, c'est le devoir tant du citoyen que du soldat de corriger la situation. Plus particulièrement, ceux qui ont été choisis pour être des leaders et à qui on a accordé un lien de confiance pour leur comportement moral ont une plus grande obligation non seulement envers eux-mêmes, mais aussi envers leurs subordonnés.

Il existe, bien sûr, de nombreux cas exemplaires où des personnes ont fait ce qu'il fallait pour redresser le mal qui était fait. En 1968, lorsqu'une compagnie de soldats américains massacrait la population civile de My Lai, au Vietnam, l'Adjudant-Chef Hugh Thompson a posé son hélicoptère au milieu de la zone de combat et a protégé activement les citoyens vietnamiens contre les soldats américains fous furieux (Santrock & Mitterer, 2005; Thomson et coll., 2005). Thompson a aussi contribué à décrire le massacre lors des procès qui ont suivi. Étant donné que l'espoir n'est pas une méthode militaire de fonctionner, ce n'est que la connaissance ouverte des atrocités qui entraînera un changement. Bien que dans le cas du génocide au Rwanda, la sensibilisation du public n'ait pas suffi à soulever la conscience collective mondiale suffisamment pour que l'on intervienne, l'intervention publique nationale à la suite des atrocités commises par des soldats canadiens en Somalie a donné lieu au démantèlement d'un régiment et à des changements dans l'ensemble de l'instruction offerte aux leaders (Thomson et coll., 2005). Dans des situations stressantes, il peut être difficile de déterminer ce qui est contraire à l'éthique ou immoral, même pour les leaders de haut grade, et la meilleure façon d'aider les soldats est d'inculquer sans cesse les principes appropriés et les obligations jusqu'à ce qu'un réel changement des attitudes se soit produit. Le Canada enseigne maintenant à ses militaires qu'ils doivent respecter la dignité de toute personne, servir la nation et suivre les ordres légitimes. On reconnaît que les changements culturels peuvent prendre des générations. Parmi les obligations d'un leader militaire, la responsabilité est perçue comme la plus importante. Cette responsabilité signifie que les leaders doivent se conformer aux attentes de la société et qu'ils doivent répondre de leurs décisions en tout temps (Thomson et coll., 2005; Sharpe & Dowler, 2006). La mise en place d'un leadership conforme à ces lignes directrices éthiques assurera que les problèmes de santé mentale comme le SSPT ne résulteront pas du bris de confiance qui a affligé Achille

et qui continue de détruire les bons soldats aujourd'hui (Shay, 1994; Grossman, 2004; Nadelson, 2005; Hendin & Haas, 2007).

Bien qu'une étude menée auprès des pompiers de Lexington (Kentucky) suggère qu'un *bon* leadership ne réduit pas le risque de SSPT (Howell, 2006), l'expérience des Israéliens, des Finlandais et de bien d'autres a montré qu'un bon leadership minimise les victimes de problèmes psychiatriques et que les communautés sociales attentionnées accélèrent le rétablissement (Kellet, 1982; Grossman, 2004; McKeever & Huff, 2003). Tandis que les soldats doivent être responsables de leurs propres actions, le soutien de leurs pairs dans la communauté et de leurs leaders est essentiel tant pendant le combat que pour le reste de leur vie (Hautamaki & Coleman, 2001; Grossman, 2004).

Conclusion

En tant que membres et leaders de la communauté, nous avons tous l'obligation morale de nous soutenir les uns les autres. Tandis que je suis en accord avec l'idée qu'un bon leadership fait une différence dans la santé mentale d'un soldat, je prétends plus particulièrement qu'un *mauvais* leadership fait partie de la myriade de facteurs environnementaux critiques pouvant permettre de prévoir le SSPT et les autres affections liées au stress opérationnel. Cette importante perspective mérite qu'on s'y intéresse davantage. Le leader qui déroge au code d'éthique et permet l'anéantissement total de l'honneur d'un soldat aurait aussi bien pu simplement appuyer sur la gâchette, car les dommages subis s'avèrent souvent fatals de toute manière.

Au sujet de l'auteur...

Le Major Ross Cossar est un membre actif de la Première réserve du Hastings and Prince Edward Regiment depuis 1987. À la suite d'une visite en Afghanistan avec la FO3-06, il a fait transférer ses crédits d'études à temps partiel du Collège militaire royal à l'Université Trent de Peterborough, où il étudie maintenant la psychologie à temps plein. La psychologie militaire est devenue son centre d'intérêt.

Références

Adler, A.B., Litz, B.T. & Bartone, P.T. (2003). "The Nature of Peacekeeping Stressors", In Britt, T. & Adler A.B., (Eds.), The Psychology of the Peacekeeper: Lessons from the field. Westport, CT: Praeger.

Asch, S.E. (1951). "Effects of Group Pressure on the Modification and Distortion of Judgments". In H.S. Guetzkow (Ed.) Groups, Leadership and Men. Pittsburgh: Carnegie University Press.

Casada, J.H., & Roache, J.D. (2006). "Dissociation of Physiology and Behavior in PTSD". International Journal of Psychophysiology, 62, pp 243-248.

Catignani, S. (2006). "Leadership in Low Intensity Conflicts: The Example of the Israeli Defence Forces". In MacIntyre, A. & Davis, K.D. (Eds.) Dimensions of Military Leadership. Kingston: Canadian Defence Academy Press.

Charuvastra, A., & Cloitre, M. (2008). "Social Bonds and Post Traumatic Stress Disorder". Annual Review of Psychology, 59, pp 301-328.

Coleman, P. (2008). "Pentagon, Big Pharma: Drug Troops to Numb them to Horrors of War". AlterNet.

Coughlan, Rory. (Unknown). "Health, Medicine and Service Delivery: Dualistic and Holistic Trends". Chapter 5 of an unpublished manuscript.

Ciulla, J.B. (2003). The Ethics of Leadership. Singapore: Thompson.

Dalton, J.H. (1994). "The Character of Readiness: Ethics of Moral Behaviour". *Vital Speeches of the Day*, 60, 10.

De Soir, E.L.J.L. (1995). *Misconduct During Peace-Support Operations; Agressivity, Norms Transgression and War Morale*. Department of Behavioural Sciences, Royal Military Academy, Brussels.

Dobreva-Martinova, T., Villeneuve, M., Stickland, L. & Matheson, K. (2002). "Occupational Role Stress in the Canadian Forces: Its Association with Individual and Organizational Well-being". *Canadian Journal of Behavioural Science*, 32, 2, 111-121.

Dunlap, C.J. (1999). "Technology and the 21st century Battlefield: Recomplicating Moral Life for the Statesman and the Soldier". *Strategic Studies Institute,* 1999.

Edwards, J. (2007). "Reengaging with the World". *Foreign Affairs* 86, 5, 19-36.

Ehrenreich, J.H. (2003). "Understanding PTSD: Forgetting 'Trauma'". *Journal of Social Issues*. 3, 1, pp 15-28.

Friedman, Mathew J. (2003). "Posttraumatic Stress Disorder: An Overview". *National Center for PTSD.*

Goodman, A. (2008). "Winter Soldier, US Vets, Active-duty Soldiers from Iraq and Afghanistan Testify about the Horrors of War". *Democracynow.org.*

Grossman, D. & Christensen, L.W. (2004). *On Combat: The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace.* PPCT Research Publications.

Hageman, I., Andersen, H.S., & Jorgensen, M.B. (2001). "Post-traumatic Stress Disorder: A Review of Psychobiology and Pharmacotherapy". *Acta Psychiatrica Scandinavica,* 104, 411-422.

Hart, T.S. (1978). *Determination in Battle*. Paper presented to the Royal Armoured Corps Conference (UK). November.

Hautamaki, A., & Coleman, P.G. (2001). "Explanation for Low Prevalence of PTSD among older Finnish War Veterans: Social Solidarity and Continued Significance Given to Wartime Sufferings". *Ageing and Mental Health*, 5 (2) pp 165-174.

Hendin, H., & Haas, H.P. (2007). "Suicide and Guilt as Manifestations of PTSD in Vietnam Combat Veterans". *American Journal of Psychiatry*, vol. 148, 5.

Hope, I. (2007). "Reflections on Afghanistan: Commanding Task Force Orion". In Horn, B. (Ed.) *In Harms Way: The Buck Stops Here: Senior Commanders on Operations*. Kingston: Canadian Defence Academy Press.

Kellet, A. (1982). *Combat Motivation: The Behaviour of Soldiers in Battle*. Boston: Kluwer Nijhoff Publishing.

Kinsley, M. (2007). "Support the Troops: Bring them Home". *Time Magazine*, 169, 10, 26.

Krulak, C.C. (1999). "The Strategic Corporal: Leadership in the 3-Block War". *Marine Corps Gazette,* 83, 18-22.

Lamerson, C.D. & Kelloway, E.K. (1996). "Towards a Model of Peacekeeping Stress: Traumatic and Contextual Influences". *Canadian Psychology*, 37, 4, 195-204.

Lund, C. (2008). "On Losing Control". *Horse Soldier Horse Soldier.* Lund Music.

McFarland, A.C. & Bryant, R.A. (2007). "Post-traumatic Stress Disorder in Occupational Settings: Anticipating and Managing the Risk". *Occupational Medicine*, 57, 404-410.

McKeever, V.M., & Huff, M.E. (2003). "A Diatheses-stress Model of Post-traumatic Stress Disorder: Ecological, Biological and Residual Stress Pathways". *Review of General Psychology*, 7, 3 pp 237-250.

Milgram, S. (1974). *Obedience to Authority*. New York: Harper & Row.

Montgomery, B.L. (1961). *The Path to Leadership*. London: Collins.

Nadelson, T. (2005). *Trained to Kill*. Baltimore: The John Hopkins University Press.

Noy, S. (1991). "Combat Stress Reactions". In Mangelsdorff, D.A. & Gal, R. (Eds.) *Handbook of Military Psychology*. London, John Wiley.

O'Brien, Stephen L. (1998). *Traumatic Events and Mental Health*. Cambridge University Press, Cambridge.

Rosenbaum, L. (2004). "Post-traumatic Stress Disorder: The Chameleon of Psychiatry". *Nordic Journal of Psychiatry*, 58, 5, pp 343-348.

Safty, A. (2003). "Moral Leadership: Beyond Management and Governance". *Harvard International Review*, fall 2003.

Santrock, J.W. & Mittner, J.O. (2005). *Psychology* (2nd Canadian ed.). Toronto: McGraw-Hill Ryerson.

Sharpe, G., & Dowler, G. (2006). "Combat Stress Reaction and the Act of Disobedience". In Mantle, C.L. (Ed.) *The Unwilling and the Reluctant: Theoretical Perspectives on Disobedience in the Military*. Kingston, Canadian Defence Academy Press.

Shay, J. (1994). *Achilles in Vietnam: Combat Trauma and the Undoing of Character.* Toronto: Scribner.

Slim, H. (2003). "Why Protect Civilians? Innocence, Immunity and Enmity in War". *International Affairs*, 79, 3, 481-501.

Slim, H. (2008). *How Best To Protect Them*. Columbia University Press.

Solomon, Z. (1996). "Responses of Mental Health Professionals to Man-made Trauma: The Israeli Experience". *Social Science Medicine*, 43, 5 pp 769-775.

Stam, R. (2007). "PTSD and Stress Sensitization: A Tale of Brain and Body. Part One: Human Studies". *Neuroscience and Behavioural Reviews*, 31, pp 530-557.

St-Cyr, P. (2007). "Operation Halo: A Leadership Challenge". In Horn, B. (Ed.) *In Harms Way: The Buck Stops Here: Senior Commanders on Operations*. Kingston: Canadian Defence Academy Press.

Stein, D.J., Seedat, S., Iverson, A., & Wessely, S. (2007). "Post-traumatic Stress Disorder: Medicine and Politics". *Lancet,* 369, pp 139-144.

Sullivan, P.L. (2007). "War Aims and War Outcomes: Why Powerful States Lose Limited Wars". *Journal of Conflict Resolution*, 51, 3, 496-524.

Thomson, M.H., Adams, B.D. & Sartori, J.A. (2005). "Moral and Ethical Decision Making".

Defence R & D Canada, DRDC 2005-105.

Thompson, M.M. & Gignac, M.A.M. (2001). "A Model of Psychological Adaptation in Peace Support Operations: An Overview". *Defence R&D Canada,* DCIEM, TR 2001-050.

Weinstein, M. (2007). "Ethics in Health care: Implications for Education and Practice". *Home Healthcare Management and Practice*, 19, 2, 112-117.

Wilhelm, K., Kovess, V., Rios-Seidel, C. & Finch, A. (2004). "Work and Mental Health". *Social Psychiatry*, 39, 866-873.

LE RENSEIGNEMENT DU MAINTIEN EN PUISSANCE EN AFGHANISTAN

Major D.P. Matsalla

Le terrain clé de l'Élément de soutien national (ESN) en Afghanistan n'est pas le terrain surélevé, ni les villes ou les cols; la clé du succès de nos opérations en Afghanistan est notre capacité à utiliser les routes. C'est par elles que nous devons réapprovisionner nos troupes déployées, relever nos soldats et envoyer à l'arrière les véhicules et le matériel. Au cours des deux dernières années, les Canadiens ont subi plus de pertes du fait des menaces enfouies le long des routes que dans toute autre situation de combat. En raison de la nature de ses véhicules et de ses tâches, l'ESN est l'unité qui utilise le plus les routes pour ses déplacements; toutefois, les efforts faits au niveau de la formation pour la préparation de ces déplacements ont été plutôt limités jusqu'à ce jour. La recherche du renseignement et sa diffusion se sont concentrés sur les éléments de manœuvre même si les opérations de maintien en puissance partagent le même environnement de menace dès qu'elles franchissent la barrière de l'aérodrome de Kandahar (KAF). On a peu réfléchi sur le potentiel des opérations de maintien en puissance comme ressource pour la recherche d'information à la base du renseignement vital pour l'exécution du plan de la formation.

Caméra de combat IS2007-7173

Dans le cours du déploiement de la roto 4 de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan (FOIA), l'ESN a exploré le potentiel du renseignement du maintien en puissance pour le développement d'une capacité intégrale de renseignement (S2) et a conclu qu'il pouvait être un outil important du plan de la FOIA. Le présent article examine les lacunes de la capacité que nous avons observées pendant le programme de préparation et les besoins que nous avons identifiés. Il traitera ensuite des effets immédiats de la création de la capacité S2, des avantages que procure l'optimisation des ressources disponibles par l'entremise du centre de renseignement de toutes sources (CRTS) et des possibilités de

développement. Enfin, il propose des recommandations en ce qui a trait au concept actuel des services de soutien au combat (SSC) pour leur examen par des experts en matière de doctrine afin que ces leçons puissent profiter aux futurs soldats des SSC.

Cadre des opérations de maintien en puissance

L'EX REFLEXE RAPIDE a rappelé à l'ESN la nature hostile de l'environnement dans lequel il devrait opérer à partir de l'été 2007. Les « convois » de l'ESN, comme on les appelait à l'époque, étaient attaqués aussi souvent, sinon plus, que les éléments de manœuvre. En étant sur la route chaque jour, nous développions des habitudes que l'ennemi pouvait facilement reconnaître. Notre puissance de feu et notre mobilité, qui étaient sensiblement inférieures à celle des unités des armes de combat, firent de nous des cibles de choix pour l'ennemi. En réponse à ce problème, le Cmdt ESN, le Lcol Nicolas Eldaoud, procéda à une profonde réorganisation interne qui mettait l'accent sur la procédure de combat, les répétitions, les drills et le niveau de détails nécessaire pour breffer les commandants sur place. C'est à ce moment que fut banni pour de bon le terme « convoi » au profit de l'expression américaine « patrouille logistique de combat » (PLC) comme jargon officiel. Le fait que les opérations de maintien en puissance étaient désormais basées sur la *patrouille* imposait dorénavant que la procédure de combat et la préparation s'effectuent avec la même rigueur et le même niveau de détails qu'exige une action de *manœuvre*. Le Centre des opérations logistiques (COL), dans sa configuration actuelle « allégée », n'était plus en mesure de fournir la connaissance de la situation rouge et brune nécessaire aux PLC en partance pour qu'elles se préparent à l'exécution de leur mission.

Caméra de combat IS2007-7174

Les lacunes de la capacité

Il était manifeste, dès lors, que l'ESN ne disposait pas d'une vue complète du renseignement. Il ne s'agissait assurément pas d'une critique du CRTS qui développait en temps opportun des produits d'une qualité sans précédent. Toutefois, ces produits étaient axés principalement sur le terrain et les situations où opéraient le groupement tactique (GT), l'équipe provinciale de reconstruction (EPR) et l'Équipe de mentorat opérationnel et de liaison (EMOL). Nos points d'interrogation concernaient plutôt l'état de la situation sur les dispositifs explosifs de circonstance (IED) le long des itinéraires principaux de ravitaillement (IPR), les conditions de circulation dans les villes, les projets de construction de routes, les

dimensions des routes et des carrefours et la mobilité de nos transporteurs de matériel lourd/de chars (HETT) de 100 tonnes. Toutefois, les ressources pour répondre à ces questions étaient limitées et la priorité était habituellement accordée aux armes de combat, les PLC devant s'adapter aux produits déjà en circulation. De même, les cellules du renseignement qui breffaient nos PLC comprenaient mal les contraintes de nos véhicules très spécialisés.

Les lacunes ne se limitaient pas au renseignement fourni à l'ESN; nous étions très mal placés pour contribuer d'une manière quelconque au tableau général du renseignement. Malgré le fait que l'ESN était à tous les jours sur la route, avec trente paires d'yeux et trente paires d'oreilles enregistrant des informations de toute sorte, il n'y avait pas de directive pour synchroniser ses observations avec celles d'autres unités. Pis encore, il n'y avait pas de rétroaction sur l'information que les chefs de PLC fournissaient dans leurs comptes rendus, sur l'importance des données rassemblées et sur l'impact que leur information avait sur le tableau général du renseignement. En réalité, peu d'efforts étaient faits pour mettre à contribution les PLC dans le développement du plan de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR).

Le besoin

Suite à nos observations et à celles de l'ESN de la Roto 1 de l'Op ARCHER, il était clair que l'ESN devait disposer d'une capacité intégrée de renseignement, même si son tableau de dotation ne le prévoyait pas. Compte tenu que les spécialistes du renseignement sont des ressources rares, l'ESN dut en développer en son sein. Voici les préalables que cette spécialité exigeait :

- Une capacité de rassembler du renseignement spécialisé pour les PLC y compris l'adaptation à la tâche des produits *d'entrée* et le traitement de l'information pertinente *de sortie*.

- Une compréhension approfondie des ressources de transport, des véhicules et de leur capacité à obtenir de l'information ISTAR.

- Une capacité d'analyse du renseignement par imagerie (IMINT) des images recueillies par les PLC.

- Une interface distincte avec le CRTS et le Centre de coordination ISTAR de la FOIA.

- Une capacité de cartographie.

Le défi fut de prendre un sgt occupant un poste permanent de chauffeur GPM 935 du peloton de transport — une ressource évidemment vitale pour le déroulement de PLC — et pour le transformer en un S2 ESN. Le Sgt Steve Tremblay, un membre de la Première réserve du 51e Bataillon des services (Bon Svc) qui avait déjà fait preuve d'un talent remarquable, fut choisi pour cette tâche. Une fois rendus dans le théâtre, nous avons poursuivi nos efforts pour tenter de mettre sur pied une cellule d'au moins deux soldats pour assurer la continuité pendant les périodes de retour au domicile (IRD). Toutefois, il était impensable de créer un deuxième poste à partir des maigres ressources d'un tableau de dotation déjà utilisé au maximum. Néanmoins, nous avons inscrit notre sgt au cours de Spécialiste du renseignement tactique pour l'affecter ensuite au COL.

Le projet exigeait plus que des ressources humaines et les ressources matérielles nécessaires dépassaient considérablement notre dotation. Une très bonne occasion se présenta avec le projet de numérisation de la FOIA qui était en train d'identifier le matériel devant être acquis pour la rotation à laquelle nous devions participer. Le Sgt Tremblay s'attela immédiatement à la tâche et quand vint notre déploiement en Afghanistan, nous disposions d'une cellule du renseignement entièrement opérationnelle, capable d'organiser des briefings classifiés spécialisés, comptant un traceur pour les tâches de cartographie et ayant accès aux différents réseaux de renseignement.

L'impact initial

La création de la cellule S2 produisit des fruits très prometteurs dès le début en offrant un point de contact unique pour la gestion de la connaissance de la situation (CS) rouge au sein de l'ESN. Ainsi, pendant les premières semaines du déploiement, tandis que les Ops log se concentraient sur la tâche de maintenir un rythme extrêmement ambitieux pour les PLC, le S2 pouvait consacrer son temps à l'analyse de la multitude de produits du renseignement fournis par le CRTS et les cellules du renseignement du Génie en extrayant l'information la plus pertinente pour les commandants de nos PLC. Plus important encore, le fait pour le S2 d'être lui-même un chauffeur de camions lui permettait, par sa connaissance des véhicules spécialisés de la logistique et de leurs contraintes, d'optimiser les capacités de renseignement du CRTS et d'adapter l'information à la tâche pour répondre aux besoins particuliers des PLC. De même, le S2 pouvait exploiter l'information recueillie par les PLC en organisant des briefings post-opération et produire des INTREP et des PATROLREP détaillés pour l'ensemble des réseaux de renseignement de la FOIA. Pour la première fois, l'ESN fournissait au CRTS des données de renseignement pertinentes sur la situation existante qui avaient été filtrées, traitées et synthétisées.

Photographie du S2 de l'ESN donnant un briefing à un chef de PLC et à un commandant de colonne sur la situation rouge et brune en préparation de leur prochaine mission.

Le QG FOIA réalisa rapidement le potentiel de l'ESN comme source de renseignement. Nous avons commencé à recevoir des demandes d'information (RFI) sur des positions potentielles d'IED le long de nos itinéraires ainsi que des demandes d'imagerie d'édifices, de personnel, d'infrastructures de même que nos observations sur le « comportement » de la population locale dans divers secteurs. Toutes ces tâches pouvaient être aisément coordonnées par notre S2 ESN qui participait dorénavant à toutes les réunions de production du CRTS en tant que notre représentant *de fait*. Grâce à quelques caméras vidéo accompagnant chaque PLC, notre S2 pouvait fournir au CRTS des données vidéo de

géoréférence servant à combiner et suivre les activités se déroulant le long des itinéraires principaux de ravitaillement (IPR) et fournir des produits à toute la force. En fin de compte, une nouvelle ligne consacrée à l'ESN a été créée dans le plan ISTAR pour indiquer les zones d'intérêt particulier répertoriées (ZIPR) le long des IPR et de nos PL qui devaient être observées. Le CRTS pouvait dorénavant assurer une coordination par l'entremise du S2 pour confirmer les menaces potentielles détectées par ses capteurs et diffuser des avertissements parmi la force. Le rôle du S2 ESN était ainsi de communiquer cette information aux PLC en partance et de coordonner l'acheminement de l'information vers l'échelon supérieur.

Caméra de combat IS2007-7178

Les avantages

Les avantages du S2 ESN dépassèrent rapidement nos attentes sur le plan des opérations de l'ESN. Par ricochet, le réseautage établi avec les réseaux du CRTS, du J2 et de l'ISTAR a renforcé l'intérêt et la CS pour nos opérations dans l'ensemble de la force. Les unités de flanc voulaient savoir quand des PLC étaient sur la route ainsi que leur composition et leur horaire. La demande pour nos produits du renseignement était énorme et, indirectement, d'autres unités développèrent un nouvel intérêt pour notre surveillance et notre protection. Par conséquent, pendant les réunions de coordination ISTAR, le S2 ESN pouvait demander et obtenir des ressources ISTAR très précieuses comme des UAV spécialisés, des hélicoptères de reconnaissance et des patrouilles de déminage de routes (PDR) dans les zones les plus importantes sur le plan tactique. En septembre 2007, deuxième mois de notre affectation, près d'une PLC sur trois dans les districts de ZHARI-PANJWAYI étaient appuyées par des ressources ISTAR et de protection de la force — une répercussion directe de l'ajout de notre cellule S2 de l'ESN.

L'ajout d'une caméra vidéo à chaque PLC est devenu un élément clé pour la recherche du renseignement, la protection de la force, l'entraînement pour les futures rotations et pour les enquêtes après des incidents. À la suite d'un BG IED sur un itinéraire, en octobre 2007, le S2 fut en mesure de reconstituer la succession des événements qui menèrent à l'incident grâce aux séquences vidéo enregistrées les jours précédents. Avec l'aide de

diverses ressources, nous avons pu repérer des changements en apparence anodins sur la route, à la hauteur du site de l'incident, peu de temps avant l'explosion. Ces changements n'attiraient peut-être pas individuellement l'attention, mais en les regroupant, nous avons pu établir les tactiques, techniques et procédures (TTP) que les insurgés utilisaient et fournir ainsi des indices à toutes les unités de la force opérationnelle. Les techniciens du CRTS purent alors examiner d'autres secteurs pour y repérer ces indices et diffuser au besoin des avertissements de menace. Les techniciens du CRTS confirmèrent qu'à plusieurs occasions l'information fournie par les PLC sauva régulièrement des vies.

« … Les prévisions sur … dans la ville de Kandahar étaient basées en bonne partie sur vos comptes rendus [S2]… Ces observations ont eu un impact sur… l'insurrection et, par conséquent, nous ont rendu plus vigilants. Remerciez-le pour nous! » (FOIA J2 Ops, 15 déc 07)

Caméra de combat IS2007-7181

La nouvelle du succès de la cellule S2 de l'ESN s'est répandue dans toute la Force opérationnelle, parmi les forces alliées et jusqu'aux niveaux stratégiques, à Ottawa. Des experts du renseignement de tous les milieux se sont fait un devoir de visiter la cellule du rens de l'ESN comme le Lcol Ferguson, le R5 J2, et même le Lgén Gauthier, à titre d'ancien Chef du renseignement de la Défense. Tous deux furent fort impressionnés par ce concept novateur et efficace. Le S2 ESN des forces britanniques demandait des briefings presque chaque jour pour informer ses propres PLC. Notre S2 put le satisfaire dans les limites de la classification de l'information qu'il possédait. À un certain moment, quand notre S2 s'est absenté pendant trois semaines pour son IRD, la FOIA et les autorités nationales firent des efforts colossaux pour trouver un remplaçant; en fin de compte, nous avons dû nous débrouiller en nous appuyant sur la cellule J2 de la FOIA. Mais, malgré nos efforts pour combler cette absence, nous avons souffert d'une rupture manifeste dans la circulation d'un renseignement pertinent pour le maintien en puissance qui eut un impact sur la confiance des chefs de PLC et sur l'efficacité du COL. Dans l'esprit du commandant de l'ESN et des experts du renseignement de la FOIA, la capacité S2 de l'ESN était devenue un élément nécessaire de l'organisation jouant un rôle critique dans la réalisation de la mission.

Recommandations

La doctrine de l'Armée de terre doit reconnaître l'importance du renseignement du maintien en puissance comme un facilitateur essentiel du champ de bataille du XXIe siècle. Contrairement à la doctrine actuelle qui considère encore les patrouilles logistiques comme

des convois administratifs, nous devons reconnaître que les PLC sont des éléments de manœuvre évoluant dans le même environnement de menace que toute autre organisation de combat. Leur procédure de combat doit être tout aussi rigoureuse et détaillée que celle des patrouilles de reconnaissance ou de combat. Par conséquent, elles doivent disposer d'un renseignement et d'un CS d'aussi bonne qualité avant de partir en mission. Nous devons aussi reconnaître le fait qu'en tant que premiers utilisateurs des routes, les PLC constituent les moyens les plus pratiques et efficaces pour obtenir des comptes rendus et de l'imagerie des routes et des secteurs adjacents. Du point de vue du renseignement, le fait que les véhicules logistiques ne circulent que sur des routes est peut-être leur plus grand avantage en ce sens que leurs équipages peuvent suivre et noter les changements dans le comportement de la population locale, là où la menace est la plus grande.

Caméra de combat IS2007-7185

La clé pour tirer profit du renseignement du maintien en puissance dans un environnement comme l'Afghanistan réside dans la présence d'une cellule S2 intégrale et spécialisée au cœur de toute organisation de maintien en puissance. Le rôle de cette cellule est d'analyser le renseignement pertinent à la planification et à l'exécution d'opérations de maintien en puissance, de le faire circuler et d'exploiter ces opérations au profit de l'ensemble de la force opérationnelle. Sa taille et sa composition dépendent entièrement de la mission et de la posture opérationnelle de l'organisation. Toutefois, elle doit au moins être capable de remplir les fonctions suivantes :

- diffusion de la CS rouge et brune en vigueur dans l'ensemble de l'organisation de maintien en puissance et particulièrement aux PLC en partance;

- gestion des demandes d'information du maintien en puissance et leur transmission aux autorités compétentes du renseignement;

- élaboration d'un plan de recherche de renseignement pour les opérations de maintien en puissance en coordination avec la formation supérieure, les unités adjacentes et le COL;

- regroupement, analyse et diffusion du renseignement recueilli par les PLC par des briefings et des rapports et comptes rendus;

- regroupement, analyse et diffusion du IMINT recueilli pendant des opérations de maintien en puissance;

- gestion du réseau du renseignement.

Enfin, on recommande que la priorité pour l'attribution des ressources ISTAR soit accordée aux opérations déployées de maintien en puissance pour améliorer leurs capacités de protection de la force et de surveillance sur le champ de bataille. Pour exploiter ces ressources, l'ajout d'un analyste-adjoint ISTAR spécialisé travaillant en étroite collaboration avec le S2 devrait être envisagé dans les futurs tableaux de dotation des unités de maintien en puissance.

Caméra de combat IS2007-7195

Conclusion

Le sacrifice d'un poste de sergent chauffeur au sein du peloton de transport de l'ESN a été plus que compensé par la création d'une capacité de renseignement du maintien en puissance. Non seulement avons-nous amélioré la connaissance de la situation, la sécurité et la protection de nos PLC, mais nous avons aussi intégré l'ESN au plan général de recherche d'information, contribuant ainsi à la connaissance de la situation et à la protection de tous les membres de la coalition. L'intégration d'outils audiovisuels à nos PLC nous a permis d'enregistrer et de suivre des activités le long des itinéraires les plus importants dans notre ZResp aidant ainsi des organisations comme le CRTS à combiner une série d'événements et de TTP des insurgés pour en tirer des indices de menace valables pour toute la force. Notre contribution au plan ISTAR nous a valu l'attribution de ressources ISTAR comme des TUAV et des moyens de GE pour améliorer la protection de nos PLC et notre capacité à réagir à des situations intenses. La synchronisation des efforts entre les opérations de maintien en puissance et celles de la force opérationnelle a placé l'ESN sur un pied d'égalité avec d'autres opérations de manœuvre dans le plan général de campagne.

L'ESN a été capable d'identifier une lacune sur le plan de la capacité dans la doctrine et la dotation actuelles qui exigeait des mesures correctives énergiques. Nous avons soumis des recommandations pour l'intégration d'une capacité spécialisée S2 dans la doctrine du SLC pour ce théâtre d'opérations et d'autres dans le contexte de la guerre à trois volets. L'environnement de la menace le long des routes ne laisse plus de place à de la nonchalance dans la préparation des patrouilles de toute sorte à l'extérieur du périmètre de nos camps, qu'elles soient logistiques, de reconnaissance ou autres. L'intégration d'une organisation de renseignement adéquate dans la chaîne de la logistique nous permet d'occuper efficacement un terrain clé dans notre bataille contre l'instabilité au XXIe siècle.

Nous tenons à remercier tout particulièrement le Cmdt et le CmdtA ESN, le Lcol Nicolas Eldaoud et le Maj Dan Rivière, ainsi que le Cmdt et le CmdtA CRTS, le Maj Steve Desjardins et le Maj Mathieu Boutin, pour leur contribution à cet article. Enfin, nos remerciements vont aussi au Sgt Steve Tremblay qui en a été l'inspiration.

Au sujet de l'auteur...

Le Major Devon Matsalla était l'officier des opérations de l'Élément de soutien national canadien de la Force opérationnelle interarmées en Afghanistan pendant la roto 4. Son expérience militaire antérieure incluait douze années de service comme officier d'artillerie avant son transfert dans la branche du GEM, en 2004. Il est basé à l'heure actuelle à Gatineau, au Québec, où il est employé comme gestionnaire du matériel de l'Artillerie de campagne canadienne.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE L'ARTILLERIE DE SURVEILLANCE ET D'ACQUISITION D'OBJECTIFS

Major Richard Little, CD

L'artillerie de surveillance et d'acquisition d'objectifs (SAO) est une branche de l'artillerie qui a connu des changements formidables au cours des cinq dernières années. Elle est passée d'un élément très mineur de l'artillerie à l'organisation qui se développe le plus rapidement dans toute l'Armée de terre. L'histoire de la SAO canadienne est digne d'intérêt et quelques personnages célèbres y sont rattachés. À l'échelle internationale, l'histoire de la SAO est extrêmement bien documentée et offre la base nécessaire pour comprendre son évolution jusqu'à aujourd'hui.

Quand on pense à la SAO classique, l'image du repérage par le son utilisé pendant la Première Guerre mondiale pour détruire des canons allemands sur la Crête de Vimy vient immédiatement à l'esprit de tout spécialiste de l'histoire militaire canadienne. Le tir de contre-batterie est et demeure inextricablement lié à l'histoire de la SAO au point où l'un n'existe pas sans l'autre. Mais ce ne fut pas toujours le cas. La SAO existait strictement pour les fins du renseignement, tandis que le tir de contre-batterie servait aux fins du tir direct, jusqu'à la fusion des deux en une seule capacité au début du XXe siècle. Il est intéressant d'examiner le développement particulier de chacune de ces composantes jusqu'à ce qu'elles n'en forment plus qu'une.

À la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, l'invention des frères Montgolfier, le ballon à air chaud, s'avéra un moyen très efficace pour observer une zone d'une position dominante. Les avantages associés à la plate-forme des Montgolfier étaient identiques à ceux qu'offrent de nos jours les UAV. De là-haut, il n'y a pas d'angle mort. Un observateur exercé peut repérer à partir d'un ballon des mouvements de troupes, des positions de pièces d'artillerie et des lignes de communication et transmettre cette information cruciale au sol pour que des forces amies interviennent. Napoléon, toutefois, ne percevait pas les avantages déterminants d'une surveillance aérienne. Il misait beaucoup sur des marches rapides de ses forces pour désorganiser l'ennemi, s'emparer de l'initiative et la conserver, et maintenir l'élan vers l'avant pour écraser les défenses de l'adversaire. Les heures nécessaires pour déployer un ballon dans les airs pour qu'il puisse déterminer les positions ennemies étaient des heures en moins pour marcher et s'emparer de l'initiative.

Napoléon, toutefois, était conscient du rôle de la puissance de feu dans la victoire sur le champ de bataille. C'est un fait bien connu que l'artillerie était son arme la plus puissante et la mieux entraînée. Les forces alliées durent donc trouver un moyen pour en réduire l'efficacité. À cette époque, le tir de canons contre des canons était considéré inconvenant selon les règles de l'étiquette de la guerre. L'artillerie devait servir à déchiqueter l'infanterie et à annihiler la cavalerie. Le tir de contre-batterie était considéré surtout comme une mesure passive comme l'illustre l'ordre célèbre de Lord Wellington à ses troupes pour qu'elles se dissimulent derrière la crête à Buçaco, au Portugal, ou comme une mesure active telle la manœuvre du 52e Régiment d'infanterie à Waterloo pour s'emparer des pièces adverses.

Au moment de la guerre de Crimée, l'artillerie devint une ressource plus cruciale pour détruire et vaincre l'ennemi. Les Russes, en ce temps-là comme aujourd'hui, misaient beaucoup sur l'artillerie. À cette époque, quand les armées s'affrontaient, il était normal que les troupes soient harassées par le feu de l'artillerie jusqu'à ce qu'elles se trouvent à portée de mousquet. Les commandants abandonnèrent leurs vieilles règles de convenance et mirent une insistance enthousiaste sur la destruction des canons. Ils commencèrent à tirer sur les canons avec des canons, mais comptaient encore sur les forces de manœuvre pour

terminer la besogne. Les nombreuses versions de la charge de la Brigade légère illustrent avec force détails la nécessité absolue de détruire les canons russes. Malgré que la brigade ait attaqué la mauvaise batterie, le fait qu'une brigade de cavalerie complète fut prise dans la réserve pour s'emparer d'une batterie de canons indique bien l'importance accordée au tir de contre-batterie.

Ce fut durant la guerre de Crimée que les engagements canons contre canons cessèrent d'être un tabou et que les batailles d'artillerie devinrent des engagements relativement fréquents. Les engagements de tir direct étaient la norme pour les déploiements. Du côté de la SAO, seule une reconnaissance de cavalerie permettait de repérer des pièces : trouver les forces de manœuvre permettait aussi de trouver les pièces. Le tir de contre-batterie jouait un rôle déterminant dans la victoire, ce qui n'était pas encore le cas de la SAO.

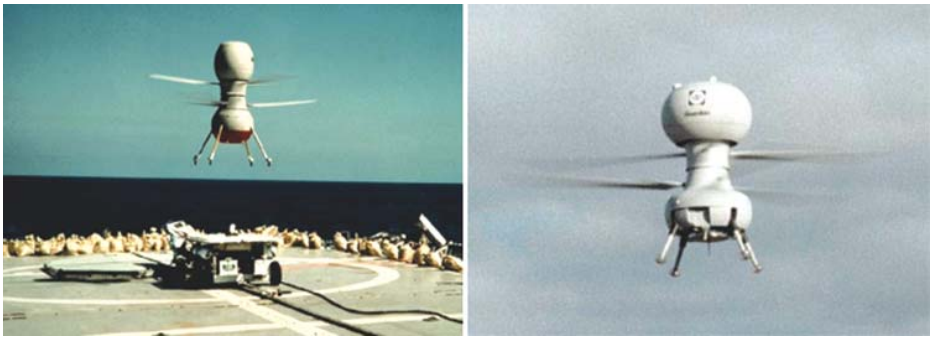
Près d'un demi-siècle plus tard, l'artillerie de campagne connut un changement évolutif en Afrique du Sud. La majorité des déploiements pendant cette guerre, comme la bataille de Leliefontein, alignait côte à côte artillerie, cavalerie et infanterie sur des lignes de défense. Ces déploiements créaient des conditions permettant aux tireurs d'élite boers d'engager les artilleurs tandis que les fantassins étaient à leurs côtés. Le changement évolutif imposé aux artilleurs fut de positionner les pièces derrière la ligne de feu, à l'abri de coteaux, et d'engager l'ennemi par un feu indirect. Cette méthode de tir, qui est la norme aujourd'hui, était complètement révolutionnaire il y a à peine 110 ans. Elle exigeait un changement de mentalité en faveur de l'acquisition d'objectifs. L'ajout d'officiers d'artillerie pour repérer les cibles — que nous appelons aujourd'hui officiers observateurs avancés — était une adaptation du plan plutôt qu'un geste conscient pour faire de la SAO une spécialité.

La Grande Guerre fut l'occasion pour l'artillerie de SAO de connaître ses plus grands développements technologiques. D'entrée de jeu, la prolifération de l'artillerie de campagne exigea un plan d'arpentage pour tenir compte des développements relativement récents du feu indirect. La guerre des tranchées a aussi engendré la nécessité de poursuivre agressivement un programme de tir de contre-batterie généralisé. Les forces se faisant face à travers le no man's land disposaient du temps et des ressources nécessaires pour déployer une artillerie massive, ce qui entraîna une nouvelle dynamique sur l'espace de combat. La plupart des pertes alliées pendant la Grande Guerre furent imputables au feu de l'artillerie. L'impact qu'avait l'artillerie sur les combats démontrait la nécessité de la détruire.

Pendant cette guerre, les forces britanniques ne se concentrèrent pas autant que les forces canadiennes sur le tir de contre-batterie. À bien des égards, le haut commandement britannique se méfiait beaucoup de la nouvelle technologie et des mesures novatrices pour déterminer la position des pièces. Les Britanniques se fiaient beaucoup aux méthodes traditionnelles. Une de ces méthodes consistait à envoyer un officier d'état-major de contre-batterie (CBSO) d'une de leurs divisions parcourir le champ de bataille, de colline en colline, pour repérer les éclairs de la bouche des pièces, calculer le temps de propagation du son, comparer le relèvement de l'éclair avec la durée de propagation du son et déterminer ainsi la position de la pièce. Une autre méthode impliquait l'utilisation d'énormes cornets pour déterminer la provenance des tirs. Le jumelage de deux cornets pouvait fournir des relèvements croisés du tir et déterminer ainsi la position de la pièce à l'origine. La dernière méthode, mise à part l'observation directe par les forces terrestres, impliquait le retour du ballon. Les forces britanniques pouvaient déployer un officier d'artillerie dans un aérostat captif relié au sol par des amarres. Au début de la guerre, ce moyen était très efficace. Toutefois, le développement de la puissance aérienne offensive engendra l'appareil de chasse. Les ballons captifs devinrent leurs proies et, les pertes des officiers s'accumulant, ces ballons devinrent de plus en plus rares au fil de la guerre. Une solution technique pour repérer les positions des pièces ennemies à partir du sol s'imposait donc.

Entra alors en scène le Major Andrew McNaughton qui était le CBSO du Corps canadien. Il était en position pour permettre l'utilisation sur les lignes de front de la technologie la plus récente en matière de repérage par le son. Trois scientifiques avaient mis au point un système de repérage par le son dont les principes sont encore en usage dans la plupart

des forces armées de la planète. Sir William Lawrence Bragg, qui reçut le prix Nobel de physique en 1915, était à la tête d'un petit groupe formé de Sir Charles Galton Darwin, le petit-fils du célèbre Charles Darwin du *Beagle*, et du professeur Lucien Bull de l'université de la Sorbonne, en France. Le système qu'ils mirent au point consistait à capter des sons par une série de microphones, calculer le délai de la propagation du son entre les différents microphones pour enfin établir par triangulation l'origine des manifestations acoustiques. L'enregistrement d'un son par au moins trois microphones permettait d'en déterminer la source. Toutefois, ce système perfectionné de repérage par le son avait ses exigences et ses limites. Il nécessitait un plan d'arpentage très précis pour déterminer le positionnement des microphones de manière à repérer exactement la source du son. Par ailleurs, le vent et la pluie réduisaient son efficacité de même que les barrages d'artillerie importants et les autres bruits de la bataille. On ne pouvait donc compter uniquement sur ce système.



Collection de l'auteur

CI327

Pour compléter la capacité de repérage par le son, on utilisait le repérage par éclats. Cette technologie exigeait simplement un bon arpentage du terrain et une lunette d'arpentage. L'observateur notait le moment et le relèvement de l'éclat repéré à l'aide de la lunette à travers le no man's land et transmettait ces données au bureau du tir de contre-batterie qui assemblait les données et les comparaient pour calculer avec une certaine précision les positions de tir ennemies. Ainsi, avec le repérage par le son, l'arpentage et le repérage par éclat, le tir de contre-batterie entrait dans le XXe siècle. Le seul élément manquant pour que le bond évolutif soit complet étant le commandement et le contrôle.

C'est sur ce plan que l'innovation du Maj McNaughton fut la plus importante. Dans un article publié dans le *Canadian Defence Quarterly (Revue canadienne de défense)* en 1926, il expliquait comment la création et l'utilisation du *Canadian Counter-battery Office* (CBO) aidèrent à rendre aussi efficace le combat de contre-batterie. Chaque CBO tenait un schéma détaillé de tous les systèmes d'arme. Ces services s'assuraient que les pièces canadiennes apparaissaient sur un plan d'arpentage commun à toutes les ressources de repérage canadiennes. Des canons pour le tir de contre-batterie leur étaient affectés pendant des périodes prolongées et ils tenaient des registres et des journaux extrêmement détaillés qui permettaient d'engager efficacement des cibles en réduisant les lacunes dans la connaissance du dispositif de l'ennemi. En d'autres mots, du fait de leur organisation et de leur influence, les CBO furent en mesure de prendre le contrôle des combats, ce qui mena à des résultats aussi impressionnants. Le contraste était frappant avec la situation régnant au sein des divisions britanniques.

Jamais la différence entre la SAO et le tir de contre-batterie canadiens et britanniques ne fut plus manifeste que pendant la bataille d'Arras, dans laquelle eut un rôle à jouer celle de la crête de Vimy. Le tir de contre-batterie canadien pendant la semaine précédant l'heure H fut remarquable, en ce qu'il engagea et détruisit plus de 70 % de l'artillerie allemande devant les lignes canadiennes. Ainsi, l'infanterie canadienne put combattre sans vraiment être dérangée par le feu des canons allemands. À l'opposé, les divisions britanniques au sud furent décimées par l'artillerie allemande. En fin de compte, les seules divisions qui connurent du succès le lundi de Pâques furent les Canadiennes.

Collection de l'auteur

CI327

L'analyse après action qui suivit mit en lumière quatre éléments clés expliquant le fait que le Corps canadien réussit à vaincre avec une facilité relative. En bref, ces quatre éléments étaient :

- la planification de la bataille et la procédure de combat;
- l'intention des commandants communiquée jusqu'au niveau du peloton;
- des répétitions de la mission, y compris des exercices de pelotons sur des reproductions grandeur réelle;
- le « travail de contre-batterie ».

Révélée par la bataille de la crête de Vimy, cette capacité devint bientôt l'exemple à imiter pour les forces du Commonwealth. Par conséquent, les Canadiens devinrent les experts en matière de SAO et de tir de contre-batterie.

Cette expertise se perdit pendant les années d'après-guerre. Comme il arrive quand les pays ne sont pas en guerre, les effectifs des forces armées décrurent et leurs capacités furent réduites pour répondre aux contraintes budgétaires du temps de paix. Deux des capacités réduites jusqu'à des niveaux négligeables furent la SAO et la contre-batterie.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale entraîna de nouveau une expansion de la SAO jusqu'à des sommets jamais atteints. L'ordre de bataille de l'Armée canadienne comptait plusieurs régiments d'arpentage et chaque division et corps d'armée possédait son propre QG de contre-batterie. Sur le plan technologique, on vit même apparaître à la fin de la guerre les premiers radars de détection de mortiers. Toutefois, l'aspect le plus remarquable de l'artillerie de SAO fut l'arrivée de l'observateur-pilote.

Dans les derniers stades de la guerre, la valeur ajoutée d'une paire d'yeux pour la SAO au-dessus du champ de bataille fut de nouveau en demande. Plutôt que de faire appel pour un troisième conflit au concept du ballon captif, l'utilisation de l'aéronef léger d'observation, comme le Lysander et le L19, devint la cheville ouvrière de cette capacité. Les Britanniques et les Américains utilisèrent ce concept avec beaucoup de succès pendant les campagnes d'Italie et du Nord-ouest de l'Europe. Les escadrons canadiens, toutefois, arrivèrent trop tard pour participer au conflit. Trois escadrons d'observation aérienne de l'ARC, les 664e, 665e et 666e Escadrons d'observation aérienne, furent déployés en France en mai 1945.

Caméra de combat AR2006-G068-0075

La fin de la guerre signifia le retour au Canada de ces escadrons, sans qu'ils aient participé de manière significative aux combats. Toutefois, à peine quelques années plus tard, le conflit de la Corée offrit une occasion de mettre en œuvre ces capacités qui n'avaient pas été exploitées pendant la Seconde Guerre mondiale. Des aéronefs légers canadiens furent déployés en Corée et y connurent beaucoup d'action tout au long du conflit. Cette capacité resta associée à l'artillerie jusqu'au début des années 70.

Dans le cadre des réductions de capacité qui suivirent la fin de la guerre de Corée, l'artillerie de SAO se vit une fois de plus réduite quasiment à néant. Malgré cette réduction, la technologie avançait à pas de géant. Les radars étaient de plus en plus fiables, précis et efficaces pour détecter des projectiles dans les airs. Les systèmes de détection par le son commencèrent à utiliser des microphones de meilleure qualité et des calculateurs pour déterminer les positions des batteries ennemies. On comprenait de mieux en mieux les effets de la météo sur les trajectoires balistiques et l'utilisation de la météorologie se développa avec celle des roquettes. Les instruments d'arpentage se raffinaient et devenaient plus fiables. D'autre part, l'aéronef connaissait les plus grands changements évolutifs.

Collection de l'auteur

L'Artillerie canadienne en Italie

En 1963, l'ARC, en collaboration avec Canadair, chercha à mettre au point un appareil sans pilote pour remplacer l'aéronef léger d'observation L19. Les risques de perdre un pilote hautement qualifié et précieux, sous le feu de l'ennemi engageant un aéronef lent, étaient trop grands. La façon de réduire ce risque consistait à faire appel à des aéronefs sans pilote. Les artilleurs, qui collaboraient avec Canadair depuis 1963, firent voler le drone CL-89. C'était le précurseur du drone CL-289 qui est encore utilisé par les forces armées de plusieurs pays. Le développement du drone se poursuivit jusqu'à ce que l'Armée canadienne fasse l'acquisition du système et le désigne AN-USD-501. Ce système demeura en service avec l'artillerie jusqu'à la fin des années 70. Le système fonctionnait en suivant un plan de vol préétabli passant au-dessus d'objectifs prédéfinis. Une fois le véhicule aérien récupéré, la bande vidéo du vol était retirée et analysée. Les versions ultérieures étaient capables de transmettre sans fil des images vidéo à la troupe de véhicules téléguidés (VTG).

D'autres capacités furent développées et acquises pendant les années 60. Le radar de détection de mortiers, l'AN-MPQ-501, entra en service dans l'artillerie et constitua le cœur du système de contre-batterie/contre-mortiers avec le système de repérage par le son de l'artillerie. Ce radar était un système incroyablement performant pour l'époque. C'était un radar mécanique simple dirigeant l'énergie radar vers des projectiles. L'énergie réfléchie par les projectiles était captée par l'antenne et affichée sur un oscilloscope[1]. Grâce à des algorithmes très simples, le radar pouvait calculer le point de départ du projectile. Le radar pouvait fournir des positions presque en temps réel, une performance totalement inédite à l'époque. D'autres moyens pouvaient fournir des positions précises en l'espace de quelques minutes, mais ce radar pouvait le faire en l'espace de quelques secondes.

L'unification des Forces canadiennes en 1968 et les réductions qui s'ensuivirent entraînèrent plusieurs changements pour l'artillerie de repérage. Pour l'un, la météorologie balistique cessa d'être l'apanage de l'artillerie et passa sous la coupe des sections météorologiques de la Force aérienne. Par suite de la réduction de la capacité, l'équipement ne fut pas maintenu au niveau. Ainsi, le drone AN-USD-501 fut retiré du service à la fin des années 70. Un projet fut mis sur pied en 1975, le système aérien non piloté de surveillance et d'acquisition d'objectif (UASTAS), pour lui succéder, mais ce ne fut pas avant 2003 qu'un tel système entra en service, pour répondre à un besoin opérationnel imprévu. Le radar anti-mortiers ne fut pas remplacé quand il fut retiré du service en 1984. Il fallut attendre 2006 pour que le Canada acquière un radar de détection des projectiles. Le repérage par le son connut un sort un peu meilleur. Quand l'ancien système de radar de surveillance au sol (RSS) fut retiré du service, l'artillerie put acquérir un système de détection par le son dans le cadre d'une demande de matériels divers au milieu des 80. Le système SORAS6 était le *nec plus ultra* de la technologie informatique pour résoudre le vieux problème de la localisation de l'artillerie ennemie dans l'espace de combat. Parce qu'il n'avait pas été acquis pour une utilisation opérationnelle et générale au sein de l'artillerie, il ne quitta pas l'École de l'artillerie de campagne.

Caméra de combat IS2007-0465

L'arpentage est un aspect du repérage qui n'a pas connu un aussi mauvais sort à la fin du XXe siècle. Les batteries de canons devaient encore être positionnées sur une grille commune, ce qui exigeait des plans d'arpentage exhaustifs couvrant tout l'espace de combat. Chaque régiment et l'École de l'artillerie de campagne disposaient de troupes d'arpentage pratiquement complètes pour mettre en œuvre cette capacité. La technologie a aussi connu l'ajout de meilleurs dispositifs d'orientation et de mesure des distances. Les télémètres laser et à infrarouge, les telluromètres, les gyroscopes et les théodolites ont permis des relevés très précis avec un minimum d'erreurs pour assurer aux batteries d'artillerie l'orientation et la localisation nécessaires.

Les années 80 furent aussi le témoin de nouveaux efforts innovateurs de l'artillerie pour mettre au point de nouvelles capacités. Le mariage profitable entre Canadair et l'ARC des années 60 fut renouvelé pendant cette décennie. Une équipe d'essai de l'École collabora avec Canadair pour mettre au point le RPV CL-227, surnommé affectueusement « Peanut ». Pendant plusieurs années, des artilleurs travaillèrent avec Canadair à l'amélioration du prototype pour l'utilisation d'un détecteur au-delà de la portée optique.

C'était une technologie de pointe qui, malheureusement, n'entra pas en service. On ne put résoudre certains défis technologiques à temps ni trouver les fonds nécessaires pour sa mise en œuvre opérationnelle.

La perte d'une partie de ces capacités entraîna une réduction des effectifs de l'artillerie de repérage. À la fin des années 60, plus de 450 artilleurs pouvaient prétendre que leur tâche principale était le repérage. À la fin des années 80, moins de 100 pouvaient dire la même chose. Pour compenser la perte de cette expérience, l'ARC choisit d'envoyer certains de ses officiers et sous-officiers s'entraîner avec l'Armée britannique dans le cadre des cours de SAO de celle-ci. Pendant des années, à tous les deux ans, un officier et un sergent/adjudant suivait le cours annuel de *Gunnery Careers* (spécialités de l'artillerie) de la *Royal School of Artillery*.

Caméra de combat IS2007-0467

Pendant les années 90, l'avenir de l'artillerie de repérage, réduite à l'arpentage et à un système SORAS6 basé à l'école, était plutôt gris. Les développements technologiques des capacités d'arpentage remettaient en question la pertinence des troupes d'arpentage au sein des régiments. L'intégration par l'artillerie du système de pointage et de positionnement des pièces (SPPP) au sein de ses détachements de reconnaissance de batterie rendait moins pertinent le rôle des arpenteurs régimentaires. Bien que le SPPP ne fût pas infaillible, l'examen par les régiments de leurs priorités en matière d'effectifs imposa de prendre le risque d'opérer sans l'appui d'une troupe d'arpentage régimentaire. Ainsi, en 2000, il n'y avait plus aucun arpenteur d'artillerie.

Cela laissait à l'artillerie de repérage à peine une douzaine de membres de tous grades, tous postés à l'École. Les arpenteurs des régiments avaient été affectés à d'autres fonctions. Le système SORAS6, basé sur une technologie des années 80, devint de plus en plus fragile compte tenu que les pièces de rechange devenaient de moins en moins faciles à trouver. En 2002, l'avenir de l'artillerie de repérage était sombre.

En janvier 2003, la perspective du déploiement de l'Armée canadienne en Afghanistan entraîna certains changements au niveau de l'Armée de terre en ce qui avait trait à l'artillerie de repérage. Le terrain à Kaboul ne se prêtant pas aux opérations de notre flotte d'hélicoptères tactiques et l'observation aérienne étant considérée comme une capacité importante dont avait besoin le commandant du déploiement canadien, l'Armée de terre décida d'acquérir rapidement un UAV pour ses opérations. De plus, ce théâtre d'opération

était le premier où nos troupes étaient soumises à des tirs indirects répétés. Une capacité de détection de l'artillerie ennemie s'imposait donc.

Caméra de combat IS2007-7311

Durant le printemps et au début de l'été 2003, les membres des services du Directeur — Besoins en ressources terrestres (DBRT) chargés de l'acquisition et du Sous-ministre adjoint (Matériels) SMA (Mat), ont travaillé sans compter les heures pour s'assurer que ces capacités puissent être déployées à Kaboul. La première rotation, la Roto 0, serait formée de membres du 2 RCHA. La Roto suivante, quant à elle, serait formée de membres du 5 RALC. L'École de l'Artillerie royale du Canada a fourni aussi une cellule de commandement et de coordination pour le quartier-général de la brigade.

Au printemps, le Canada annonça la location du radar de détection de tir d'artillerie ARTHUR de la Suède pour son déploiement à Kaboul. Les soldats du 2 RCHA se sont entraînés avec le système et ont été déployés en juillet 2003 pour assurer une protection de la force aux Canadiens du Camp Julien et du Camp Warehouse. Le même été, on annonça que les Forces canadiennes s'étaient procuré le système d'UAV Sperwer. Là encore, des soldats du 2 RCHA s'entraînèrent et furent déployés avec le système dans le théâtre d'opération. Pour réduire le temps d'apprentissage des opérations de vol, cinq pilotes et navigateurs de la 1re Division aérienne du Canada furent aussi déployés.

L'ARTHUR et le Sperwer connurent des succès remarquables dans le théâtre pendant la Roto 0. Leurs succès furent encore plus grands pendant la Roto 1 du 5 RALC. Les membres des rotations réussirent à intégrer l'UAV dans un espace aérien civil et militaire — avec l'aide fantastique de la cellule de coordination de l'espace aérien (CCEA) — pour repérer des attaques à la roquette et les dissuader, et fournir au quartier général de la brigade une capacité crédible et exhaustive de renseignement d'artillerie. L'expérience de ces rotations a aussi démontré à l'Armée de terre la nécessité de mettre sur pied, à partir de pratiquement rien, une capacité crédible et compétente de SAO. La priorité fut de nouveau accordée à l'acquisition d'un équipement de SAO et l'élaboration de normes d'instruction et de plans d'instruction passa à la vitesse supérieure. L'élaboration de la doctrine permit d'établir des feuilles de route pour le perfectionnement futur des capacités canadiennes de SAO qui finiront par être à la pointe du progrès parmi les forces alliées.

En 2006, le Canada a acquis le mini UAV (MUAV) pour ses opérations dans la région de Kandahar. La feuille de route avait déterminé que cet UAV était nécessaire pour le

développement de la capacité. Son premier déploiement avec la FO 3-06 connut un succès mitigé, mais grâce à une série de perfectionnements, il fut utilisé avec énormément de succès pendant la FO 1-07. Il fut totalement intégré au plan ISTAR qui comportait des activités de mise en commun des détecteurs et fut en fait capable d'assurer le transfert des cibles à un OOA ou un CAA pour leur engagement.

Plus tard en 2006, les FC s'équipèrent d'un système de repérage par le son et d'un radar de contre-batterie. Le système HALO II (repérage de l'artillerie hostile) fut acheté pendant l'automne et les membres du 2 RCHA s'entraînèrent à son utilisation pendant l'hiver. Il fut déployé à temps dans la région de Kandahar. Deux radars anti-mortiers légers (RAML) furent déployés en même temps dans cette région pour opérer dans le cadre d'une capacité de détection intégrée. Les succès de la FO 1-07 ne se limitèrent pas au MUAV. Le RAML s'avéra un système très précis et fiable pouvant fournir instantanément les coordonnées des positions de tir des mortiers des belligérants. Des missions de tir de contre-batterie furent lancées à partir des données fournies par le RAML. Le HALO fut tout aussi efficace, bien que son utilité soit moins évidente. Le terrain difficile caractérisant la zone d'opération nuisit quelque peu à sa précision. Toutefois, alors qu'auparavant les comptes rendus de tirs de roquette fournissaient des indications aussi imprécises que « quelque part en direction du nord », le HALO déployé permettait d'en déterminer l'origine avec une précision de l'ordre de grandeur d'un terrain de football ou deux. Cela permettait de concentrer la réaction — qui n'était pas toujours un obus — sur une zone plutôt que dans une direction. Ainsi, on pouvait épargner du temps et concentrer les ressources.

Caméra de combat LG2007-0212

L'Afghanistan s'avéra le point de départ du saut du Canada au XXIe siècle en ce qui concerne l'artillerie de SAO. Les développements rapides de la technologie parmi les forces armées et l'industrie dans le monde entier ont créé des capacités jamais imaginées par Bull, Bragg et Darwin pendant la Grande Guerre. En fait, la compartimentation de nombreuses capacités dans les chaînes d'équipement font que des capacités qui étaient considérées comme relevant de la science-fiction il y a quelques années à peine sont désormais clairement visibles à l'horizon.

Les FC se procureront d'ici quelques années un petit UAV (SUAV). Ce système sera plus gros que le MUAV Skylark, mais plus petit que le TUAV Sperwer. Toutefois, les développements technologiques de la capacité permettront bientôt aux commandants

de groupement tactique de disposer en opération d'une surveillance aérienne spécialisée volant à basse altitude. Les FC sont aussi en voie de se doter d'un radar de contre-batterie à moyenne portée. Cette capacité offrira une capacité de surveillance d'une vaste zone pour repérer des armes de tir indirect et, compte tenu de la nature des logiciels du XXIe siècle, peut-être fournira-t-il même au CCEA une image aérienne de la situation pour autoriser les tirs.

Compte tenu de l'expérience récente en Afghanistan et des prochaines acquisitions, l'avenir de la SAO semble impressionnant. Trois batteries — une par régiment d'artillerie de campagne — seront constituées au printemps 2008 dans le cadre de la transformation de l'artillerie. La croissance que connaît l'artillerie de SAO découle en grande partie des efforts des géants du passé qui ont créé ces capacités et préparé le terrain pour les soldats d'aujourd'hui.

Au sujet de l'auteur...

Fils de militaire, le Major Richard Little nait en 1970. En 1988, il joint les rangs de la Réserve de l'Armée et il s'enrôle dans la Force régulière en 1994. Après une affectation au 5e Régiment d'artillerie légère du Canada et au 1st Regiment Royal Canadian Horse Artillery, il est sélectionné pour suivre le Gunnery Careers Course (Depth Fire) à la Royal School of Artillery à Larkhill, en Angleterre, où il apprend à se servir d'UAV, de radars de repérage d'armes et de capteurs acoustiques de repérage d'armes. À son retour au Canada, il est affecté à l'École de l'Artillerie royale canadienne à Gagetown, où il utilise également une vaste gamme de systèmes de surveillance et d'acquisition d'objectifs. Pendant son séjour à l'École, il travaille avec les Skylark, Silver Fox, Vindicator, ScanEagle, Hermes, UAV Altair et Sperwer, ARTHUR, RAML et radar Q36 ainsi qu'avec le système de repérage acoustique HALO. En 2003, il se rend en Israël avec le Centre d'expérimentation des Forces canadiennes afin d'évaluer l'emploi des UAV, et participe à un déploiement à Kaboul à titre d'officier des opérations pour le déploiement du Sperwer, premier déploiement opérationnel canadien d'UAV et du radar de repérage d'armes ARTHUR. Il est de retour depuis peu d'un déploiement à Kandahar où il a veillé à ce que la brigade sur place puisse se servir du ScanEagle dans le cadre de ses opérations sur le terrain.

Notes

1. Le radar émet un rayonnement le long d'un plan. L'oscilloscope indique les niveaux de rayonnement réfléchis par ce plan. Quand un obus pénètre le plan, un point brillant apparaît sur l'oscilloscope, tandis que le reste de l'écran demeure noir. Cela indique la position du projectile à ce moment précis.
2. Le SORAS6 était un système de repérage par le son fabriqué par la société suédoise SATech. Il était constitué de huit microphones et d'un calculateur. Correctement déployés, les microphones pouvaient repérer une activité acoustique à une distance de 25 milles. SATech changea de mains au début des années 90 et la nouvelle société choisit de ne pas poursuivre le soutien du système.
3. L'utilisation de l'artillerie a connu des transformations importantes au fil des déploiements canadiens en Afghanistan. Les seules ressources d'artillerie pendant le premier déploiement étaient une batterie de mortiers, un commandant de batterie et des détachements d'officiers observateurs avancés. Au cours du deuxième, une batterie de quatre LG1, le TUAV Sperwer, le radar de contre-batterie ARTHUR, un centre de coordination des feux d'appui, un centre de coordination de l'espace aérien et un centre de coordination d'acquisition d'objectifs accompagnèrent les troupes canadiennes à Kaboul. Par la suite, des obusiers M777, des mini UAV, le système de repérage par le son HALO et des radars légers de détection de mortiers ont été déployés à Kandahar.

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE DE L'AFGHANISTAN

Capitaine H. Christian Breede, CM

[Traduction]

Si nous définissons institutionnellement l'État comme disposant d'une série de droits et d'obligations réciproques sur les plans économique, militaire, et même social, il devient évident que le concept de nation moderne relève autant de l'état d'esprit que de l'entité géographique.[1]

Louis Dupree

Ces propos de Louis Dupree visent juste. Ils expriment l'importance de se pencher sur le réseau délicat de variables définissant un pays. Quiconque souhaite se lancer dans la construction d'une nation doit comprendre ces variables en jeu dans une entreprise de cette complexité. Construire une nation, c'est ce que l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et, par extension, le Canada, tentent de faire en Afghanistan. En cela, tous doivent suivre le conseil de M. Dupree. Pour l'appliquer à l'Afghanistan, il faut chercher à comprendre son relief et sa situation géographique ainsi que sur les caractéristiques principales de sa population, de sa culture et de son économie. Autrement dit, il faut dresser un profil socioéconomique de l'Afghanistan, le comprendre et le mettre en application.

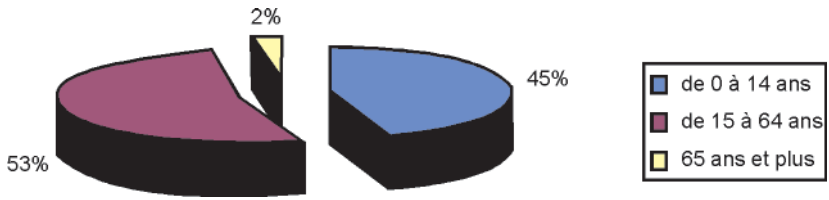
Le terme « socioéconomie » est vague en lui-même. La définition que l'on retrouve dans *Le Nouveau Petit Robert* relève presque de la tautologie. Les auteurs proposent la définition suivante de l'adjectif « socioéconomique » : « Relatif aux phénomènes sociaux et économiques et à leurs relations »[2]. Même le site Web de la Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) ne propose pas de définition précise pour ce terme. Sous la rubrique *What is Socio-Economics?*, la SASE suggère qu'il s'agit d'une [*Traduction*] « méta-discipline émergente »[3] qui postule [*Traduction*] « que l'économie n'est pas un système autosuffisant, mais qu'il s'agit plutôt d'un système ancré dans la société, la politique et la culture ». Le reste de la définition est teintée de capitalisme : [*Traduction*] « la socioéconomie conçoit la concurrence comme un sous-système intégré dans un contexte sociétal […] Le contexte sociétal permet et restreint, à la fois, la concurrence […] Les sources sociétales d'ordonnance sont nécessaires au bon fonctionnement des marchés »[4]. Étonnamment (ou peut-être plus tant que ça), la définition la plus précise se retrouve dans *Wikipédia* où l'on souligne quelques-unes des principales disciplines comprises dans l'étude des facteurs socioéconomiques[5]. Malgré l'absence de clarté et d'exactitude dans la définition du terme, pour arriver à dresser le profil socioéconomique de l'Afghanistan, le présent article se penchera sur la démographie, l'organisation sociétale, l'économie et le contexte religieux de ce pays. Les sources d'information qui serviront à l'analyse de ces divers facteurs, comme les définitions susmentionnées le suggèrent, proviennent de plusieurs disciplines, notamment l'histoire, les sciences politiques, l'économie et l'anthropologie.

En général, on désigne l'Afghanistan comme une [*Traduction*] « société paysanne tribale »[6]. Au « Failed State Index 2007 » du magazine *Foreign Policy*, le pays a reçu la mention [*Traduction*] « critique » (soit la pire des cinq mentions possibles) et s'est classé huitième au tableau des 60 États les moins stables. À ce palmarès, la République démocratique du Congo et la Guinée occupaient la septième et la neuvième places, respectivement. Les trois premières (ou pires) positions revenaient au Soudan, à l'Irak et à la Somalie, et le Guatemala occupait la 60e position[7]. L'article en question proposait 12 indicateurs de [*Traduction*] « l'échec d'un État » retenant l'attention internationale :

les facteurs socioéconomiques (tel que susmentionné) et certains critères moins précis. L'Afghanistan a maintenu une moyenne de 8,5 avec un écart de seulement trois points. Le pays a affiché la pire note des 60 États du tableau uniquement dans une catégorie, soit celle de l'intervention externe (qui a toujours été problématique pour l'Afghanistan), et il n'a obtenu une note inférieure à 8 que pour l'exode de ses habitants. Les manchettes confirment ces données sur l'Afghanistan, qui est effectivement un État névralgique où les Canadiens ont beaucoup investi. Les facteurs socioéconomiques qui seront examinés dans le présent article illustrent les difficultés majeures du pays. Ce n'est qu'en saisissant bien ces facteurs que l'on pourra établir des conditions véritables de réussite.

Démographie

La publication annuelle de l'Agence centrale de renseignement (CIA), le *World FactBook*[8], place l'Afghanistan au 49e rang des pays les plus grands du monde (sur le plan de la masse terrestre). Le pays fait effectivement un peu moins de 650 000 kilomètres carrés, soit une superficie tout juste inférieure à celle de la Saskatchewan. L'Afghanistan est enfermé dans les terres de l'Asie centrale. Il est entouré du Pakistan, de l'Iran et des anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale du Turkménistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Situé sous les steppes russes, l'Afghanistan est divisé, du nord-est au sud-ouest, par la chaîne de montagnes imposante Hindu Kush. Ses plaines, au nord et au sud, finissent en régions désertiques. Son plus haut sommet, le Naoshak[9], atteint presque 7 500 mètres, et son point le plus bas se situe au fond du bassin de l'une de ses principales rivières, l'Amu Darya, à 285 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce n'est donc pas surprenant que seulement 12 p. 100 de la masse terrestre de l'Afghanistan soit propre à l'agriculture, et que moins de 25 p. 100 de ces terres arables accueillent des cultures permanentes. En outre, presque 30 000 kilomètres carrés des terres du pays ont besoin d'irrigation.



Répartition d'âge en Afghanistan

Le climat de l'Afghanistan est rude : les étés sont chauds et les hivers froids. On y enregistre de fortes chutes de neige dans les régions montagneuses. Louis Dupree, l'un des spécialistes les plus éminents dans le domaine de l'Asie centrale[10], divise l'Afghanistan en 11 zones géographiques[11], variant selon le relief précis de la région, mais toutes aussi peu propices à l'établissement humain, notamment en raison du contrôle de l'eau, le problème central du pays. Quatre grandes rivières traversent l'Afghanistan, mais seule la rivière Kaboul se jette dans l'océan Indien par l'intermédiaire du réseau hydrographique de l'Indus. Les rivières Amu Darya (l'Oxus), Hari Rud et Hilmand-Arghandab sortent toutes de leur lit au printemps et s'assèchent en été, pour devenir une série de bassins intérieurs. Il faut dire que la majeure partie de l'eau que l'on retrouve en Afghanistan provient de la fonte des neiges des montagnes Hindu Kush[12]. L'inconstance de cet approvisionnement naturel en eau est à l'origine de l'élaboration d'un réseau complexe de canaux d'irrigation et de puits, connu sous le nom de *qanat*[13]. Le *qanat* a permis l'exploitation agricole de quelques îlots de terre surtout situés dans les établissements humains les plus importants du pays. Les deux zones agricoles principales se retrouvent à Kaboul et à Kandahar, mais il existe d'autres concentrations agricoles plus petites à Herat et à Mazar-e-Charif[14].

La rudesse du climat et la complexité du réseau d'irrigation fragilisent beaucoup le secteur agricole. Sans le *qanat* pour régulariser l'approvisionnement en eau, les rares terres irriguées disparaîtraient et l'agriculture deviendrait pratiquement impossible. Dans

ces conditions, les chocs (environnementaux ou autres) sont difficiles à encaisser. Étant donné la dispersion des établissements humains, attribuable aux réalités géographiques et climatiques, la centralisation représente un défi de taille. La dispersion est naturellement encouragée au détriment de celle-ci. Dupree indique deux types d'établissements : l'établissement nucléaire (regroupements autour d'autres villages) et l'établissement linéaire (le long des cours d'eau ou d'autres points de communication vitaux). Il soutient que l'Afghanistan affiche un établissement nucléaire dans lequel sa population est distribuée[15].

Au 40e rang mondial pour ce qui est de sa population, l'Afghanistan compte près de 32 millions d'habitants. Toujours selon le *World FactBook*, la composition de sa population diffère beaucoup de la composition moyenne des États occidentaux et légèrement, mais de manière remarquable tout de même, de la composition moyenne régionale. Dans la plupart des États occidentaux[16], la population est constituée d'environ 19 p. 100 de personnes de moins de 14 ans, tandis que les personnes de 15 à 65 ans comptent pour environ 66 p. 100. Étant donné que les États faisant partie de la moyenne régionale de l'Afghanistan sont, dans la majorité des cas, des États en développement, la composition de leur population est assez similaire à celle-ci. Dans la région[17] (figure 2), 33 p. 100 de la population est constituée de personnes âgées de moins de 14 ans, tandis que 62 p. 100 se situe entre 15 et 64 ans. Pour ce qui est de l'Afghanistan, tel que l'indique la figure 1, 45 p. 100 de la population a moins de 14 ans et seulement 53 p. 100 se situe entre 15 et 64 ans. Dans l'ensemble, on constate que la population de jeunes est plus importante en Afghanistan, que la population active est moins considérable et que la population âgée est pratiquement inexistante, statistiquement parlant, lorsque l'on compare ces données avec les moyennes enregistrées dans les États occidentaux et dans la région. La population de l'Afghanistan est organisée selon un modèle d'établissement nucléaire et se regroupe dans les îlots de terres agricoles situés près de Kaboul, de Kandahar, de Mazar-e-Charif et de Herat. Avec son secteur agricole précaire (attribuable à sa géographie), sa faible population active potentielle et son importante population en état de dépendance, les indicateurs démographiques de l'Afghanistan semblent donner raison aux constatations faites par *Foreign Policy* dans la création de son triste tableau d'honneur.

Répartition régionale de la moyenne d'âge

Amin Saikal fait référence à l'Afghanistan comme à un État ayant [*Traduction*] « une composition ethnique hétérogène »[18]. Les 21 ethnies[19] différentes recensées le confirment. Il est intéressant de noter que les groupes ethniques afghans ne sont pas tous de foi musulmane. Cependant, les Pachtounes, qui sont principalement musulmans, sont les plus nombreux[20]. Comme la langue est souvent la pierre angulaire de l'identité culturelle, il est de mise de se pencher sur les langues en usage en Afghanistan. Des 19 familles de langues existantes, quatre sont présentes en Afghanistan : la famille sémitique, partie de la famille afroasiatique; la langue dravidienne; la famille ouralienne-altaïque et la famille indo-européenne représentent la myriade de langues parlées au pays. De ces quatre grandes familles, c'est la famille indo-européenne, de laquelle dérivent le dari et le pachto, qui est la plus répandue[21]. Le dari, langue officielle de l'Afghanistan, est une langue dérivée du perse et, comme le suggère Dupree, la langue véhiculaire (*lingua franca*) du pays, car elle entrecroise plusieurs cultures. Par ailleurs, le pachto constitue la langue vernaculaire parlée uniquement par les Pachtounes. Bien que les deux langues soient similaires, le dari ressemble davantage au perse[22].

Les différences linguistiques que l'on vient de mentionner, auxquelles s'ajoute la conclusion antérieure selon laquelle l'Afghanistan est principalement une société agraire, expliquent bien le faible taux d'alphabétisation de la population. Toujours selon les travaux de Dupree, il existerait une différence fondamentale entre les cultures illettrées et les cultures analphabètes — différence que Dupree s'est efforcé par tous les moyens d'expliquer. Le terme « illettré » serait péjoratif, tandis que « analphabète » serait un terme plus descriptif d'une situation. Pour reprendre les mots de Dupree, la culture consisterait en la [*Traduction*] « totalité du coffre à outils »[23], tandis que la société imprégnée de cette culture constituerait [*Traduction*] « la composante active […] [utilisant] rarement tous les outils du coffre »[24]. Autrement dit, la plupart des Afghans ne peuvent peut-être pas lire le dari ou le pachto, mais leur culture littéraire (notamment leur poésie) n'en demeure pas moins riche et variée. En témoigne la poésie orale qui occupe une place importante dans la culture pachtoune[25]. La tradition orale de l'Afghanistan n'est pas différente de celle d'autres sociétés qui comptent sur le discours plutôt que sur les écrits.

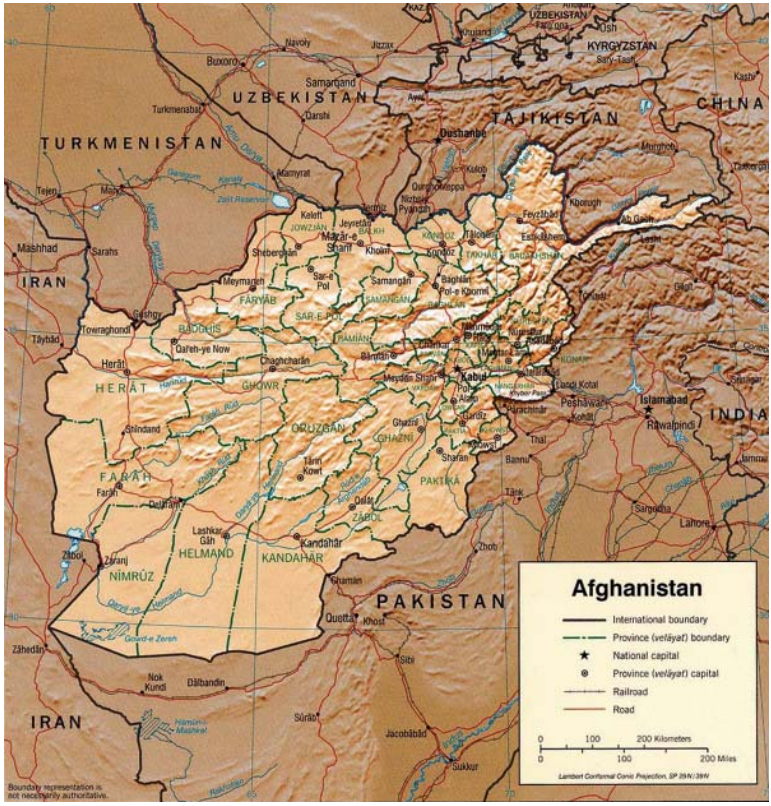
La plus grande partie des Pachtounes sont établis au sud des monts Hindu Kush, qui coupent le pays en deux, d'est en ouest. Les groupes ethniques tadjike, ouzbèke et turkmène chevauchent la frontière, tandis que leurs terres natales respectives sont situées au nord de cette même chaîne de montagnes. Les Hazaras, ainsi que quelques groupes ethniques parmi les moins considérables, se sont établis dans les vallées et entonnoirs des montagnes mêmes. De toute évidence, les modèles d'établissement, les différences linguistiques et la diversité ethnique pointent tous vers la conclusion tirée par Dupree : l'Afghanistan est une mosaïque. La nature analphabète de la culture nationale fait en sorte que les normes se fondent sur des interprétations faites par un petit groupe de lettrés formant une élite, à la fois séculaire et sacrée[26].

Organisation culturelle

Ibn Khaldun, l'un des historiens musulmans les plus influents, avance, dans ses écrits datant du 14e siècle, que bon nombre d'États affichent un [*Traduction*] « cycle de révolutions »[27]. Et ce cycle s'applique tout aussi justement à l'Afghanistan. L'anthropologue Richard Tapper,

dans ses travaux du début des années 1980, soutient que [*Traduction*] « les éléments essentiels de ce cycle […] [comportent, à tour de rôle] la fondation d'une dynastie centrale par un conquérant, avec l'appui de la périphérie; l'établissement d'un pouvoir central; la perte de l'appui de la périphérie et le remplacement par un autre conquérant, dans l'intervalle de trois générations »[28]. Les quatre étapes de ce cycle se sont répétées encore et encore en Afghanistan, tellement que Dupree y a également fait référence lorsqu'il a décrit sa théorie de la gouvernance fission-fusion[29]. Sur 22 pages, Dupree a littéralement fait le tableau des divers chefs de l'Afghanistan tout en énumérant, en parallèle, les différentes régions qui sont devenues des régions de l'Afghanistan et celles qui sont tombées, sous le règne de chacun des chefs qu'il recense. Le fait que ce tableau s'étale sur 22 pages traduit bien l'instabilité historique (et confirme la théorie d'Ibn Khaldun) du pays. On sait depuis longtemps que l'axe autour duquel tournent toutes ces théories, c'est la prévalence des groupes tribaux dans la région.

Bernt Glatzer énumère trois principes de ce qu'il nomme [*Traduction*] « organisation sociétale »[30]. L'économie, la parenté étroite et le rôle du réseau tribal se combinent pour définir le mode de vie du peuple afghan. Glatzer suggère que l'économie constitue le principe le plus important, et comme une autre référence[31] suggère la même chose, on se penchera sur l'économie un peu plus loin. La présente section s'attardera plutôt sur les deux autres principes énoncés. Le principe de parenté étroite exige l'étude généalogique des familles. Les Pachtounes nomades que Glatzer a étudiés dans le cadre de ses travaux semblaient établir les liens de parenté à l'aide d'une variété de vecteurs. La société afghane est *patrilinéaire* (identification familiale par le père) et *matrilinéaire* (liens familiaux avec la famille de la mère) tout à la fois. Chez les Pachtounes, la parenté est également établie par *alliance* (relations établies par le mariage), ce qui offre une vaste gamme d'options quant à la définition d'une famille ou d'un groupe familial[32]. C'est cette organisation complexe qui solidifie l'unité familiale afghane et qui fait de cette unité [*Traduction*] « la seule unité sociale stable de la société »[33].

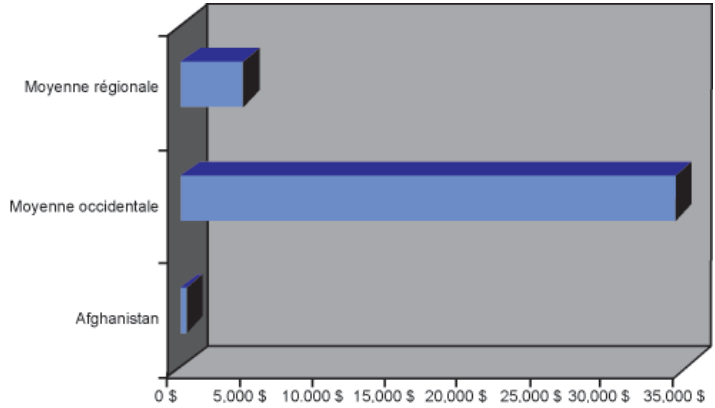


Le troisième principe énoncé par Glatzer touche le réseau tribal. Bien qu'il suggère lui-même que [*Traduction*] « les gens lui accordent beaucoup d'importance, même si les anthropologues peinent à observer sa pertinence sur le plan social »[34], le volume des travaux d'historiens et de politicologues (de même que d'autres anthropologues) portant sur cet aspect de la culture afghane est faramineux. Même si elle est un peu longue, la description faite par Amin Saikal de l'importance de la tribu chez les Afghans mérite d'être citée :

[Traduction]

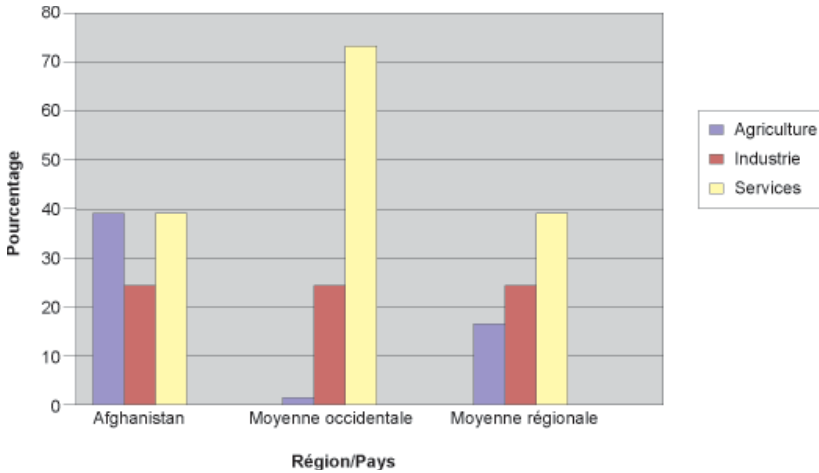
> La plupart des conflits sociaux de l'histoire afghane moderne n'ont pas débuté par des divergences d'opinions sur la direction du développement, les croyances religieuses, les droits constitutionnels, ni les classes sociales. Ils ont plutôt été causés par les tentatives de centralisation du pouvoir, à un haut degré, par les collectivités dominantes constituées d'élites aidées d'intervenants étrangers. Les idéologies élaborées sciemment, ouvertes, systématiques, institutionnalisées et dogmatiques n'ont toujours déposé qu'un mince vernis sur la culture politique traditionnelle fondée sur un réseau implicite de croyances, de normes relatives à la parenté, de codes de comportement et de systèmes hiérarchiques identitaires.[35]

Saikal est d'avis que les tentatives antérieures de gouvernance ont échoué à intégrer le réseau tribal de l'Afghanistan. Ce dernier, et de manière plus générale, deux des trois principes de l'organisation sociétale de Glatzer, s'avèrent les catalyseurs de nombreux conflits vécus par l'Afghanistan depuis des années. La principale tribu de l'Afghanistan est celle des Pachtounes — [*Traduction*] « le principal groupe de soutien de l'État »[36]. C'est donc dire l'importance du concept de tribu.



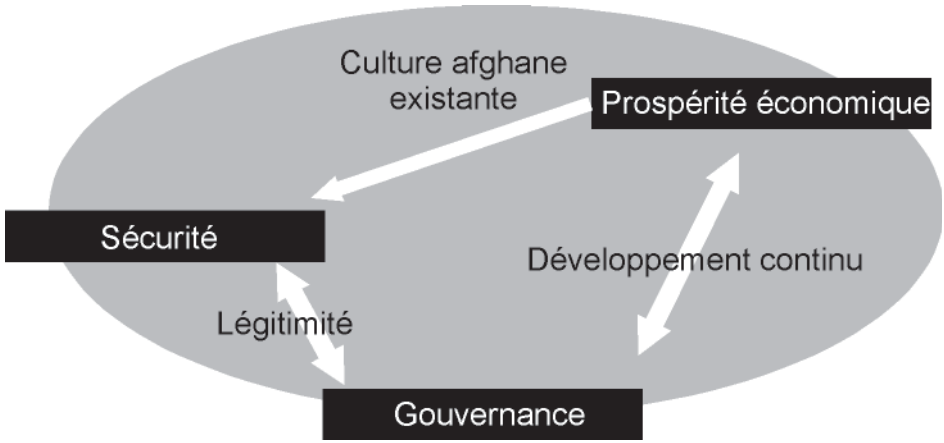
Comparaison du PIB (PAP US) par habitant

Malgré cela, il est difficile de définir simplement ce terme, car il comporte une lourde charge politique. Bien souvent, la tribu et le terme « tribalisme » qui lui est associé sont utilisés pour marquer la désapprobation du phénomène, tandis que l'on emploie le terme « ethnie » dans le cas contraire[37]. Tenter de retirer le bagage émotionnel associé à ce terme pose un défi de taille, que Tapper et le politicologue Kenneth Christie ont tout de même tenté de relever. Christie suggère que la tribu constitue peut-être la forme la plus ancienne d'organisation humaine (devancée seulement par la famille et même là, la ligne entre tribu et famille s'estompe rapidement). Au-delà de la longue définition proposée par les anthropologues (qui suggèrent le partage d'une parenté, d'une langue, d'une autosuffisance, d'une mythologie, etc., communes)[38], Christie considère la tribu comme une organisation dont le degré de conformité à l'interne est très élevé et dont le degré de tolérance de ses membres à l'égard des non-membres est très faible[39]. Le point sur lequel Christie et Glatzer sont d'accord, toutefois, c'est le renforcement de la tribu par l'histoire moderne (spécialement en Afghanistan). Ce phénomène semble se répandre dans les États faibles[40].



Les tribus pachtounes — les plus répandues de l'Afghanistan — sont dotées d'une organisation culturelle complexe comportant une hiérarchie politique, de même qu'un système d'autoréglementation. Les diverses sous-tribus de la famille tribale pachtoune procèdent à la nomination de leurs chefs pseudo-politiques, les *khans* et les *maliks*. Ce qui sème le plus la confusion, c'est que les chercheurs occidentaux ne semblent pas s'entendre sur le rôle joué par ces chefs. Glatzer suggère que le *khan* est le chef de la tribu, tandis que le *malik* serait le représentant de la tribu devant d'autres organisations ou intervenants

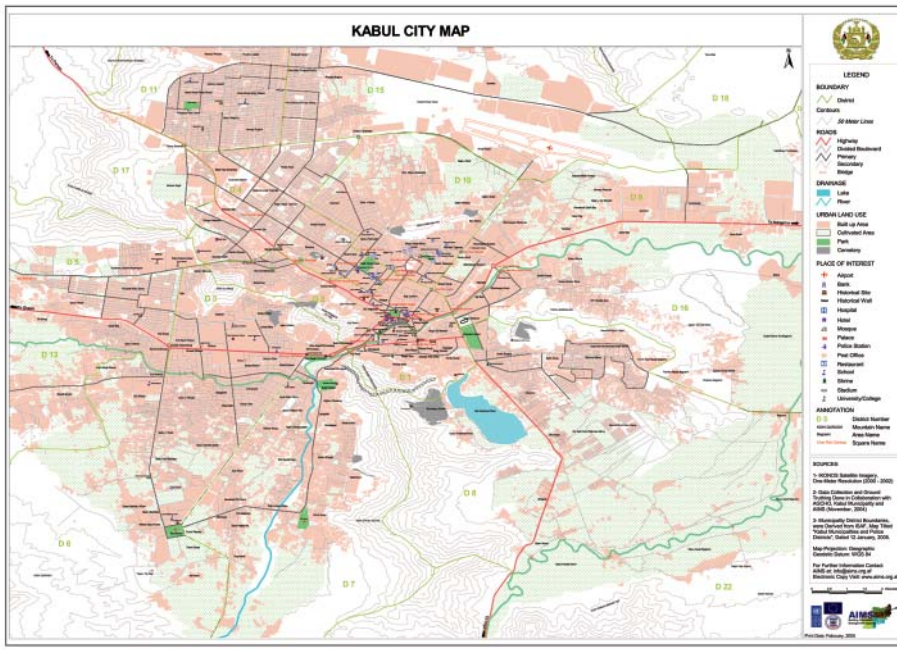
externes[41]. Par ailleurs, Dupree suggère que le *khan* (qui est souvent employé comme suffixe à la suite d'un nom pachtoune) est simplement un [*Traduction*] « titre de prestige » tandis que le *malik* est le véritable chef de la tribu[42]. Il y a moins de débats au sujet du rôle et de la signification des diverses réunions sociales ayant lieu au sein de la tribu. Ceux qui ont lu des articles à propos des récents événements en Afghanistan ont probablement déjà vu les termes *jirga* et *shura*, qui désignent deux organisations jouant un rôle important dans la gouvernance du pays. Le *shura* est une organisation consultative dont les membres se rencontrent au niveau régional, au besoin, tandis que le *jirga* est une organisation décisionnelle dont les membres se réunissent de manière plus officielle. On convoque un *jirga* lorsque survient un conflit entre deux sous-tribus ou encore que des décisions doivent être prises. Il est présidé par un groupe d'anciens de la tribu, qui entendent les arguments de toutes les parties. Après la période de présentation des arguments, on passe au vote. Le poids du vote de chacun dépend de son statut et de sa position au sein de la tribu. C'est donc dire que tous les votes ne sont pas égaux. Cela dit, la décision rendue par le *jirga* a force exécutoire sur toutes les parties en cause. La formation du nouveau parlement et la création d'une nouvelle constitution (tout comme la constitution de 1964) résultent d'un *jirga* qui rassemblait la plupart des chefs tribaux et régionaux de l'Afghanistan[43]. Ce qu'il faut retenir de cette organisation, c'est que les votes de ses participants n'ont pas tous le même poids.



Les Pachtounes se sont dotés d'un système d'autoréglementation complexe et ancien qui n'est pas sans rappeler les concepts occidentaux de contrat social mis de l'avant par plusieurs théoriciens politiques anglais du 19e siècle[44]. Leur système se nomme « pachtounwali », « code des Pachtounes », et s'est avéré des plus essentiel. Sans lui, [*Traduction*] « la vie tribale dégénérerait en l'état d'anarchie et de guerre décrit par Hobbes »[45]. Le sociologue Niloufer Mahdi en offre une explication claire et concise. Dans son article paru dans *Ethology and Sociobiology*, il indique que, fondamentalement, le pachtounwali [*Traduction*] « demeure totalement fondé sur l'individu »[46]. Les Pachtounes ne s'identifieraient donc pas uniquement par leur foi musulmane. Bien qu'ils soient religieux, ils emploient encore certains aspects du pachtounwali. Le code insiste sur le principe de l'honneur (on argumente à savoir s'il s'agit du terme *izzat*[47] ou *nang*[48], mais les travaux sur la question s'entendent sur le fait que les deux termes font référence au concept d'honneur), et les violations aux termes de ce dernier sont punies très sérieusement, soit par *badal* (vengeance — habituellement violente)[49] ou par *kashunda* (ostracisme)[50]. Le pachtounwali englobe également le concept de *melmastia* (hospitalité)[51] et de *nanawatay* (asile)[52]. En vertu de ses dispositions, on ne peut refuser le *melmastia* à celui qui en a besoin, ni le *nanawatay* à celui qui le demande[53]. Même si ce code entre en conflit avec bon nombre de pratiques islamiques, notamment la *sharia*, les Pachtounes l'utilisent toujours sans se troubler le moins du monde devant cette apparente contradiction[54]. Mahdi suggère qu'un

[*Traduction*] « [Pachtoune] est conditionné à accepter une identité fondée sur une action conforme au [pachtounwali] »[55].

Winston Churchill a déjà dit des Afghans que [*Traduction*] « [leur] système éthique, qui considère la tricherie et la violence comme des vertus plutôt que des vices, a produit un code d'honneur si étrange et si incohérent qu'il échappe tout à fait à l'esprit logique »[56]. En dépit de cette évaluation qualitative, [*Traduction*] « il est évident que le pachtounwali est entièrement utilitaire »[57]. Les Pachtounes forment un groupe ethnique complexe chevauchant les frontières du pays, et l'évaluation de l'importance de la parenté et de l'organisation tribale effectuée par Bernt Glatzer est correcte. Le pachtounwali est un code extrêmement individualiste, malgré son insistance sur la famille et la collectivité. Tout système politique doit se pencher sur les caractéristiques uniques de ce groupe particulier, mais il existe aussi d'autres enjeux, plus généraux, que les systèmes de gouvernance doivent traiter pour être en mesure de devenir efficace et de le demeurer. Bien comprendre ce code est essentiel, comme l'a clairement indiqué le Major Todd Strickland dans un article récemment publié dans ce journal. Les conséquences sont à la fois de nature tactique et de nature stratégique[58].



Carte de la ville de Kabul

Le politicologue (et Afghan expatrié) Amin Saikal énonce trois enjeux à la source des problèmes de l'Afghanistan. Saikal cite d'abord l'interférence étrangère, ensuite l'extrémisme idéologique, puis la polygamie comme les trois facteurs qui, mis ensemble, ont détruit la stabilité du pays[59]. L'interférence étrangère, à titre d'enjeu pour l'Afghanistan, a fait l'objet de bon nombre de travaux, de même que la question exhaustive de l'extrémisme idéologique au sein du Hindu Kush[60]. On a cependant accordé moins d'attention à la polygamie et à ses répercussions sur la stabilité de l'État. Ce facteur, comme source d'instabilité pour l'Afghanistan, sème la controverse, mais les faits semblent faire pencher la balance vers la théorie de Saikal. Par exemple, Dupree est en désaccord avec Saikal au sujet de la gravité du problème que pose la polygamie dans la société afghane. Il va même jusqu'à suggérer que cette polygamie [*Traduction*] « lorsqu'elle survient (ce qui n'est pas chose courante), sert habituellement de facteur de cohésion, car les multiples épouses alors choisies sont souvent de proches parentes »[61]. Les faits que Dupree soumet pour confirmer son

hypothèse sont convaincants. Il soutient que la tradition qui consiste à acheter son épouse[62] dissuade la prise de plusieurs épouses en raison des coûts élevés que ces transactions engendrent[63].

Cependant, même si cette théorie est applicable aux classes sociales les plus basses, les classes sociales qui possèdent généralement le pouvoir en Afghanistan n'ont aucune limite financière, et c'est là que l'argument de Saikal prend tout son sens. Même Dupree admet que lorsqu'il s'agit d'assurer la succession des élites au pouvoir, la polygamie pose problème et n'a plus du tout cette [*Traduction*] « force de cohésion » dont il parlait plus tôt[64]. Saikal est d'avis que le pouvoir politique se personnalise au lieu de s'institutionnaliser; qu'il [*Traduction*] « se fonde beaucoup sur les réalités ponctuelles plutôt que sur des mécanismes institutionnalisés pour générer des changements ou assurer une continuité »[65]. Même si elle est courante dans bon nombre d'États instables, la polygamie — précisément possible dans ce cas-ci parce que les élites peuvent se permettre l'achat de plusieurs épouses — a toujours compliqué la succession en Afghanistan, après la mort d'un leader charismatique. Les exemples de ce phénomène abondent et le règne d'Amir Habibullah n'y fait pas exception. Au pouvoir de 1901 à 1919, il a produit une cinquantaine d'héritiers potentiels (de 4 épouses et de plus de 35 concubines) et, comme son pouvoir était personnalisé, sa mort a [*Traduction*] « causé les tensions couvées habituelles ainsi que de la rivalité entre les différentes épouses et leurs fils au sein du foyer royal »[66]. La polygamie a pour effet de diviser la classe régnante et d'empêcher toute période de transition stable entre un leader et son successeur.

Cela ne veut pas dire que les femmes n'ont aucune influence sur la société afghane, mais simplement que cette question a créé beaucoup de litiges dans le passé[67]. Les femmes ont une influence en Afghanistan, et le degré de cette influence (et de liberté personnelle) dépend davantage de leurs affiliations ethnique et tribale que de tout autre facteur. Au début des années 1970, Nancy Tapper a découvert que les femmes des tribus pachtounes semi-nomades (du moins la sous-tribu sur laquelle portaient ses recherches sur le terrain) disposaient de degrés de liberté et d'influence extrêmement différents de ceux de leurs homologues des tribus sédentaires des régions ouzbèkes du nord de l'Afghanistan. À titre d'exemple, tandis que les femmes ouzbèkes étaient contraintes de respecter des règles strictes d'isolement, les femmes de la sous-tribu durranni-pachtoune que Tapper a observées n'avaient aucune restriction de la sorte — pour autant qu'elles demeuraient au sein de leur sous-tribu (qui comprend plusieurs centaines d'unités familiales). Ces femmes pouvaient recevoir la visite d'hommes ou de femmes et voyager seule — des activités interdites à leurs homologues ouzbèkes[68].

Au sein des tribus pachtounes dominantes, patrilinéaires, lorsqu'un homme prend épouse, le nouveau couple doit résider avec la famille de l'époux (résidence patrilocale). Cela dit, Nancy Tapper a remarqué que la femme dont le fils se marie et engendre un fils à son tour profite d'une certaine liberté et d'un certain prestige et devient [*Traduction*] « une réelle force dans les affaires communautaires »[69]. Encore une fois, le succès se mesure à la production d'héritiers mâles et non à quelque sorte de liens matrilinéaires que ce soit, ni même au mérite personnel.

De toute évidence, en Afghanistan, le pouvoir tourne autour des liens de parenté, lesquels forment, en pratique, le système gouvernemental du pays. Il s'agit de s'assurer que le système de droit s'apparente au système de fait. La structure rigide de classes sociales que l'on retrouve en Inde, par exemple, ne semble pas exister en Afghanistan. Cependant, un système aussi rigide de relations familiales a, depuis des siècles, défini le système politique du pays[70]. On a déjà tenté de moderniser ce système dans le cadre de tentatives d'urbanisation, mais cette façon de faire s'est avérée incompatible avec les réalités socioéconomiques identifiées jusque-là. Dupree a remarqué qu'avec l'urbanisation, les anciens perdent leur rôle de chefs et de conseillers de la tribu, et les jeunes générations perdent, par le fait même, leurs guides. Ces tentatives ont toutes donné lieu à des conflits au sein des milieux urbains confinés et très surpeuplés[71]. Un [*Traduction*] « changement efficace et non violent ne peut s'effectuer que lorsque ses promoteurs travaillent à la lumière des réalités culturelles »[72] — toute autre façon de faire engendrer des tensions, des conflits et, au bout du compte, de l'instabilité.

Ce troisième facteur est étroitement relié aux deux facteurs précédents. Si l'on se rappelle bien les trois principes de l'organisation sociétale de Glatzer et qu'on les intègre à la définition de la socioéconomie, on constate l'importance et la nature conjuguée des conditions économiques d'un État. Même l'État le moins développé et le plus violent et entropique affiche des conditions économiques. Ce n'est que le degré de légitimité de cette économie qui varie, et l'Afghanistan ne fait pas exception à cette règle. Malgré la violence qui y sévit et l'incapacité du gouvernement central de contrôler les tribus en périphérie, l'Afghanistan dispose d'une économie dynamique, dont il faut bien comprendre les conditions si l'on veut assurer la stabilité d'un système gouvernemental. Dans le cadre du présent article, on se penchera sur la situation économique de l'Afghanistan, notamment sur son produit intérieur brut (PIB) et sur les ratios de ses secteurs économiques, et on procédera à l'examen détaillé de son secteur d'activité le plus important ainsi que des répercussions structurelles de celui-ci.

Image satellite de Kabul

La donnée couramment utilisée pour mesurer la richesse d'un État, c'est le PIB, qui exprime la valeur marchande de la somme de tous les produits et services finaux générés par le pays au cours d'une période donnée. Libellé en dollars US et tenant compte du taux de change (parité des pouvoirs d'achat — c'est-à-dire la prise en compte du fait qu'un dollar US donne un plus grand pouvoir d'achat en Afghanistan qu'aux États-Unis), le PIB de l'Afghanistan se chiffre à 21,5 milliards $US (l'avant-dernier de la région, devant celui du Tadjikistan). Cependant, lorsque l'on prend la population en considération (que l'on calcule le PIB par habitant), l'Afghanistan se situe tout juste en dessous du 700 $US par habitant, ce qui le place au 221e rang mondial et au dernier rang des pays de la région[73]. La figure 3 montre les PIB de l'Afghanistan et de cinq de ses voisins : l'Iran, le Pakistan, le

Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Aux fins de comparaison, le PIB par habitant moyen des pays occidentaux est également indiqué. La moyenne a été calculée à partir des PIB par habitant de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada (tous des pays engagés en Afghanistan). Les écarts observés — de l'ordre de presque 33 000 $US avec la moyenne occidentale et de plus de 3 000 $US avec la moyenne régionale — sont frappants.

L'économie d'un État peut se diviser en différents secteurs, tout particulièrement à des fins de comparaison. Ces secteurs s'avèrent alors très éclairants quant à la nature de la société en question. Les trois secteurs habituellement utilisés pour l'exercice sont ceux de l'agriculture, de l'industrie et des services. En Afghanistan, 38 p. 100 de l'économie repose sur l'agriculture, tandis que 24 p. 100 repose sur l'industrie. Les 38 p. 100 restants reposent sur le secteur des services. En règle générale, on constate qu'un État se développe lorsqu'il s'éloigne de l'économie axée sur l'agriculture pour passer à la phase industrielle, puis à la phase mature de l'économie, axée sur les services. Lorsque l'on compare les données économiques de l'Afghanistan à la moyenne occidentale, et même, dans une certaine mesure, à la moyenne des pays de la région (figure 4), on constate que la part de l'économie reposant sur l'agriculture est importante. À la lumière de ces données[74], on peut conclure que l'Afghanistan est une société agraire, car son secteur agricole est deux fois plus important que la moyenne des pays voisins et plus de 15 fois plus important que la moyenne occidentale.

Les comptes rendus de première main des anthropologues semblent confirmer ce que les chiffres suggèrent. Glatzer soutient que les activités agricoles sont les activités de base du groupe ethnique le plus répandu au pays — les Pachtounes.

[*Traduction*]

L'économie repose sur l'élevage des moutons à grosse queue. Les nomades élèvent aussi des chèvres, qui comptent pour environ 10 p. 100 de la bande, ainsi que des chameaux et des chevaux, pour le transport. De plus, tel que susmentionné, certains nomades pratiquent l'aridoculture. Entre tous les nomades, les animaux sont la propriété individuelle de chacun, et chez la majorité des nomades, plusieurs ménages s'allient en unités de garde de troupeaux afin de pouvoir former des troupeaux de taille optimale, c'est-à-dire des troupeaux comportant le nombre maximal de bêtes pouvant être gardé par le minimum de gardiens; de même, le pâturage et le comportement social des moutons et des chèvres dépendent de la taille des troupeaux […] Le ménage moyen de Jawand ne possède que 120 bêtes […] En fait, j'ai observé des unités de garde formées de deux à dix gardiens. […] La quantité d'animaux d'un ménage varie fréquemment […] Chez les Pachtounes de l'ouest, l'élevage d'animaux est plutôt exigeant en main d'œuvre. Le volume de travail que peut abattre un ménage établit une limite supérieure à l'accumulation de bêtes.[75]

Ce compte rendu extrêmement détaillé souligne un phénomène intéressant, c'est-à-dire les conditions qui amènent une sous-tribu nomade à se sédentariser. Un ménage qui a atteint le nombre maximal d'animaux permis, et qui est donc accablé de travail, cherche à s'approprier la terre qu'il exploite, tandis qu'un autre qui ne possède que quelques têtes de bétail paye un propriétaire terrien pour avoir le droit d'utiliser ses terres[76].

L'insistance sur les tribus pachtounes pourrait, de prime abord, paraître quelque peu complexe, mais il faut se rappeler qu'il s'agit du groupe tribal le plus étendu (et le plus populeux) du pays, et que les nuances de la société afghane s'expriment le mieux par la comparaison entre tribus pachtounes et tribus non-pachtounes. Richard Tapper indique deux dimensions dans lesquelles les formes sociopolitiques varient en Afghanistan. Tapper soutient que ces formes varient d'abord entre tribus pachtounes et autres tribus, puis qu'elles varient au sein de la tribu pachtoune elle-même[77]. Chacun de ces points de comparaison a pour objectif de cerner les structures de l'économie agraire du pays. Tapper est d'avis que la tribu des Pachtounes est la plus structurée (en raison de son pachtounwali et de son système de parenté) des tribus de la région. Il soutient que les [*Traduction*] « Pachtounes détiennent peut-être l'idéologie de lignée la plus intense et la plus explicitement segmentaire

de la tendance traditionnelle, laquelle se perpétue non seulement dans les généalogies écrites, mais aussi dans le cadre territorial de distribution des tribus »[78]. La structure rigide de la tribu pachtoune a créé un clivage au sein de la société afghane. Les Pachtounes acceptent de coopérer avec les Ouzbèkes, les Hazaras ou d'autres groupes tribaux, mais généralement depuis une position de supériorité (perçue ou réelle)[79]. Cela dit, sur le plan économique, les Pachtounes négocient avec les tribus non-pachtounes.

La deuxième forme sociopolitique, celle qui diverge des Pachtounes, tourne autour de trois types de pratiques agraires qui ont cours depuis des années en Afghanistan. Il s'agit d'abord de l'agriculture marginale et du pastoralisme, dans le cadre desquels on obtient des récoltes inégales et on pallie les pénuries par le pillage. L'organisation sociétale est de type communale et quelque peu égalitaire, ce qui engendre un fort sentiment d'appartenance à la communauté et une volonté de la défendre. Toutefois, elle s'étend rarement au-delà de l'emplacement immédiat de l'établissement. Les groupes préconisant cette pratique sont ceux qui se rapprochent le plus des Pachtounes[80]. Il s'agit ensuite de l'agriculture sédentaire qui produit souvent d'énormes excédents et dans le cadre de laquelle la stratification sociale se répand : [*Traduction*] « habituellement, on constatait une classe bien nantie composée de guerriers pachtounes propriétaires des terres, et des groupes de travailleurs agricoles dépendant de cette classe »[81]. Finalement, on parle d'une [*Traduction*] « forme intermédiaire »[82], essentiellement de nature féodale. Produisant d'énormes excédents et située tout près des zones urbaines du pays, il s'agit de la pratique la plus influencée par les personnes au pouvoir. Cependant, elle a aussi engendré la stratification sociale suivante : [*Traduction*] « une classe de dirigeants aux pouvoirs limités, une vaste population de membres de tribu et un substrat important de personnes dépendantes »[83]. Les efforts déployés dans le but de s'établir et de se concentrer, au-delà de l'agriculture de subsistance, menaient finalement les tribus à la ville, ou du moins, à portée de main de l'État. Les Pachtounes, qui souhaitaient conserver leur pouvoir et le statut qui lui était depuis toujours associé, se sont consacrés à la première pratique, c'est-à-dire au nomadisme pastoral, afin de maintenir leur indépendance. Tapper observe que le [*Traduction*] « nomadisme pastoral en Afghanistan résulte d'une adaptation économique. Plus important encore que le nomadisme ou que l'établissement dans l'affiliation politique ou culturelle sont les identités ethnique ou tribale »[84]. Les Pachtounes accordent plus d'importance à la tribu qu'à l'État. On le voit très bien dans les pratiques économiques du grand secteur de l'agriculture[85]. Tapper a fait remarquer que les gains matériels servaient souvent de force d'unification entre les tribus[86].

Dupree confirme les constatations de Tapper lorsqu'il indique, à peu près à la même période (années 1970), que quelque deux millions de nomades se déplacent en Afghanistan[87]. Toutefois, Dupree conçoit la relation entre nomades et résidents sédentaires de l'Afghanistan comme une relation plus symbiotique que conflictuelle. Il affirme que les agriculteurs sédentaires, les agriculteurs semi-sédentaires, les nomades et les semi-nomades entretiennent tous des [*Traduction*] « relations fonctionnelles symbiotiques avec les villageois établis le long des routes, d'une pâture à l'autre »[88]. Ces relations, au dire de Dupree, sont économiques et fondées sur le prêt, le troc et l'échange; certaines d'entre elles seraient même de nature environnementale[89]. Ayant à l'esprit ces arguments, Dupree rappelle comment les efforts passés pour faire s'établir les peuples nomades, particulièrement ailleurs dans la région (à cette période) ont échoué, et soutient que l'on ne devrait pas répéter cette erreur en Afghanistan[90].

Étonnamment, depuis la publication des travaux de Dupree et de Tapper, l'Afghanistan n'a pas beaucoup changé. L'économie du pays repose encore principalement sur l'agriculture (comme le démontrent les données économiques du *World FactBook*), et même si on avait l'habitude de cultiver principalement du blé et de l'orge[91], depuis les années 1990 et le règne bref des talibans, la plupart des agriculteurs se sont lancés dans la culture de l'opium, simplement en raison de sa grande lucrativité[92].

Tout récemment, le journaliste pakistanais Ahmed Rashid a indiqué exactement à quel point la culture de l'opium était devenue lucrative. En 2002, un hectare de terre consacré à la culture du pavot rapportait autour de 13 000 $ alors qu'un hectare de champs de blé

ne rapportait que 400 $ nets[93]. Même si les agriculteurs ne touchent que 20 p. 100 de ces revenus (le reste revient aux trafiquants), les profits sont tout de même plus de sept fois supérieurs à ceux associés aux cultures traditionnelles[94]. En outre, les pavots sont beaucoup plus robustes que les autres plantes. Après avoir interviewé un agriculteur de la région, Rashid a témoigné de la mesure dans laquelle les agriculteurs comptent désormais sur ces récoltes illicites.

[*Traduction*]

En 2003, il a planté des pavots sur ses terres agricoles de 18 acres, ce qu'il avait déjà fait à six reprises, au cours des dix dernières années, afin de pouvoir joindre les deux bouts. Avant que l'hiver s'installe, Khan bine méticuleusement le sol pour déraciner les mauvaises herbes, il l'arrose de fertilisant et répare les canaux d'irrigation avant de semer les graines de pavots conservées de la récolte de l'année précédente. Quelques semaines plus tard, de fines pousses apparaissent et croissent… jusqu'à ce que les pétales des fleurs de pavot tombent pour révéler la capsule coriace qu'ils recouvrent.[95]

Ce sont ces capsules que l'on cultive pour obtenir de l'opium. Elles croissent rapidement et n'ont pas besoin de beaucoup d'eau, ni de soins particuliers.

Après 1983, les forces soviétiques en Afghanistan [*Traduction*] « décident de dépeupler les campagnes à l'aide de leur force aérienne […] ils tirent sur les villages […] tandis qu'ils aspergent de napalm les terres agricoles et les vergers »[96]. Ces opérations de [*Traduction*] « destruction et de recherche »[97] ont eu pour effet de dévaster l'économie agraire et de détruire, à peu de choses près, les canaux du délicat, complexe et vital système d'irrigation (*qanat*). L'opium, très robuste, est la seule plante qui a pu être cultivée après le retrait des troupes soviétiques. La guerre civile dans laquelle s'est engouffrée le pays, au cours des dix années qui ont suivi, a achevé de détruire les éléments de l'infrastructure agricole qui avaient survécu à la politique de la terre brûlée des Soviétiques.

L'agriculture tient évidemment une place significative en Afghanistan, mais il faut souligner que l'économie afghane compte aussi sur d'autres secteurs d'activité. L'Afghanistan dispose de quelques ressources naturelles, comme le pétrole et le gaz naturel, et son emplacement stratégique fait du pays un candidat de choix pour le transport par pipelines de ces ressources[98]. Brillant davantage par leur absence que par leur présence, il existe aussi quelques entreprises locales[99]. Étant donné qu'elles sont presque totalement absentes du paysage économique de l'Afghanistan, il est pratiquement impossible d'en percevoir les recettes fiscales. En fait, l'impôt, ou l'absence d'impôt, a toujours beaucoup nuit à la gestion efficace de l'État. Par exemple, l'Afghan Transit Trade Agreement (accord sur le transit et le commerce — ATTA) de 1965, établissant essentiellement une zone de libre-échange entre l'Afghanistan et le Pakistan, a coûté à l'Afghanistan quelque 2,7 milliards $US, en 1997, en recettes fiscales perdues[100].

Au moment de la signature de l'ATTA, les efforts déployés par un régime sécullariste de Kaboul pour augmenter l'accès à l'éducation ont commencé à porter fruit, mais de manière inattendue. Les Afghans, surtout ceux résidant dans les zones urbaines, étaient désormais nombreux à décrocher un diplôme universitaire, mais leurs perspectives d'emploi étaient limitées. Le jeune diplômé afghan avait alors le choix de retourner dans sa tribu ou dans sa famille pour se consacrer à l'exploitation agricole ou encore de demeurer dans un centre urbain et de tenter d'y trouver un rare emploi. Sans revenus d'État, les quelques emplois dans la fonction publique étaient très mal rémunérés, et sans secteur privé à proprement parler[101], un grand nombre de jeunes diplômés se sont rapidement tournés vers des activités dissidentes[102]. Les manifestations et l'agitation politique générale ont commencé à ébranler les centres urbains[103]. Les jeunes, désormais scolarisés pour la plupart, ont perdu leur sentiment d'appartenance à l'égard de leur famille analphabète. Les réalités économiques de l'Afghanistan n'ont jamais été et ne sont pas encore structurées pour endiguer une classe moyenne scolarisée. L'économie repose sur l'agriculture, et toutes les tentatives pour changer cette réalité se sont avérées vaines. Sans secteur public, ni secteur industriel, ni système bureaucratique national transparent et fonctionnel, le taux de

chômage continuera à croître chez les personnes scolarisées — et surtout chez les jeunes. Il s'agit là des terreaux de l'extrémisme, et dans le cas de l'Afghanistan, de l'extrémisme islamique[104].

Religion

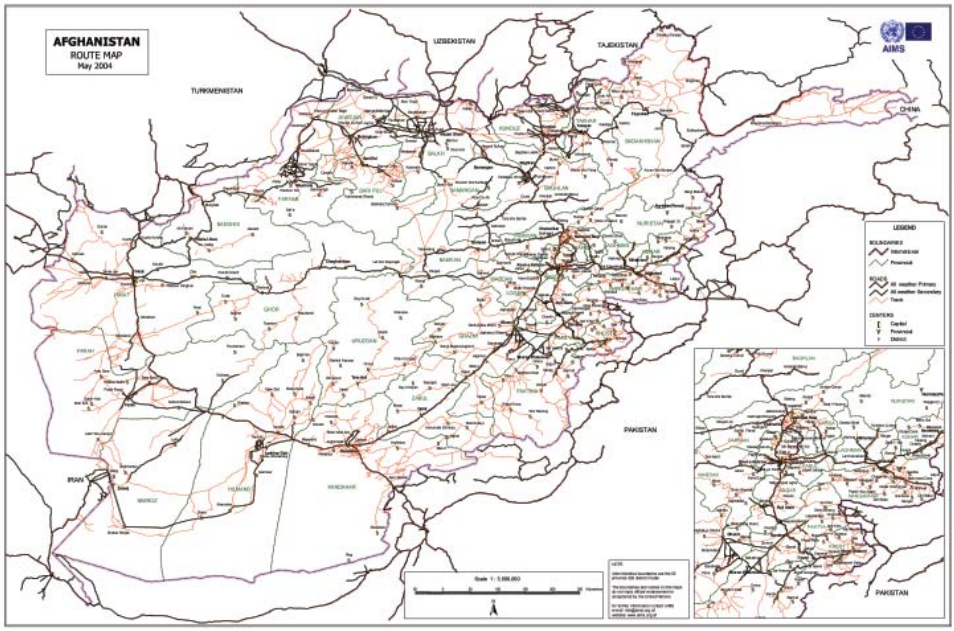
On ne peut faire fi du rôle de la religion dans le profil socioéconomique de l'Afghanistan. En outre, une excellente compréhension de l'islam est nécessaire lorsqu'on aspire à faire l'examen d'un État musulman. La présente section a pour objectif de fournir quelques notions élémentaires sur l'islam et de montrer à quel point cette religion est inextricablement liée à la politique. En guise de conclusion sur ce point, on examinera la relation unique de la société afghane avec la religion. Même si l'Afghanistan est surtout un pays musulman, le rôle qu'occupe l'islam dans ce pays est unique et doit être expliqué.

Dupree est d'avis que la religion illustre parfaitement la division entre l'analphabétisme et l'alphabétisme. Lorsque l'on ne sait pas lire, on peut toujours débattre sur la religion et prêcher la parole du dieu en qui l'on croit[105]. C'est d'autant plus vrai pour l'islam. Cette religion n'est [*Traduction*] « pas la simple doctrine de diffusion de la foi par la "conversion ou l'épée" »[106] que de nombreux pontes pratiquent, il s'agit plutôt d'une religion partageant beaucoup de similarités avec le judaïsme et le christianisme. Même parmi les chercheurs musulmans, on considère à la fois les chrétiens, les juifs et les musulmans comme des *ahl-i-kitab* — peuples du livre — mais pour les musulmans seul *Allah* (Dieu) est de nature divine. La différence clé entre ces religions repose dans le rôle qu'elles donnent respectivement au Christ. Pour les chrétiens, le Christ, c'est le Messie. Les juifs, de leur côté, attendent toujours le Messie et comptent le Christ pour un prophète important, et les musulmans considèrent le Christ comme un simple prophète précédant Mohammad (Mahomet)[107]. L'islam, qui veut dire « soumission à Dieu », se rapproche donc beaucoup du christianisme et du judaïsme, et d'autres l'ont également souligné[108].

Traditionnellement, on compte cinq piliers de l'islam[109] : la *Shahadat*, qui signifie la profession de foi; le *Salah* (la prière); le *Zakat*, qui se traduit par « aumône »; le *Sawm* (le jeûne ou ramadan) et le *Hajj*, qui signifie « pèlerinage ». De ces cinq piliers, seulement quatre (excluant la *Shahadat*) sont considérés comme des commandements par le *Qur'an* (Coran)[110]. Ce terme provenant de l'arabe signifie en français [*Traduction*] « ce qui est lu, récité ou répété »[111]. En phase avec le commentaire de Dupree sur la convenance unique de l'islam aux sociétés analphabètes, Mohammad, dont on dit qu'il a reçu le Coran, ne savait pas lire et aurait mémorisé le contenu du livre sacré[112]. De même, on nomme celui qui est en mesure de bien réciter le Coran, *qar'i Sahib*, tandis que celui qui peut le réciter de mémoire est un *hafiz*[113]. Le Coran est souvent comparé à la Bible des chrétiens, mais son rôle se rapproche davantage de celui des Dix commandements de l'Ancien-Testament chrétien[114].

Tout comme le christianisme, l'islam a connu un schisme, mais il ne s'agissait pas tant de religion que de politique. Ce schisme est survenu lorsque la question de la succession au califat a été soulevée, à la mort de Mohammad, en 632 après Jésus-Christ. Les fidèles se sont alors divisés en deux sectes : l'une voyait en Ali le prochain calife (le gendre de Mohammad, qui n'avait laissé aucun héritier mâle) et était surnommée *shi'a*, tandis que l'autre secte, qui souhaitait un héritier plus orthodoxe, de la tribu même de Mohammad (*quraish*), a pris le nom de *Sunni* (sunnite — qui veut dire « coutumes » en arabe)[115]. On constate donc que le lien entre religion et politique s'est cimenté très tôt dans l'existence de l'islam. En dépit de ce schisme, l'islam compte trois grands thèmes : l'égalité des hommes devant Allah, la foi en Allah, et l'égalité des droits qu'a tout homme d'exploiter ses talents. Après avoir énuméré ces grands thèmes, il devient difficile d'accepter la fausse conception répandue de l'islam comme étant une religion fataliste. Lorsqu'un musulman affirme : « C'est la volonté d'Allah. », il ne suggère pas que toute résistance est futile, il traduit simplement sa propension à adopter un mode de vie axé sur la réflexion[116]. Qui plus est, l'islam est loin d'être monolithique. Il existe, en effet, des preuves convaincantes des diverses pratiques de cette foi dans le monde musulman.

L'islam sunnite (orthodoxe) compte quatre écoles, chacune unique dans sa pratique et ses enseignements. L'islam chiite compte une seule école, le jafarisme, mais il existe également une forme mystique de l'islam dérivée de l'islam chiite appelée soufisme. Autour du 8e siècle, les adeptes de cette forme mystique ont commencé à remettre en question l'islam chiite, à mesure qu'ils cherchaient à [*Traduction*] « vivre une expérience personnelle avec »[117] Allah. Bien qu'ils aient déjà été accusés d'hérétisme, leur forme mystique de l'islam, le soufisme, est actuellement considérée comme une branche de l'islam à part entière et est largement pratiquée[118]. La majeure partie des écoles de l'islam sont associées à différentes régions du globe. Le jafarisme se retrouve dans la plupart des États perses, comme l'Iran. Dans l'islam sunnite, le chaféisme est principalement pratiqué en Indonésie. Le hanbalisme est de tradition arabe. En Afrique, on retrouve principalement le malékisme, tandis que l'hanafisme se pratique dans la plupart des régions de l'Asie centrale. L'école du hanafisme est celle à laquelle la majorité des Afghans s'associent. Elle est largement considérée comme la plus modérée des quatre écoles[119]. Des 1,3 milliard de musulmans dans le monde entier, seulement de 10 à 15 p. 100 sont chiites. Les autres sont sunnites. Cela dit, et comme on l'a indiqué précédemment, la situation géographique compte beaucoup dans cette détermination, ce qui fait que quelque 90 p. 100 des Iraniens sont chiites, de même que plus de 60 p. 100 de la population irakienne. En outre, on compte un peu moins de 6 millions de chiites en Afghanistan.[120]



Réseau routier de Kabul

Il faut noter qu'une sous-école de l'hanafisme, la déobandi, est née en réaction aux mouvements d'illuminations de l'islam sunnite, particulièrement forts en Inde à cette époque. Née en 1867, l'école prônait une adhérence stricte à l'enseignement musulman orthodoxe, notamment à la *shari'a* et au *fiqh* (jurisprudence islamique)[121]. Les adeptes de cette forme de l'islam sunnite ont rapidement établi les désormais célèbres *madrasas*. En 1879, il en existait déjà douze en Inde, et on en compte actuellement plus de 9 000 dans toute l'Asie[122]. C'est dans ces madrasas, qui ont également pris racine dans les camps de réfugiés afghans dans les années 1980, que s'est effectué le croisement entre la *shari'a* et le pachtounwali.

[*Traduction*]

La plupart de ces madrasas se trouvaient dans des zones rurales et dans des camps de réfugiés afghans. Elles étaient dirigées par des mollahs semi-scolarisés dont la lecture

des textes de la shari'a était beaucoup influencée par le code tribal des Pachtounes […] Ce qui y était enseigné, et ce que les jeunes Afghans sans racines qui devaient devenir les cadres du régime des talibans ont absorbé, s'éloignait très souvent beaucoup de l'idéologie réformiste originale de l'école déobandi.[123]

L'un de ces mollahs, le mollah Omar, est devenu le chef des talibans et a rapidement été connu du monde entier en 2001.

Bien qu'accusé d'orientalisme par certains[124], Bernard Lewis a tenté de trouver la cause de l'un des aspects de la grande désaffection, cette animosité de bon nombre de musulmans vis-à-vis de l'Occident. En résumé, Lewis soutient que de nombreux avantages de la civilisation occidentale ne se sont pas traduits dans le monde musulman. En grande partie, Lewis indique que [*Traduction*] « les méthodes économiques occidentales ont amené la pauvreté, les institutions politiques occidentales, la tyrannie, et les principes occidentaux de conduite de la guerre, la défaite »[125].

Samuel Huntington suggère une autre source possible pour expliquer cette animosité, soit un conflit plus général qui s'est échelonné sur des centaines d'années entre les deux civilisations.

[*Traduction*]

Les conflits le long de la ligne de faille entre les civilisations occidentales et islamiques durent depuis 1 300 ans. Après la fondation de l'islam, les poussées arabes et maures à l'ouest et au nord n'ont finalement pris fin qu'à Tours en 732. Du 11e au 13e siècle, les Croisés ont tenté, avec succès d'abord, d'implanter le christianisme et les valeurs chrétiennes en terre sainte. Du 14e au 17e siècle, les Turcs de l'empire ottoman ont renversé la vapeur; ils ont pris le contrôle du Moyen-Orient et des Balkans, se sont saisis de Constantinople et ont assiégé Vienne à deux reprises. Au 19e siècle et au début du 20e siècle, à la faveur du déclin du pouvoir ottoman, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont étendu le contrôle occidental à la plupart des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.[126]

De toute évidence, des tensions existent depuis longtemps entre les diverses religions, et le bref résumé qu'en a fait Huntington s'aligne parfaitement avec la théorie de Lewis.

Il ne faut cependant pas conclure que musulmans et chrétiens ne peuvent pas vivre ensemble et ne l'ont jamais pu dans le passé. L'Espagne des Maures, au 8e siècle, avec ses villes cosmopolites de Grenade, de Cordoue et de Tolède, constituait un lieu florissant de culture et d'éducation où les chrétiens et les musulmans cohabitaient, jusqu'à ses reconquêtes par les royaumes hispaniques chrétiens, au 13e et au 15e siècles[127].

Il existe des liens très clairs entre politique et religion au sein de l'islam. Lewis va même jusqu'à suggérer que Mohammad « n'était pas seulement un prophète et un maître, il était aussi le chef d'un régime et d'une collectivité, un décideur et un soldat. Par conséquent, ses luttes impliquaient l'État et ses forces armées »[128]. À preuve, la définition de certains termes importants dans le domaine de la politique diffère que l'on soit d'une religion ou d'une autre. Dans le christianisme, on postule que le peuple est souverain alors que l'islam enseigne que seul Allah est souverain[129]. L'un des principes fondamentaux du système de gouvernance occidental, c'est la séparation de l'Église et de l'État[130], ce qui n'est pas le cas dans le monde musulman. Les musulmans les plus fondamentalistes ont d'ailleurs [*Traduction*] « attribué la corruption sociale et politique qui prévaut dans les [pays musulmans] à la séparation du pouvoir politique et des impératifs de l'islam »[131]. C'est donc dire que, dans le monde musulman, tout changement politique doit s'accompagner de modifications de l'ordre religieux[132], ce qui peut s'avérer très complexe, même dans le meilleur des cas.

L'Afghanistan a souvent eu à relever ce type de défis dans le passé. Abdur Rahman Khan, qui a dirigé Kaboul et la majeure partie du pays pendant presque 21 ans, à compter de 1880[133], a cherché à utiliser l'islam comme une force d'unification pour l'ensemble des tribus et des ethnies disparates qu'il désignait comme l'Afghanistan. Cependant, l'islam

pratiqué par les tribus, et particulièrement par les Pachtounes, diffère significativement de celui pratiqué par les habitants scolarisés des centres urbains musulmans[134]. Autrement dit, la culture afghane a été utilisée pour contourner pacifiquement les règles de la *shari'a* sans vraiment contourner celles de l'islam[135]. Par exemple, le *jirga*, le conseil des chefs d'un village, a souvent lieu dans une mosquée[136] alors que bon nombre des principes du pachtounwali vont à l'encontre de l'islam traditionnel, notamment le principe du *badal* (vengeance) contredit le Coran qui interdit le meurtre par vengeance :

> Il n'appartient pas à un croyant de tuer un autre croyant, si ce n'est par erreur. Quiconque tue par erreur un croyant, qu'il affranchisse alors un esclave croyant et remette à sa famille le prix du sang, à moins que celle-ci n'y renonce par charité. […] Quiconque tue intentionnellement un croyant, Sa rétribution alors sera l'Enfer, pour y demeurer éternellement. Dieu l'a frappé de Sa colère, l'a maudit et lui a préparé un énorme châtiment.[137]

Selon Dupree, le fait que les pratiques comme celles du pachtounwali ait précédé l'arrivée de l'islam dans les zones tribales a donné lieu à une évolution des pratiques religieuses et des anciennes pratiques tribales qui a abouti à un mysticisme qui n'est pas sans rappeler celui des soufis de l'islam chiite[138]. La croyance au prédéterminisme, encore une fois contraire aux enseignements de l'islam, constitue l'un des effets secondaires de ce mysticisme et a amené bon nombre d'Afghans à croire qu'Allah avait un plan, et que ce plan était immuable.

La religion est un facteur de compréhension de toute culture. Dans le monde musulman, il existe des liens inextricables entre la religion et la politique, et la première est donc d'importance vitale. Une forme unique de l'islam a vu le jour, sur plusieurs décennies, en Afghanistan, combinant des traditions antérieures à l'arrivée de l'islam et les principes de la sous-école déobandi de l'hanafisme de l'islam sunnite. Lorsque l'on ajoute à cela des problèmes sociaux graves et une prédisposition au fatalisme, on obtient une forme de fondamentalisme religieux dont les adeptes ont tendance à trancher les questions durement, rapidement et définitivement, avec les conséquences brutales que l'on connaît pour l'Afghanistan. Toutefois, l'islam peut encore servir de force d'unification. Il s'agit d'une religion sans système de classes, qui peut être pratiquée n'importe où et dont les piliers *zakat* (l'aumône), *sawm* (le jeûne ou ramadan) et *salah* (la prière) encouragent la charité et l'égalité.

Profil socioéconomique de l'Afghanistan

Grâce à des siècles et des siècles de conquêtes et de guerres civiles, l'Afghanistan est devenu un État rentier[139]. Avec son rude climat, ses périodes de sécheresse fréquentes, et ses rares terres propres à l'agriculture, l'Afghanistan occupe la position peu enviable de l'État disposant d'une vaste population de jeunes et d'une composition ethnique hétérogène lourde de l'héritage tribal. Une proportion de 90 p. 100 d'Afghans se consacre à l'agriculture, et la grande majorité de ces agriculteurs à l'agriculture de subsistance seulement[140]. C'est la raison pour laquelle le climat habituellement rude, les périodes de sécheresse et les guerres ont dévasté les capacités économiques du pays. Enfin, l'islam et son inséparable relation avec le système politique doivent être pris en compte de manière toute spéciale dans la mise en œuvre de réformes politiques et sociales au pays, si l'on souhaite éviter l'instabilité.

Par ailleurs, le relief du pays fragilise toute entreprise agricole. L'eau est rare et accessible de manière sporadique, ce qui rend son contrôle en général (et non son volume) problématique. La décentralisation des établissements humains, préférée à la centralisation, constitue un caractère de survie qui a beaucoup encouragé la régionalisation. Même la situation géographique du pays peut expliquer cette instabilité qui lui est propre. En effet, l'Afghanistan est situé dans une partie du monde importante sur le plan historique. D'abord placé dans les lignes de communication entre l'Angleterre et ses colonies, puis tampon entre communistes et capitalistes, et enfin champ de bataille de l'extrémisme religieux, l'Afghanistan, simplement par sa situation géographique, est aussi important que fragile.

À l'instar du relief du pays, la population de l'Afghanistan est fragmentée en une mosaïque imposante, soit une collection d'ethnies extrêmement variées qui ont souvent peu en commun et qui compliquent d'autant les tentatives de nationalisation. Sa population est jeune, presque à moitié constituée de jeunes gens dépendants, ce qui fait que le bassin de main-d'œuvre du pays est relativement petit. La population est constituée en majeure partie d'analphabètes, et s'appuie sur une forte tradition orale, en raison de son âge d'une part, et d'autre part en raison de l'absence de systèmes d'éducation encadrés et accessibles. Conséquemment, les normes culturelles sont sujettes à l'interprétation de quelques membres de l'élite scolarisée (dans le cas qui nous occupe, les mollahs).

La tendance à la régionalisation engendrée par la nécessité géographique a favorisé l'avènement d'une tribalisation qui est encore solidement ancrée aujourd'hui. Cette organisation sociétale a produit une culture sans système de classes, mais intensément axée sur la parenté. La famille est devenue le système politique le plus important en Afghanistan, ce qui entraîne un certain degré d'immobilité sociale. Effectivement, on s'attend toujours à ce qu'une personne reprenne l'entreprise familiale, quelle qu'elle soit. En outre, les questions nationales n'ont que peu d'impact sur la vie des tribus des régions rurales, et les préoccupations de ces tribus n'ont pratiquement aucune résonance dans les centres urbains. Lorsqu'une sous-société fondée sur les liens de parenté tente de s'urbaniser, ses anciens perdent leur rôle et ses jeunes perdent leurs guides, ce qui conduit à une instabilité et à un sentiment de perte des racines.

Avec près de 40 p. 100 de l'économie afghane concentrée sur l'agriculture (de subsistance pour la majeure partie) et avec un problème gigantesque de culture illégale de l'opium, le pays a cruellement besoin de développement économique légitime. Cependant, l'agriculture sédentaire, surtout lorsque les terres agricoles se font rares, ne peut devenir le moteur économique dont l'Afghanistan a besoin. Bon nombre d'Afghans sont nomades et ils entretiennent une relation de symbiose avec les quelques agriculteurs sédentaires du pays. Et cette relation est vitale. Par ailleurs, le chômage, même dans un pays en développement, et particulièrement en Afghanistan, constitue une autre source d'instabilité. L'éducation, bien qu'elle fasse partie de la solution, ne peut améliorer une économie qui n'a pas d'emplois à offrir. La jeunesse sous-employée ou sans emploi, fraîchement diplômée de l'université de Kaboul, a assuré la montée du régime pro-communiste dans les années 1960 et 1970, de même que la montée des talibans dans les années 1990. Ces personnes scolarisées ont besoin d'un emploi.

Le rôle unique de la religion dans le pays vient compléter ce profil. Dans le monde musulman, tout particulièrement, la religion et la politique sont inséparables. En Afghanistan, l'islam occupe un rôle unique, car les tribus, force culturelle dominante du pays, le pratiquent, bien que dans une forme modifiée. Se rapprochant du mysticisme, cet islam pratiqué par les tribus fusionne les croyances tribales ancestrales et une interprétation de l'islam non appuyée par les écrits, intégrant ainsi les principes du pachtounwali et ceux du Coran. Toutefois, beaucoup d'idéaux islamiques renforcent également l'organisation culturelle, notamment l'importance des liens de parenté, et de bien des façons, l'islam peut servir de force d'unification pour le profil socioéconomique de l'Afghanistan.

La géographie, la démographie, l'organisation sociétale, l'économie et la religion servent toutes à mettre en lumière les réalités socioéconomiques de l'Afghanistan. Le présent profil indique clairement que le pays dispose d'une population décentralisée, dont la principale activité est l'agriculture, ce qui est à la source de la régionalisation de la société, qui se manifeste le plus évidemment par l'intermédiaire des tribus dominant la région. En outre, cette population est analphabète pour la grande majorité, mais possède une riche tradition orale qui porte un regard relativement nouveau sur l'islam. À travers toutes ces caractéristiques, on retrouve la myriade de différences entre ses diverses cultures régionales, et une société d'autant plus hétérogène.

Application du profil socioéconomique à l'opération actuelle

Le Pacte de l'Afghanistan, la Stratégie nationale intérimaire de développement de l'Afghanistan (SNIDA) et leur interprétation par le Canada établissent des fondations

solides pour changer les choses en Afghanistan. Cependant, sans autre modification, ils ne réussiront pas mieux que les tentatives antérieures. Cela dit, et pour emprunter les termes de la SNIDA, deux grands axes doivent être suivis afin de rendre ces politiques cohérentes avec le profil socioéconomique de l'Afghanistan. Le premier axe suggère que l'on doit tenir compte de l'adhésion mentionnée des Afghans aux valeurs islamiques. Le deuxième axe tourne autour des problèmes de sécurité imposés par l'utilisation de la force et, bien que cette dernière soit importante, il faut souligner qu'elle n'apportera pas de véritable sécurité si elle ne s'accompagne pas simultanément du développement d'une économie et d'un système de gouvernance légitimes en Afghanistan. La figure 5 propose un nouveau cadre conforme au profil socioéconomique de l'Afghanistan, qui est plus à même d'engendrer la stabilité durable que les Afghans surtout, mais aussi la communauté internationale en général, espèrent tant.

L'adoption des valeurs islamiques par l'Afghanistan ne fait pas nécessairement de cet État un État musulman. Elle indique plutôt que toutes les valeurs afghanes, y compris celles des tribus rurales, doivent être prises en compte. C'est donc dire qu'un mélange unique de certains éléments du pachtounwali et de principes de l'islam doivent être respectés. C'est aussi dire que l'égalité des sexes que l'on connaît dans les pays occidentaux a peu de chance de réussir. Le Pacte de l'Afghanistan et la SNIDA semblent se contredire lorsqu'ils énoncent que la culture islamique afghane sera maintenue, mais que l'égalité des sexes (lacune traditionnelle de l'islam) sera aussi encouragée. Encore une fois, l'histoire l'a clairement démontré : la légitimité de tout régime est mise en question lorsque l'adhésion aux valeurs islamiques perçues n'est pas maintenue[141]. L'Afghanistan doit se développer, mais cette évolution doit s'effectuer en conformité avec sa culture existante et non en contradiction avec celle-ci.

Le deuxième axe tourne autour de la question du développement et du rôle de la sécurité imposée par la force. Les efforts déployés pour l'obtention d'une sécurité durable, de l'ordre de celle visée par les politiques du Pacte de l'Afghanistan et de la SNIDA ainsi que par la position du Canada à l'égard de ces politiques, accordent actuellement beaucoup de ressources et d'attention à l'imposition de cette sécurité par la force et ne tiennent pas adéquatement compte du lien entre cette dernière, un bien-être économique et une bonne gouvernance. L'éducation ne suffira pas à assurer cette sécurité, bien qu'elle soit nécessaire à son obtention. L'imposition de la sécurité par la seule force constitue une tâche sans fin, que certains milieux comparent à la [*Traduction*] « tonte du gazon »[142]. Ce n'est que lorsque les citoyens de l'Afghanistan comprendront que leur avenir sera mieux servi par un appareil de gouvernance de l'État que l'on pourra assurer la sécurité du pays. La politique actuelle ne fait qu'allusion à cette réalité et n'énonce pas clairement l'interdépendance nécessaire.

Les politiques du Pacte de l'Afghanistan, de la SNIDA, et de l'orientation actuelle du Canada à ce sujet constituent un bon point de départ. Chercher à stabiliser un État représente l'un des enjeux les plus pressants et les plus constants de l'histoire. Il est certainement difficile de consentir aux suggestions exigeant l'acceptation d'une culture susceptible de ne pas plaire aux Occidentaux ainsi que le renoncement à l'imposition d'une sécurité à l'aide de la force, lorsque des soldats, des promoteurs et des citoyens perdent la vie tous les jours en Afghanistan. Sans ces suggestions, on continuera à faire usage de la force, et la société afghane restera insatisfaite d'un régime non adapté à ses valeurs.

Une volte-face stratégique s'impose sans doute, pour mettre en place les changements énumérés à la figure 5. Cela dit, plusieurs choses peuvent être accomplies par les forces armées dans le cadre existant afin d'atteindre certains des objectifs décrits à la figure 5. D'abord et avant tout, il faut insister sur le développement et le maintien d'un système coopératif et consultatif intégrant les efforts, non seulement déployés par les autres ministères fédéraux, mais aussi par les autres ordres de gouvernement (provincial et municipal, dans leurs champs d'expertise respectifs) et les organismes d'aide non gouvernementaux. À l'heure actuelle, c'est ce à quoi se consacre l'Équipe de reconstruction provinciale à Kandahar (ERPK) pour le Canada : dans les faits, l'opération pangouvernementale mettant en œuvre l'approche en matière de construction d'une nation. Cette organisation doit être maintenue et placée en tête des priorités du gouvernement du Canada et des opérations

militaires dans la province de Kandahar. L'ERPK peut donner lieu au type de développement menant au cercle vertueux de la figure 5. La place de choix donnée à l'ERPK doit se traduire par une attribution de ressources à celle-ci, notamment de tout ce qu'elle a besoin pour positionner ses promoteurs — civils et militaires — sur le terrain, de manière permanente.

Par ailleurs, les divers éléments de l'ERPK doivent être en mesure d'assurer une force discriminatoire et ciblée, de manière précise. Malgré tous les progrès technologiques enregistrés par diverses armées occidentales au cours des deux dernières décennies, l'arme la plus précise demeure, quel que soit le théâtre des opérations, le soldat bien entraîné et bien commandé, habilité à faire preuve de jugement sur le terrain en ce qui concerne la pertinence ou non de l'emploi de la force. Par définition, l'infanterie dispose de cette capacité. D'autres métiers de l'armée détiennent également le potentiel nécessaire pour assurer une force de précision. Cette capacité doit être cultivée et maintenue au cours de l'entraînement et aussi pendant le déploiement. Elle est particulièrement essentielle dans un contexte comme celui où se retrouve actuellement l'ERPK. Vu la limitation des ressources de protection de la force, la dépendance à l'égard des soldats de l'infanterie pour ce qui est de l'exercice des compétences décrites plus haut limitera simplement l'opérationnalisation requise de l'approche pangouvernementale. Tous les militaires de l'ERPK doivent être en mesure de procéder à des opérations de tir précis et discriminatoire, au besoin. L'emploi non ciblé de la force n'a pour effet que de pousser la population locale dans les bras des insurgés, soit l'inverse de l'effet recherché à la figure 5. Le fait de disposer d'un déploiement de militaires confiants en leurs capacités de tir et en leurs règles d'engagement agira comme multiplicateur de force.

Enfin, tous les membres de l'équipe pangouvernementale doivent bien comprendre le profil socioéconomique du pays dans lequel ils mènent des opérations. Toute lacune sur ce point minerait l'ensemble des efforts déployés. Du choix de projets adaptés à la culture et au système économique du pays, au type approprié d'interaction avec la population locale, tous les membres de l'ERPK affectés hors de leur enceinte ou de leur camp doivent être au courant des réalités du pays. Les projets qui ne renforcent pas ou ne complètent pas les réalités culturelles du pays échoueront, et les gaffes sociales pourraient, au pire, insulter la population et encore une fois la rapprocher des insurgés.

Si l'approche pangouvernementale du Canada est appliquée convenablement sur le terrain et qu'elle dispose de suffisamment de ressources, si l'on utilise la force de manière ciblée, et que tous les membres de l'Équipe comprennent bien le profil socioéconomique du pays, le succès est assuré. Les ajustements requis à la politique actuelle, mentionnés dans le présent article, augmenteront les chances de l'Afghanistan de parvenir à une solution durable. Il y a sept ans que les Occidentaux déploient des efforts dans ce pays. La stabilité est encore possible, mais la patience démontrée jusqu'ici par tous les intervenants a ses limites et commence à s'effriter.

Au sujet de l'auteur ...

Le Capitaine Breede se joint aux Forces canadiennes en 1998 et il obtient son diplôme du Collège militaire royal du Canada en 2002. Officier d'infanterie pour le 2e Bataillon, The Royal Canadian Regiment, il est affecté à Haïti en 2004. En 2006, il passe à l'École de la tactique, à titre d'officier des opérations, puis il retourne au 2e Bataillon comme capitaine-adjudant du détachement arrière de la FO 1-07. Le Capitaine Breede termine une maîtrise en Sciences politiques à l'Université du Nouveau-Brunswick en 2007. Son mémoire porte justement sur la construction d'une nation en Afghanistan. Il partira pour l'Afghanistan au sein de la Compagnie de protection de la Force de l'Équipe de reconstruction provinciale de Kandahar, comme commandant adjoint de la FO 3-08.

Notes

1. Louis Dupree, *Afghanistan*, 3e édition 1980, Oxford, Oxford University Press, 1973, p. 248.
2. Josette Rey-Debove et Alain Rey éd., *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Dictionnaires Le Robert,

1996, p. 2101.
3. Tiré du site Web www.sase.org, consulté le 25 août 2007.
4. *Ibid*.
5. Lorsque l'on cherche le terme « socioéconomie » dans *Wikipedia* (version anglaise), on constate son affiliation avec d'autres disciplines, notamment la sociologie, l'économie, l'histoire, la psychologie, etc. Tiré du site Web www.wikipedia.org/socio-economics, consulté le 25 août 2007.
6. Dupree, *Afghanistan*, p. 248.
7. "Failed State Index 2007" dans *Foreign Policy*, juillet-août 2007, p. 57.
8. www.cia.gov, consulté le 26 août 2007.
9. L'orthographe soulève toujours des problèmes lorsque l'on traduit des termes indo-européen dans une langue germanique ou romane. Dans les travaux fondateurs de Dupree sur l'Afghanistan, le nom du mont s'écrit *Naochak*. (Dupree, *Afghanistan*, p. 1) L'orthographe du mot diffère selon les travaux en anglais consultés sur le Moyen-Orient.
10. Louis Dupree (1925-1989) est largement considéré comme l'un des meilleurs chercheurs sur l'Asie centrale. On a comparé ses travaux à ceux de Sir Olaf Caroe et même à ceux de Mounstuart Elphinstone, en raison de leur ampleur et de leur profondeur. Ses travaux sur l'Afghanistan sont beaucoup cités dans le présent chapitre parce qu'ils reprennent les postulats d'autres études plus modernes, notamment celles d'Angelo Rasanyagam, d'Amin Saikal et d'autres experts en la matière.
11. *Ibid.*, p. 3.
12. *Ibid*.
13. *Ibid.*, p. 37.
14. *Ibid.*, p. 46.
15. Dupree, *Afghanistan*, p. 132.
16. Aux fins du présent chapitre, la moyenne occidentale a été calculée à partir des données du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France.
17. La moyenne régionale tient compte du Pakistan, de l'Iran, du Turkménistan, Tadjikistan et de l'Ouzbékistan.
18. Amin Saikal, *Modern Afghanistan*, New York, Tauris, 2004, p. 44.
19. Dupree, *Afghanistan*, p. 59.
20. *Ibid.*, p. 59-66.
21. *Ibid*.
22. *Ibid*.
23. *Ibid.*, p. 74.
24. *Ibid.*, p. 75.
25. *Ibid.*, p. 82.
26. *Ibid.*, p. 180.
27. Tapper, Richard, éd., *The Conflict of tribe and state in Iran and Afghanistan*, Londres, St. Martin's Press, 1983, p. 71.
28. *Ibid*.
29. Dupree, *Afghanistan*, p. xix. Dupree va même jusqu'à exprimer cette théorie sous la forme d'un tableau en p. 344 du volume.
30. Bernt Glatzer, "Political Organization of Pashtun Nomads and the State", dans Richard Tapper, éd., *The Conflict of Tribe and State in Iran and Afghanistan*, Londres, St. Martin's Press, 1983, p. 219.
31. Richard Tapper a écrit : [*Traduction*] « Il faut souligner que la capacité d'unification repose habituellement sur l'espoir d'un gain matériel et l'absence d'une cause matérielle de conflit, deux facteurs aussi importants, sinon plus, que toute notion "tribale" de descendance commune, de religion ou d'autre idéologie en matière d'unification ». (Tapper, éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 50). Pour confirmer cette assertion, il n'y a qu'à consulter les articles de journaux portant sur les « gains matériels » découlant du boom de la production d'opium en Afghanistan. (Abrashi, "Afghan Opium Production Explodes dans *The Globe and Mail*, 27 août 2007).
32. Glatzer, dans Tapper éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 219.
33. *Ibid.*, p. 219.
34. *Ibid*.
35. Amin Saikal. *Modern Afghanistan: A History of Struggle and Survival*, Londres, I.B. Taurus, 2004, p. 9.
36. *Ibid.*, p. 19. Plus loin, Saikal donne l'exemple de Nadir Shah et des efforts qu'il a déployés pour étendre la légitimité du gouvernement centrale au-delà des frontières de Kaboul (défi principal en Afghanistan), notamment en obtenant l'engagement des tribus entourant la ville. (*Ibid.*, p. 100-101).
37. Kenneth Christie, éd., *Ethnic Conflict, Tribal Politics: A Global Perspective*, Surrey, Curzon, 1998, p. 12.
38. *Ibid.*, p. 5.
39. *Ibid.*, p. 6.
40. Christie suggère que la tribalisation s'effectue en réaction à l'incapacité de l'État à gouverner sa population (Christie, p. 7) tandis que Tapper affirme que la tribu ne représente pas seulement une

forme archaïque d'organisation sociétale, mais qu'elle exprime également la réaction des citoyens à la faiblesse de leur État (Tapper, p. 31).
41. Glatzer dans Tapper éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 222.
42. Dupree, *Afghanistan*, p. 188.
43. Glatzer dans Tapper éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 224.
44. Niloufer Q. Mahdi suggère dans son article "Puktunwali: Ostracism and honor among the Pathan Hill tribes" dans *Ethology and Sociobiology*, vol. 7, nº 3, p. 151) que le pachtounwali se compare à plusieurs égards au contrat social mis de l'avant par Hobbes dans le *Léviathan*, de même que par Locke dans le *Deuxième traité du gouvernement civil*.
45. *Ibid*.
46. *Ibid.*, p. 149.
47. *Ibid.*, p. 297.
48. "Strange Code of Ethics" dans *The Economist*, 6 janvier 2007.
49. Mahdi, "Pukhtunwali", p. 298.
50. *Ibid.*, p. 301.
51. *Ibid.*, p. 300.
52. *Ibid.*, p. 301.
53. *Ibid*.
54. Pour un examen détaillé du code des Pachtounes, on consultera Mahdi, Niloufer Q., "Pukhtunwali: Ostracism and honor among the Pathan Hill tribes" dans *Ethnology & Sociobiology*, vol 7. nº 3 (janvier 1986), p. 295-304.
55. *Ibid.*, p. 304.
56. "Strange Code of Ethics" dans *The Economist*, janvier 2006.
57. Mahdi, "Pukhtunwali", p. 149.
58. Dans cet article, le Major Strickland indique que le pachtounwali pourrait expliquer certaines des tactiques les plus effrontées des insurgés afghans et soutient donc que la compréhension de ce code pourrait prévenir les erreurs stratégiques. Tod Strickland, « Le code tribal des Pachtounes : le pachtounwali, ou la manière afghane », *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 10, nº 3 (2007), p. 59.
59. Amin Saikal, *Modern Afghanistan: A History of Struggle and Survival*, Londres, I.B. Taurus, 2004, p. 3.
60. La plupart des travaux sur l'histoire de l'Afghanistan traitent longuement des conséquences qu'a eu le Grand Jeu sur tous les pays de l'Asie du Sud-Ouest ainsi que de l'influence déstabilisante de l'extrémisme sur l'Afghanistan, particulièrement à la suite du retrait des troupes soviétiques à la fin des années 1980. L'ouvrage de Steven Tanner, *Afghanistan: A Military History from Alexander the Great to the Fall of the Taliban* et celui d'Angelo Rasanyagama, *Afghanistan: A Modern History* donnent de bons exemples de l'impact de ces deux facteurs sur la région.
61. Dupree, *Afghanistan*, p. 181.
62. Bien qu'il s'agisse d'une pratique qui a toujours fait couler beaucoup d'encre, l'achat d'une épouse occupe encore une place importante dans le cycle de vie afghan. Consulter l'article de Graeme Smith, "Fifteen years for love" dans *The Globe and Mail*, 18 août 2007.
63. Dupree, *Afghanistan*, p. 198.
64. *Ibid.*, p. 188.
65. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 23.
66. *Ibid.*, p. 45.
67. Les historiens et les anthropologues s'entendent sur le fait que bon nombre de tentatives de modernisation — particulièrement concernant la libération de la femme — ont causé de fortes (souvent violentes) réactions chez divers éléments de la société afghane. Au cours d'une tournée européenne, fin 1927, début 1928, le roi Amanullah (qui avait lui-même tourné le dos à la pratique de la polygamie) a fait enrager les traditionnalistes afghans en permettant à sa conjointe, la reine Soraya, de paraître aux dîners d'État sans son voile. Consulter Richard Tapper, *Conflict of Tribe and State*, p. 37, Dupree, *Afghanistan*, p. 450 et Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 76.
68. Nancy Tapper, "Acculturation in Afghan Turkistan" dans *Asian Affairs*, vol. 14, nº 1 (1983), p. 40.
69. Nancy Tapper, "Pashtun Nomad Women in Afghanistan" dans *Asian Affairs*, vol. 64, nº 2 (1977), p. 170.
70. Dupree. *Afghanistan*, p. 188.
71. *Ibid.*, p. 189.
72. *Ibid.*, p. 82.
73. Connu sous le nom de « PIB par habitant », il s'agit du produit intérieur brut divisé par le nombre d'habitants du pays à l'étude. Dans le cas qui nous occupe, l'Afghan moyen dispose d'environ 674 $US par année. Cette donnée tient compte du taux de change et des différences en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Toutes les données économiques sont tirées du *CIA World FactBook*, accessible dans Internet à l'adresse suivante : www.cia.gov.
74. www.cia.gov.
75. Glatzer dans Tapper, éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 218.

76. *Ibid.*, p. 219.
77. Tapper, éd., *Conflict of Tribe and State*, p. 43.
78. *Ibid*.
79. *Ibid*.
80. *Ibid*.
81. *Ibid.*, p. 44.
82. *Ibid*.
83. *Ibid*.
84. *Ibid*.
85. Ces données ne sont pas seulement conformes aux données économiques tirées du *CIA World FactBook* (www.cia.gov), Angelo Rasanayagam en vient également à la même conclusion, mais précise que l'agriculture de subsistance est l'activité principale de la majorité des Afghans. Angelo Rasanayagam, *Afghanistan: A Modern History*, Londres, I.B. Taurus, 2005, p. 57. Dupree le concède et suggère que la majorité des Afghans pratiquent l'agriculture comme mode de vie. Dupree, *Afghanistan*, p. 133.
86. Tapper, éd., *The Conflict of Tribe and State*, p. 50.
87. Dupree, *Afghanistan*, p. 164.
88. *Ibid.*, p. 166.
89. Bien que cela semble bizarre, il s'agit d'une logique simple : le crottin des animaux qui tirent les caravanes fertilise les quelques pâtures et champs au passage, phénomène que les agriculteurs sédentaires apprécient. Dupree, *Afghanistan*, p. 166-168.
90. *Ibid*.
91. *Ibid.*, p. 44.
92. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 222.
93. Rashid Ahmed, *Descent into Chaos*, New York, Viking, 2008, p. 321.
94. *Ibid.*, p. 326.
95. *Ibid.*, p. 318.
96. Tanner, *Afghanistan*, p. 255.
97. *Ibid*.
98. Rasanayagam, *Afghanistan*, p. 53.
99. *Ibid*.
100. *Ibid*.
101. *Ibid.*, p. 45.
102. *Ibid*.
103. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 169.
104. Rasanayagam, *Afghanistan*, p. 50.
105. Dupree, *Afghanistan*, p. 95.
106. *Ibid*.
107. *Ibid*.
108. On le note dans William Reese, *Dictionary of Philosophy and Religion: Eastern and Western Thought*, Amherst, Humanity Books, 1999, p. 349.
109. Dupree, *Afghanistan*, p. 95.
110. Muhammad Zafrulla Khan, *The Qur'an: An Eternal Revelation Vouchsafed to Mohammad The Seal of the Prophets*, New York, Olive Branch Press, 2003, p. xxxi.
111. *Ibid.*, p. xiii.
112. *Ibid*.
113. Dupree, *Afghanistan*, p. 109.
114. *Ibid.*, p. 100.
115. *Ibid.*, p. 101.
116. *Ibid.*, p. 102.
117. *Ibid.*, p. 78.
118. *Ibid.*, p. 80.
119. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 235.
120. Vali Nasr, "The Shia Revival" dans *Military Review*, mai-juin 2007, p. 9.
121. Rasanayagam, *Afghanistan*, p. 179.
122. *Ibid*.
123. *Ibid.*, p. 180.
124. Professeur d'anglais à la Columbia University, Edward Said a inventé le terme *orientalisme* dans son ouvrage de 1978 du même nom (Said, *Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Éditions du Seuil, 1980). Dans cet ouvrage, Said soutient que certains chercheurs ont superposé les valeurs occidentales à l'étude des cultures orientales. C'est d'ailleurs ce que certains reprochent à Lewis.
125. Bernard Lewis, "The Roots of Muslim Rage" dans *Policy*, vol. 17, nº 4 (été 2001-2002), p. 25.
126. Samuel P. Huntington, "The Clash of Civilizations?" dans *Foreign Policy*. vol. 72, nº 3. (Été 1993), p. 31.

127. Bruce Lenman, *Chambers Dictionary of World History*, Edinburgh, Chambers Harrap Publishers, 1993, p. 625.
128. Lewis, “The Roots of Muslim Rage” dans *Policy*, p. 18.
129. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 145.
130. Il faut se rappeler la phrase célèbre prononcée par Thomas Jefferson dans l’un de ses discours : « Divided we stand, united we fall » ([*Traduction*] « Chacun de notre côté nous tiendrons, ensemble nous tomberons ») lorsque l’on traite de la relation entre religion et État (Lewis, “The Roots of Muslim Rage” dans *Policy*, pp. 17).
131. Rasanayagam, *Afghanistan*, p. 52.
132. Dupree, *Afghanistan*, p. 102.
133. Khan, surnommé l’émir de fer, a été le premier à obtenir du succès dans ses tentatives de création d’un État unifié pour l’Afghanistan. Saikal, *Modern Afghanistan*, p. 35.
134. Dupree, *Afghanistan*, p. 104.
135. *Ibid.*, p 82.
136. *Ibid.*, p. 136.
137. *Qur’an, Sura An- Nisa’*, Le Coran, Sourate 4 — Les femmes, versets 92 et 93 (Le Coran, traduction de Mouhammad Hamidullah, version pdf accessible chez BooKenStock.com, p. 65).
138. Dupree, *Afghanistan*, p. 104.
139. Rasanayagam, *Afghanistan*, p. 57.
140. Dupree, *Afghanistan*, p. 248.
141. Le roi Amanullah, qui a régné sur l’Afghanistan dans les années 1920, s’est toujours distancié des musulmans conservateurs de son pays qui voyaient les réformes — y compris les réformes touchant les femmes — comme des mouvements « anti-islamiques [et qui répandait dans le pays que] le roi avait tourné le dos à Allah et à l’islam ! », Dupree, *Afghanistan*, p. 450.
142. L’expression « tondre le gazon » a été utilisée par le Colonel John Frewen, un Australien, pour illustrer la nature sans fin de l’utilisation de la force dans les efforts anti-insurrectionnels. À moins que l’on ne s’attaque directement à leur base, ce que le développement réussi le mieux à faire, les insurgés peuvent toujours se reconstituer après une défaite militaire. “Contested Nation Building: The Challenge of Countering Insurgency in Afghanistan” dans *Australian Army Journal*, vol. 5, n° 1, p. 33.

POLITIQUE SOVIÉTIQUE D'INTERVENTION AU TIERS-MONDE : L'INVASION DE L'AFGHANISTAN

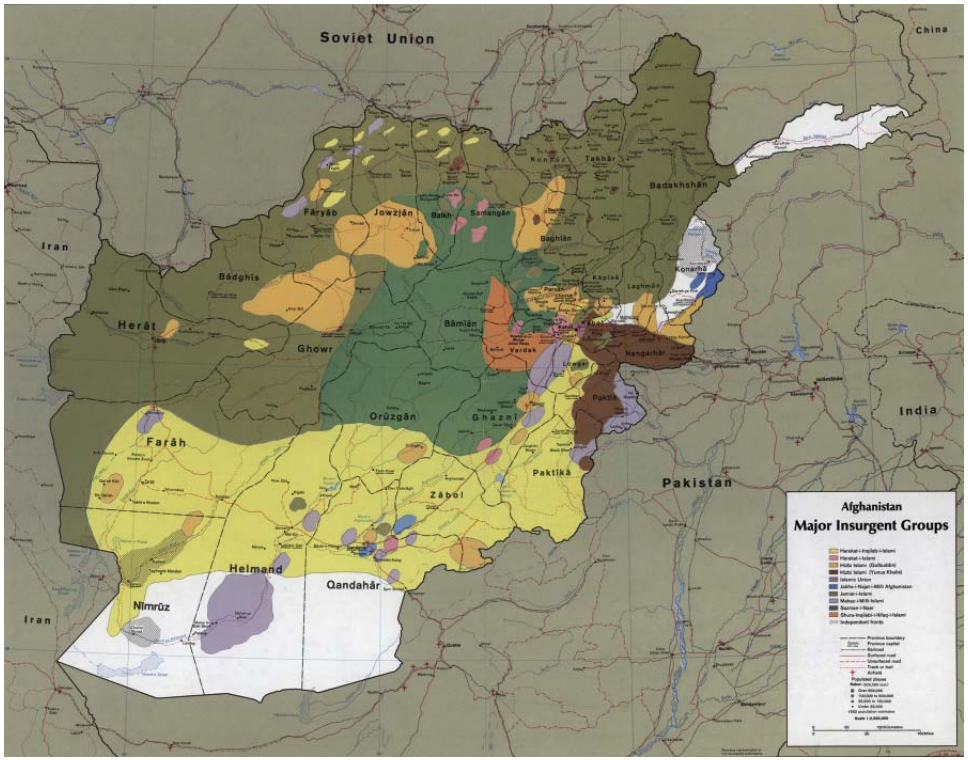
Michael Stocker

L'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique (1979-1989) est largement considérée comme l'un des événements décisifs de la guerre froide. Étant donné l'expérience des États-Unis au Vietnam et les défis qu'a posé l'utilisation de mesures de guerre anti-insurrectionnelles par une superpuissance militaire classique, bon nombre d'observateurs occidentaux ont remis en question la sagesse et les motivations derrière la décision des Soviétiques d'intervenir en Afghanistan. À la lumière de l'expérience tentée par les Soviétiques (en raison de son échec, l'intervention est maintenant désignée comme le Vietnam soviétique), les observateurs contemporains émettent des réserves quant aux opérations de stabilisation entreprises par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Afghanistan. Ils sont d'avis que si une puissance militaire de l'envergure, de la disposition et de la compétence de la 40e Armée soviétique a échoué à stabiliser le pays, le déploiement actuel de l'OTAN a encore moins de chances de réussir. Ceux qui avancent cet argument oublient cependant de tenir compte des circonstances extrêmement différentes dans lesquelles les Soviétiques et, plus tard, les États-Unis et l'OTAN, ont décidé d'intervenir en Afghanistan en dépit de certaines constantes sur le terrain, notamment la désunion politique, les conflits ethniques et religieux et la débâcle économique.

Encore aujourd'hui, les chercheurs universitaires débattent sur les motivations qui ont poussé les Soviétiques à intervenir en Afghanistan. Ils se divisent plus ou moins en deux camps. Le camp des alarmistes soutient que l'invasion de l'Afghanistan ne représentait qu'une étape de plus dans le « grand dessein » soviétique qui visait à contrer l'influence américaine en Asie du Sud et au Moyen-Orient par la prise de mesures militaires expansionnistes encore plus agressives que celles des États-Unis. Le camp des pragmatiques voit l'intervention soviétique de manière plus nuancée et soutient plutôt que les pressions exercées par les événements qui avaient cours dans un État entretenant depuis longtemps des liens socialistes avec l'Union soviétique ont eu pour effet de précipiter une intervention militaire limitée. Aucun de ces raisonnements n'est entièrement faux, mais les alarmistes s'appuient sur une série de suppositions qui séparent l'aspect militaire du déploiement du contexte général dans lequel il a eu lieu. Fait plus important encore, les partisans de la thèse du « grand dessein soviétique » oublient d'associer les activités soviétiques à l'étranger au processus décisionnel interne du Politburo qui, au moment de l'invasion en question, évoluait vers une version davantage pragmatique que celle mise en vigueur par Khrushchev.

On peut donc avancer qu'au lieu de constituer l'un des éléments d'une vaste initiative géostratégique, la décision de l'Union soviétique d'intervenir en Afghanistan relevait, en fait, du réflexe de défense contre une crise interne en pleine évolution et, à ce titre, était davantage guidée par des facteurs non militaires de proximité que par une grande stratégie. L'intervention militaire soviétique a été considérée comme une solution viable en raison de l'atmosphère empreinte de la pensée et des politiques interventionnistes qui régnait alors au sein de la structure idéologique et bureaucratique du gouvernement soviétique. De même, les décideurs des organisations chargées des relations à l'étranger, des forces armées et du renseignement considéraient de plus en plus la force militaire comme le moyen le plus efficace de combattre l'instabilité interne de l'Afghanistan. En outre, vu la ruine de la Détente, ils ne voyaient que peu de résistance internationale, ni de conséquences à l'invasion d'un pays outrepassant les frontières du Pacte de Varsovie. Dans les faits, cette quasi-absence de restrictions internes ou externes au comportement soviétique a donné

lieu à la montée d'un nouveau mode de pensée (concernant la politique d'intervention au tiers-monde à l'appui des mouvements de libération nationaux) dans les hautes sphères du pouvoir décisionnel.



Insurrection afghane, 1985

Lorsque l'on se replonge dans ce contexte décisionnel plus vaste ainsi que dans le contexte idéologique et bureaucratique qui avait alors cours, on peut très facilement comprendre comment les décideurs soviétiques en sont arrivés aux coûts et aux avantages potentiels d'une intervention militaire en Afghanistan. À leurs yeux, les coûts de l'inaction dans ce dossier étaient énormes : l'instabilité régnerait le long de la frontière sud, et l'Union soviétique perdrait son prestige sur la scène internationale de même qu'une amitié de longue date, entre autres. Par ailleurs, les efforts déployés pour procurer une infrastructure de même qu'un allié fantoche aux Afghans se sont avérés nettement insuffisants pour obtenir le soutien populaire du gouvernement afghan ou une relation de camaraderie avec l'Union soviétique. Aucun de ces éléments ne laissait transparaître de grand dessein. Il est plutôt évident que les Soviétiques se sont laissé guider par des réalités plus immédiates et plus terre à terre. Bien qu'elle ait été convaincante, la situation n'aurait pas été perçue de manière aussi impérieuse si les décideurs n'avaient pas alors baigné dans le contexte décisionnel, idéologique et bureaucratique le plus ouvert aux idées et aux politiques interventionnistes de toute la période de la guerre froide.

Pour arriver à comprendre les motivations qui ont poussé les décideurs soviétiques à agir comme ils l'ont fait à la fin des années 1970, il faut étudier à fond le contexte et la perspective de l'époque. Par conséquent, la présente étude analysera l'intervention militaire soviétique en Afghanistan dans le contexte encore plus restreint du processus décisionnel qui avait alors cours en Union soviétique. Une telle méthode analytique permettra de démontrer l'utilité de la prise en compte du contexte et de la perspective dans l'établissement de la série de motivations derrière l'intervention soviétique ainsi que d'établir une structure argumentative simple et efficace. À plus grande échelle, la crise

afghane est survenue au cours d'une période de détérioration rapide des relations entre les superpuissances de la guerre froide. La rivalité entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est a donc influé sur l'importance qu'accordaient les deux superpuissances à la sécurité afghane dans leurs intérêts géopolitiques et régionaux d'ensemble. Dans cette conjoncture, le processus décisionnel soviétique a été influencé par les perceptions que l'on avait de sa responsabilité idéologique du pays à l'égard des pays socialistes du tiers-monde et de la mesure dans laquelle la force militaire soviétique devait être utilisée dans le soutien aux mouvements de libération socialiste. En dernière analyse, les décideurs soviétiques devaient jauger l'importance des réalités sur le terrain dans l'évaluation des coûts et des bénéfices potentiels d'une intervention militaire.

La ruine de la Détente

Tandis que la majeure partie de la guerre froide est caractérisée par une concurrence agressive dans les sphères de la politique internationale, de l'économie et des affaires militaires, une période de relâchement des tensions et de coexistence pacifique, mieux connue sous le nom de *Détente*, survient dans les années 1970. Le président Nixon tente alors de remplacer la confrontation par [*Traduction*] « une période de négociation » dans l'espoir d'établir [*Traduction*] « une structure de paix »[1]. Le sommet Nixon-Brezhnev de 1972 amorce une période d'optimisme qui relègue au second plan, pour quelque temps du moins, la concurrence persistante des deux superpuissances pour l'influence dans les pays du tiers-monde et la supériorité militaire nucléaire. Même si un très grand nombre de projets de collaboration suivent le sommet, les sceptiques des États-Unis et de l'Union soviétique gardent en tête que cette période de détente pourrait bien exacerber la rivalité Orient-Occident en ne proposant qu'une solution illusoire de désarmement comme nouvelle forme de relation entre les deux pays[2].

Collection de l'auteur

Le Spetsnaz en préparation pour une mission

Du côté soviétique, on constate que même si les États-Unis déploient des efforts de refoulement politique de manière persistante, ils s'affairent quand même à renforcer leurs liens avec les ennemis de l'Union soviétique, notamment avec l'Iran et la Chine, et à s'embarquer dans des [*Traduction*] « guerres d'agression impériales »[3], comme au Vietnam. De l'autre côté, les fauteurs de guerre américains remarquent une tendance troublante dans l'engagement soviétique à l'égard des pays du tiers-monde, particulièrement pour ce qui est du soutien apporté aux groupes révolutionnaires du Yémen et de l'Éthiopie. Les Soviétiques augmentent aussi le trafic d'armes et le soutien technique destinés aux pays du tiers-monde de l'hémisphère ouest situés près des États-Unis, dont le Nicaragua et le Salvador, en plus d'embaucher des troupes cubaines pour soutenir les activités insurrectionnelles en Angola[4].

Sur le plan du désarmement, principal point de l'engagement Orient-Occident en Europe, la superficialité de la Détente devient notoire lorsque le Sénat américain refuse de ratifier la deuxième ronde des Négociations sur la limitation des armes stratégiques (SALT —1997-1979), sous prétexte qu'elle ne satisfait pas aux critères établis lors de la première ronde de négociations de 1972[5]. Ce refus engendre, sans surprise, l'indignation et la colère de l'Union soviétique et mène ultimement à la réévaluation rétroactive des politiques de l'administration Carter et des grandes cibles des États-Unis. Le déploiement par l'OTAN d'une nouvelle classe de missiles nucléaires intermédiaires en Europe et l'hésitation du Sénat américain à ratifier l'accord SALT II effacent les quelques doutes qu'entretenaient encore certains membres du Politburo quant aux conséquences possibles d'une intervention soviétique sur la Détente[6]. La ruine de ce qui aurait pu être le fondement de futurs accords de sécurité bilatéraux déçoit tout le monde, en plus de provoquer ni plus ni moins les événements qui suivront. Au cours des négociations visant la parité nucléaire entre l'Union soviétique et les États-Unis, les États-Unis laissent entendre que leur supériorité nucléaire passée, laquelle s'est toujours avérée un argument puissant dans la modération des projets et des activités de l'Union soviétique à l'étranger, n'est plus ce qu'elle était, à la fin des années 1970. Ce n'est que sous Reagan que le pays arrivera à reprendre le gros bout du bâton à l'aide d'un arsenal imposant. Alors dans l'impasse sur ce point, les superpuissances se tourneront vers l'autre principale avenue que leur laissait la ruine de la Détente : la concurrence dans les pays du tiers-monde.

Vu l'intensification de cette concurrence à laquelle elle donne lieu, la Détente, bien qu'initialement considérée comme un moyen de parvenir à une coexistence pacifique entre les deux superpuissances, est de plus en plus considérée comme un activateur de la concurrence (même si elle est moins visible). L'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, le 25 décembre 1979, détruit ce qui reste de la structure de la Détente et de la période d'optimisme qui lui était associée et entraîne les superpuissances dans une période de concurrence accrue. Que l'échec de la Détente soit dû aux différences fondamentales de la conception de cette période entre les deux pays, à leur refus d'utiliser des mesures de collaboration ou de se définir un code de conduite, Garthoff explique que les objectifs implicites de la période n'ont jamais été atteints :

[Traduction]

> Lorsque Nixon et Kissinger élaborent une stratégie de détente pour remplacer la stratégie de confrontation, ils s'attendent au fond à ce que l'Union soviétique, à mesure qu'elle s'affaire à établir un réseau organique de relations avec l'ordre mondial existant, se réconcilie graduellement à cet ordre [et] relègue au second plan ses visées idéologiques de révolution mondiale pour leur donner la valeur de principes philosophiques plutôt que de moteurs d'une action politique concrète[7].

L'importance de l'Afghanistan sur le plan géopolitique

Géostratégiquement parlant, la valeur de l'Afghanistan comme objet de contrôle militaire et économique est pour le moins discutable. Pendant des siècles, les forces armées européennes et asiatiques ont lutté, avec plus ou moins de succès, pour conquérir le pays qui trace la ligne entre les civilisations du nord, de l'est et du sud de l'Asie. À l'instar du Pakistan, l'Union soviétique considère le territoire afghan comme une zone tampon stratégique. Pour le premier, il s'agit d'un refuge possible à la menace de l'Inde, et pour le second, il sert d'isolant entre les conflits religieux et ethniques de l'Asie du Sud et les républiques soviétiques d'Asie centrale. L'Afghanistan est un pays facile à défendre divisé par des variations extrêmes de température et un relief montagneux en une série de plaines et de plateaux contenant la plupart des quelques activités économiques du pays. Ces régions sont peuplées par une myriade de groupes tribaux et ethniques qui résistent depuis longtemps à l'établissement d'un pouvoir centralisé. En 1875, l'auteur britannique Sir Henry Rawlinson en fait état (durant le régime colonial britannique) :

[Traduction]

> La nation consiste en une simple collection de tribus au pouvoir inégal et aux coutumes divergentes entretenant des liens plus ou moins étroits, selon la personnalité du chef qui les dirige. Le patriotisme, tel qu'on le connaît en Europe, ne peut exister en Afghanistan, car il n'y a pas là de nation commune. On y retrouve à la place un amour intense et agité pour la liberté individuelle, lequel pousse naturellement les Afghans à se rebeller contre l'autorité autant qu'à s'impatienter devant ceux qui cherchent à leur imposer des mesures de contrôle, qu'il s'agisse des Anglais, des Russes ou des Perses[8].

Étant donné ses caractéristiques et bien qu'étant un pays à tendance socialiste, l'Afghanistan adopte, tout au long de la guerre froide, une politique étrangère stratégique en jouant sur les deux tableaux et en montant les deux superpuissances l'une contre l'autre[9]. La majeure partie de l'aide économique et militaire que reçoit alors l'Afghanistan provient des Soviétiques, mais dans une volonté de rester neutre, l'Afghanistan accepte également de l'aide et des conseils militaires des États-Unis. Le statu quo est maintenu jusqu'à l'invasion soviétique. Même après le renversement du président Mohammed Daou d Khan en 1978, les États-Unis se fixent des objectifs modestes et reconnaissent que leurs intérêts régionaux sont mieux servis par la préservation de la stabilité de la région que par le remplacement de l'influence soviétique sur l'Afghanistan par la leur, celle de l'Iran ou celle du Pakistan[10].

Collection de l'auteur

Monument commémoratif des anciens combattants en Afghanistan

Cela ne veut pas dire que les États-Unis n'ont aucun intérêt en Afghanistan avant l'invasion soviétique. Les inquiétudes des décideurs américains à l'égard de la sécurité du Pakistan s'avèrent le moteur principal de l'examen de la sécurité de l'Afghanistan. En sa qualité d'allié du bloc de l'Ouest et de membre de l'Organisation du traité central (CENTO, auparavant « Pacte de Bagdad »), le Pakistan a également intérêt à ce que l'Afghanistan centralise son pouvoir et demeure stable, et à la lumière de craintes similaires concernant

la sécurité iranienne, l'Iran et lui forment un rempart, appuyé par les États-Unis, contre les invasions des Soviétiques. Dans cet esprit, les États-Unis encouragent une plus grande coopération régionale, dans le but ultime de renforcer les pouvoirs du président Daoud, de le faire pencher à l'Ouest et de réduire sa dépendance à l'égard des Soviétiques[11].

La place de l'Afghanistan dans le grand dessein de l'Union soviétique

Dans cette perspective géopolitique pointue, les observateurs alarmistes occidentaux perçoivent l'invasion soviétique de 1979 comme un événement culminant repris du Grand Jeu, soit la rivalité géostratégique qu'entretenaient la Russie tsariste et le Royaume-Uni au cours du 19e siècle. Ils fournissent certains motifs crédibles quant aux gains stratégiques importants pouvant découler d'une invasion et d'une prise du territoire afghan, mais ces motifs sont superficiels, romancés à l'excès et ne peuvent soutenir d'examen détaillé.

Collection de l'auteur

Deux T-55 soviétiques abandonnés près de la Base aérienne Bagram, en Afghanistan

Le secrétaire à la Défense américaine, Casper Weinberger, devient l'un des conseillers du président Reagan les plus chauds à l'idée de confronter l'Union soviétique avec agressivité par rapport à sa volonté de créer des alliances avec les pays du tiers-monde. Revenant sur l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, il soutient qu'il est primordial, pour augmenter les crédits de la Défense américaine, de mettre sur pied [*Traduction*] « les forces mobiles et souples nécessaires à l'atténuation de la menace croissante de la main mise des Soviétiques sur les pays du tiers-monde »[12]. Il ajoute qu'étant donné leur présence en Afghanistan, en Éthiopie, en Libye, en Syrie et au Yémen du Sud, [*Traduction*] « les Soviétiques encerclent, en effet, pratiquement toute la région du golfe Persique », et fait remarquer que [*Traduction*] « leur politique traditionnelle d'expansionnisme mondial est passée à une autre dimension »[13]. Comme l'observe l'un des chercheurs universitaires sur le sujet, [*Traduction*] « dans cette interprétation, l'objectif de la politique soviétique d'intervention au tiers-monde est de déborder les défenses de l'OTAN en Europe et d'interdire aux Occidentaux l'accès aux routes maritimes, aux marchés et aux sources d'énergie et de matières premières essentiels »[14]. Ce raisonnement, [*Traduction*] « avec sa vision des pays du tiers-monde comme autant de dominos à faire tomber, des voisins de l'Union soviétique comme des pantins consentants et des dirigeants soviétiques comme

des décideurs ne craignant pas les risques et n'hésitant pas à mettre en application une stratégie offensive depuis leur position de supériorité militaire »[15], est boiteux pour plusieurs raisons.

Par exemple, on soutient qu'une pénurie réelle ou potentielle de pétrole en Union soviétique suffirait à justifier son désir de se saisir du golfe Persique. En occupant d'abord l'Afghanistan, les forces armées soviétiques seraient avantageusement positionnées pour menacer la région tout entière. Même le président des États-Unis de l'époque, Jimmy Carter, donne foi publiquement à cette théorie, comme en témoignent ses propos de janvier 1980 :

[*Traduction*]

> Les efforts déployés par l'Union soviétique pour dominer l'Afghanistan ont permis aux forces armées soviétiques de s'approcher à moins de 300 milles de l'océan Indien ainsi que tout près du détroit d'Ormuz — voie navigable par laquelle doit circuler la majeure partie du pétrole mondial […] L'Union soviétique tente maintenant de consolider sa position stratégique, ce qui menace considérablement la liberté de circulation du pétrole du Moyen-Orient[16].

Epstein et Dunn indiquent qu'une telle thèse ne tient pas compte des difficultés que rencontreraient les stratégistes soviétiques dans cette entreprise, notamment :

- Pour préparer les 28 divisions soviétiques positionnées dans le sud-ouest de l'Union soviétique, qui sont en état de préparation de catégorie III[17], ce qui prendrait au moins un mois, ne pourrait s'effectuer en secret et laisserait aux États-Unis amplement de temps pour réagir.
- Pour attaquer la région du golfe Persique en passant par l'Iran, ce qui nécessiterait la traversée du désert de Khorassan et des monts Zagros, périple d'au moins un mois dans des régions comptant très peu de routes et de chemins de fer, d'ailleurs tous susceptibles de subir les bombardements aériens des États-Unis ou de devenir le théâtre d'attaques de guérilleros iraniens.
- Pour fournir du soutien aérien tactique aux colonnes de blindés et aux unités aéroportées d'avant-garde en marche, ce qui serait pratiquement impossible, car seuls les appareils SU-24 Fencer ont suffisamment de portée pour couvrir la région, depuis l'Union soviétique ou l'Afghanistan[18].

Le camp des alarmistes soutient, comme deuxième argument, que les Soviétiques veulent se doter d'un port libre de glace. Certes, il s'agit là d'un objectif que les Soviétiques poursuivent depuis longtemps, mais suggérer que l'invasion de l'Afghanistan constitue une étape directe dans ce projet à long terme, c'est faire fi de plusieurs développements stratégiques survenus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours de la période qui a suivi ce conflit, les Soviétiques ont enregistré des avancées importantes dans leur transport aérien, dans l'ensemble de leur flotte et aussi dans leur niveau de technologie maritime, ce qui suggère que l'accès à un nouveau port libre de glace n'est pas essentiel aux opérations soviétiques dans l'océan Indien et dans le golfe Persique[19]. À cela s'ajoute le fait que l'accès à un port libre de glace ne s'obtiendrait qu'au prix d'une attaque et d'une occupation de l'un des ports existants de l'Iran ou du Pakistan, ce qui engendrerait des coûts énormes sur les plans militaire et stratégique, notamment, la forte possibilité d'une réplique militaire directe des États-Unis. En fait, les Soviétiques ont déjà accès à des points d'ancrage ou à des bases à Aden, à Socotra et sur l'île de Dahlak, dans la mer Rouge. Selon un chercheur indien, [*Traduction*] « la vérité, c'est que les Soviétiques possèdent maintenant une flotte moderne, imposante et fiable dont l'efficacité ne repose pas sur le contrôle physique de ports libres de glace […] Cette flotte poursuit ses activités dans l'océan Indien depuis la fin des années 1960 sans handicap visible »[20]. Il ne faut donc pas se demander si les Soviétiques aimeraient posséder de telles installations, mais bien s'ils envahissent l'Afghanistan pour les obtenir. Et la réponse à cette question est beaucoup moins évidente que les alarmistes ne le croient.

Enfin, on se doit d'examiner comment les Soviétiques répartissent alors leurs dépenses en matière de défense. Si l'invasion de l'Afghanistan faisait partie intégrante d'un plan militaire à long terme, il faudrait s'attendre à ce que des sommes suffisantes soient attribuées aux capacités de projection de puissance. Les Soviétiques, comme toutes les puissances militaires, établissent l'ordre de leurs priorités en matière de défense selon leurs fonctions militaires fondamentales et périphériques. Lorsque l'on procède à l'examen de la liste de ces priorités, on découvre que sur le plan militaire, l'intervention au tiers-monde, y compris l'élaboration des capacités appropriées de projection de puissance, se classe bonne dernière après environ une demi-douzaine de priorités. Aux termes de l'évaluation effectuée par Edward Luttwak, les priorités fonctionnelles fondamentales des Soviétiques sur le plan militaire sont les suivantes, en ordre d'importance :

- la parité nucléaire stratégique avec les États-Unis;
- les forces traditionnelles de domination de l'Europe de l'Est et les forces associées à l'objectif précédent;
- les forces traditionnelles et nucléaires dissuasives à l'usage contre l'Europe de l'Ouest;
- l'entretien des forces nucléaires et traditionnelles le long de la frontière sino-soviétique; et enfin
- la projection de puissance militaire traditionnelle pouvant être utilisée dans les États du tiers-monde limitrophes, principalement en Iran et en Afghanistan[21].

Les conséquences de l'ordre des priorités en matière de défense sont significatives. Même dans une période d'augmentation majeure des dépenses soviétiques pour la défense (de 1967 à 1977, environ), on n'attribuerait que 10 % du budget à l'acquisition des capacités nécessaires à une invasion en Afghanistan. De surcroît, si l'on examine de plus près les fonds attribués à la défense, on constate que la force aérienne soviétique a engagé des fonds dans l'aviation tactique et non dans l'aéroportage stratégique, que l'armée de terre a engagé des fonds pour ses unités lourdes en Europe et a doublé son nombre de troupes à la frontière sino-soviétique, et que les forces maritimes ont engagé des fonds dans l'acquisition de sous-marins, d'unités de guerre anti-sous-marine et de missiles antinavires[22].

En définitive, il faut au moins aborder brièvement les tactiques de combat privilégiées par les Soviétiques dans l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan. Si l'argument des alarmistes était valable, les forces armées soviétiques auraient établi et mis à exécution efficacement un plan opérationnel faisant le lien entre sécurité régionale et soutien du gouvernement central sur le terrain et l'objectif stratégique général de stabilisation du pays et de refoulement des militants islamistes. Bien qu'ils aient [*Traduction*] « planifié de main de maître et extrêmement bien exécuté » l'invasion initiale, dans l'intention de [*Traduction*] « stabiliser la situation et de renforcer les forces armées afghanes, pour ensuite retirer la majeure partie de leurs troupes au cours des trois années suivantes », les Soviétiques comprennent vite que l'invasion et le renversement du gouvernement ne sont pas les tâches les plus difficiles de l'entreprise[23]. L'Armée afghane démoralisée n'est pas en mesure de faire front à la résistance moudjahidine, et la 40e Armée interarmes (AI) se retrouve contrainte de prendre part à des centaines de guérillas un peu partout dans le pays[24]. Entraînées dans cette nouvelle mission peu définie et menées par un état-major général privé de véritables directives de Moscou (le premier ministre Brezhnev devient inapte à gouverner en 1980), les forces armées soviétiques suivent leur instinct et se battent comme on les a entraînées à le faire, à l'aide d'opérations d'envergure exécutées à cadence rapide. Dans les faits, la guerre a cependant lieu tout au bas de l'échelle tactique, et comme l'expliquent les experts des forces armées soviétiques, Grau et Narwoz :

[*Traduction*]

> Devant ces enjeux imposants en matière de sécurité et programmée pour suivre une doctrine militaire, une stratégie ainsi que des techniques opérationnelles et tactiques adaptées à un théâtre de guerre européen ou chinois, l'Armée soviétique

a été pressée de concevoir des méthodologies militaires efficaces dans les guérillas afghanes[25].

En l'absence d'une doctrine anti-insurrectionnelle efficace, 120 000 troupes de la 40e AI (et des régiments indépendants) doivent assurer la sécurité de 29 centres provinciaux, de même que d'une foule d'usines et d'autres installations. Il leur est encore plus difficile d'étendre cette sécurité au millier de villages, à la centaine de kilomètres de routes et aux zones clés qui ponctuent et couvrent cette vaste région. L'incapacité des forces soviétiques à remporter la guerre de manière décisive les condamne à une longue effusion de sang[26]. Grau et Gress mettent le doigt sur plusieurs lacunes qui, mises ensemble, expliquent bien la piètre performance opérationnelle des troupes soviétiques en Afghanistan :

[*Traduction*]

> L'expérience considérable gagnée par les forces soviétiques dans leur combat contre les Basmachi a simplement été reléguée aux oubliettes. L'expérience plus récente de l'Allemagne fasciste pendant la Deuxième Guerre mondiale et celle vécue par d'autres armées ayant dû prendre des mesures antiguérillas dans des conflits régionaux ont pratiquement été ignorées. Les forces soviétiques ont donc procédé par essais et erreurs en Afghanistan pour arriver à inventer un nouvel art militaire efficace contre leur ennemi inhabituel, ce qui a réduit l'efficacité de leurs actions et entraîné des pertes humaines inutiles[27].

Collection de l'auteur

Août 1984 — Canons de campagne capturés à Jaji, Paktia

Si les Soviétiques avaient planifié cette invasion et cette occupation du territoire afghan comme l'un des jalons principaux de leur grand dessein stratégique pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, ils n'auraient jamais aussi mal interprété et mal géré la nature de la résistance à laquelle ils ont été confrontés.

L'exercice précédent avait pour objectif de contredire certaines idées reçues qui nuisent à l'analyse des principales motivations de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique. Il s'avérait nécessaire, car une honnête évaluation de la situation doit comprendre une certaine empathie pour la force « ennemie » ainsi qu'une certaine analyse des circonstances qui prévalent pour cette perspective opposée. Au bout du compte, on constate que l'argument du camp des alarmistes est faible et pour la majeure partie sans fondement, car une analyse au cas par cas des motivations du grand dessein de l'Union soviétique révèle qu'il se fonde sur des calculs stratégiques erronés ou illogiques. Qui plus est, bon nombre des scénarios susmentionnés, comme l'invasion de l'Afghanistan aux fins de saisie du pétrole du Moyen-Orient ou d'un port libre de glace, confondent les conséquences et les motivations. Les Soviétiques pouvaient retirer beaucoup d'avantages mineurs sur les plans politique et militaire d'une occupation prolongée de l'Afghanistan, mais aucun d'entre eux ne semble suffisamment important pour avoir motivé leur décision. De plus, l'absence de financement adéquat à l'égard du renforcement de leurs capacités de projection de puissance et leur doctrine militaire peu adaptée aux réalités du terrain prouvent bien que l'invasion de l'Afghanistan n'a pas reçu les considérations budgétaires, ni l'attention militaire auxquelles on se serait attendu pour un jalon important du grand dessein de l'Union soviétique.

Évolution des politiques soviétiques d'aide et d'intervention au tiers-monde

Les relations de l'Union soviétique avec l'Afghanistan, comme avec d'autres pays du tiers-monde, s'inspirent des principes marxistes-léninistes de la révolution socialiste ou communiste à l'appui des [*Traduction*] « mouvements de libération nationale ». À tous les égards, ces mouvements sont mis en marche dans le but de vaincre l'impérialisme occidental et de démanteler le régime colonial à l'origine de la répression politique et de l'exploitation économique des pays du tiers-monde. Sur ce point, les Soviétiques, avec Staline et aussi avec Khrushchev et Brezhnev, accordent de plus en plus d'importance aux pays du tiers-monde, c'est-à-dire qu'ils considèrent ces zones non alignées comme des zones de concurrence avec le bloc de l'Ouest. En effet, les Soviétiques, et plus particulièrement le KGB et le Département international, [*Traduction*] « sont convaincus que la guerre froide peut être remportée au tiers-monde »[28].

Pendant les années Khrushchev, l'Union soviétique se définit et définit le monde selon trois camps : le camp socialiste, le camp impérialiste et le camp non aligné. Elle s'éloigne ainsi de la vision dichotomique du monde qu'avait Staline et selon laquelle on était soit du camp impérialiste, soit du camp socialiste. Khrushchev conçoit le monde à la lumière du réalisme lugubre dans lequel baigne la politique étrangère soviétique et qui, au moment de l'invasion de l'Afghanistan, a un impact majeur sur l'application de cette dernière[29]. Jusqu'à ce jour, les Soviétiques considéraient les alliances avec les pays du tiers-monde comme [*Traduction*] « une prime dans leur politique étrangère »[30] et se limitaient donc à des formes d'aide non militaire. Ils craignaient qu'un engagement militaire dans une crise au tiers-monde ne déclenche, par inadvertance, une autre guerre mondiale, qui pourrait bien être nucléaire, cette fois. Ils se contentaient donc d'offrir une aide économique, du soutien moral international, et dans quelques cas, une aide militaire et technique, mais en général, ils ont tout fait pour éviter d'intervenir directement à l'aide de leur propre armée.

Collection de l'auteur

Retrait des troupes soviétiques en Afghanistan

Les dirigeants des pays du tiers-monde sont très intéressés par les diverses formes d'assistance des Soviétiques. Ils ont hâte de copier leur méthode de développement économique, caractérisée par une « industrialisation rapide », car ils attribuent directement leur propre retard économique à l'exploitation impériale[31]. Les Soviétiques profitent donc de l'occasion qu'ils ont d'associer leur aide économique à d'autres enjeux. Ils se donnent comme objectif de promouvoir la bonne volonté chez les pays du tiers-monde et d'établir de solides relations d'amitié avec eux, de favoriser la dépendance économique, et donc politique, du pays cible envers son donateur, de cultiver les alliances idéologiques pour obtenir, au

bout du compte, un avantage militaire sur le bloc de l'Ouest[32]. Le cas de l'Afghanistan est le prototype idéal de cette stratégie. Il n'est donc pas surprenant que les forces armées soviétiques entrent dans le théâtre du conflit par le même réseau routier, soit l'autoroute Herat-Kandahar-Ghazni-Kaboul, qu'elles ont aidé à construire dans les années 1960.

US DoD DD-ST-86-06668

Village moudjahidin

Au cours des années 1970, les liens stratégiques militaires des Soviétiques avec les conflits des pays voisins et la guerre mondiale des superpuissances sont rompus en raison d'une série de crises au tiers-monde. Par exemple, les tensions israélo-arabes démontrent aux dirigeants soviétiques que même les guerres les plus intenses des pays du tiers-monde ne peuvent entraîner la participation des superpuissances, car celles-ci savent bien que tout geste de leur part (dans ce cas, une intervention militaire pour le compte de l'État allié) peut dégénérer rapidement et engendrer involontairement une cascade d'interventions sur laquelle elles n'auraient plus de prise. Par ailleurs, l'optimisme de Khrushchev à l'égard du tiers-monde, qui a coûté à l'économie soviétique des sommes inestimables en termes de milliards, est remplacé par la politique davantage pragmatique de Brezhnev. Une série de reculs en Afrique et en Indonésie, de même que la « perte » de l'Égypte, insuffle à la politique étrangère de l'Union soviétique un esprit plus réaliste et plus souple, et entraîne l'établissement d'objectifs beaucoup plus modestes que ceux de la révolution socialiste mondiale de Khrushchev. On se concentre dorénavant sur la formation d'un parti révolutionnaire dans le pays cible, sur le renforcement des forces armées et du gouvernement central, sur la solidification des liens avec les populations par la pénétration des organisations de l'éducation et du travail et sur l'aide aux pays cibles dans leurs efforts pour établir de bonnes relations avec les autres pays socialistes[33].

À la lumière de cette politique d'intervention au tiers-monde en pleine évolution, la décision d'intervenir en Afghanistan devient beaucoup plus compréhensible. L'Union soviétique a énormément investi en Afghanistan sur le plan idéologique[34] (sans compter les programmes importants d'aide économique et militaire qu'elle y a mis en place) et bien qu'elle ne soit techniquement pas tenue d'intervenir aux termes de la doctrine de Brezhnev qui prévaut alors, le coup porté à son prestige et à l'allégeance internationale des pays à tendance socialiste serait extrêmement dommageable si des forces armées

non communistes renversaient le président Hafizullah Amin à la place de sympathisants soviétiques.

Pensée militaire et intervention au tiers-monde

À l'instar de la politique soviétique d'intervention au tiers-monde, la pensée militaire sur l'utilisation de la force à l'appui des mouvements de libération nationale entre dans un processus d'évolution. Les forces armées soviétiques connaissent une période de croissance significative, en particulier pendant les années Brezhnev, et l'on a donc très envie de conférer une utilité politique à ce nouvel instrument de pouvoir. Les forces armées s'organisent autour du principe selon lequel la balance du pouvoir militaire, avec les États-Unis, c'est-à-dire les « forces de corrélation », qui jusque-là a restreint l'esprit aventurier soviétique, pencherait enfin vers l'Union soviétique. Les travaux des intellectuels du milieu militaire soviétique témoignent de cette nouvelle croyance. Au cours des années 1970, une pléthore d'articles sur la doctrine militaire, écrits ou inspirés par des intellectuels du milieu militaire soviétique, traitent du besoin impérieux, souvent désigné comme un « devoir », de mettre les vastes capacités militaires de l'Union soviétique au profit des mouvements progressistes. Ces travaux, bien que rédigés par des militaires à l'intention d'autres militaires, influencent sans aucun doute les hauts dirigeants soviétiques. Une nouvelle interprétation du précepte traditionnel des forces de corrélation retient particulièrement l'attention. Les écrits le démontrent : l'examen décisif de l'intervention est de plus en plus abordé de manière séparant le pouvoir militaire du contexte social et politique général dans lequel il doit s'exécuter. L'évolution de la pensée militaire en ce sens met l'accent sur l'utilité du pouvoir militaire dans les confrontations non militaires et engendre une certaine militarisation de la politique étrangère de l'Union soviétique. Ce nouvel enjeu militaire ne supplante pas la question prédominante de la sécurité entre les États-Unis (OTAN) et l'Union soviétique, mais il a pour effet d'élever l'intervention au tiers-monde au deuxième rang des priorités soviétiques, elle qui se trouvait auparavant tout au bas de la liste.

Collection de l'auteur

Soldat-soviétique-Afghanistan

Pour mieux comprendre comment les intellectuels du milieu militaire croyaient que cette doctrine profiterait aux mouvements de libération nationale, il suffit de lire une sélection d'articles sur le sujet datant de cette période. Le premier ouvrage important à faire état de ce nouvel intérêt de l'Union soviétique pour l'usage de la force est rédigé par Marshal V.D. Sokolovskiy, et souvent cité par les spécialistes de la question. Il s'agit de la *Stratégie militaire soviétique.* Dans sa troisième édition, écrite au moment de la guerre du Vietnam, l'auteur indique que « l'URSS apportera son soutien militaire aux peuples victimes d'une

agression impérialiste chaque fois que ce sera nécessaire »[35]. Ces travaux de l'un des intellectuels les plus respectés du milieu militaire pavent la voie à l'écriture de l'ouvrage de référence *Marxism Leninism on War and Army*, par une douzaine d'intellectuels militaires soviétiques reconnus. Parmi les nombreux thèmes du volume, on y retrouve l'intervention dans les pays du tiers-monde :

[*Traduction*]

> Dans leurs efforts pour suivre la voie non capitaliste du développement […] ces gens comptent sur l'aide de compression de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, notamment sur l'aide à l'établissement et au développement de leurs forces armées nationales ainsi qu'à l'organisation de la défense armée de leur pays contre les agresseurs impérialistes. Le gouvernement soviétique a déclaré à plusieurs reprises qu'il a toujours offert diverses formes d'aide aux populations luttant contre les interventions impérialistes dans leurs affaires et qu'il continuera de le faire, en plus de venir en aide aux victimes d'agressions impérialistes, de tous les moyens possibles, y compris par la force. Dans un contexte moderne où la relation des forces mondiales continue à évoluer en faveur de la paix, de la démocratie et du socialisme, tandis que l'impérialisme intensifie ses entreprises agressives, le pouvoir de défense de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, […] leur efficacité au combat, de même que l'état de préparation de leurs forces armées, constituent des facteurs des plus importants dans la sauvegarde des progrès historiques[36].

Collection de l'auteur

QG de la 40e Armée soviétique à Kaboul, dans les années 1980

D'autres intellectuels font l'examen de la valeur dissuasive des forces nucléaires soviétiques dans l'appui des mouvements de libération, comme le Colonel V.M. Kulish, dans *Military Force and International Relations* :

[*Traduction*]

> À l'heure actuelle, le principal moyen de restreindre les interventions des agresseurs impérialistes dans toutes les régions du monde repose dans la capacité de l'Union soviétique à lancer des missiles nucléaires un peu partout sur la surface de la Terre […] Cependant, cette capacité ne sera pas toujours efficace dans les situations susceptibles de se transformer en conflits limités […] Dans le cadre de la tâche visant à prévenir les conflits locaux ainsi que dans les cas où du soutien militaire doit être fourni à des nations luttant pour leur liberté et leur indépendance contre les forces réactionnaires internes et les interventions impérialistes, l'Union soviétique pourrait avoir besoin de forces armées mobiles, bien entraînées et bien équipées. Dans certaines situations, la seule présence de forces armées soviétiques dans une zone où un conflit est en train de germer peut suffire à restreindre les réactions locales et celles des puissances impérialistes[37].

Au début des années 1970, d'autres auteurs, notamment Marshall Grechko, indiquent déjà que [*Traduction*] « la défense de toute la collectivité socialiste ainsi que des valeurs historiques du socialisme disséminées un peu partout dans le monde » constitue une nouvelle mission pour les forces armées. Trois ans plus tard, à titre de membre à part entière du Politburo, Grechko précise que les fonctions des forces armées soviétiques ne se limitent pas à la défense du monde socialiste :

[*Traduction*]

> Dans sa politique étrangère, l'Union soviétique s'oppose sciemment à l'exportation de la contrerévolution et de la politique de l'oppression, appuie les luttes pour la libération nationale et résiste résolument à toute agression impérialiste, quelle que soit la région du monde où elle survient[38].

Collection de l'auteur

Attaque au mortier contre la Garnison Shigal Tarna, dans la province de Konar, 1987

Plus tard dans la même décennie, d'autres travaux insistent sur le rôle de collaboratrices des forces armées soviétiques avec d'autres forces socialistes, tandis que d'autres auteurs abordent le rôle des forces maritimes dans la défense de l'Union soviétique et de ses amis socialistes. La conclusion importante qu'il faut tirer de ces écrits, c'est qu'une nouvelle pensée se répand de plus en plus dans l'ensemble du haut commandement soviétique en ce qui a trait à l'utilisation de la force au tiers-monde. Qui plus est, et conséquemment à la formulation de l'intervention armée selon la rhétorique marxiste-léniniste, l'objectif de telles activités est considéré comme réactionnaire et malveillant lorsque poursuivi par le bloc de l'Ouest, mais progressiste et moral par définition lorsque poursuivi par les Soviétiques.

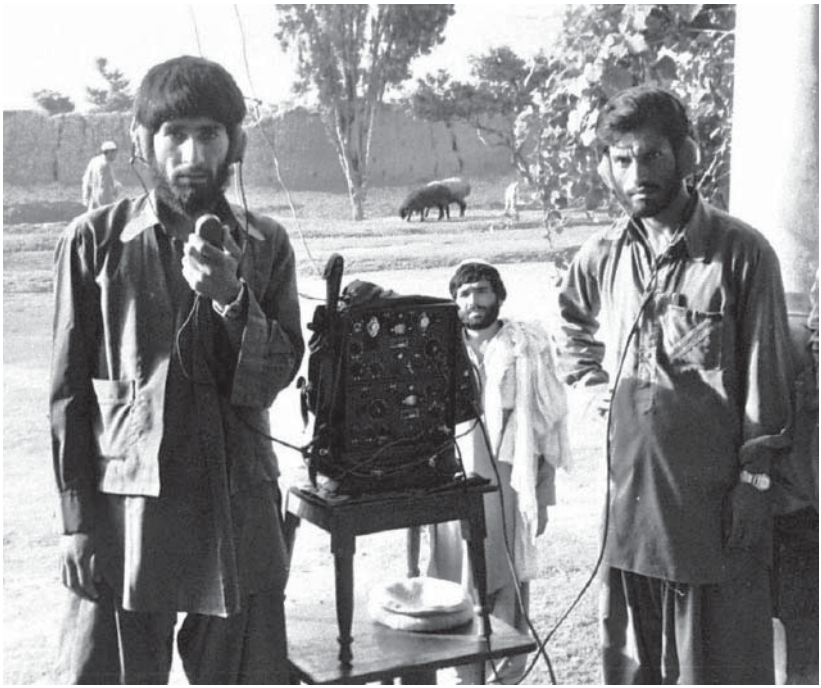
Enfin, pour les observateurs occidentaux de la pensée militaire soviétique, les efforts de l'Armée rouge pour étudier en long et en large l'intervention américaine au Vietnam ont peut-être eu la conséquence ironique et imprévue de *pousser* les Soviétiques à intervenir en Afghanistan. Zimmerman et Axelrod ont entrepris une analyse exhaustive des écrits soviétiques sur la guerre du Vietnam et indiquent :

[*Traduction*]

> Les leçons tirées par les Soviétiques ne les ont toutefois pas protégés des dangers que comportait une telle intervention armée. Au contraire, la déclaration fréquemment entendue selon laquelle l'aide de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes avait eu beaucoup d'importance au Vietnam a peut-être augmenté la propension des Soviétiques à intervenir en Afghanistan[39].

L'analyse soviétique de la guerre du Vietnam se concentrait sur les aspects techniques et tactiques de l'intervention des États-Unis[40] et a passé sous silence les aspects non militaires d'importance, comme l'obtention de l'appui de la population ainsi que la

compréhension de la nature des groupes de résistance internes et des conséquences d'une telle intervention sur la stabilité régionale et les relations internationales en général. Des nombreuses leçons que les observateurs américains ont tirées de l'expérience des États-Unis au Vietnam, la nécessité de comprendre la nature du conflit du point de vue de la population cible est la plus importante. Dans le cas du Vietnam, la population percevait le conflit principalement comme une bataille politique, livrée en partie pour obtenir sa loyauté, mais aussi pour contrer ce qui était vu comme un nouveau pouvoir colonial post-français. Bien entendu, cette façon de voir tranchait singulièrement avec le point de vue américain sur le conflit selon lequel il s'agissait simplement d'un champ de bataille de plus dans la lutte des superpuissances pour le tiers-monde.



Collection de l'auteur

Moudjahidin à la radio à Munda Dir

Ces leçons de nature non militaire ne semblent pas avoir été prises en compte par les stratégistes soviétiques qui, comme l'analyse de contenu le suggère, attribuent principalement l'échec de l'intervention américaine à un manque de logistique et de tactique. Contrairement à l'opération américaine au Vietnam, l'intervention soviétique en Afghanistan a lieu tout près de ses bases militaires en Asie centrale, ce qui en réduit le fardeau logistique. Ce fait, ajouté à l'estimation erronée de la force et de la compétence de la résistance afghane, fait pencher la balance vers les efforts dans les aspects militaires de l'intervention (qui semblait relativement simple et directe). La promesse d'une victoire militaire facile et rapide occulte complètement les efforts qu'il aurait fallu déployer pour comprendre les dimensions politiques et culturelles de la crise afghane. Par conséquent, l'intervention soviétique connaît le même sort que celle des États-Unis au Vietnam.

La bureaucratisation de la crise afghane : le KGB, le Département international et le Comité « A »

Comme on l'a mentionné précédemment, l'intérêt de l'Union soviétique à l'égard du tiers-monde commence à augmenter au cours des années au pouvoir de Khrushchev. Lorsque celui-ci entre en fonction, son enthousiasme pour les possibilités de la révolution au tiers-monde est loin d'être partagé par les divers éléments sous-financés de la bureaucratie

soviétique. Au début des années 1960, Khrushchev et son gouvernement entreprennent une réorganisation complète des institutions soviétiques au service du tiers-monde[41]. Khrushchev partage les vues de l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences de l'Union soviétique qui, à la suite du 20e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956), indique que ses travaux :

> [*Traduction*]
>
> […] ont été grandement affectés par l'absence de compréhension de la nature et de la profondeur des contradictions entre les forces de l'impérialisme et la réaction interne, d'une part, et celles des progrès nationaux dans les pays non socialistes de l'Est, d'autre part[42].

Collection de l'auteur

Moudjahidin utilisant un système portatif de défense antiaérienne

Cet effort de réorganisation se concentre sur deux éléments du gouvernement : les services du renseignement et les départements des affaires étrangères du Comité central. En particulier, le Comité de sécurité de l'État (KGB) et le service du renseignement militaire (Direction principale du renseignement de l'état-major général — GRU) reçoivent de l'information géographique précise dans le cadre de la collecte de renseignements sur le tiers-monde. De même, le Département international et le Département des relations avec les partis communistes et travaillistes des pays socialistes (plus tard nommé le Département des liaisons internationales) sont créés dans le cadre d'une réorganisation des travaux internationaux du Comité central[43]. Ces deux éléments du gouvernement deviendront finalement les principaux mécanismes de mise en application de la politique soviétique en matière d'intervention au tiers-monde, et leurs activités au cours de la crise afghane sont tout particulièrement pertinentes pour la présente étude.

La logique suggère que la responsabilité de la politique soviétique d'intervention au tiers-monde devait revenir au Département des affaires étrangères et à son honorable ministre, Andrei Gromyko, mais dans les faits, le KGB et le Département international ont pris l'initiative dans la lutte générale contre l'impérialisme[44]. Gromyko [*Traduction*] « était un homme prudent qui s'opposait à toute confrontation sérieuse avec l'Occident [et] qui croyait que les événements [au tiers-monde] ne pouvaient influencer [leurs] relations fondamentales avec les États-Unis »[45]. Il va donc de soi que les initiatives bureaucratiques prises par ces deux organisations en symbiose ont joué un grand rôle dans le développement de la crise

afghane. Les travaux entrepris dans le cadre du *Cold War International History Project* permettent l'exploration de cet aspect de la crise afghane. Grâce à la documentation fournie par l'ex-archiviste du KGB et transfuge, Vasili Mitrokhin, ces travaux nous offrent une perspective unique sur la manière dont les deux organisations ont travaillé à l'avancée des intérêts soviétiques en Afghanistan et peut-être, sans le vouloir, provoqué en partie l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

Mitrokhin soutient que le KGB a été alerté bien à l'avance du coup d'État d'avril 1978, par deux hauts dirigeants des forces armées afghanes, anciens agents soviétiques. Après avoir reçu l'assurance de son ascension au pouvoir, le président Nur Muhammad Taraki déclare que la révolution socialiste aurait pu avoir lieu plus tôt si les dirigeants soviétiques n'avaient pas hésité à autoriser le KGB à prendre davantage de « mesures actives ». Taraki lui-même est en contact avec le KGB depuis plus de trente ans. Au moment de prendre la direction du Parti démocratique populaire afghan (Parti communiste afghan — PDPA), il cesse ses communications officielles avec le KGB, mais continue de lui fournir des renseignements, de faire du recrutement pour lui et de lui prêter main-forte dans ses opérations courantes contre les ambassades américaine et chinoise[46].

Le KGB était également au courant de la division du PDPA en deux factions : le groupe Khalq de langue pachto de Taraki (le peuple) et le groupe Parcham perse de Karmal (le drapeau). Le KGB a avancé à plusieurs reprises que toutes les subtilités des problèmes associés à l'établissement d'un pouvoir communiste dans un État islamique comme l'Afghanistan échappent à Taraki. Les critiques exprimées à l'encontre de Taraki portent, entre autres, sur ses réformes des modes de distribution des terres, de l'éducation des femmes et du dénigrement de 320 000 mullahs, qui se sont toutes effectuées sans égard à la résistance historique du peuple afghan à l'établissement d'un gouvernement central, ni à la prédominance au pays du système tribal[47]. Si Taraki accuse les Soviétiques d'avoir agi trop lentement et trop précautionneusement à l'égard de ses réformes, il dépend presque entièrement de son équipe de conseillers soviétiques, car la purge qui a suivi son ascension au pouvoir le prive des membres les plus compétents et les plus expérimentés de la bureaucratie civile et militaire afghane[48]. Taraki est donc de plus en plus considéré comme un pantin de l'Union soviétique, ce qui galvanise l'opposition islamique au PDPA et à ses appuis soviétiques.

Taraki doit également lutter contre les opposants à son pouvoir au sein même de son parti. Hafizullah Amin, alors à la tête de la faction Khalq du PDPA, est sans cesse en désaccord avec Taraki. Au bout du compte, les remises en question d'Amin poussent Taraki à implorer les Soviétiques d'envoyer leurs troupes pour l'aider à consolider sa situation, c'est-à-dire à assassiner Amin pour lui. Cependant, lorsqu'Amin apprend la demande de Taraki, il s'empresse de le faire assassiner à son retour de Moscou, le 1er septembre 1979. Le KGB se méfie encore plus d'Amin que de Taraki, et au cours des mois qui suivent l'assassinat de ce dernier, il accuse maintes fois Amin d'avoir causé la ruine du communisme en Afghanistan. On le décrit comme [*Traduction*] « un fasciste beau parleur » dont les rencontres brèves et clandestines avec les délégués américains font craindre aux dirigeants soviétiques qu'il ne « suive l'exemple de Sadat » (le président égyptien Muhammad Anwar El Sadat) et ne rejoigne le camp américain[49]. À la suite de la révolution iranienne, le KGB s'affaire à tenter de rapprocher l'instabilité en Afghanistan et les efforts des États-Unis pour remplacer la position qu'ils ont perdue en Iran par une position en Afghanistan.[50]

Avant l'assassinat de Taraki, Brezhnev a délégué tous les pouvoirs concernant l'Afghanistan à un comité du Politburo composé de personnages influents comme Andrei Gromyko, Yuri Andropov (chef du KGB) et le ministre de la Défense, Dmitriy Ustinov. Après plusieurs inspections du pays en question, le comité (mieux connu sous le nom de Comité « A » — en référence aux questions secrètes dont il était chargé) augmente le nombre d'équipes chargées de fournir de l'aide générale et des conseils militaires à l'Afghanistan afin de renforcer l'Armée nationale afghane et de remonter le moral de ses troupes qui, jusque-là, peinent à contenir les activités insurrectionnelles croissantes. Lorsque la situation commence à se détériorer, Andropov soumet ses recommandations à Brezhnev, de manière répétée, lesquelles visent l'envoi d'une force d'intervention

limitée en Afghanistan. Jusque-là, on pourrait accuser Andropov d'employer lui-même des « mesures actives », car il avait déjà fourni des rapports de renseignement trompeurs au Politburo[51]. En outre, et de mèche avec Ustinov, Andropov tente de restreindre au minimum la participation au processus décisionnel afin de s'assurer que la mise en application de la décision d'intervenir ne sera pas retardée par la déposition des rapports officiels des divers départements du gouvernement[52]. Pour défendre ses actes, Andropov aurait dit à l'un de ses subordonnés : [*Traduction*] « Devrait-on simplement laisser l'Afghanistan aux Américains? »[53]. Il [*Traduction*] « ne dit pas encore toute la vérité »[54] lorsqu'il rencontre Brezhnev, à la fin de 1979, et qu'il exagère alors le danger potentiel que représenterait un président Amin acoquiné au bloc de l'Ouest :

[*Traduction*]

> Nous avons reçu de l'information à propos d'activités en coulisse d'Amin qui laissent entrevoir qu'il a l'intention de réorienter sa politique sur celle de l'Ouest. Il nous cache ses communications avec les chargés d'affaires américains. Il promet aux chefs des tribus de prendre ses distances par rapport à l'Union soviétique […] Au cours de réunions à huis clos, il attaque la politique soviétique et les activités de nos spécialistes. Notre ambassadeur a pratiquement été expulsé de Kaboul. D'un côté, cette situation risque de nous faire perdre les progrès nationaux de la révolution afghane, tandis que de l'autre, elle menace nos positions dans ce pays. À l'heure actuelle, rien ne nous garantit qu'Amin, pour assurer son pouvoir personnel, ne se retournera pas vers les Américains[55].

Heureusement pour Brezhnev, Andropov a une solution toute prête à lui offrir :

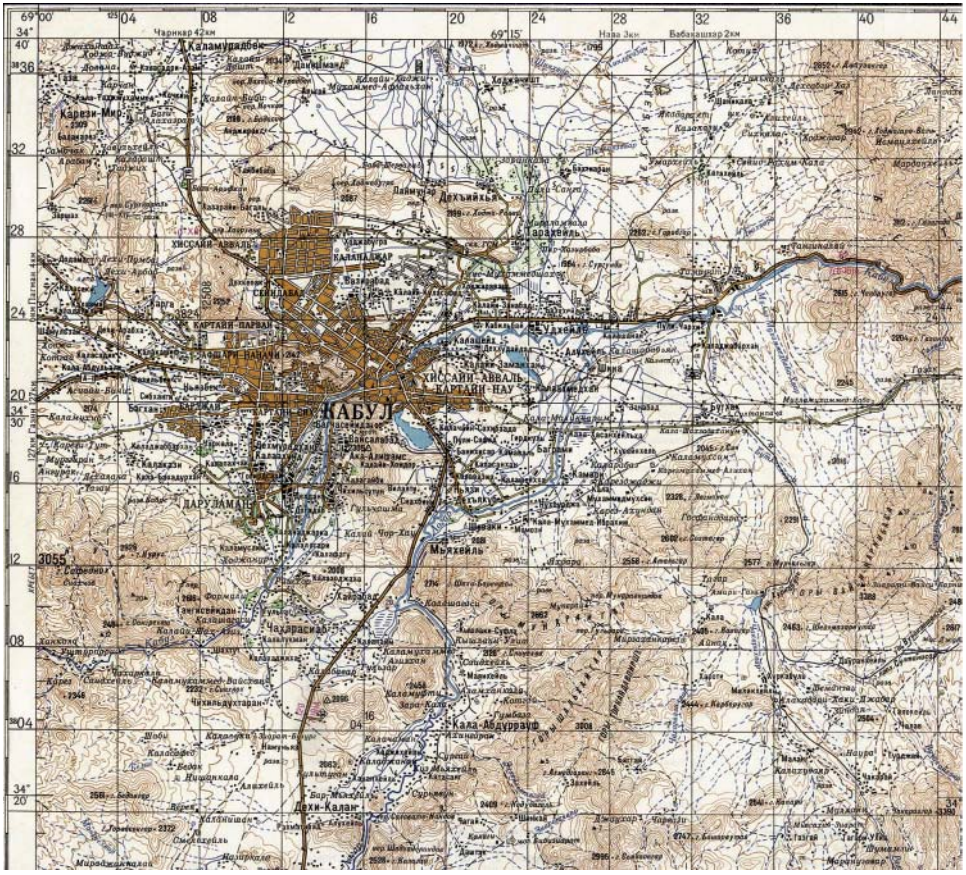
[*Traduction*]

> Récemment, nous avons été contactés par un groupe de communistes afghans résidant à l'étranger [...] ils nous ont informés officiellement qu'ils avaient dressé un plan pour renverser Amin et pour former un nouvel État et de nouveaux partis [...] nous disposons de deux bataillons installés à Kaboul, et nous sommes donc en mesure de leur fournir une certaine assistance dans leur entreprise, au besoin. Toutefois, simplement en cas d'urgence ou de circonstances extraordinaires, nous aurions besoin d'un groupe de forces armées le long de la frontière[56].

Carte de l'invasion soviétique en Afghanistan

Le 12 décembre de la même année, Brezhnev et le Politburo autorisent une intervention militaire limitée en Afghanistan, car ils ont alors l'impression que toute l'opération ne

prendra que quelques semaines, immédiatement après lesquelles [*Traduction*] « les vrais communistes de Kaboul prendront les commandes », et le rôle de l'Union soviétique sera réduit au minimum[57]. Le Comité central se tourne vers Andropov et le KGB pour déployer le fer de lance de l'invasion en question, soit un groupe de 700 hommes des forces spéciales du KGB qui prend d'assaut le palais présidentiel et assassine le président Amin.[58] L'invasion qui suit est prise en charge par Ustinov, avec la participation minimale des autres membres du Comité.



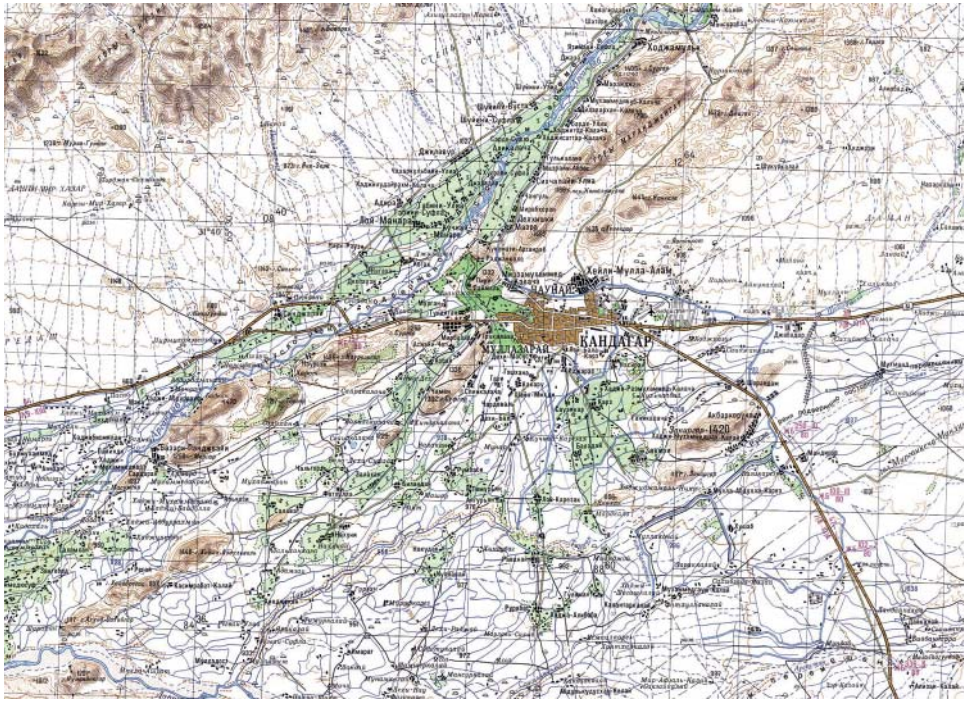
Carte de Kaboul utilisée par les Soviétiques, 1985

Compte tenu des hypothèses dont il a été informé, Brezhnev est prêt à assumer les conséquences internationales d'une telle invasion. Cependant, il ne peut pas savoir que le Parti communiste afghan s'est autodétruit à l'été 1979, soit bien avant la date prévue pour l'invasion. Le compte rendu extraordinaire de Mitrokhin des événements qui entourent l'invasion de l'Afghanistan fournit aux historiens des renseignements extrêmement utiles. Des documents internes illustrant le processus décisionnel montrent qu'un département reconnu pour sa paranoïa et son agressivité ainsi que le caractère fort de quelques personnages importants du gouvernement ont, en fin de compte, exercé une influence disproportionnée sur le processus décisionnel qui a mené à l'adoption d'une mesure d'intervention militaire en Afghanistan.

Conclusion : le calcul des coûts et des bénéfices d'une intervention militaire

On a indiqué que la thèse du grand dessein soviétique ne suffisait pas à expliquer les motivations les plus importantes derrière le processus décisionnel qui a donné lieu à

l'invasion de 1979. Contrairement à ce que suggère cette hypothèse simpliste, la décision de l'Union soviétique d'intervenir en Afghanistan relevait, en fait, du réflexe de défense contre une crise interne en pleine évolution et, à ce titre, est davantage guidée par des facteurs non militaires de proximité que par une grande stratégie. L'intervention militaire soviétique est considérée comme une solution viable en raison de l'atmosphère empreinte de la pensée et des politiques interventionnistes qui régnait alors au sein de la structure idéologique et bureaucratique du gouvernement soviétique. De même, les décideurs des organisations chargées des relations à l'étranger, des forces armées et du renseignement considéraient de plus en plus la force militaire comme le moyen le plus efficace de combattre l'instabilité interne de l'Afghanistan. En outre, vu la ruine de la Détente, ils ne voyaient que peu de résistance internationale ou de conséquences à l'invasion d'un pays outrepassant les frontières du Pacte de Varsovie. Dans les faits, cette quasi-absence de restrictions internes ou externes au comportement soviétique a donné lieu à la montée, dans les hautes sphères du pouvoir décisionnel, d'un nouveau mode de pensée concernant la politique d'intervention au tiers-monde. Le présent cadre analytique, insistant sur l'importance du contexte d'élaboration des politiques, offre une vision plus nuancée des pressions et des demandes avec lesquelles les décideurs soviétiques ont dû manœuvrer au cours de leurs travaux visant à élaborer des réponses appropriées à la crise afghane.



Carte de Kandahar utilisée par les Soviétiques, 1985

La décision fondamentale d'intervenir ou non, que les décideurs soviétiques doivent prendre à la fin des années 1970, relève du calcul des coûts et des bénéfices. En principe, il s'agissait là d'un exercice simple, mais en raison du chaos qui règne alors en Afghanistan, les décideurs sont contraints de procéder à partir de renseignements imparfaits. À la complexité de la situation s'ajoute la difficulté de rallier les opinions divergentes d'une myriade d'organisations gouvernementales, dont les forces armées, les services du renseignement, le Département international et le comité exécutif du Politburo. Chacune de ces organisations interprète les réalités et les événements à sa manière et attache souvent un sentiment d'urgence d'agir à chaque nouveau développement de la crise. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant qu'inconsciemment ou non on ait exagéré les bénéfices d'une intervention et minimisé ses coûts.

Pour ce qui est des contraintes auxquelles l'Union soviétique fait alors face, on peut avancer que le pays n'avait pas à s'inquiéter outre mesure du mécontentement qu'une invasion susciterait au sein de sa population. En effet, comme dans tout État autoritaire, seul un mécontentement exceptionnel de la population à l'égard d'une politique gouvernementale est susceptible de provoquer la modification de cette dernière. Par ailleurs, les conséquences possibles d'une inaction dans ce dossier contraignent les Soviétiques à agir. Il faut effectivement se rappeler de l'effet qu'a eu la décision de l'Union soviétique de ne pas intervenir dans la guerre israélo-arabe de 1973, au terme de laquelle la défaite d'un allié de longue date a poussé l'Égypte dans le camp occidental pour de bon. Les enjeux en matière d'alliances ont fort probablement pesé lourd dans la balance des décideurs, qui se doutaient également qu'une absence d'intervention porterait un dur coup au prestige et à la crédibilité de l'Union soviétique sur la scène internationale, sinon le coup fatal au socialisme international. L'instabilité possible dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale devait également les inquiéter. La perspective de voir un mouvement informe et déterminé de militants islamistes se répandre en territoire soviétique et miner des années de domination et de contrôle a fait sans aucun doute germer la peur d'une désintégration nationale dans leur esprit.

Enfin, les Soviétiques auraient été moins enclins à intervenir s'il y avait eu le moindre risque sérieux de se heurter à la résistance militaire directe des Américains. Comme on l'a mentionné plus haut, cette crainte a pesé lourd dans le passé et a sans doute influé sur la décision finale de procéder à l'invasion. En l'absence d'intérêts directs des États-Unis en Afghanistan, l'Union soviétique juge (avec raison) que son invasion ne rencontrera pas d'opposition (même si le président Carter fait cesser les envois de grains céréaliers à l'Union soviétique et qu'il décide de boycotter les Jeux olympiques de Moscou). L'échec des négociations de SALT II indique que les Soviétiques ont peu à perdre sur la scène internationale, et la préoccupation de l'administration Carter au sujet de la chute du régime du shah d'Iran dissipera sans doute tout désir des États-Unis d'interdire une invasion soviétique de l'Afghanistan.

Les Soviétiques croient que les bénéfices de l'invasion compenseront à peu de choses près ses coûts. Un succès en Afghanistan renforcerait leur crédibilité sur la scène internationale en tant que protecteur du socialisme et pourrait même encourager quelques défections de la part de pays sympathisants du bloc de l'Ouest. Une invasion couronnée de succès pourrait également remonter le moral de sa population et distraire cette dernière de ses difficultés économiques et de sa mise à l'écart de toute participation politique. L'autre raison majeure, endossée par Brezhnev lui-même[59], repose dans le renversement du tyrannique président Amin, dont la loyauté douteuse inquiète beaucoup le KGB. C'est précisément le fait qu'Amin n'est pas (et n'a jamais été) informateur pour le KGB en Afghanistan qui inquiète tant les services de sécurité. On croyait possiblement que la population afghane appuierait une force soviétique ayant pour principal objectif l'installation d'un chef national populiste et modéré.

Les forces armées croient aussi qu'elles jouent un rôle nécessaire dans la mise en application des changements politiques au tiers-monde et ont probablement vu leur rôle d'agent essentiel dans l'expérience des États-Unis au Vietnam comme aisément reproductible dans un conflit en Afghanistan. Cette croyance était probablement partagée par le comité exécutif soviétique chargé de la politique en Afghanistan qui soutient, comme les forces armées, que l'invasion s'effectuera rapidement et aisément. On a l'intention d'adopter la stratégie qui a si bien réussi en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Étant donné que l'Afghanistan est considéré comme un allié plus faible, la victoire devrait donc être plus facile. Le président du Comité, Andropov, l'un des plus fervents partisans de l'utilisation de la force militaire pour calmer les soulèvements civils, a souvent été accusé de souffrir du [*Traduction*] « syndrome hongrois »[60]. L'expérience hongroise antérieure a sans doute fait croire au succès assuré d'une invasion. Même si l'on devait contredire le calcul des coûts et des bénéfices, l'argument probable en faveur de l'invasion reposerait tout de même dans le fait que les coûts de l'*inaction* risquaient d'être beaucoup plus lourds que ceux d'une intervention armée, sur les plans politique, économique et militaire.

L'évolution de la crise afghane et l'intervention militaire qui la suit, comme les autres points marquants de la guerre froide, englobent une série excessivement complexe d'événements qui ont eu lieu sur une longue période et auxquels ont pris part une douzaine d'acteurs étrangers et nationaux. Pour cette raison, la crise, l'invasion et l'occupation ne peuvent s'expliquer simplement et surtout pas par l'argument avancé par les décideurs américains du camp des alarmistes. S'il est vrai que l'histoire russe peut se résumer par une fluctuation entre les périodes d'expansion et de contraction territoriales, le contexte dans lequel a lieu l'intervention soviétique ne peut être considéré comme une variable nulle. S'ajoutent à la complexité de la situation de nombreux contextes différents, tous dynamiques et interactifs, et comme le présent essai a tenté de le démontrer, que l'on doit prendre en compte si l'on veut comprendre vraiment les événements et les réalités de l'époque. Les théories réductrices comme celle du grand dessein soviétique exagèrent la menace, occultent l'intention et désignent les mesures de l'Union soviétique comme des gestes guidés par des décideurs dont l'omniscience n'a d'égale que l'infaillibilité. L'un des grands kremlinologues de notre époque, Henry Kissinger, décrit de manière convaincante les réalités de l'évaluation de l'intention de la politique étrangère soviétique :

Il est toujours tentant de considérer certaines actions soviétiques comme s'inscrivant dans un plan d'ensemble. Les kremlinologues les plus avertis ont souvent tendance à interpréter chacune des actions des dirigeants soviétiques comme partie inhérente d'un plan soigneusement élaboré, dans lequel les événements s'enchaînent d'eux-mêmes inexorablement. L'expérience a montré que cela s'est rarement passé ainsi. De la crise des missiles à Cuba à l'invasion de la Tchécoslovaquie, il y a toujours eu une large part d'improvisation dans la politique soviétique[61].

Au sujet de l'auteur...

Michael Stocker est actuellement candidat à la maîtrise ès Arts en Études sur la guerre au Collège militaire royal du Canada.

Notes

1. Raymond L. Garthoff, *Détente and Confrontation: American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, Washington, The Brookings Institution Press, 1994, p. 1.
2. *Ibid*., p. 2.
3. *Ibid*., p. 2.
4. *Ibid*., p. 10.
5. *Ibid*., p. 826.
6. Odd Arne Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 318.
7. Garthoff, p. 1070.
8. Citation tirée de Anthony Hyman, *Afghanistan under Soviet Domination, 1964-1983*, Londres, MacMillian Press, 1984, p. 5-6.
9. Zbigniew Brzezinski, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Advisor 1977-1981*, New York, Farrar, Straus, Giroux, 1983, p. 356.
10. Garthoff, p. 938-939.
11. *Ibid*., p. 938.
12. Rajan Menon, *Soviet Power and the Third World*, New Haven, Yale University Press, 1986, p. 130.
13. *Ibid*., p. 130.
14. *Ibid*., p. 130-131.
15. *Ibid*., p. 131.
16. Président Jimmy Carter, Discours à la nation du 23 janvier 1980.
17. L'état de préparation de catégorie III fait référence aux unités qui sont à 25 % de leur état de préparation et de leur force optimale au combat. Citation tirée de Edward N. Luttwak, *The Grand Strategy of the Soviet Union*, New York, St. Martin's Press, 1983, p. 192.
18. Menon, p. 198-120.
19. Joseph J. Collins, *The Soviet Invasion of Afghanistan: A Study in the Use of Force in Soviet Foreign Policy*, Lexington, MA, Lexington Books, 1986), p. 106.

20. K.P. Misra, éd., *Afghanistan in Crisis*, New York, Advent Books, 1981, p. 14.
21. Luttwak, p. 192.
22. Menon, p. 101.
23. Lester W. Grau et Michael A. Gress, éd., *The Soviet-Afghan War: How a Superpower Fought and Lost*, Kansas, Kansas University Press, 2006, p. xxiii.
24. *Ibid*., p. xxiii.
25. Lester W. Grau et Mohammad Yahya Nawroz, *The Soviet War in Afghanistan: History and Harbinger of Future War?*, Foreign Military Studies Office, Fort Leavenworth, KS, juin 1996, (pas de numéro de page).
26. *Ibid*.
27. Grau et Gress, p. 19.
28. Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II: The KGB and the World*, Londres, Penguin Books, 2006, p. 9-10.
29. David D. Finley et Jan F. Triska, *Soviet Foreign Policy*, New York, The MacMillan Company, 1968, p. 249.
30. Menon, p. 101.
31. Andrew et Mitrokhin, p. 5.
32. Triska et Finely, p. 251.
33. Collins, p. 111.
34. Anthony Arnold, *Afghanistan: The Soviet Invasion in Perspective*, Stanford, Hoover Institution Press, 1985, p. xxi.
35. V.D. Sokolovskiy, *Stratégie militaire soviétique*, Paris, L'Herne, c1984, p. 256.
36. B. Byely, et coll., *Marxism-Leninism on War and Army* (en anglais), Moscou, Progress Publishers, 1972, p. 166.
37. V.M. Kurlish, Kulish, V.M., et coll., *Military Force and International Relations*, traduction du Joint Publications Research Service, JPRS 58947, 1973, Moscou, International Relations Publishing House, 1972, p. 103.
38. Citation tirée de Harriet Fast Scott et William F. Scott, *The Armed Forces of the USSR,* 2e edition, Boulder, Westview Press, 1981, p. 57.
39. William Zimmerman et Robert Axelrod, "The 'Lessons' of Vietnam and Soviet Foreign Policy" dans *World Politics* 34, Octobre 1981, 1-24, p. 19-20.
40. Collins, p. 116.
41. Westad, p. 68.
42. *Ibid*., p. 68.
43. *Ibid*., p. 68.
44. Andrew et Mitrokhin, p. 10.
45. *Ibid*., p. 10.
46. *Ibid*., p. 387.
47. Westad, p. 308.
48. Andrew et Mitrokhin, p. 389.
49. *Ibid*., p. 397.
50. Westad, p. 316.
51. Andrew et Mitrokhin, p. 399.
52. Westad, p. 318.
53. *Ibid*., p. 318.
54. Andrew et Mitrokhin, p. 399.
55. Westad, p. 319.
56. *Ibid*., p. 320.
57. *Ibid*., p. 325.
58. Andrew et Mitrokhin, p. 402.
59. Andrew et Mitrokhin, p. 397.
60. *Ibid*., p. 398.
61. Henry Kissinger, *À la maison blanche, 1968-1973,* Paris, Fayard, 1979, p. 169.

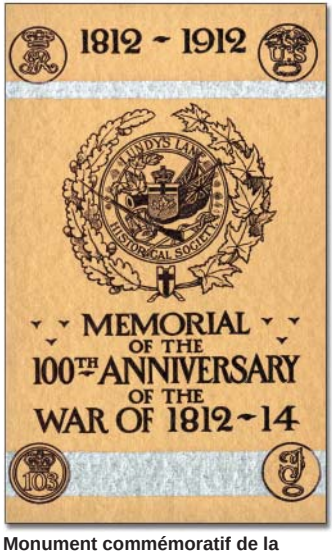
LA BRAVOURE ET SA RECONNAISSANCE DURANT LA GUERRE DE 1812

M. T. Robert Fowler

Le 18 juin 1812, les États-Unis d'Amérique déclarent la guerre à la Grande-Bretagne. Les habitants de l'Amérique du Nord britannique se voient soudain plongés dans de rudes combats qui vont mettre leur courage à l'épreuve. Au cours des trois années qui vont suivre, le Haut et le Bas-Canada allaient devoir repousser des invasions, fermiers et commerçants de ces territoires de l'ouest se voyant forcés de quitter leur famille et de prendre les armes pour défendre les fondements mêmes de leur style de vie. En laissant tout ce qui leur était cher pour se porter à la défense de leurs terres pendant la Guerre de 1812, les Canadiens faisaient preuve d'un courage et d'une résistance à toute épreuve. Mais il faut aussi dire que les hommages rendus à leur sacrifice furent parcimonieux, sans doute occultés par la grande politique et les hauts faits d'armes se déroulant sur les champs de bataille européens à la même époque. Cet état des choses a suscité de nombreuses questions sur les actes de bravoure posés pendant cette guerre et leur reconnaissance. Cet article examine de façon plus approfondie les liens entre ces deux sujets.

La Grande Guerre en Amérique du Nord

A peine un demi-siècle plus tôt, après la fin de la Guerre de Sept Ans (1756-1763), le Canada français était devenu une colonie britannique. Ce nouveau territoire comptait à peine 60 000 habitants, installés essentiellement à l'est de Montréal. Plus à l'ouest, une poignée de hameaux frontaliers s'égrenaient au fil des cours d'eau, jusqu'au cœur d'une nature sauvage parcourue par les seuls Indiens et trappeurs. Vingt ans plus tard, au lendemain de la révolution américaine, le tableau n'était plus tout à fait le même. En 1783, une fois terminées les hostilités, les résidents des États-Unis qui s'étaient montrés loyaux à l'Angleterre étaient devenus indésirables, et ils furent invités à partir. A travers mille épreuves, des milliers de réfugiés franchirent la frontière canadienne — amorçant le début d'une explosion démographique qui, pendant les quinze années qui allaient suivre, allait transformer en profondeur les rives du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Niagara, ainsi que des lacs Ontario et Érié.



Collection de l'auteur

Monument commémoratif de la guerre de 1812

En 1791, le Canada fut divisé en deux provinces. Le Bas-Canada en constituait la principale, avec une population qui, aux alentours de 1812, allait atteindre les 330 000 habitants. Très majoritairement francophone, la province gardait les coutumes ainsi que le droit civil français. Les anciens aristocrates français avaient été nombreux à accepter le nouveau pouvoir britannique, et ils purent continuer à jouer leur rôle de seigneurs au sein de la population canadienne-française. Héritiers, pour la plupart, d'une longue tradition familiale de service militaire, beaucoup obtinrent une commission d'officier et combattirent dans les rangs de l'Armée britannique à la fin du 18e siècle. Par exemple, François Vassal de Monviel, devenu Adjudant-général de la Milice du Bas-Canada durant la Guerre de 1812, avait-il servi dans l'Armée britannique lors de la guerre de l'Indépendance, puis en Hollande, sous le

commandement du duc d'York, et enfin comme capitaine des *Royal Canadian Volunteers*.[1] Plus que jamais, il leur faudrait faire preuve de courage et de sens du devoir, maintenant que leurs propres terres étaient menacées d'invasion.

Plus à l'ouest, dans la Province du Haut-Canada, la croissance démographique se faisait également sentir. En 1812, plus de 90 000 habitants peuplaient les villes de Kingston, de York (aujourd'hui Toronto) et de Newark (aujourd'hui Niagara-on-the-Lake). Tout comme au Bas-Canada, la population demeurait essentiellement rurale, et des colons peu ou pas instruits consacraient tous leurs efforts à s'établir sur une ferme. Les gros propriétaires — souvent d'anciens officiers de l'armée — ainsi que les commerçants des villes avaient commencé à former un embryon d'élite au sein de la colonie. Très loyaux à la Grande-Bretagne et au Roi, ils étaient fermement convaincus que la gouvernance de type britannique était supérieure au républicanisme chaotique des États-Unis. Mais ils étaient aussi très conscients que leurs principales sources de revenus ainsi que leur statut social dépendaient intimement des livraisons d'armes faites aux garnisons britanniques, devenues une véritable industrie. Ils transmirent leur loyauté à leur progéniture, qui fréquentait les rares écoles privées de cette société frontalière, où elle apprit les idéaux de la classe supérieure britannique, comme le devoir, l'esprit chevaleresque et le courage.

L'Amérique du Nord renoua avec la paix en 1783, à la fin de la guerre de l'Indépendance, mais les nouveaux États-Unis d'Amérique demeuraient agités, et les irritants persistaient entre les gouvernements en présence. Les rebelles américains avaient envahi le Canada au cours de cette guerre, et les colonies nord-américaines britanniques craignaient que cela se reproduise. La pratique datant du régime français voulait que la défense de la colonie soit assurée par un nombre réduit de militaires des troupes régulières appuyés par une milice formée de tous les colons adultes de sexe masculin. Cette façon de faire perdura au Bas-Canada sous le régime anglais, puis elle fut officiellement adoptée au Haut-Canada à partir de 1793 quand fut votée la première loi instituant une milice, en vertu de laquelle la province se voyait divisée en districts, chacun doté de son propre régiment.[2] L'organisation et l'entraînement des miliciens laissaient toutefois à désirer. Les hommes se rassemblaient une seule fois, en avril, pendant le week-end. On inspectait les armes, faisait quelques exercices, et la bande se donnait rendez-vous à la taverne locale. Les officiers étaient issus des rangs des commerçants ou de la petite noblesse plus influente, et trop souvent, les colonels devaient leur nomination à leurs relations politiques. Heureusement, dans les deux Canadas, le Haut comme le Bas, il se trouvait parmi ces hommes d'anciens officiers de l'Armée britannique pouvant encadrer de manière compétente certains régiments de la Milice. Mais dans l'ensemble, c'était la minuscule garnison de l'Armée britannique qui assumait pour l'essentiel la défense des colonies.

Peu après le déclenchement des hostilités en 1793 entre la Grande-Bretagne et la France révolutionnaire, les relations s'envenimèrent avec les États-Unis. Les Américains s'indignèrent de l'imposition de lois britanniques qui obligeaient les navires faisant du commerce avec la France de faire escale d'abord dans des ports britanniques. L'indignation fit place à la fureur quand les navires anglais se mirent à arraisonner les bâtiments américains en haute mer. Sur le continent, les colons américains des territoires de l'Ouest blâmaient régulièrement les Anglais : s'ils étaient toujours à couteaux tirés avec les Indiens, c'était parce que les Britanniques faisaient du commerce avec ces tribus, et ils montraient du doigt le comptoir du Fort Malden, sur la rivière Détroit, comme foyer principal de l'agitation. De sorte que lorsque des élus américains commencèrent à prêcher que Dieu lui-même avait confié à la nouvelle nation le destin de s'étendre dans toute l'Amérique, ce ne fut qu'une question de temps avant qu'on ne passe à l'action quelques années plus tard.

Faire preuve de courage en 1812

La guerre, à cette époque des armes à feu primitives, était une expérience terrifiante. Dans certains affrontements, en Europe, la moitié des hommes étaient tués, blessés ou capturés sur le champ de bataille. Confrontés au même phénomène chez eux, les Canadiens durent faire appel à une forme de courage différent de celui nécessaire pour dompter une nature sauvage.

Le soldat anglais de l'Armée régulière avait déjà une solide réputation de bravoure — mais comme Wellington l'avait déclaré un jour avec raison, c'était aussi un « déchet de l'humanité ». Issu le plus souvent des bas-fonds de la société, il était sans éducation aucune, solide buveur et aguerri à l'épreuve. Sans ambition, il se satisfaisait de faire les guerres de l'Empire le temps de son engagement, c'est-à-dire d'ordinaire une durée de vingt et un ans. Avec pareil bagage, seule une discipline impitoyable arrivait à en faire un soldat obéissant à n'importe quel ordre dans n'importe quelle condition. Sa bravoure toute de surface ou sa capacité à surmonter la peur en situation de combat résultait d'une soumission aveugle inculquée par les drills imposés. Une telle bravoure dénuée de sens de l'initiative pouvait s'évanouir en l'absence de chefs pour fouetter leur ardeur au combat.

Mais était-ce seulement la peur du fouet qui soutenait l'incontestable vaillance du soldat britannique sous la mitraille? Affronter la mort avec courage et détermination exige plus que de la discipline. Pour bien le comprendre, il faudrait se reporter au XIXe siècle et imaginer ce qui pouvait se passer dans la tête du soldat; des récits autobiographiques nous éclairent, et fournissent des thèmes qui à première vue sont universels : la loyauté envers ses camarades, la fierté d'appartenir à son régiment, le sentiment d'une supériorité nationale, la gloire, le sentiment du devoir accompli, et une perception fataliste des épreuves à venir.

Mais la toute première source d'inspiration pour le simple soldat dans l'Histoire, c'est la camaraderie naturelle des groupes primaires. Comme, à l'époque, s'enrôler vous engageait pour vingt ans, il était naturel qu'une vie d'adulte passée au régiment crée des liens quasi fraternels entre camarades et, ne serait-ce que pour survivre, exige qu'on les respecte. La répétition constante des drills apprenait aux pelotons à toujours agir comme un seul homme, ce qui ne pouvait que renforcer les liens déjà établis. L'un d'eux raconte comment au sein du *71st Highlanders*, cet esprit de corps lui a donné le courage nécessaire pour se jeter dans sa première bataille, en 1808 :

> Première charge. Mon esprit me disait de laisser tomber. Je ne respirais plus. Le silence était terrifiant. J'ai jeté un coup d'œil sur les autres, bien alignés. J'ai recommencé à respirer. Le regard fixe, déterminé de mes compagnons m'avait redonné confiance et détermination.[3]

Lors du siège de Fort Meigs, en 1813, la bataille fut féroce : les Américains avaient quitté leurs positions pour s'emparer de l'artillerie britannique. Un soldat et son compagnon, Shadrach Byfield, du *41e d'infanterie*, bien à l'abri, virent soudain les Américains venir vers eux.

> Mon camarade m'a lancé : « On peut s'arrêter ici; on n'a pas besoin de retourner se battre », à quoi j'ai répondu : « Quoi! Tes camarades se battent et tu ne vas pas les aider! Si tu n'y vas pas, je te descends! »[4]

Alors qu'un simple soldat pouvait facilement se retrouver dans son groupe primaire, y incluant sa section ou compagnie, le régiment était une source de grandes motivations de courage à cette époque. Aussitôt enrôlé, le soldat trouvait dans le régiment une deuxième famille, et ce, jusqu'à la fin de son service militaire. La loyauté au régiment et la fierté d'y appartenir prenaient une dimension quasi spirituelle, et il appartenait à chacun de relayer le flambeau des faits d'armes du passé. Dans un régiment de l'Armée britannique, chacun s'engageait à faire preuve de plus de courage que ses collègues des autres régiments. L'historien John Keegan rapporte un incident survenu lors de la bataille de Waterloo. Un obus éclata en plein milieu du cantonnement du *52e Régiment*.

> Le projectile tomba et sept pauvres gars furent atteints par les fragments. Les hommes qui faiblirent subirent des reproches : au moment où un autre de ces obus passa au-dessus des têtes du 52e les hommes baissèrent la tête instantanément. Colborne, leur officier, cria : Poltrons! c'est le 2e Bataillon, j'en suis sûr (il s'agissait de jeunes recrues). Alors, en un instant, les hommes se redressèrent[5].

Se battre courageusement découlait aussi dans la haute idée que l'on se faisait de la gloire au XIXe siècle, en tout cas chez les gens des classes supérieures. Mais dans le sillage des révolutions française et américaine, l'homme du commun découvrait qu'il avait aussi droit à quelques marques d'estime de la part de son entourage. Barbara Ehrenreich défend l'idée d'une « démocratisation de la gloire », suite évidente des révolutions américaine et française, où les individus découvrirent au fond d'eux-mêmes quelque chose comme un début d'identification à l'État à qui ils se sentaient redevables[6].

Collection de l'auteur

Ordre du Bain

Au XIXe siècle, l'infanterie offrait d'ordinaire peu d'occasions aux soldats désireux de s'illustrer dans des hauts faits d'armes : les mouvements tactiques, strictement encadrés, empêchaient même d'y penser. Il restait toutefois possible pour le soldat de se mériter la considération de ses pairs, s'il avait appris à faire son travail de manière rigoureuse, sans se plaindre, et ce, dans les pires conditions. Un autre soldat du *71e Highlanders* raconte comment cette attitude a pu lui fouetter le moral lors de son baptême du feu : « La fusillade éclate; un grand calme s'installe, une détermination froide, voire une torpeur frôlant l'insensibilité. J'entends alors un vieux de la vieille répondre à un autre jeune comme moi qui venait de poser la question : « Alors, je fais quoi? - Tu fais ton devoir »[7]. Il arrivait aussi que les soldats voient à ce que chacun fasse son devoir. Shadrack Byfield du *41e d'infanterie* décrit ainsi un incident survenu lors du siège de Fort Meigs alors que les troupes de choc britanniques étaient décimées sous le feu de l'ennemi. « Le gros des troupes avançait, raconta-t-il, mais j'en ai aperçu un tourner les talons. Son camarade, qui l'avait vu faire, lui lança : « Tu avances ou tu vas goûter à ma baïonnette! »[8]

Il arrivait aussi que le soldat anglais, quelle que soit son origine sociale, ait envie de se battre courageusement par amour pour son pays qu'il jugeait infiniment supérieur à tous les autres. À notre époque démocratique, on parlerait plutôt de « foi dans la cause ». Mais deux siècles plus tôt, on ne vouait vouer une indéfectible fidélité qu'au Roi et à la patrie. Ce dont témoignait le soldat John Shipp, se remémorant le jour où il choisit de donner sa vie à l'armée : « Je voulais, dit-il, me faire un nom, et si jamais je devais y laisser ma peau, quoi de plus noble que de mourir pour son roi et sa patrie. Toute ma vie, cette idée m'a inspiré… »[9]. Un officier du *71e d'infanterie* raconta qu'un jour il avait reçu l'ordre de lancer un assaut, à vrai dire sans espoir; pour secouer ses hommes, il leur cria : « N'oubliez pas votre devoir, les gars! En avant, Grande-Bretagne à jamais! »[10]

Autre source de son sentiment de supériorité : le soldat anglais faisait totalement confiance à ses armes et à sa capacité d'en user de manière efficace comme le soulignait le Lieutenant Gleig : « Quand les lignes ennemies se font face, l'essentiel n'est pas la précision avec laquelle on vise l'adversaire. C'est plutôt l'habitude d'agir de concert, la confiance de chacun en tous ses compagnons, la rapidité et le bon ordre de chaque geste posé — voilà, et voilà seulement ce qui importe, si l'on veut être efficace. »[11]

Certains ont prétendu que le soldat de cette époque, élevé à la dure et sans instruction, manquait d'imagination, et qu'il était donc moins sujet à la peur. À une époque que l'on peut qualifier de « brutale », les hommes n'espéraient pas grand-chose, et ils étaient habitués à vivre au jour le jour. Quelle qu'en soit la raison, ils étaient portés par une sorte de fatalisme, face à la mort. Ce fatalisme était aussi de nature à alimenter leur courage — même dans la gueule du canon! C'est ce genre d'attitude qu'un vétéran voulut transmettre un jour à un nouvel officier, lors du siège de Montevideo, où

> les obus de l'ennemi pleuvaient, parfois juste à côté de moi; un en particulier m'a semblé qu'il allait venir tomber à nos pieds. Un jeune officier est parti en courant comme pour aller se cacher, mais il fut interpellé par un vieux briscard qui l'apostropha, avec toute la gravité du Turc : « Ça ne sert à rien d'aller vous cacher là, Monsieur; si c'est votre destin d'y laisser votre peau, il va vous rattraper! » L'air

confus, le jeune officier reprit son poste, et je ne l'ai jamais vu paraître anxieux et agité par la suite. Il s'est vite converti à la doctrine du guerrier. [12]

Des engagements victorieux répétés étaient aussi de nature à renforcer le courage du soldat. D'abord en lui remontant le moral — il était bien armé, et il avait un savoir-faire — puis, en vertu du processus psychologique faisant que la peur, aussitôt déclenchée, était aussitôt refoulée — un « lessivage de cerveau » qui pouvait inhiber la jeune recrue. Ce processus apparaît clairement dans le récit que fait un soldat du 71e Régiment qui, après de nombreuses batailles en Espagne, traverse les Pyrénées pour pénétrer en France, et qui note :

Ma journée avait été très éprouvante, mais voilà que j'y déposais un regard apaisé, presque indifférent. Fini l'éternel qui-vive, tout était rentré dans l'ordre. Je me suis demandé si je n'étais pas envoûté. J'avais l'esprit ailleurs : je prenais les choses comme elles venaient. Sans penser. [13]

Voilà pour le simple soldat, qui avait peu d'occasions de faire montre de courage. Quant à l'officier, il les cherchait : faire preuve de bravoure lui assurait la plus haute estime de ses pairs et subordonnés. Au XIXe siècle, on s'attendait à ce que les officiers, issus principalement des classes supérieures, tiennent en haute considération les valeurs d'honneur, de courage et d'altruisme — celles du gentleman[14]. Le gentleman jouissait habituellement d'une éducation privilégiée, avait été formé dans des écoles privées, et trouvait normal que ses hommes lui obéissent. De ce point de vue, la guerre apparaissait comme une aventure et une occasion de s'illustrer. Au Bas-Canada, peut-être davantage qu'au Haut-Canada, porter le flambeau d'une vieille famille de militaires revêtait une grande importance. Un officier qui venait de joindre les rangs des Voltigeurs canadiens reçut une lettre de son père disant : « Je suis très heureux que tu aies choisi de t'engager au service du Roi, de notre religion et de ton pays. C'est la plus honorable des professions dans laquelle un jeune homme courageux et brave puisse s'illustrer et faire son chemin … »[15]

Les vieilles traditions chevaleresques, selon lesquelles la guerre constituait avant tout un moyen d'atteindre la « gloire », déteignaient encore sur le comportement des membres de cette classe sociale. L'historien John Keegan écrit : « C'est là l'idéal homérique de l'héroïsme, où le héros relève le défi du combat singulier pour prouver qu'il est sans peur, surtout aux yeux de ses pairs. » Ce fut la motivation des officiers du XIXe siècle et on n'y arrivait qu'en s'affichant sur le champ de bataille, où l'on démontrait son courage en fonçant à travers la mitraille ou en continuant à faire son devoir en dépit des blessures[16]. L'inverse était vrai : montrer ou même avouer sa peur était totalement inacceptable, voire une marque de déshonneur entachant toute une existence, qu'elle ait été le fait d'un officier ou d'un simple soldat. Un officier français vétéran de la campagne de Russie a écrit, voulant comprendre ce besoin d'affronter la mort plutôt que de la fuir :

Voici ce qui m'a apporté un peu de cette paix si essentielle, quand on est sous le feu de l'ennemi. Je me suis dit : « Que tu reviennes ou pas, c'est comme à la loterie. On doit tous mourir un jour. Aimerais-tu mieux vivre dans le déshonneur que mourir la tête haute?» Le choix me fut facile…[17]

Faire preuve de courage était de fait une obligation pour les officiers supérieurs, quel que fut leur grade. Faire preuve de courage était vu comme particulièrement important pour remonter le moral des troupes. Dans toutes les guerres, la bravoure est contagieuse : voir son chef rester calmer sous la mitraille raffermit le courage du simple soldat. À Lundy Lane, en 1814, le Lieutenant-colonel William Drummond du *104e d'infanterie*, loin de reculer devant l'ennemi, a fait face, « tel un courageux chevalier sur son destrier, au feu crépitant de centaines de braves Yankees ». Ayant reçu l'ordre de baisser la tête pour éviter les balles ennemies, un soldat du même régiment refusa d'obtempérer, lançant plutôt : « Ben monsieur, vous ne voyez pas le Colonel Drummond sur son cheval, là-bas, qui fait son chemin à travers les balles — et moi je me coucherais pour sauver ma peau comme un lâche pendant que lui s'expose? Pas question! ». [18] C'était se déshonorer que de montrer sa peur quand le commandant affichait sa bravoure.

Collection de l'auteur

Soldat de la Milice d'élite incorporée

On exigeait ce genre de leadership, non seulement de la part d'un commandant de compagnie, mais aussi jusqu'au niveau du général commandant. Et de fait, il est arrivé que la bravoure d'un général inspire ses subordonnés et transforme, au moment critique, une défaite en victoire. John Shipp décrit une bataille à la même époque, aux Indes. Il fallait s'emparer d'un fort, et les attaquants lâchaient pied sous le feu de l'ennemi, mais voilà que « notre courageux petit général se jette à l'eau, rejoint ses hommes, et les encourage par ses appels à redoubler d'ardeur. Le vent a tourné, l'ennemi a dû retraiter dans le fort et nous nous sommes emparés des ouvrages défensifs avancés.[19]» Lors de son procès, après la défaite de Moraviantown en 1813, le Major-général William Proctor fut accusé d'avoir « failli à son devoir de rallier ou d'encourager ses hommes » [20]. Il fallait un courage hors du commun pour assumer pareil leadership, et même si les mousquets de l'époque étaient notoirement imprécis, le danger de mort était bien réel, et les officiers blessés au combat étaient souvent nombreux. Par exemple, en 1812, au cours de la seule bataille de Borodino, 12 généraux de la Grande Armée de Napoléon furent tués et 37 autres blessés.[21]

Mais si tous ces facteurs expliquent en partie la bravoure d'un soldat dans l'Armée régulière britannique, sur quoi pouvait bien s'appuyer un officier ou un simple soldat de la Milice? On ne pouvait certes pas parler d'une « tradition » liée au régiment, puisque à cette époque les régiments de la Milice s'apparentaient plus à des organisations sociales. Peu de miliciens faisaient preuve d'un profond attachement aux concepts de « nation » et de « fierté nationale »; c'étaient de braves colons sans instruction, dont le premier but était de survivre entre deux récoltes. Pour ces gens, la guerre était une affaire entre une Grande-Bretagne lointaine et des Américains partisans de la République. Et puis les officiers de la Milice n'avaient pas grand chose en commun avec ceux de l'Armée régulière britannique, ces derniers ayant le plus souvent acheté leur grade d'officier, ce qui faisait que « seulement des gentlemen de bonne extraction » obtenaient des commandements. Dans la Milice canadienne, ce système n'était pas appliqué en l'absence d'aristocrates pouvant acheter leurs grades. On choisissait plutôt les officiers parmi ceux au sommet de la pyramide sociale locale, la plupart du temps de riches commerçants ou propriétaires terriens, dont plusieurs devaient à la colonisation leur ascension sociale.

Pendant la guerre de 1812, une infime partie de la population fut effectivement impliquée dans des combats : il s'agissait des membres des régiments de territoriaux (*Fencible regiments)* ou de la milice incorporée, et de ceux qui s'étaient portés volontaires dans les compagnies de flanc de la milice sédentaire. Ils provenaient de ce segment de la population qui était fier de son appartenance à l'Empire britannique et qui, par conséquent, affichait un sens élevé du devoir. Dans le Haut-Canada, on trouvait ces gens dans des agglomérations rurales, où les traditions britanniques étaient respectées, comme le port de perruques poudrées ou la chasse au renard, même si c'était sur les eaux gelées du port de York… Au Bas-Canada, le sens du devoir avait des origines plus complexes, la population largement francophone n'étant que depuis peu passée sous la domination britannique. Malgré les doutes de Prévost, la Milice du Bas-Canada a généralement bien répondu à l'appel, comme l'a noté un observateur ayant croisé plusieurs fois des régiments en marche.

> Ils marchaient gaiement au rythme de leurs chansons, et quand à notre approche ils découvraient nos uniformes, ils poussaient le cri de guerre des Indiens suivi d'un vibrant Vive le Roi qui traversait toute la ligne. [22]

Même dans les colonies, il arrivait que la guerre fournisse l'occasion de se faire une réputation par des actes de bravoure. Cette affaire de réputation était si délicate, dans les années 1800, qu'une insulte même imaginaire pouvait mener à un duel où il suffisait de faire preuve de courage dans le danger pour laver son honneur. Ainsi John Macdonell, Procureur

général du Haut-Canada, qui se crut obligé de provoquer en duel le trésorier du Barreau du Haut-Canada en 1812, prétextant des « insultes intolérables pour un gentleman »[23]. Quant au champ de bataille, il était pensable d'y décrocher les honneurs, moyennant un sentiment élevé du devoir, et idéalement, et de la bravoure au combat.

Les cas les plus patents de bravoure étaient toutefois le fait de ceux qu'animait une sorte d'instinct guerrier. Ceux-là, pour une raison ou pour une autre, souhaitaient se battre pour combler leur besoin congénital de faire des choses. L'envie de vaincre était plus fort que la peur, et ils couraient droit au danger les yeux fermés. Daniel Baxter était sans doute de ceux-là : à 63 ans, il avait fait le voyage depuis le district de l'Est jusqu'à York, pour s'enrôler dans la Milice incorporée, mais il fut aussitôt écarté à cause de son âge[24]. Le Soldat Thomas Ross a pour sa part fait preuve d'une rare pugnacité : gravement blessé lors de l'assaut sur Ogdensburg, il s'est trouvé un tronc d'arbre d'où il a continué à tirer, jusqu'à ce qu'une balle de mousquet ennemie vienne fracasser son arme.[25] Mais l'exemple sans doute le plus extraordinaire de cet instinct guerrier est à porter au crédit de John Norton, à la tête d'une bande de guerriers des Six Nations. Norton n'était pas Iroquois, mais en tant que fils d'un père Cherokee et d'une mère écossaise, il se sentait tout à fait chez lui sur la rivière Grand, et il avait été adopté comme « neveu » par le chef Joseph Brant.[26] Quand la guerre éclata, il sembla naturel à Norton qu'au nom de l'honneur, il se range du côté des Britanniques. Vu la supériorité numérique américaine, le Conseil des Mohawks avait opté pour la neutralité, mais cela n'a pas empêché Norton d'emmener avec lui des guerriers volontaires pour rejoindre Brock, à Détroit, convaincu que :

> le Nombre ne garantissant pas toujours la victoire, ma trop petite troupe de Braves ne devrait jamais m'enlever l'envie de me mesurer à l'ennemi — même quand une noble Cause me pousse à donner toute ma confiance à Celui qui, au-dessus de moi, décide de l'Issue des batailles.[27]

Collection de l'auteur

Rescapés de la guerre de 1812. Photo prise à Toronto en 1861.

Pendant la durée des hostilités, il s'est battu, presque toujours dans la région du Niagara, et notamment à Queenston Heights, Fort George, Stoney Creek, Chippawa, Lundy's Lane et Fort Érié, sans compter les missions de reconnaissance. En toutes ces occasions, lui et ses guerriers ont si souvent fait preuve d'initiative, que le Général Sheaffe le nomma « Capitaine des Indiens confédérés ». C'était un combattant né. Quand il fut mis au courant des préparatifs en cours pour attaquer le Fort Érié, en août 1814, il dit à ses hommes :

> Personne ne nous a demandé de rejoindre les attaquants, mais je ne peux pas accepter de rester les bras ballants pendant que nos amis les Habits Rouges fourbissent leurs armes en vue d'une sacrée bataille… Que ceux qui veulent me suivre se préparent. Il faut être prêt à partir![28]

Ainsi, à la veille des hostilités, il existait une poignée de soldats britanniques et de territoriaux, peu nombreux mais superbement entraînés, qui se préparaient

à défendre les Canadas avec, à leur côté, les combattants les plus motivés des milices et des tribus indiennes. Si le gros des miliciens était peu ou pas entraîné ou enthousiaste, il existait un noyau dur, fermement convaincu que c'était leur devoir de défendre leur foyer et leur famille et, au même titre, le régime anglais qui était le leur. La guerre était à leur porte, et ceux-là sauraient faire preuve de bravoure.

Décorations et médailles britanniques durant la guerre de 1812

A l'époque, seules deux médailles permettaient de reconnaître les officiers de l'Armée régulière s'étant illustrés par leur bravoure : l'Ordre du Bain, et la Médaille d'or de l'Armée. L'Ordre du Bain avait été institué par George 1er, en 1725, en tant qu'ordre militaire de chevalerie[29]. Avec les conflits qui se sont multipliés au cours des soixante-quinze années qui ont suivi, cette médaille est devenue une décoration prestigieuse, à un point tel que, lorsque Nelson s'est fait dire que l'on se préparait à le faire baronnet pour son rôle dans la victoire navale de Cap Vincent, en 1797, il a répondu : « Si l'on veut souligner la qualité de mes services, ce n'est pas ainsi qu'on doit le faire. Si l'on veut reconnaître la valeur de mes services, faisons-le de manière que ce soit connu du public : qu'on m'accorde le Bain »[30].

Le nombre de titulaires de l'Ordre du Bain ne pouvait toutefois dépasser 35. Et comme la guerre contre Napoléon s'éternisait, beaucoup d'officiers de la Marine et de l'Armée de terre pouvaient prétendre à cette décoration pour services distingués, soit beaucoup plus que le nombre prévu. Le problème fut résolu en janvier 1815 : il y aurait désormais trois catégories au sein de l'Ordre. La plus prestigieuse était la Grande Croix des Chevaliers, limitée à 72 membres détenant au moins le grade de major-général; puis celle de Commandeur des Chevaliers, prévue pour 180 membres du grade de colonel ou de grade plus élevé; et enfin celle des Compagnons, en nombre illimité, mais décernée seulement à des officiers déjà détenteurs d'une « Médaille ou autre insigne honorifique ». Plus tard, les nominations s'étendirent aux officiers dont le nom avait été cité dans les colonnes de la *London Gazette* pour services distingués au combat.[31]

Une autre façon de plus en plus courante de souligner la qualité du service était de décerner au militaire le méritant un grade d'officier « breveté ». Dans l'organisation militaire britannique de l'époque, les grades d'officier commissionné se monnayaient normalement au sein d'un régiment donné. Mais un officier pouvait toutefois se voir promu temporairement à un grade plus élevé que celui autorisé dans son régiment. C'est Wellington, lors de sa Campagne de la Péninsule, qui a popularisé ce type de récompense.

Enfin, la reconnaissance du mérite dans le système britannique pouvait se faire par le biais des dépêches du commandant en chef. Ce n'était pas une reconnaissance tangible comme une médaille, mais cette mesure faisait que toute action d'éclat d'un officier était signalée à l'attention des pairs et du grand public. Comme l'Ordre du Bain et la Médaille d'or de l'Armée n'étaient attribués qu'aux officiers supérieurs, une citation dans les dépêches constituait pour l'officier subalterne la seule mention qu'il pouvait espérer. Les sous-officiers ou les simples soldats, pour leur part, ne pouvaient même pas rêver de cette modeste marque de reconnaissance.

Quels soldats canadiens furent cités pour leurs faits d'arme lors de la Guerre de 1812? La question nous renvoie à celle de savoir ce qu'était un « soldat canadien ». Au sens strict, la définition ne devrait s'appliquer qu'aux membres de la Milice. Mais il n'existait pas d'État canadien souverain, et à tout le moins dans le Haut-Canada, on ne pouvait parler, sauf exception, d'un sentiment d'allégeance au territoire. Même dans la Milice, plusieurs officiers supérieurs n'étaient arrivés au pays qu'au cours des trente dernières années. Par conséquent, limiter le terme à ceux qui sont nés et ont grandi dans le Haut ou le Bas-Canada se traduirait par une liste de noms outrageusement écourtée. Pour la Guerre de 1812, nous proposons une définition plus souple, englobant tous ceux qui ont un certain lien avec leur province, par la naissance, par la résidence, ou toute autre forme de lien d'une durée raisonnable.

En janvier 1814, le Prince Régent décida que ceux qui avaient participé aux batailles de Détroit, Châteauguay et de Cryslers' Farm méritaient des décorations, et il confia à Prévost le soin de dresser la liste des officiers qui « par leur conduite et leurs actes de bravoure se verraient accorder cette haute distinction » [32]. S'ensuivit donc un certain nombre de nominations à l'Ordre du Bain pour les services accomplis dans les deux Canadas. Il faut en mentionner quatre. Le Major-général Sir Isaac Brock fut le premier. Deux mois après la prise de Détroit et quelques jours avant sa mort à Queenston, il fut aussi fait Chevalier de l'Ordre pour son « fin discernement, ses talents et sa bravoure ». Certes officier de l'Armée régulière britannique, le Général Brock put être considéré comme résident, ayant été en poste dans les Canadas pendant au moins dix ans, et on l'avait nommé à des postes administratifs aussi bien que militaires. Au cours des premiers mois de la guerre, ses interventions furent déterminantes, et il suscita un tel respect de la part des résidents loyalistes, que ceux-ci l'adoptèrent effectivement comme compatriote. Un écrivain l'a décrit comme « plus populaire et plus vénéré que quiconque par les habitants du Haut-Canada ».[33] A la fin de la guerre, la Chambre d'assemblée du Haut-Canada approuva une motion lui conférant le titre de « Héros du Haut-Canada ». En 1824, l'on procéda à la translation de sa dépouille; il fallut trois heures au cortège funèbre pour parcourir les sept milles séparant Fort George du monument élevé à Queenston Heights.

Autre officier décoré : le Lieutenant-général Gordon Drummond, dernier administrateur et commandant militaire du Haut-Canada durant la guerre. Né à Québec, en 1772, son père y travaillait comme administrateur avant de rentrer en Angleterre deux ans plus tard. A dix-sept ans, il joignait les rangs de l'Armée en tant que porte-étendard. Nommé commandant des forces du Haut-Canada en décembre 1813, il se fit une réputation de chef courageux et combatif, notamment lors d'épisodes particulièrement sanglants de la guerre.[34] En 1813, il s'est également montré sensible et généreux face aux souffrances de la population civile de la province, en faisant don de sa part du butin pris au Fort Niagara aux secours de guerre offerts par la *Loyal and Patriotic Society of Upper Canada* (Société loyale et patriotique du Haut-Canada). Sa nomination comme Chevalier Commandeur de l'Ordre du Bain, le 2 janvier 1815, pour ses états de service dans l'Armée, a fait qu'il est aujourd'hui considéré comme le premier soldat canadien à s'être vu accorder cet honneur.

Le Lieutenant-colonel George (« Red George ») Macdonell fut nommé Commandeur du Bain le 5 février 1817, pour son action à Châteauguay. Il avait également une appartenance canadienne, ayant été baptisé à St. John's (Terre-Neuve) en 1780, où son père, officier de carrière dans l'Armée britannique, se trouvait en garnison.[35] D'ascendance écossaise, il avait entretenu des liens étroits avec les Écossais de la partie est du Haut-Canada, et en 1812, il fut chargé de recruter des volontaires pour le nouveau régiment *Glengarry Light Infantry Fencibles*. Étant un *Highlander*, il était probablement catholique, ce qui peut avoir contribuer à créer des liens particuliers entre lui et notre quatrième officier d'appartenance canadienne qui a lui aussi reçu l'Ordre du Bain, Charles-Michel de Salaberry.

Le Lieutenant-colonel Charles-Michel de Salaberry fut fait Commandeur de l'Ordre du Bain le 5 juin 1817 pour sa participation à la bataille de Châteauguay. Né en 1778 à Beauport, au Bas-Canada, d'une famille ayant une longue tradition militaire, il avait rejoint l'Armée britannique à l'âge de 14 ans. Toutefois, le mérite de la victoire à Châteauguay, lui a presque échappé du fait de ses rapports personnels difficiles avec son supérieur, Sir George Prévost. Prévost a tenté de minimiser le rôle de Salaberry dans la victoire, donnant plutôt tout le crédit au Major-général de Watteville, qui assurait la défense d'un secteur situé au sud de Montréal. Mais en jouant d'autres relations, comme les rapports cordiaux entre son père et le duc de Kent, son vrai rôle fut mis en valeur auprès des autorités compétentes de Londres. Le duc confia à Salaberry père qu'il en avait glissé un mot au duc d'York, et il se disait convaincu que le Commandant en chef saurait récompenser son fils à la hauteur de son mérite. Mais lorsque fut déposée la liste finale des recommandations de décoration, le nom de Salaberry n'y figurait pas. Heureux hasard, « Red George » Macdonell se trouvait à ce moment-là à Londres, et il put jeter un œil sur la liste. Il se déclara choqué, ajoutant qu'il avait été lui-même témoin des événements. Il a réussi à la dernière minute à faire pencher la balance en faveur de Salaberry. [36]

Mais on l'a dit, le nombre des nominations à l'Ordre du Bain était limité, et les guerres avec la France napoléonienne n'en finissaient plus, ce qui ne pouvait que grossir le nombre des officiers méritants qui attendaient que les places se libèrent. Il devint évident qu'il fallait trouver une médaille mieux appropriée, outre celles déjà existantes des ordres traditionnels de chevalerie ou de l'occasionnelle chaîne en or. Pour régler le problème, et tout de suite après la bataille de Talavera, en 1808, une médaille de style classique fut créée, en prévision d'un conflit qui semblait vouloir perdurer. Deux modèles de Médaille d'or de l'Armée furent gravée : une plus grande, mesurant 54 mm de diamètre pour les officiers généraux, et une autre, plus petite, de 35 mm, pour les officiers supérieurs commandant des bataillons ou occupant des postes comparables. Cette médaille allait devenir durant les guerres napoléoniennes la principale décoration des officiers supérieurs.

En mai 1814, Sir George Prévost présenta au Commandant en chef de l'Armée britannique une liste de noms qu'il recommandait pour l'attribution d'une Médaille d'or de l'Armée. Il en résulta onze grandes et neuf petites médailles d'or pour la bataille de Détroit, deux grandes et huit petites pour celle de Châteauguay, et sept grandes et treize petites pour la bataille de Crysler. Malgré l'intention originelle de réserver la médaille aux seuls officiers supérieurs, l'ampleur des opérations nord-américaines fit que dans les faits, des officiers de grades subalternes furent décorés. Pour Détroit, trois lieutenants-colonels de la Milice se virent attribuer la grande médaille d'or : John Macdonell, aide de camp de Brock, Matthew Elliott, du *1st Essex*, et Robert Nichol, occupant le poste de Quartier-maître général de la Milice du Haut-Canada; Willliam Elliott, du *2nd Essex*, reçut la petite médaille. Pour la bataille de Châteauguay, unique en ce qu'elle fut menée entièrement par des Canadiens, deux grandes médailles d'or vinrent récompenser les Lieutenants-colonels de Salaberry et Macdonell, la plupart des petites médailles allant aux officiers d'unités territoriales, comme les Voltigeurs canadiens et les Territoriaux canadiens et du Nouveau-Brunswick. Par contre, toutes les médailles de la bataille de Crysler's Farm furent réservées aux officiers de l'Armée britannique, les actions menées là-bas étant très majoritairement le fait des Britanniques.

Les batailles de Fort Detroit, Châteauguay et Crysler's Farm ne furent toutefois pas les seules menées avec honneur. Quand Sir George Prévost répondit au duc d'York avec sa liste de recommandations, il s'est senti obligé d'y inclure d'autres batailles tout aussi dignes d'éloges, comme celles d'Ogdensburg (le 27 février 1813), de Stoney Creek (le 6 janvier 1813), et de Fort Niagara (le 19 décembre 1813). Du même souffle, il recommandait que le Major George Macdonell reçoive la Médaille d'or pour Ogdensburg, ajoutant : « Si cette suggestion devait poser une difficulté, puis-je humblement recommander que la décoration lui soit accordée pour son engagement personnel à Châteauguay » — et comme de fait, c'est Châteauguay qui lui valut d'être décoré. Les autres noms figurant sur la liste étaient ceux de soldats de l'Armée régulière britannique. [37]

L'exemple est peut-être typique de la désinvolture du système britannique d'attribution des médailles : au bout du compte, Macdonell se vit accorder l'Ordre du Bain non pas pour Ogdensburg, mais pour Châteauguay, où il n'avait commandé que la réserve. Bien que fait Compagnon du Bain, puis décoré de la Médaille d'or de l'Armée pour Châteauguay, « Red George » était mécontent : Londres n'avait pas reconnu ce qu'il considérait comme son vrai succès et son plus haut fait d'armes, la bataille d'Ogdensburg. Prévost avait aussi recommandé que le jour de la prise d'Ogdensburg fût l'occasion d'une médaille commémorative, mais le Secrétaire d'état à la Guerre lui fit savoir que la liste était close, et qu'il n'était pas question de la rouvrir. On imagine toutefois que Macdonell trouva une consolation dans le fait que le 8 mars 1813, la Chambre d'assemblée du Haut-Canada fit voter une motion de remerciements à lui et à ses hommes. [38]

Un peu plus tard, l'oubli d'une autre grande bataille, celle de Queenston Heights, fut remis sur le tapis par le Major-général Sir Roger Sheafe devenu, après la mort de Brock, Administrateur et Commandant militaire du Haut-Canada. A Queenston Heights, en tant qu'adjoint de Brock, il avait commandé la réserve dans l'assaut final et décisif. Le 13 octobre 1815, il crut de son devoir d'écrire à Prévost et de lui fournir une liste d'officiers méritants. Outre plusieurs officiers britanniques, la liste comprenait trois Canadiens : les Lieutenants-colonels Johnson Butler et Thomas Clark, qui avaient respectivement commandé les

compagnies de flanc de Lincoln et Norfolk, et le Capitaine John Norton, à la tête des Indiens de la rivière Grand.[39] Mais personne ne tint compte de ces propositions, et les bénéficiaires potentiels tombèrent dans l'oubli.

La médaille Upper Canada Preserved

Collection de l'auteur

Médaille Upper Canada Preserved

Le système britannique de distribution des décorations était plutôt arbitraire et récompensait les seuls officiers supérieurs. La première tentative visant à corriger cette injustice est née dans le Haut-Canada, par suite à la création, en 1812, d'une organisation bénévole dont l'un des objectifs était de souligner les gestes de bravoure des hommes des forces armées dans cette province.

Le conflit entrait dans son premier hiver, et quelques personnalités bien en vue de York étaient conscientes de la détresse financière dans laquelle étaient plongés de nombreux miliciens postés à la frontière du Niagara, de même que leur famille. Il s'agissait de fournir des vêtements chauds aux hommes et une assistance financière aux épouses et à leurs enfants. La communauté décida de répondre à l'appel, et c'est ainsi que naquit la *Loyal and Patriotic Society of Upper Canada*. Non seulement à York, mais aussi dans d'autres districts, des résidents ont bien voulu souscrire des dons annuels « pour montrer aux belligérants qu'à l'arrière, on se souciait de leur bien-être ». Enthousiaste et désireuse d'affirmer son appui à l'effort de guerre, la Société ajouta bientôt un objectif à sa constitution. Pour encourager l'ardeur au combat des hommes en service, la Société allait :

> « … récompenser le mérite, en faire l'éloge et commémorer les actions glorieuses, en décernant des médailles et autres marques honorifiques d'approbation publique pour les cas mémorables de courage personnel ou de fidélité dans la défense de la Province, notés chez des membres des forces régulières de Sa Majesté, de la marine ou de la Milice. »[40]

> Les appels à contributions de la Société furent bien accueillis, et à la fin de l'année, plus de 8000 livres avaient été souscrites par les différents districts de la Province, ainsi que par Montréal et Québec.[41] La préoccupation première de la Société était d'aider les familles nécessiteuses dont le chef était à la frontière, mais en janvier 1813, elle approuva aussi le dessin d'une médaille visant à récompenser le mérite. Cent livres furent allouées pour la commande de médailles en argent de deux pouces et demi de diamètre, avec sur l'avers l'inscription « PRESENTED BY A GRATEFUL COUNTRY FOR MERIT ». Au revers, les mots « UPPER CANADA PRESERVED » entouraient une représentation gravée de la rivière Niagara, coulant entre les lacs Ontario et Érié. A gauche, devait paraître un castor s'activant sous l'œil d'un lion anglais couché. Sur l'autre rive, un aigle s'élevait dans le ciel, symboliquement tenu à distance du castor par le lion.[42]

On plaça une commande auprès d'un graveur d'Angleterre, et à la fin de 1814, on reçut de ce dernier cinquante médailles. Malheureusement, les médailles avaient un défaut impardonnable : le lion et le castor avaient été gravés sur la rive américaine de la rivière, et l'aigle sur la rive canadienne.[43] On décida malgré tout de dresser la liste des plus méritants. Une lettre suivit, envoyée à tous les officiers commandant des régiments de la Milice, leur demandant de soumettre les noms « d'individus, officiers ou non, qui se sont illustrés au régiment sous votre commandement, par des gestes exemplaires de bravoure et d'intrépidité depuis le commencement du présent conflit. »

En quelques semaines, les réponses affluèrent : celles de huit régiments de milice, de la Milice Incorporée et du Commandant des Forces du Haut-Canada. Cent quarante-sept noms furent soumis; ils avaient participé aux batailles de Fort Détroit, d'Ogdensburg, de Presqu'île, de Goose Creek, de Lundy's Lane, et aux sièges de Fort Meigs et de Fort

Erié.[44] La prise d'Ogdensburg venait toujours en tête de liste pour le corps de milice du district Est qui, en soumettant les noms de six soldats, proposait le plus grand nombre de candidats pour un seul engagement. Le district Est était aussi la première de toutes les régions pour le nombre de recommandations. La réponse du district de Niagara était décevante : c'est là qu'en 1813 et 1814 les combats furent les plus durs, et seul un régiment avait répondu à l'appel. Par ailleurs, le commandant du Bataillon de la Milice incorporée, qui avait livré bataille à Lundy's Lane et au siège de Fort Érié, recommanda tous ses officiers, plus 86 sous-officiers et simples soldats de son régiment. Outre le Bataillon incorporé, huit régiments de milice soumirent un total de 28 recommandations, dont sept simples soldats, un sergent, six officiers subalternes et quatorze officiers supérieurs.[45]

Un problème se posait : les recommandations excédant le nombre de médailles, l'Association devait faire une sélection à partir des réponses reçues. Problème supplémentaire : il n'y avait pas d'explications satisfaisantes à l'appui de certaines recommandations. Ainsi le commandant de la Milice de Dundas justifiait-il la recommandation d'un officier en déclarant laconiquement : « Sa conduite fut en toutes occasions celle d'une officier zélé et méritant ». Ou le Général Drummond, proposant une liste d'officiers d'état-major simplement pour « leurs efforts assidus, et une conduite en tout point méritoire »[46]. Face à ce nouveau problème, les administrateurs mirent sur pied un comité formé du Procureur général, John Beverley Robinson, et du Lieutenant-colonel William Chewett, chargés de réétudier et de faire de nouvelles recommandations sur les noms proposés. Robinson avait été lieutenant dans le 3e de milice d'York, à Queenston Heights, et Chewett occupait le poste de commandant du régiment.

Le 1er mai 1815, le Comité déposait son rapport, où chacun des noms proposés était discuté en regard des propositions originales figurant dans la lettre circulaire. Des vingt noms soumis par les régiments de milice, quatorze furent retenus comme sérieux, eu égard à la documentation accompagnant les faits d'armes décrits comme méritant une décoration. Ils incluaient les noms de huit simples soldats, d'un sergent, et de cinq officiers des 1er et 2e de milice d'Essex, du 1er de milice de Norfolk, et des 1ers de milice de Glengarry, Stormont et Hastings. Le Comité s'est toutefois inquiété de n'avoir reçu aucune recommandation de quatre des cinq régiments de milice de Lincoln. Comme ce district avait « été presque au centre du conflit pendant toute la durée de la guerre », il se disait convaincu qu'il existait « d'autres demandes de décorations tout aussi justifiables que celles déjà étudiées…dans le rapport ».

En même temps, le Comité se disait choqué de la recommandation venant du 5e de milice de Lincoln. Le Lieutenant-colonel Andrew Bradt s'était contenté d'écrire qu'à Lundy's Lane, le Major Richard Hatt et les Lieutenants Robert Land et Joseph Birnie « avaient donné tous les signes de l'intrépidité ». Et pour une raison qu'il était seul à connaître, Bradt avait ajouté ce commentaire à double tranchant, « ayant sauvé la vie du Major, gravement blessé au début de l'engagement, ce qui l'avait forcé à quitter le front… ». Robinson et Chewett ont confié à l'Association la question de savoir si les explications données pouvaient être suffisantes.

La liste des noms signée par le Lieutenant-colonel Thomas Fraser, du 1er de milice de Dundas, de loin la plus longue, était également problématique pour le Comité. Fraser avait déclaré, sans doute aiguillonné par une fierté excessive, que la conduite de son régiment avait été telle, « qu'il est très difficile de savoir qui fut le plus méritant — absolument tout le monde a fait son devoir. » Pour trois officiers cités lors de la bataille de Presqu'île, Robinson et Chewett jugèrent la recommandation « trop vague », et celle de deux autres, bien que « plus explicite, en deçà de ce que l'on pourrait attendre ». La cinquième recommandation était celle du soldat Thomas Servos : « Lors de la prise d'Ogdensburg, a fait preuve d'une bravoure exemplaire : malgré la perte d'une jambe, il avait continué à tirer pendant un bon moment sur l'ennemi. » Malheureusement, le Lieutenant-colonel McLean, du 1er de milice de Stormont, voisin de l'autre, s'est opposé à cette recommandation : il affirmait que Servos appartenait de fait à son régiment, et qu'il avait été touché beaucoup trop tôt lors de la bataille d'Ogdensburg pour pouvoir s'illustrer de cette façon! Le Comité a choisi de ne pas

trancher la question, préférant en refiler l'arbitrage aux administrateurs de la Société.

La recommandation du Général Drummond touchant sept officiers d'état-major était plus délicate. Outre son poste de Commandant en chef des Forces armées, Drummond était également l'un des mécènes de la Société, et il avait donné une somme substantielle après la prise de Fort Niagara. Le Comité fit donc diplomatiquement savoir que les officiers recommandés avaient eu sans doute « un comportement digne d'éloges », mais qu'une recommandation aussi vague ne répondait pas aux critères d'évaluation de la Société. Ils s'étaient dits que le Général avait ou bien négligé de consulter lesdits critères, ou bien avait omis de rapporter « des exemples remarquables de bravoure personnelle » dont il aurait été seul au courant.

Le Lieutenant-colonel Glew avait suscité un problème plus compliqué en recommandant 119 officiers et soldats de son Bataillon de la Milice incorporée.[47] Il était impossible de balayer cette liste du revers de la main sur la base d'informations insuffisantes sur chacun des noms proposés : le bataillon en question avait joué un rôle important dans certains des combats les plus féroces de 1814. À vrai dire, le Comité était assez sympathique à cette recommandation, observant « avoir fréquemment entendu parler de la conduite de presque chacun des officiers mentionnés dans le compte rendu…et en termes élogieux ». Au bout du compte, le Comité fit valoir que les hommes de la Milice incorporée s'étant tous portés volontaires à plein temps, pour toute la durée du conflit, ils avaient fait preuve « d'un sens élevé de leur devoir patriotique et d'un attachement sincère à leur pays ». Le Comité proposa qu'on donne à tous une marque de reconnaissance, soit par la remise d'une médaille, soit sous « quelque autre forme… constituant un témoignage honorifique de la Société. »

Malgré les problèmes quant à la manière de distribuer les médailles, l'initiative de la *Loyal and Patriotic Society* marque une étape importante dans l'évolution historique des décorations et titres honorifiques, car elle demandait qu'on lui soumette les noms *aussi bien* « d'officiers ou de soldats qui se sont distingués par des actes individuels de bravoure exemplaire. » Récompenser de simples soldats pour actes de bravoure ouvrait une brèche dans la tradition britannique, qui avait pour habitude de ne citer que les seuls officiers. Depuis sa fondation, la Société avait à cœur d'encourager la Milice, lorsqu'elle voyait partir au combat parents et voisins. On ne faisait plus la guerre juste pour sauver un régime constitutionnel britannique, mais pour protéger ses biens et sa famille.[48] Certains personnages haut placés d'York étaient si pétris de sentiment patriotique, qu'ils se mirent à faire l'éloge de la Milice. Ainsi le Révérend John Strachan, le plus éloquent d'entre eux, écrivait sur la prise de Fort Detroit : « Jamais, dans aucun autre pays, une milice n'a été plus présente, plus valeureuse, résolue et sereine, et plus correcte à tous égards que la nôtre ».[49] Une généreuse distribution de médailles allait, quel que soit le grade du méritant, rehausser l'image de la Milice, et serait d'autant mieux accueillie qu'elle confortait l'idéal démocratique imprégnant de plus en plus la société nord-américaine dans son ensemble.[50] Et c'est ainsi que les recommandations de décorations inclurent, outre 49 officiers, plus de 59 simples soldats, et 34 sous-officiers. On est même allé jusqu'à demander à Chewett et Robinson de réprimander le Colonel Ferguson du 1er de milice de Hastings pour n'avoir cité pour décorations que des officiers. Il était apparu aux yeux des membres du Comité que, « d'après ce qu'il disait dans son rapport, le Colonel avait imaginé à tort qu'on lui demandait de souligner les mérites des seuls officiers de son régiment, et non ceux des sous-officiers et des simples soldats ».

En conclusion de leur rapport, Robinson et Chewett présentèrent leurs arguments en faveur d'une augmentation du nombre de médailles. Et ils prirent d'abord pour exemple la Milice qui méritait d'être récompensée, elle qui s'était portée volontaire, en 1812, pour accompagner Brock jusqu'à Fort Détroit. Comme ils l'écrivaient, ces miliciens « ont implicitement forcé la main au Général Block…en quittant prestement familles et foyers pour marcher jusqu'à l'extrémité de la Province ». Notons, au risque d'être injuste envers lui, que John Beverley Robinson avait été l'un de ces volontaires, et qu'il se recommandait du coup lui-même pour une décoration…

Le Comité présenta alors sa propre liste de candidats en y ajoutant neuf noms, jugeant qu'ils avaient été injustement laissés de côté. Il s'agissait de Sir Isaac Brock et du Lieutenant-colonel John Macdonell, tous deux morts au combat à Queenston; du Général Sir Gordon Drummond; de quelques officiers de la *Royal Navy*; et du Lieutenant-colonel Henry Bostwick de la milice d'Oxford, qui avait joué un rôle de premier plan dans l'écrasement d'un soulèvement de sympathisants américains dans son district, en 1813. Le Comité souleva aussi la question de savoir s'il ne serait pas « équitable et approprié » de décorer la famille de Tecumseh, soulignant du coup la loyauté du grand Chef, tombé à Moraviantown. Finalement, et étonnamment, le Comité recommanda que soient décorés deux officiers de la Milice, les Lieutenants-colonels Thomas Clarke du 2e de milice de Lincoln, et Robert Nichol, quartier-maître général, en reconnaissance de leur « zèle infatigable et leur intérêt enthousiaste… pour tout ce qui avait rapport à la défense de la Province », formulation au moins aussi vague que celles qu'il avait déplorées dans d'autres recommandations.

Le rapport de Robinson et Chewett fut déposé puis approuvé à l'unanimité lors de l'assemblée générale de l'Association, le 1er mai 1815. Les souvenirs de la guerre encore tout frais dans leur mémoire, les membres adoptèrent avec enthousiasme ces recommandations, qui allaient déboucher sur un plus grand nombre de médailles qu'on ne l'aurait cru au départ. Ils délièrent de bon cœur les cordons de la bourse, prévoyant d'acheter un plus grand nombre de médailles, pour une somme n'excédant pas mille livres : 500 petites médailles en argent pour les simples soldats, 50 médailles d'or pour les généraux et les officiers supérieurs, plus 12 grandes médailles, sans doute prévues pour les plus valeureux d'entre eux. Les médailles déjà reçues, en dépit de la malfaçon, seraient mises de côté pour les sous-officiers.[51] Une fois réglée la question financière, la Société commanda d'autres médailles auprès d'une société de graveurs réputés de Londres, Leonard Wyon[52], pour un montant de 750 livres, les 250 livres restantes étant confiées au trésorier pour d'éventuels achats.

Son compte bien garni, la Société entreprit de concrétiser son premier objectif : soulager les miliciens blessés au combat, les veuves devenues soutiens de famille et les résidents dont la guerre avait détruit les propriétés. Étrangement, plus aucune mention de médaille ne fut faite au cours des deux années qui suivirent. Enfin, le 17 octobre 1817, et avec seulement 445 livres dans le compte, la Société convoqua une assemblée générale pour fermer les livres. Le trésorier profita de l'occasion pour annoncer que d'autres médailles allaient arriver sous peu, et il indiqua aux membres que le compte était créditeur de 250 livres, en prévision d'achats futurs.[53] Mais quand les médailles furent finalement livrées, plus personne ne s'occupa de les distribuer, et l'on confia à William Robinson, le frère de John Beverley, le soin de les mettre en sécurité.

La Société tint plusieurs autres réunions vers la fin de 1819 et au début de 1820, à cause du versement tardif d'une importante somme récoltée à Londres. Le 23 février 1820, on chercha une solution au problème des fonds excédentaires. Or, on projetait de bâtir un hôpital à York; les administrateurs firent alors valoir que cela corresponde parfaitement au mandat de la Société. Après quelques discussions, une recommandation fut adoptée, en juin 1820, prévoyant d'accorder la totalité de la somme restante au projet de construction du *York General Hospital*.[54]

Il restait toujours à régler le cas des 612 médailles entreposées dans les coffres de la Société. Il est vite apparu que les administrateurs ne savaient plus à quel saint se vouer. Ils proposèrent de faire fondre les médailles et les vendre en lingots, d'or ou d'argent, les recettes devant compléter le don déjà fait à l'hôpital. La proposition fut acceptée, mais pour une raison quelconque, elle resta lettre morte. Entre-temps aucune autre décision ne fut prise concernant les médailles, et les administrateurs refusèrent d'en débattre publiquement. C'était l'impasse. Un observateur parla de « la guerre des médailles ».

Avec la remise à plus tard des débats sur l'attribution des décorations, des intérêts personnels divergents, des disputes et des jalousies vinrent compliquer le problème. D'après un rapporteur de l'époque, certains membres affirmaient que les seuls militaires de l'Armée régulière britannique méritaient d'être décorés pour « héroïsme ».[55] Avaliser cet

argument aurait été particulièrement offensant pour certains leaders, comme le Révérend John Strachan qui soutenait farouchement que la Milice avait été le principal artisan de la victoire.[56] Pour d'autres, la recommandation de Robinson et Chewett de récompenser la Milice accompagnant Brock à Détroit[57] était injuste pour celle du district Ouest, qui s'était elle aussi portée volontaire pour la même expédition. Plus encore, si l'on s'avisait de ne décorer que les miliciens partis à Détroit, plusieurs prendraient comme une offense personnelle le sous-entendu évident : on accordait un traitement de faveur à Robinson et Chewett. Pour ce qui était de l'argument voulant que l'on décore tous les hommes de la Milice incorporée, s'il se trouvait justifié, pourquoi dès lors ne pas faire de même avec le *Glengarry Light Infantry Fencibles*, lui aussi impliqué dans de dures batailles, donc tout aussi méritant?

Face à ce qui était en train de devenir un panier de crabes, il fut décidé que les médailles seraient déposées dans les voûtes de la Banque du Haut-Canada en 1822, et l'on n'en entendit plus parler pendant plusieurs années. Mais l'affaire ne fut jamais vraiment enterrée. Les questions revenaient, toujours sans réponse. Et c'est ainsi que l'Assemblée législative du Haut-Canada décida, en janvier 1840, de confier la question à un Comité spécial, chargé de revoir tous les aspects de l'affaire. Plusieurs des anciens directeurs de la Société furent appelés à témoigner, mais même ce comité ne put faire véritablement avancer le dossier. Il n'y avait plus aucune trace écrite des affaires menées par la Société après octobre 1817. Interrogés à savoir s'il restait quelque trace des premières recommandations de décoration, les anciens administrateurs furent frappés d'amnésie collective. Le témoignage le plus troublant est venu de John Strachan, nommé entre-temps évêque de Toronto, qui reconnut en s'excusant qu'aucune médaille n'avait été accordée, vu « les listes incroyables déposées par les commandants d'unité [qui rendaient] quasi impossible pour les administrateurs de décider du nombre des récipiendaires potentiels ». William Allan alla plus loin : rien n'a été fait, précisait-t-il, à cause d'« un problème récurrent : comment distribuer les médailles sans soulever jalousie et mécontentement? » [58]

Alexander Wood s'éleva contre l'ingérence de la Législature dans l'affaire, contestant que la Société était un groupe privé et bénévole de gentlemen sur lequel l'Assemblée n'avait pas autorité.[59] Le Comité répliqua que les activités de la Société, centrées sur les œuvres de charité et la distribution de médailles, relevaient bien du domaine public. Le 10 février 1840, le Comité spécial déposa son rapport final, recommandant que les médailles soient distribuées conformément aux buts premiers de la Société, c'est-à-dire aux milices méritantes ou aux enfants des membres décédés. Le rapport conclut en demandant au Président de l'Assemblée d'informer la Société de cet avis.[60]

La résolution fut appliquée, mais un groupe d'anciens administrateurs voyait toujours l'ingérence de l'Assemblée comme une forme d'inquisition intolérable. Ils se réunirent donc à Toronto le 7 juillet 1840 et décidèrent à l'unanimité d'appliquer finalement la résolution de la Société votée vingt ans plus tôt, le 22 février 1820. « Il est décidé que Messieurs Allan et Wood, en conséquence et sans délai, se départissent des médailles au meilleur prix qu'ils pourront en obtenir. » Alexander Wood, William Allan et Thomas Ridout retirèrent donc les médailles de la Banque du Haut-Canada, plus un petit nombre d'entre elles confiées au juge en chef Scott, et ils les apportèrent au jardin d'Alexander Wood. C'est là que 61 médailles d'or et 548 médailles d'argent furent mises en pièces par un forgeron local. L'or et l'argent furent vendus à deux horlogers, et les recettes versées au *General Hospital* de Toronto. Comme l'a noté un observateur, des médailles qui à l'origine avaient coûté 850 livres ne valaient plus, à la fin, que 395 livres[61]. La destruction des médailles fut ressentie comme une grande perte par nombre de vétérans, alors qu'en échange on ne pouvait faire qu'un don sans intérêt à l'Hôpital.

Ainsi prenait fin le drame de la médaille « *Upper Canada Preserved* ». L'intention première de la Société avait certes été louable et aurait pu répondre au besoin de reconnaissance des actes de bravoure, à une époque où tout le système des récompenses laissait à désirer. L'idée nouvelle d'accorder des médailles sans égard au grade aurait prouvé que les Canadas avaient à leur tête des visionnaires aux idéaux démocratiques élevés. Mais selon toute apparence, les protagonistes du drame ne furent pas à la hauteur.

Après avoir minutieusement fouillé les archives, l'historien George Sheppard en est venu à la conclusion que les médailles ne furent pas distribuées pour des raisons d'intérêts personnels mal placés. Pour lui, les principaux organisateurs s'étaient attendus à ce qu'eux-mêmes ou leurs amis reçoivent une part des honneurs liés à leur vigoureux appui à l'effort de guerre. Ils sont allés jusqu'à refuser de divulguer les noms des candidats retenus, préférant, après plusieurs années d'attente, détruire les médailles plutôt que les voir arborées par d'autres qu'ils jugeaient « indignes ».[62]

Qu'est-ce qui, en fait, a empêché les administrateurs d'agir? Le mystère n'a jamais été élucidé et, devant la tournure des événements, de nombreux citoyens sont restés amers pendant des années. En 1913, presque un siècle après les événements, Charles Kirk Clarke exprimait le même sentiment. Selon lui, les administrateurs avaient détruit les médailles simplement pour éviter la possibilité que « des miliciens peu fortunés mettent finalement la main sur elles. » [63]

Voilà donc l'histoire remarquable de la médaille « *Upper Canada Preserved* ». L'idée d'une médaille s'appuyant sur le seul mérite, plutôt que sur le statut social, était sans doute trop avant-gardiste. Même si la plupart des résidents du Haut-Canada se disaient fiers d'appartenir à l'Empire britannique, nous pouvons voir dans cette histoire le signe qu'un sentiment démocratique voulait poindre, en cette province éloignée où des hommes s'inventaient une existence à des lieues des centres du pouvoir et des traditions dominantes. Il a fallu du courage pour quitter le confort des îles Britanniques, ou les grands pôles commerciaux de New York ou Boston, et arracher littéralement aux forêts du Haut-Canada un mode de vie original. Au fur et à mesure que la frontière canadienne était repoussée à l'ouest, le fier sentiment de sa différence allait continuer d'alimenter la bravoure des générations suivantes, dans leur marche inéluctable vers d'autres guerres…

Au sujet de l'auteur...

T. Robert Fowler a grandi à Windsor, en Ontario. Son intérêt pour la vie militaire remonte à l'époque où il est devenu cadet officier au sein du corps local de cadets de l'Armée canadienne et cadet supérieur de l'escadron des cadets de l'air. Durant cette période, T. Robert Fowler a aussi servi au sein du Essex Scottish Regiment. Ces premières expériences lui ont inspiré un intérêt profond et durable à l'égard de l'histoire militaire canadienne. Il est toujours membre de l'Association des membres du Essex et du Kent Scottish Regiment. Depuis qu'il a pris sa retraite, après trente trois ans de carrière dans la fonction publique fédérale, à titre de conseiller en gestion et d'analyste financier, T. Robert Fowler est retourné, à ce qui l'intéressait le plus dans la vie, en écrivant sur l'histoire militaire canadienne. Il a publié deux livres, *Valour on Juno Beach*, en 1994, et *Valour in the Victory Campaign*, en 1995, ainsi qu'un certain nombre d'articles dans le magasine *Canadian Military History*.

Notes

1. L. Homfray Irving, Officers of the British Forces in Canada during the War of 1812 (Welland, 1908), 100; Luc Lépine. Les officiers de milice du Bas-Canada, 1812-1815, 237.
2. Lt-Col. W. Boss, The Stormont, Dundas and Glengarry Highlanders 1783-1951 (Ottawa, 1952), 3.
3. Christopher Hibbert (ed.), A Soldier of the Seventy-First, (London: 1975), 18.
4. Canadian Heritage, 11.
5. John Keegan. Anatomie de la bataille, Paris, Laffont, 1993, 154.
6. Barbara Ehrenreich. Le sacre de la guerre, Paris, Calmann-Lévy, 1999, 191.
7. Ibid., 2.
8. Canadian Heritage: War of 1812, 21.
9. C.J. Stranks (ed.), The Path of Glory (London, 1969), 59.
10. Hibbert, 9.
11. Charles G. Muller, Darkest Day: 1814 (Philadelphia, 1963), 127.
12. Hibbert, 3.
13. Ibid., 97.
14. David Howarth, A Near Run Thing (London, 1969), 26; Robert B. Edgerton, Death or Gl(Boulder, 1999), 187; Michael Barthorp, Heroes of the Crimea (London, 1991), 17.
15. Quoted in Guitard, 19.

16. Keegan, Mask of Command, 15; Keegan. Anatomie de la bataille, 195, 197-198.
17. Brett-James, 1812, 219.
18. Cité par Donald E. Graves, Merry Hearts Make Light Days: The War of 1812 Memoirs of Lieutenant John Le Couteur, 104th Foot (Ottawa, Carleton University Press), 174.
19. C.J. Strank (ed.) The Path of Glory (London, Chatto and Windus), 195.
20. Wesley B. Turner. British Generals in the War of 1812 (Toronto, 1999), 147.
21. Keegan, Mask of Command, 116.
22. Dunlop, Recollections of the American War, 14.
23. Patrick Brode, Sir John Beverley Robinson: Sinew of the Family Compact, 69.
24. Report of the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada, May 1817, 233.
25. AO, Strachan Papers.
26. DBC, VI, 550.
27. The Journal of Captain John Norton, 296.
28. Ibid., 362.
29. James Risk, The History of the Order of the Bath (London, 1972), 15.
30. Sir Ivan de la Bere, The Queen's Orders of Chivalry, 113.
31. Risk, 33-34.
32. William Wood, Select Documents of the Canadian War of 1812 III, Part 2 (Toronto, 1920), 766.
33. From Howison's «Sketches of Upper Canada,» cité dans G. Auchinleck, History of the War Between Great Britain and the United States of America During the Years 1812, 1813 and 1814 (Toronto, 1855), notes de bas de page à la page 118.
34. Dictionnaire biographique canadien, VIII, 262; Wesley B. Turner, British Generals of the War of 1812: High Command in the Canadas (Montreal, 1999), 113-140.
35. Dictionnaire biographique canadien, IX, 533.
36. DBC, VI, 375-380; Wood, Select Documents II, pp. 418, 420.
37. Archives publiques du Canada, RG 8, C-1227, Prevost's Letter Book, 46.
38. DBC, IX, 533-534; Macdonell, 217, 244.
39. Sheaffe's Letter Book, 378.
40. Archives of Ontario. MS35 R1, Strachan Papers; George Sheppard, Plunder, Profit and Paroles (Montreal, 1994), 177.
41. Report of the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada, May 1815, 332-339.
42. Hamilton Craig, «The Loyal and Patriotic Society of Upper Canada and its Still-Born Child — The 'Upper Canada Preserved' Medal,» Ontario History LII (1960) No. 1, 34.
43. C.K. Clarke, A History of the Toronto General Hospital (Toronto, 1913), 143.
44. Voir l'Appendice B pour une liste complète des recommandations de la Milice.
45. AO, Report to the Society by Robinson and Chewett, 1 May, 1815, The Strachan Papers.
46. AO, Strachan Papers.
47. Sheppard, 177.
48. James Errington, The Lion, the Eagle, and Upper Canada (Montreal, 1987), 23, 73, 80.
49. Stacey, 334.
50. Errington, 6, 15, 36, 43, 47.
51. APC, May 1817 Report of the Loyal and Patriotic Society, 166.
52. Craig, 46-47.
53. Ibid., 414.
54. Clarke, 23.
55. Ibid.
56. Sheppard, 203.
57. Explanation of the Proceedings of the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada (Toronto, 1841), 11.
58. Clarke, 30-31.
59. Ibid. 26; Explanation of the Proceedings, 5.
60. AO, F983, MS 35, Reel 3, Report on the Select Committee on the Proceedings of the Loyal and Patriotic Society in Relation to Certain Medals, Strachan Papers; Sheppard, 246.
61. Clarke, 29; APC, Explanation of the Proceedings 1841, Appendix 3, 33-35; Sheppard, Plunder, 244-6.
62. Sheppard, «Deeds Speak,» 208.
63. Clarke, 32.

BIOGRAPHIE MILITAIRE : SOLDAT LÉO MAJOR, DCM AVEC AGRAFE

T. Robert Fowler

Note du rédacteur en chef —

Le 12 octobre 2008, un pays reconnaissant a dit adieu à un soldat hautement décoré. Le Soldat Léo Major, né en 1921, est un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Corée. Il a servi au sein du Régiment de la Chaudière et, plus tard, du Royal 22e Régiment. Il a reçu deux fois la Médaille de conduite distinguée pour sa bravoure devant l'ennemi, un honneur qui, à l'époque, ne le cédait qu'à la Croix de Victoria. En 1996, dans un article publié dans la revue Canadian Military History, vol. 5, no 1, M. T. Robert Fowler décrit les actions du Sdt Major. Voici la réimpression de cet article, généreusement autorisée par les éditeurs de CMH et par l'auteur.

Photo fournie par l'auteur

Soldat Léo Major du Régiment de la Chaudière au début de 1944

De toutes les décorations britanniques soulignant la bravoure, la Médaille de conduite distinguée (DCM) doit être considérée comme la plus prestigieuse car elle est très rarement accordée. Pendant la guerre de Corée, elle a été décernée huit fois, sur un total de 205 décorations et titres honorifiques remis aux militaires canadiens[1]. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, elle a été remise encore moins souvent, comptant pour seulement trois pour cent des décorations et titres honorifiques. La décoration DCM avec agrafe acquise pendant les deux guerres par Léo Major est donc un accomplissement remarquable.

Léo Major, natif de Montréal, se joint à l'Armée canadienne à l'été 1940, à l'âge de 19 ans. Il est un homme de corpulence moyenne qu'on décrit comme une personne sociable, de nature plutôt joyeuse et, comme il allait le prouver à la guerre, sans peur. Cette dernière caractéristique, si chère à un combattant, de même que son tempérament de survivant, lui vient peut-être du temps de la dépression, dans le quartier ouvrier montréalais où il a grandi.

Major part à l'étranger en 1941 avec le Régiment de la Chaudière et, de nature indépendante, il gravite naturellement autour du peloton de reconnaissance. Il prend part au débarquement de Normandie avec le Chaudière à l'occasion du jour J et, dans les combats acharnés des premiers jours, une grenade le blesse au visage et le prive partiellement de l'usage de l'œil gauche. En dépit de ce handicap, il insiste pour demeurer au sein du régiment, affirmant n'avoir besoin que de son œil droit pour viser avec sa carabine.

Au début de 1945, il se retrouve en Rhénanie et, vers la fin de février, il est à nouveau blessé lorsque le véhicule dans lequel il prend place saute sur une mine. Tous les passagers sont tués, sauf Léo, qui aboutit dans un hôpital britannique en Belgique. Il souffre de fractures aux deux chevilles et de blessures au dos. Il refuse encore d'être renvoyé en Angleterre et s'arrange pour retrouver le régiment avant même d'être pleinement rétabli, pour l'avancée finale aux PaysBas. Ainsi, le 12 avril, avec un œil bandé et un dos toujours douloureux, il accompagne le Chaudière qui prend position devant Zwolle, dans le centre de la Hollande.

Cette ville de 50 000 habitants est à l'époque un important centre de transport, et le dernier bastion de la ligne « Ijssel » allemande. La 7e Brigade d'infanterie canadienne

NAC PA-193072

Léo Major du R22eR, en Corée, peu aprés l'action sur la colline 277.

se prépare à l'assaut, mais dispose de peu de renseignements sur les emplacements et les effectifs de l'ennemi. On demande des volontaires pour effectuer une patrouille de nuit dans la ville. Léo Major et le Caporal Wilfrid Arsenault répondent à l'appel. Le 13 avril, à environ 23 h, les deux éclaireurs tentent de se faufiler dans les quartiers de banlieue, mais ils tombent sur un poste avancé allemand et le Caporal Arsenault est tué. Malgré tout, le Soldat Major décide de poursuivre sa mission, muni de deux pistoletsmitrailleurs Sten et d'un sac de grenades. Il arrive dans le centre de Zwolle vers 1 h et trouve les rues silencieuses et désertes. Il repère alors un nid de mitrailleuses allemand et, voyant que les occupants sont endormis, il attaque promptement et élimine la menace. Il trouve ensuite une voiture de reconnaissance allemande et force un soldat allemand qu'il a capturé à conduire dans la ville, phares allumés, en affichant un drapeau blanc. Pendant plusieurs heures, Léo parcourt les rues ainsi, en tirant sur les cibles qu'il repère, donnant l'impression qu'une force canadienne importante est arrivée.

Les habitants sont réveillés, mais ont peur de quitter leurs maisons. Par un coup de chance, le Soldat Major tombe sur le chef de la résistance locale, M. Frits Kuipers, et trois de ses hommes. À ce moment, il semble que les Allemands ont quitté la ville en panique. Le petit groupe se rend donc à l'hôtel de ville et les combattants de la résistance font sortir les citoyens. La radio locale annonce la libération de la ville.

Major est épuisé, mais il doit compléter sa mission en ramenant le corps de son compagnon, le Caporal Wilfrid Arsenault, derrière ses lignes. Une voiture est dépêchée par les combattants de la résistance, mais elle est la cible des tirs d'avantpostes du Chaudière. Le Sdt Major, furieux, grimpe sur le toit du véhicule afin d'être bien visible de loin. C'est de cette façon qu'il rentre aux lignes canadiennes pour faire rapport sur sa mission auprès de son commandant.

Le Soldat Léo Major reçoit la Médaille de conduite distinguée, en reconnaissance de ses actes.

La citation qui accompagne la DCM du Soldat Major se termine comme suit : [*traduction*]

> *La bravoure dont a fait preuve ce soldat, son initiative, son courage inaltérable et son indifférence totale à l'égard de sa propre sécurité furent une source d'inspiration pour tous. Ses actes courageux ont permis, le 14 avril, de mener l'opération de nettoyage sans ouvrir le feu.*

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Major rentre au Canada et subit finalement une opération au dos, qui le fait souffrir depuis l'incident survenu près de Hochwald. Une fois rétabli, il retrouve la vie civile et son ancien métier de tuyauteur. Mais le 25 juin 1950, la guerre éclate de nouveau, à l'autre bout du monde cette fois, en Corée. En l'espace de cinq semaines, le gouvernement du Canada décide de monter une force composée de volontaires qui se joindra aux Nations unies pour repousser l'invasion communiste. Le recrutement passe en cinquième vitesse et permet de former un groupebrigade formé de bataillons du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, du Royal Canadian Regiment et du Royal 22e Régiment. Jacques Dextraze, un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale, est appelé à diriger les troupes de ce dernier régiment. Le 2e Bataillon, R22eR s'avère une unité unique puisque Dextraze a l'autorisation de recruter des anciens combattants à sa guise[2]. L'un d'eux est Léo Major, joint par l'intermédiaire d'un réseau d'anciens officiers.

À la fin du printemps 1951, le bataillon est actif en Corée, et les aptitudes de Major sont reconnues, puisqu'il se retrouve dans le peloton d'éclaireurs et de tireurs d'élite, formé d'hommes possédant des caractéristiques particulières. Un ancien officier du régiment les décrit comme étant individualistes dans l'âme et très coriaces. Coriaces dans le sens d'endurants. Tous peuvent vivre avec une bouteille d'eau et quelques tranches de bacon... et ils peuvent demeurer en mission [en zone interdite] pendant des jours[3].

À l'été 1951, des discussions de trêve sont entamées avec les forces communistes et durent toute l'année, sans qu'on parvienne à un accord. Les forces terrestres des deux camps continuent de lancer des offensives limitées pour s'assurer de l'avantage du terrain en cas de cessez le feu définitif. À la mi-novembre, tandis que le 25th Canadian Infantry Brigade Group avance pour relever les forces britanniques près de la rive sud de la rivière Imjin, on semble être proche d'un accord à Panmunjom.

La brigade a pour mission d'occuper le front droit de la 1st Commonwealth Division, en compagnie du R22eR, qui se trouve loin sur le flanc droit. Ils doivent rejoindre la 3rd US Infantry Division à l'est, qui occupe la colline 355, baptisée « Little Gibraltar » (petit Gibraltar). À cet endroit, la ligne de front est courbée vers le sud autour de la colline, ce qui place le R22eR dans une position difficile, avec ses compagnies « A » et « D » sur le versant ouest, séparées du reste du bataillon par une petite vallée. La compagnie « D » est la plus vulnérable car elle occupe la position la plus au nord, sur un col qui joint les collines 355 et 227, à l'ouest. Elle est exposée à la fois sur le front nord et sur le front ouest.

Pendant que le R22eR se prépare à partir vers sa nouvelle position, le Lieutenant-colonel Dextraze donne la directive suivante : en cas d'attaque, il ne doit y avoir « AUCUN désengagement, AUCUN dépassement de peloton et AUCUNE panique. Tous doivent accomplir leurs tâches "comme de bons 22"[4]. » La directive de Dextraze s'avère prémonitoire car, à son insu, son régiment marche tout droit vers une attaque chinoise qui va mettre sa détermination à l'épreuve.

Les Chinois sentent qu'une trêve n'est pas loin d'être conclue, qui figera les deux camps dans leurs positions du moment. Ils sont déterminés à faire une dernière tentative pour prendre l'avantage du terrain sur le front ouest. L'objectif est la colline 355, qui surplombe le territoire sur 20 milles à la ronde. Dans leur élan, les Chinois pourraient même repousser les Nations unies sur l'autre rive de la rivière Imjin et gagner ainsi un grand avantage moral pour les pourparlers finaux.

Donc, le 22 novembre, tandis que le R22eR s'installe à sa nouvelle position, la 64e Armée chinoise lance une attaque massive d'artillerie qui englobe la colline 355 et le R22eR. Le 23 novembre, les attaques s'intensifient avec l'ajout d'éléments des 190e et 191e divisions chinoises contre la colline 355 et l'attaque, par un bataillon de la 190e, de la compagnie « D ». Au cours des deux jours qui suivent, des combats désespérés ont lieu : les troupes étatsuniennes perdent la colline 355 puis luttent pour la reprendre après avoir rapidement mis sur pied une force pour la contre-attaque.

Le 23 novembre, aussitôt qu'ils capturent la colline 355, les Chinois prennent aussi la colline 227 et exposent les deux flancs de la compagnie « D ». Cette dernière est pratiquement encerclée, mais elle parvient à repousser toutes les attaques. Les heures de la mi-journée du 24 novembre ralentissent les combats, mais plus tard dans la journée, les Chinois dirigent, à l'aide de deux compagnies, une nouvelle offensive sur la compagnie « D » à partir de la colline 227. À 18 h 20, le peloton no 11, situé sur le flanc gauche, est déjà battu. Quand, en plus de tout cela, les Chinois reprennent la colline 355, le reste de la compagnie « D » est attaqué de toutes parts.

L'heure est grave, mais le Lcol Dextraze évalue calmement la situation et refuse de concéder la moindre parcelle de terrain. Pendant que les États-Unis assemblent une force de contre-attaque à la droite de Dextraze, celui-ci décide de lancer sa propre contre-attaque pour récupérer la position du peloton no 11 et ainsi diminuer la pression sur la compagnie « D ».

Son meilleur atout est le peloton d'éclaireurs, coriace et agressif. Il l'utilise pour monter un groupe d'attaque dont Léo Major a le commandement. Le groupe comprend un signaleur, afin de garder un lien direct avec Dextraze. Major équipe un grand nombre de ses hommes de pistolets Sten et, à minuit, munis de chaussures de sport pour étouffer leurs pas, ils se mettent en marche sur les versants balayés par la neige. Lentement, en petits groupes, ils font un détour afin d'arriver sur l'ennemi depuis ses propres lignes. Arrivés près du sommet, au signal de Major, ils font feu ensemble. L'ennemi panique et, à 00 h 45, la force dirigée par Major a réussi sa mission et occupe l'objectif.

Toutefois, environ une heure plus tard, les Chinois contre-attaquent à leur tour et Dextraze ordonne à Major de se retirer de la colline. Celui-ci refuse et ne se replie que de 25 verges, dans quelques trous d'obus offrant le seul couvert disponible. De cet endroit, il dirige des tirs de mortier et de mitrailleuse sur son assaillant. Il en est ainsi jusqu'aux heures les plus sombres et le matin glacial. Les tirs de mortier évitent à peine les troupes de Major.

Photo : Paul Tomelin, NACPA 184228

Des hommes du 2e Bataillon, Royal 22e Régiment se préparent pour faire une patrouille. Corée, décembre 1951.

Le Capitaine Charly Forbes, commandant du peloton de mortiers, écrira plus tard, à propos de Major : « [Il est] un homme audacieux…insatisfait de la proximité de mon tir de barrage et me demande de le rapprocher… En fait, mon barrage tombe tellement près que j'entends mes bombes exploser lorsqu'il me parle à la radio[5]. » Forbes augmente la cadence des tirs jusqu'à ce que les canons de mortier deviennent rouges par la chaleur. Il finit par mettre fin au tir, la chaleur ayant endommagé les canons pour de bon.

Comme le mentionne une citation en son honneur : [*traduction*]

> ... Il dirige les tirs des mortiers et de l'artillerie de façon si experte qu'il parvient à repousser quatre attaques différentes. Allant d'une position dangereuse à une autre, sous des tirs intenses d'armes légères sur ses flancs, il dirige le tir de ses hommes et les encourage à tenir bon dans une situation qui semble désespérée. À l'aube, les forces de Major se sont repliées à 200 verges à l'est et signalent qu'il ne reste rien à occuper, pas même un bunker ou une tranchée[6].

En dépit du surnombre de ses opposants, le petit groupe de Major a su repousser toutes les attaques et a refusé de céder la position du peloton n° 11 aux Chinois. Il reste en position pendant trois jours supplémentaires, résistant à plusieurs autres tentatives chinoises de gagner du terrain.

La citation qui accompagne l'agrafe à la DCM de Major se termine comme suit : [*traduction*]

> Devant une force plus nombreuse, le Caporal Major a tout simplement refusé de céder le terrain. Son courage et son leadership sont au-dessus de tout éloge. Occupant un poste d'un niveau de loin supérieur à son grade, il a obtenu la pleine confiance de ses hommes, inspirés par sa bravoure, son sang-froid et son leadership.

Aucune autre attaque majeure n'a eu lieu dans le secteur. La contre-attaque de Major a mis fin à ce que Charly Forbes appelle la bataille épique de la colline 355. Les Chinois ont raté leur objectif et, le 27 novembre, un accord est conclu pour tenter d'établir une frontière à partir des positions du moment.

Tout au long de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Corée, l'Armée canadienne a acquis la réputation d'une force résistante et efficace, composée de citoyens ordinaires qui ont répondu à l'appel de la patrie. Léo Major, en méritant la DCM avec agrafe, a été reconnu comme un exemple du genre d'homme qui a fait cette réputation. L'un de ses anciens officiers le résume très bien : « Quel genre de soldat était Léo? Il était inflexible... un homme d'action... toujours prêt à accomplir avec courage et détermination n'importe quelle tâche qui lui était assignée[7]. »

Réflexion personnelle...

Léo Major au sujet de la libération de la ville de Zwolle

> Durant la nuit où la Zwolle a été libérée, je ne ressentais aucune émotion particulière puisque, comme à mon habitude durant une patrouille ou un raid, j'avais fait le vide dans mon esprit. C'était pour moi la seule façon de combattre la peur et de ne penser à rien d'autre qu'à la victoire. Du jour J, le 6 juin 1944, à mon dernier raid en Corée, cette attitude ne m'a jamais quitté. Survivre à tant de jours de guerre sans perdre l'esprit…
>
> Le 13 avril, tôt en soirée, il y a eu un rassemblement. Le Colonel Tacherau Gus, qui devint un de mes amis, était aux côtés du commandant de brigade. Ils étaient à la recherche de deux volontaires qui tenteraient d'atteindre les abords de la ville de Zwolle, pour ensuite y pénétrer et obtenir le plus d'informations possible de la part des habitants au sujet de la force ennemie. Ils avaient également ajouté que les chances de revenir d'une telle mission étaient, somme toute, assez minces. Tout le long qu'il parlait, le commandant me fixait du regard. Lorsque j'ai constaté que personne n'osait se porter volontaire, j'ai répondu au colonel que j'irais. Willy, qui était un très bon ami à moi, ne pouvait pas me laisser partir seul, alors il s'est également proposé. Tous les autres étaient tristes de nous voir partir puisque, à leurs yeux, nous foncions tout droit vers la mort. C'est à ce moment que je leur ai dit : « Les gars, ne vous en faites pas, nous allons libérer la ville ».

Nous avons débuté la patrouille à 21 h 30 le 13 avril. Nous avons d'abord aperçu un avant-poste sur le bord de la route. Nous avons été capables de prendre les Allemands par surprise en arrivant par derrière, mais le bruit de nos mitraillettes s'est mis à nous préoccuper lorsque nous avons vu, peu de temps après, deux Allemands courir rapidement en direction de la ville. À 22 h 30, nous sommes parvenus à la dernière ferme juste avant d'atteindre la périphérie. C'est à cet endroit que nous avons rencontré Hendrick et son épouse qui se cachaient dans la cave. Au départ, ils avaient très peur de nous, mais ils ont vite compris que nous n'étions pas des Allemands. Ils ont été les derniers à voir mon ami vivant. Nous avons essayé de leur soutirer des informations en leur parlant en anglais, en français ou avec des signes, mais en vain. Ils étaient aussi très nerveux et effrayés, j'imagine. À la tombée de la nuit, au moment où nous nous apprêtions à quitter la ferme, j'ai remarqué à quel point les mains de Willy tremblaient. C'était un signe d'épuisement au combat. Je lui ai donc dit de m'attendre là s'il ne se sentait pas assez en forme, que j'irais seul dans la ville. C'était peine perdue, il voulait qu'on reste ensemble jusqu'à la fin. J'étais loin de me douter que je venais d'entendre ses dernières paroles. Peu de temps après 23 h, j'ai franchi le chemin de fer pour aller m'étendre le long d'une route à proximité. Willy a tenté de faire la même chose, mais son sac de grenades a fait un peu de bruit, et les Allemands qui l'avaient entendu ont visé juste. J'ai tout de suite su qu'il était mort. J'étais furieux contre les Allemands, mais aussi contre moi-même d'avoir accepté qu'il vienne. J'ai toujours eu de la peine d'avoir commis une telle erreur à ce moment-là.

En quelques secondes, je me suis débarrassé des soldats responsables de sa mort. Après, je n'avais qu'une idée en tête : libérer la ville de Zwolle, peu importe ce qui m'attendait. Que je sois confronté à un millier d'Allemands ou à une poignée d'entre eux seulement, ça n'avait pas d'importance. Mon cœur battait la chamade, mais j'étais plein d'énergie. Je suis retourné auprès de Willy pour ramasser sa mitraillette et ses grenades. Ensuite, je me suis assis dans un parc pour réfléchir à comment je pourrais libérer une ville d'une telle taille. Si seulement je pouvais entrer en contact avec la résistance, ce serait beaucoup plus facile. Mais je savais que c'était impossible dans une grande ville. Aucun civil n'avait le droit de se promener dans les rues le soir puisque la force d'occupation avait instauré un long couvre-feu, c'est évident. Donc, les seules personnes que je pourrais croiser sont des Allemands. Alors, la chose la plus facile à faire serait de contourner la ville et de me rendre à chaque avant-poste ou poste de défense situé sur une route qui mène directement à la ville avec l'espoir de trouver une façon de surprendre les militaires et de leur faire savoir que l'attaque est imminente. Il faut qu'ils restent sur le qui-vive et qu'ils comprennent que bon nombre de soldats alliés attaqueront Zwolle.

Avant de quitter pour la patrouille, le Colonel m'avait promis qu'il enverrait toutes ses compagnies de combat occuper les terres agricoles en périphérie à 1 h le 14 avril. J'ai donc décidé d'attendre à ce moment-là pour ne pas être pris avec des prisonniers et ne pas savoir quoi faire avec eux, étant donné que je ne suis pas un meurtrier. La situation était très différente en Normandie où l'on ne faisait pas de prisonniers. Après tout, l'ennemi faisait partie des SS. Comme j'étais déjà à l'intérieur de la ville, j'ai décidé de trouver refuge dans une maison pour étudier davantage la carte de l'endroit que j'avais dans mon manteau. J'ai cogné à la porte arrière de plusieurs maisons, mais personne n'osait m'ouvrir. J'imagine que les gens avaient trop peur. J'avais un bandage protecteur sur mon œil gauche et vêtu de mon manteau à motif de camouflage, je pouvais facilement passer pour un vrai nazi. Par conséquent, étant donné que je n'étais pas le bienvenu nulle part, j'ai dû m'introduire de force. Les occupants, un jeune couple dans la trentaine et ses tout-petits, se sont réfugiés dans une chambre, complètement terrorisés. Sans hésiter, j'ai enlevé mon manteau pour leur montrer qui j'étais. Ils ont vu le drapeau du Canada. Ces insignes d'épaule avaient un effet magique. Lorsque je les ai vus sourire, je savais que je venais de me faire de nouveaux amis.

Après avoir étudié la carte de la ville, j'ai quitté la maison pour mettre au point mon plan pour vaincre l'ennemi. Mon premier affrontement a eu lieu alors que j'avançais prudemment sur une route menant à l'extérieur de la ville et que j'ai finalement aperçu une position ennemie. Comme toujours, mon œil droit perçait l'horizon. J'étais spécialiste des techniques de combat de nuit. Des soldats étaient en train de charger une mitraillette dans une tranchée. Je les ai surpris par derrière. En un éclair, j'ai lancé trois grenades et tiré avec ma mitraillette. J'ai fait dix prisonniers que j'ai transférés à une de nos compagnies de tête.

Je suis revenu par le même chemin avec l'intention de fouiller tous les racoins de Zwolle. Il était encore tôt ce soir-là lorsque j'ai capturé douze isolés dans une rue. Deux explosions, quelques tirs et beaucoup de bruit plus tard, j'atteignais mon objectif. Sur les douze personnes, trois étaient des civils. Encore une fois, je suis retourné sur mes pas pour les transférer à une autre de nos compagnies de combat, puis je suis revenu dans la ville et j'ai procédé de la même façon, une rue à la fois. À quatre reprises, j'ai dû m'introduire de force dans une maison. Chaque fois c'était la même histoire. Les gens avaient peur au début, mais dès qu'ils comprenaient qui j'étais, je savais que je venais de me faire des amis pour la vie. Je faisais ça uniquement pour me reposer et refaire le plein d'énergie. Je me souviens que je ne suis jamais resté plus que quelques minutes dans chacune des maisons. Et ensuite, je recommençais à patrouiller dans les rues.

L'église et la rivière me servaient de points de repère et je parvenais à sortir de la ville et à y revenir facilement sans me perdre. Sur une route à proximité de la rivière, j'ai arrêté le dernier groupe d'isolés que j'ai transféré à un avant-poste très proche du passage à niveau. Sur le chemin du retour, j'ai rencontré Frits Kuipers, un policier de grande taille, et deux autres hommes. Son épouse, qui parlait assez bien anglais et un peu français, m'a informé que les hommes faisaient partie de la résistance.

J'étais tellement heureux d'entendre cela. Rapidement, je leur ai donné des armes puisqu'ils n'en avaient pas. Je leur ai annoncé que leur ville, Zwolle, était complètement libérée des Allemands et que j'étais bien placé pour le savoir puisque tout le bruit, c'était moi qui l'avais fait. C'était probablement même cela qui les avait poussés à franchir la rivière. Je leur ai demandé de me suivre à l'intérieur de la ville et de m'aider à inciter les gens à sortir de leur maison, ou du moins à leur faire comprendre qu'ils étaient redevenus libres. En peu de temps, j'étais entouré d'une foule grouillante. Ensuite, j'ai rencontré le maire et des dirigeants de la ville. Avec l'aide de quatre Néerlandais, j'ai ramené le corps de Willy au Colonel Tacherau dans une voiture d'état-major des forces allemandes. Je lui ai dit qu'il pouvait maintenant faire défiler l'unité dans la ville, qui était maintenant complètement libérée. Étant donné qu'il devait attendre l'ordre de mouvement du niveau supérieur, il n'avait pas l'autorité de le faire. Bon nombre de soldats se sont mis à pleurer et pour la premières fois durant la guerre, j'ai versé des larmes aussi. Je suis retourné seul dans la ville et, une heure plus tard, la brigade a fait son entrée pour venir célébrer.

Traduction d'un extrait tiré de l'ouvrage Back Door to War: A Personal Diary, un manuscrit non publié de Hugh D. McVicar.

Au sujet de l'auteur...

T. Robert Fowler vit à Ottawa. Il est l'auteur de Valour in the Victory Campaign: The 3rd Canadian Infantry Division Gallantry Decorations, 1945, 1995.

Notes

1. John Blatherwick. Canadian Army Honours Decorations -Medals 1902-1968, New Westminster, FJB Publications, 1993, p. 2.
2. John Gardam. Korea Volunteer, Burnstown, General Store Publishing House, 1994, p. 47.
3. Correspondence from Lieutenant-Colonel J. Charles Forbes (ret'd), janvier 1996.
4. War Diary, Royal 22e Régiment, Commander's Conference, Archives nationales du Canada, RG 24, vol. 18357, 19 novembre 1951.
5. Charly Forbes. Fantassin : pour mon pays, la gloire et — des prunes, Sillery (Québec), Les Éditions du Septentrion, 1994, p. 315.
6. War Diary, 25 Canadian Infantry Brigade, NAC RG 24, vol. 18240, 25 novembre 1951.
7. Correspondence from Lieutenant-Colonel O. Plouffe (ret'd), février 1966.

NOTE AU DOSSIER — « FONCER MALGRÉ LES OBSTACLES » : L'EXPÉRIENCE D'UN OFFICIER ÉTRANGER DU COURS SUR LES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE DE TERRE

Major Mark Dillon TD

« Espèce de veinard », me dit mon collègue mécontent en regardant à travers les branches dénudées et trempées d'un bois à Aldershot, un matin gris de l'hiver dernier. « Je verrai le soleil se coucher sur les toits de Swindon, tandis que tu auras une vue du lac Ontario! »

Nous venions tout juste d'être choisis pour suivre le Cours de commandement et d'état-major de l'Armée territoriale, le *Territorial Army Command and Staff Course (TACSC)*, pendant l'été 2008. Il y a seulement 45 places dans ce cours annuel et chacune est l'objet d'une vive compétition. Toutefois, chaque année, jusqu'à sept candidats sont choisis pour suivre des cours équivalents de l'Armée française et de l'Armée canadienne. À mon grand plaisir, on m'avait offert une place dans le Cours sur les opérations de l'Armée de terre de la Première réserve donné au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC). Le destin m'appelait donc outre-Atlantique. C'était manifestement un bon présage puisque 2008 était l'année du centenaire de la création du COAT, de l'Armée territoriale et de ma propre formation, la *145 (South) Brigade*.

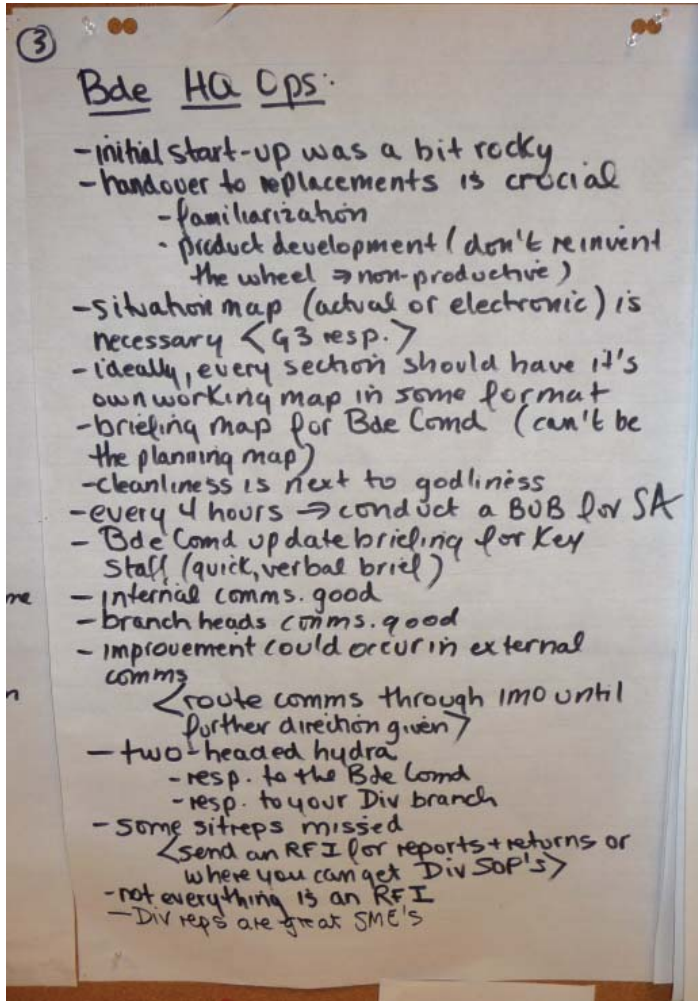
Le *TACSC* est le dernier volet des quatre constituant le programme d'instruction d'état-major de l'Armée territoriale du Royaume-Uni (UK TA) et un préalable pour la promotion au grade de lieutenant-colonel au sein de la l'Armée britannique. Voici les volets de ce programme :

> ***Volet 1 :*** **Military Knowledge 1 (MK1)** *(Connaissances militaires — niveau élémentaire). Le MK1 est un programme modulaire de téléapprentissage. Il vise à transmettre les connaissances militaires fondamentales nécessaires aux capitaines subalternes (junior captain) sous la forme d'environ 27 heures d'étude. Il incombe aux unités d'encadrer les stagiaires tout au long du cours et ces derniers sont soumis à une évaluation à la fin du cours. Sa réussite est un préalable à la promotion au grade effectif de capitaine.*
>
> ***Volet 2 : Junior Officers Tactics Course (JOTAC)****. (Cours de tactique des officiers subalternes). Ce volet vise à préparer les officiers au grade de capitaine subalterne (junior captain) en les sensibilisant aux opérations interarmes. Il est conçu de manière à réunir des officiers de l'Armée territoriale et de l'Armée régulière. Ces derniers complètent le cours en trois semaines, tandis que les officiers de l'Armée territoriale intègrent le cours à la fin de la première semaine, les première et deuxième fins de semaine du cours servant au rattrapage, le cas échéant.*

Volet 3a : *Junior Staff Course (TA) (JSC(TA))* (Cours élémentaire d'état-major). La première partie du volet 3 sert à enseigner à l'officier de l'Armée territoriale les connaissances nécessaires sur les procédures d'état-major pertinentes pour être en mesure de remplir, sous supervision, les fonctions d'un officier d'état-major au niveau d'un capitaine supérieur (senior captain). La structure du JSC(TA) est celle d'un simple cours en résidence de neuf jours.

Volet 3b : *Military Knowledge 2 (MK2)* (Connaissances militaires — niveau avancé). Ce volet sert à transmettre d'autres connaissances militaires fondamentales aux capitaines supérieurs (senior captain) et aux majors subalternes (junior major). Le MK2 est un programme modulaire de téléapprentissage pour les capitaines au grade effectif (substantive captain) qui n'ont pas suivi le JSC(TA). Le MK2 exige environ 50 heures d'étude. Il est prévu qu'il remplace le JSC(TA).

Volet 4 : *TA Command and Staff Course (TACSC)* (Cours de commandement et d'état-major de l'Armée territoriale). Le TACSC sert à perfectionner les connaissances professionnelles et la compréhension d'officiers choisis de l'Armée territoriale pour leur permettre d'occuper des postes de commandement et



Notes au dossier pour améliorer les opérations de QG

d'état-major au sein de leur unité, essentiellement ceux d'officiers d'état-major de niveau 1. Le TACSC comporte deux périodes d'instruction centralisée pendant la fin de semaine, un bloc de téléapprentissage, un cours centralisé de deux semaines et une partie pratique en campagne se déroulant de mai à septembre.

Toutefois, le programme du TACSC comporte aussi les options suivantes :

Formation d'officier d'état-major à l'étranger

Canada. Les officiers de l'Armée territoriale peuvent suivre deux cours au Canada :

- Cours de commandement et d'état-major interarmées pour la Réserve. Deux places sont normalement offertes aux membres de la Royal Navy Reserve (RNR), de la Territorial Army (TA) et de la Royal Auxiliary Air Force (RAuxAF).

- Cours sur les opérations de l'Armée de terre de la Première réserve. Quatre places sont normalement offertes aux membres des trois services.

Cours d'état-major des officiers de réserve de l'Armée française (ESORSEM). L' « École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major » (ESORSEM) prépare les officiers de réserve de l'Armée française à occuper des postes d'état-major au sein de quartiers généraux et d'organisations militaires, tant en France que dans des opérations. Le cours a lieu chaque année en août à l'École militaire de Paris et réserve chaque fois une place à l'Armée britannique sur la base d'une réciprocité.

Équivalence du TACSC. Un officier qui réussit le COA P Rés ou le CCEMIR canadiens ou encore le cours de l'ESORSEM française est considéré comme ayant réussi le TACSC pour se qualifier en vue d'une promotion.

Sélection. La sélection des candidats (pour le TACSC ou les cours à l'étranger) est fondée sur le mérite. C'est le comité qui choisi ceux qui iront à l'étranger pour garantir que seuls des représentants de grande qualité sont envoyés suivre ces cours d'état-major prestigieux et exigeants.

Au Canada, les Cours sur les opérations de l'Armée de terre de la Première Réserve et de la Force régulière sont en tous points identiques, à l'exception de la façon dont ils sont donnés. Les officiers de la Force régulière sont affectés au CCEFTC et remplissent la trousse d'étude personnelle avant de suivre le cours de 15 semaines au Collège. Les officiers de la Première réserve assimilent la même matière et subissent les mêmes examens, mais à temps partiel pendant une période de près d'un an. Si les officiers de la Force régulière canadienne suivent la classe dirigée 1 sous la forme d'un téléapprentissage et les classes dirigées 2 et 3 sous celle de cours en résidence, ceux de la Première réserve suivent les classes dirigées 1 et 2 par un mélange de téléapprentissage et de cours sur place et la classe dirigée 3 en résidence. Tant les officiers de la Force régulière que ceux de la Première réserve doivent participer à l'Ex FINAL DRIVE avant d'obtenir le diplôme du cours.

Les réservistes étrangers ne participent pas aux classes dirigées 1 ou 2. Je suis donc arrivé au Fort Frontenac à 18 heures, le mardi précédant le début de la classe dirigée 3. C'était une fin de journée magnifique, illuminée par un soleil brillant qui miroitait dans les milliers de petites vagues de la rivière Cataraqui. La silhouette du Collège militaire royal se profilait parfaitement à l'horizon, sur l'autre rive. Ma première impression a été la facilité avec laquelle je suis entré dans la caserne. Le taxi que j'avais pris à l'aéroport de la ville a simplement franchi l'arche et s'est arrêté à destination. Il n'y avait aucune barrière ni garde armé pour vérifier l'identité des visiteurs. J'en ai été immédiatement intrigué, étant moi-même un officier de la police militaire, et j'ai abordé le sujet de la sécurité et des menaces potentielles plusieurs fois pendant des conversations avec des membres du cours durant les semaines suivantes. Le résultat de ces conversations, toutefois, relève plutôt d'un autre forum.

Les trois journées suivantes ont été consacrées à l'initiation des huit stagiaires étrangers — quatre Britanniques, deux Français, un Néo-Zélandais et un marine américain — répartis également entre les huit groupes d'étude totalisant quatre-vingts stagiaires. Le reste du Fort étant vide pendant cette période de l'année, mes sept compagnons et moi nous nous sommes mis à la tâche d'étudier et de passer à travers les ordres de bataille (ORBATS) des forces canadiennes et ennemies que nous devrions utiliser pour reconnaître ensuite la localité. Ces quelques jours ont été très agréables, quoique j'aie trouvé plutôt bizarre d'évaluer des éléments clés de l'arsenal de l'Armée britannique — l'obusier automoteur AS90 et le VBC Warrior — comme des éléments de la puissance de combat de l'ennemi, tandis que nous devions nous familiariser avec les Leopard, VBL et VULR jouant le rôle de véhicules amis.

L'auteur en plein travail pendant l'Ex FINAL DRIVE

Ça a été par conséquent, un changement majeur d'entrer dans une salle à manger pleine à craquer au petit déjeuner, le samedi de la première des deux semaines de cours, alors que nous l'avions eue à nous tous seuls pendant quelques jours. Soudainement, notre collègue du USMC dans sa tenue de combat au camouflage pixélisé n'était plus en minorité. Notre tenue *Combat 95* semblait bizarrement démodée à côté du DcamC, bien que nos différents écussons régimentaires, tactiques et de corps ajoutent de la couleur.

La première semaine de la classe dirigée 3 a mis l'accent sur la maîtrise du processus de planification opérationnelle (PPO). Il existe un parallèle évident avec la méthode des « 7 questions » que privilégie l'Armée britannique. Par le biais d'exposés couvrant une leçon entière et de travail en groupe, nos deux instructeurs nous ont présenté différents déroulements du PPO au niveau de la brigade, l'intensité et la vitesse augmentant chaque fois. C'était à cette étape que les stagiaires étrangers avaient le plus de rattrapage à faire pour assimiler un processus complexe et l'utiliser sur un terrain peu familier contre des forces peu familières, dotés d'un matériel mal connu. Pendant ce temps, nos collègues canadiens poursuivaient des opérations contre l'ennemi et sur le terrain qu'ils fréquentaient depuis neuf mois, pendant les classes dirigées 1 et 2 de leur formation d'état-major. Inutile de préciser qu'ils étaient plus à l'aise dans ces tâches. Nous sentions tous le poids du

regard insistant de nos instructeurs. Je me dis qu'une certaine forme de téléapprentissage pour les stagiaires étrangers avant le cours leur permettrait peut-être de se concentrer sur l'apprentissage du PPO plutôt que de chercher le radar d'acquisition *Rice Bag* dans l'ordre de marche *lemgoïen*. Cependant, la patience et l'esprit de collaboration du soldat canadien se sont manifestés au plus haut niveau et, au début de la phase du XPC à la fin de la semaine, nous étions tous *primus inter pares.*

Au Royaume-Uni, rendus à ce stade, les stagiaires se rassemblent pour deux blocs de fin de semaine prolongée, suivis de la première semaine du cours principal pendant laquelle les principes de guerre, les fonctions au combat et la gamme des opérations sont étudiés en profondeur et mis en pratique dans le cadre d'une série d'exercices sur carte, d'abord au niveau du bataillon, ensuite à celui de la brigade. Des travaux individuels sont produits et remis, et des travaux de groupe sont présentés et évalués. La deuxième semaine, l'accent est mis, comme au Canada, sur la phase de l'exercice de poste de commandement (XPC).

La deuxième semaine du COAT P Rés entraîne un changement de décor, étant donné que le cours se transporte quotidiennement à la Direction des environnements synthétiques de l'Armée de terre pour y mener l'exercice FINAL DRIVE. Ce bloc de sept jours met l'accent sur la mise en œuvre du PPO au niveau de la brigade dans un environnement virtuel réaliste avec une fonction HICON-LOCON disposant de beaucoup de ressources et d'expérience. Au départ, les huit groupes ont été réunis pour n'en former que quatre, ce qui permettait aux vingt postes d'état-major de brigade d'être assumés au sein de chacun des nouveaux quartiers généraux de brigade. Au fil de l'exercice, d'autres regroupements ont été effectués jusqu'à ce qu'il y ait seulement trois quartiers généraux de brigade et plusieurs groupements tactiques. L'ajout de spécialistes à cette étape, comme un officier d'état-major de l'aviation tactique (G3), augmente le réalisme et l'occasion pour les stagiaires de s'exercer dans un environnement en temps réel.

Comme dans la phase précédente, les stagiaires changeaient de postes chaque fois que le PPO était sur le point de prendre fin et les listes des rôles des stagiaires étaient impatiemment attendues pour apprendre où se situait, dans la gamme des postes du G1 au G9, le prochain défi. La cadence du processus et le rythme du combat augmentaient proportionnellement et la tension était palpable tandis qu'approchait l'heure H de l'Op VIBRANT. Les bribes d'information glanées en épiant les autres groupes provoquaient d'inévitables comparaisons : « Ils sont allés *là*. Mais pourquoi…? Qu'est-ce qu'ils ont fait avec les ressources aériennes…? Ont-ils subi des pertes…? » etc.

Tout ce temps, les instructeurs étaient présents avec leur bloc-notes bleu omniprésent, prenant des notes sur chaque stagiaire. Périodiquement, ils apparaissaient *en masse*[1] aux briefings, représentant l'état-major de la division avec à sa tête le commandant du Collège. C'était un lieu de travail dynamique où le temps faisait toujours défaut — on ne pouvait s'arrêter. Il fallait continuer de *foncer malgré les obstacles*, selon l'expression de l'un des instructeurs. Le dernier briefing de décision de notre groupe illustre la chose de façon très imagée : alors que j'étais sur le point de lancer l'opération, on m'a fait passer un bout de papier avec ces mots gribouillés à la hâte : « *chaussée identifiée à l'intérieur du pont* ». Cela a modifié complètement notre objectif principal. Euh, bon…

Une opération offensive et une opération de contingence plus tard, nous avions terminé les phases du PPO et de l'XPC. Il ne restait plus que quelques mises à jour opérationnelles provenant de Kandahar et d'autres briefings sur la lutte antiterroriste. Rendus là, nos collègues britanniques se lancent dans des opérations interarmées, franchissant peut-être une étape supplémentaire. Mais, une fois de plus, ils n'ont pas le lac Ontario comme décor en sirotant une bière. Une journée consacrée au débriefing, aux photographies, à faire nos valises et, pour terminer, un excellent dîner régimentaire. Ça a été génial! La fanfare avait même appris la marche de mon régiment.

Toute l'expérience a été remise en contexte par le commandant qui, dans son allocution marquant la fin du cours, fit remarquer qu'en réussissant le COAT P Rés, chaque stagiaire avait non seulement démontré sa capacité à fonctionner au sein d'un quartier général de formation, mais qu'il était à toutes fins pratiques certain que cette expérience serait utilisée réellement dans un théâtre d'opération.

Ayant eu le privilège d'apprendre avec l'Armée canadienne, je n'hésiterais pas à opérer à vos côtés à l'avenir. Je souhaite juste qu'il y ait un Timmy Horton à proximité (ce qui semble être le cas).

Note

1. N.d.t. En français dans le texte.

LE PROJET DES PERSPECTIVES SUR LE TERRORISME

STOUT, Mark E., Jessica M. HUCKABEY, John R. SCHINDLER et Jim LACEY.
Annapolis, MD: Naval Institute Press, 2008.

Mme Nancy Teeple

Pour que les initiatives de lutte contre le terrorisme (LT) puissent porter leurs fruits, il faut comprendre les motifs, les attitudes et les méthodes qui poussent les organisations terroristes à l'action. Al-Qaïda et ses groupes apparentés suivent une idéologie, une doctrine et une méthodologie qui permettent de se faire une idée générale de leurs objectifs stratégiques et opérationnels, comme en témoignent un certain nombre de récits et d'essais pris à l'ennemi qui ont été rédigés par des dirigeants intellectuels de divers mouvements djihadistes. Ces documents primordiaux permettent aux spécialistes de la LT de se faire une idée directe de la façon dont les partisans du djihad perçoivent le conflit avec l'Occident (à savoir les États-Unis et leurs alliés), en plus de fournir un modèle de la façon dont les djihadistes islamistes mènent leurs opérations contre l'ennemi. L'analyse stratégique de ces documents exceptionnels fournit aux spécialistes de la LT les outils nécessaires pour prévoir et prévenir les activités terroristes et dépister les dirigeants à la tête des opérations du mouvement.

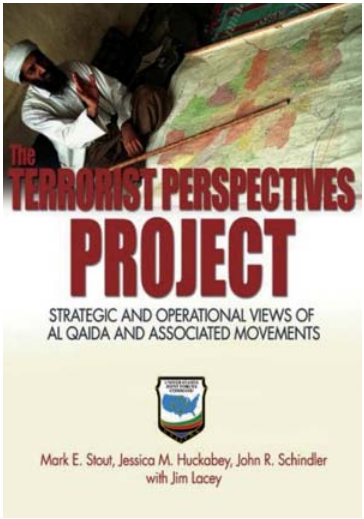
Cet essai critique porte sur trois ouvrages qui sont des sources complémentaires d'information sur le Salafisme djihadiste[1]. Ces ouvrages regroupent les conclusions du Projet des perspectives sur le terrorisme (PPT) mené par l'Institute for Defense Analyses (IDA) et la Joint Advanced Warfighting Division (JAWD) sous l'égide du Joint Center for Operational Analysis et du Joint Forces Command des États-Unis. L'objet du PPT est de sensibiliser les milieux politiques aux réflexions stratégiques d'Al-Qaïda et des groupes apparentés (AQAM) en leur apprenant à connaître l'ennemi « comme il se connaît lui-même en des termes qu'il reconnaîtrait »[2].

Il est souhaitable de livre ces ouvrages dans l'ordre où ils sont présentés ci-après, étant donné que le premier expose les points de vue stratégiques et opérationnels du mouvement, que le deuxième est un recueil d'écrits djihadistes de dix penseurs terroristes et que le troisième expose un manifeste du djihad islamiste rédigé par l'un des écrivains les plus prolifiques présentés dans le deuxième livre. En exposant le point de vue des membres du mouvement, ces volumes permettent de comprendre l'idéologie salafiste inspirée du *wahhabisme* qui alimente l'activité des djihadistes et son objectif suprême, soit le rétablissement du califat islamique. Des citations et des références d'illustres membres du mouvement émaillent l'ensemble des textes, notamment Sayyid Qutb, Abdullah, Azzam, Oussama ben Laden, Abou Moussaab Zarqaoui et Ayman al-Zawahiri, parmi d'autres.

THE TERRORIST PERSPECTIVES PROJECT : STRATEGIC AND OPERATIONAL VIEWS OF AL-QAÏDA AND ASSOCIATED MOVEMENTS

STOUT, Mark E., Jessica M. HUCKABEY, John R. SCHINDLER et Jim LACEY.
Annapolis, MD: Naval Institute Press, 2008.

Réalisé par l'Institute of Defense pour le Joint Forces Command des États-Unis, ce projet de recherche analyse les écrits de terroristes, aussi bien des dirigeants que de simples soldats, pour promouvoir des mesures de lutte plus efficaces contre l'ennemi. Ce texte est le fruit d'une collaboration entre les personnes suivantes : Mark Stout, chercheur à l'IDA, qui a servi au département de la Défense, au département d'État et à la CIA (moyennant les contributions de la JAWD); Jessica Huckabey, chercheuse à l'IDA, agente d'information à la Navy Reserve; John Schindler, qui n'a pas seulement servi à la National Security Agency (NSA) comme analyste du renseignement et agent de lutte contre le terrorisme, mais a



aussi abondamment publié sur le terrorisme et est actuellement professeur d'études de sécurité nationale au Naval War College des États-Unis; Jim Lacey, analyste à l'IDA, ancien officier d'infanterie de l'Armée américaine et journaliste à la revue *Time*.

Le PPT décrit les leçons qui ont façonné la stratégie d'AQAM et sa conduite dans la guerre mondiale contre le terrorisme, à l'intention des responsables des politiques civiles et militaires des États-Unis et des professeurs qui enseignent dans les écoles militaires professionnelles. Cette étude est une source d'information précieuse pour le milieu du renseignement qui s'efforce de comprendre et de désorganiser les opérations d'AQAM. Le principe sur lequel repose cette étude suit la philosophie de Sun Tzu, qui est « Connais ton ennemi »[3].

Ce livre mentionne deux grandes sources de données qui contribuent à faire connaître l'ennemi, à savoir les documents pris à l'ennemi (découverts dans les camps d'entraînement et les installations secrètes d'Al-Qaïda en Afghanistan, ainsi qu'à la base d'Abou Moussaab al-Zarqaoui en Irak) et les documents de sources ouvertes, qui traitent d'objectifs tactiques et de matériel de guerre, en plus de la stratégie, de la philosophie politique, des fondements théologiques et de la méthodologie de conduite du djihad. Fait intéressant, les auteurs affirment avoir craint au départ que les documents de sources ouvertes soient indignes de confiance, qu'ils aient pu servir d'éventuelles sources de désinformation visant à induire en erreur les analystes de la LT. Ils en viennent néanmoins à la conclusion que les tentatives visant à induire en erreur les analystes « infidèles » risqueraient également d'induire en erreur les propres membres du mouvement et les futures recrues du djihad. C'est pourquoi les experts pensent ne pas se tromper en affirmant que les documents de sources ouvertes représentent pour l'essentiel une source fiable d'informations doctrinales.

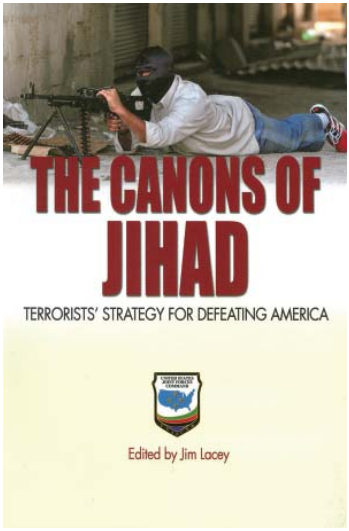
Les auteurs proposent un cadre logique qui évalue différents paramètres du mouvement parallèlement à d'autres points de vue émanant des médias étrangers (comme al-Jazeera), des djihadistes, des islamistes modérés, de la population musulmane en général — dont une bonne partie s'oppose avec véhémence au Salafisme djihadiste — et des dirigeants politiques (c.-à-d. les régimes « apostats » qui collaborent avec les envahisseurs-croisés occidentaux et sionistes), en évoquant le contexte culturel dans lequel cette mouvance a pris naissance. Ces points de vue sont souvent passés sous silence dans les services de renseignement traditionnels et les analyses stratégiques, ce qui s'explique sans doute par l'inaccessibilité de ces textes auparavant.

Le livre propose une solide évaluation structurée de divers éléments du mouvement djihadiste dans laquelle chaque chapitre se termine par un résumé concis des principaux éléments abordés et présente le chapitre suivant, fondé sur l'analyse précédente. Chaque chapitre est précédé d'une ou plusieurs citations de djihadistes ou d'experts de la LT, ce qui enrichit fort à-propos le sujet présenté dans le chapitre, et ces citations sont souvent analysées plus en profondeur dans le corps du chapitre. De nombreux chapitres comportent des cadres d'informations visant à éclaircir certains concepts étrangers, comme le *wahhabisme* ou la *dawah*, ou à fournir une analyse en aparté qui ajoute de la valeur au thème des opérations, des attitudes et des points de vue des terroristes. Ce projet contient de multiples renvois sous forme de notes en fin de chapitre, lesquels précisent les sources d'information et d'autres perspectives sur le débat qui ne figurent pas dans le texte principal. On trouvera également à l'endos un glossaire et un index qui permettront au lecteur de mieux comprendre et cerner certains concepts étrangers. Le texte contient par ailleurs de nombreux exemples visuels, comme des schémas, des photos de propagande et des documents recueillis dans les médias de recrutement d'AQAM. Fait à noter, l'analyse contient une rubrique de leçons retenues visant à montrer de quelle façon AQAM s'adapte

à l'environnement de sécurité mondial et elle se termine par des idées sur l'établissement d'une politique pour contrecarrer cette menace.

THE CANONS OF DJIHAD : TERRORISTS' STRATEGY FOR DEFEATING AMERICA

LACEY Jim, éd. Annapolis, MD : Naval Institute Press, 2008.



Lacey suggère que la meilleure façon de comprendre les djihadistes est d'analyser ce qu'ils se disent les uns aux autres, de saisir le fond de leurs croyances et d'éviter le piège courant de l'image-miroir qui prévaut dans une bonne part de l'analyse du renseignement. Ce volume se compose d'écrits d'intellectuels du Salafisme djihadiste. Dans son introduction, Lacey donne une brève explication du contenu de chaque échantillon afin d'éclaircir certains textes mal construits et difficiles à lire. La prose a été revue et corrigée pour en faciliter la compréhension. Pour ce qui est du contenu, Lacey mentionne deux thèmes distincts encore qu'apparentés : l'un se rapporte à « l'ennemi proche », qui représente les gouvernements du Moyen-Orient, perçus par les djihadistes comme injustes et apostats; et l'autre, à « l'ennemi lointain », qui représente l'appui apporté par les États-Unis à ces gouvernements apostats. L'objectif des djihadistes est donc d'éliminer les États-Unis pour supprimer les gouvernements apostats. L'aboutissement serait le rétablissement du califat et de l'islam authentique en terre d'islam.

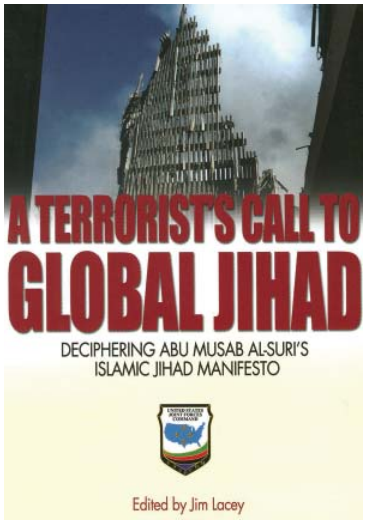
Chaque chapitre qui suit la préface propose un échantillon d'écrits de certains des dirigeants les plus prolifiques du mouvement djihadiste mondial. Par exemple, le chapitre 1 présente la déclaration de djihad d'Oussama ben Laden contre les États-Unis qui date de trois ans avant les attentats du 11 septembre. Le chapitre 7 décrit l'appel lancé par le cheik Abdullah Youssouf Azzam pour adhérer au mouvement islamiste militant. La plupart des chapitres comportent une brève biographie de l'auteur pour que le lecteur puisse se faire une idée de ses antécédents avant de lire l'essai.

Il est bon de savoir que ces textes tiennent lieu de guides d'instructions et d'explications des motifs et des opérations d'AQAM — notamment de la raison pour laquelle le mouvement s'oppose à l'Occident — de ses jeux politiques, du concept et de la stratégie de guerre selon le Coran et d'un plan d'action et de mouvement. Ces auteurs sont férus des théories de la guerre et ils fournissent des précisions sur les tactiques de guérilla et de résistance attribuées à Mao. Ils comprennent la valeur des opérations d'information, en particulier les opérations psychologiques, et la nécessité de recueillir des renseignements qui ont de l'effet. Leur stratégie pour gagner le cœur et l'esprit, non seulement de la communauté musulmane, mais aussi des non-musulmans qui s'opposent à la lutte de l'Occident contre le terrorisme et à la campagne de contre-insurrection au Moyen-Orient, est lourdement tributaire de facteurs psychologiques. Le style d'écriture des propagandistes djihadistes démontre une manipulation flagrante des faits dans le but d'influencer la perception des événements par le lecteur. Par exemple, al-Suri minimise la contribution et l'influence des États-Unis dans la guerre contre les soviétiques en Afghanistan dans les années 1980, en déformant les faits pour décrire la participation des États-Unis plus comme un obstacle que comme l'action d'un précieux allié. Un thème qui revient fréquemment dans ces textes est la confiance chez les djihadistes qu'ils finiront par gagner leur combat contre l'Occident, non seulement parce que les *mudjahiddin* ont réussi à vaincre les soviétiques en Afghanistan, mais également parce que Dieu cautionne leur guerre sainte.

Toutefois, l'auteur du présent essai critique est d'avis que ces intellectuels n'ont sans doute jamais songé que certains thèmes risquent d'avoir un effet fâcheux sur leurs lecteurs moins impressionnables. Certaines thèses perdent de leur crédibilité car elles semblent contredire d'autres opinions exprimées dans le texte, par exemple cette thèse selon laquelle une guerre violente cautionnée par Dieu doit être livrée par tous les musulmans, alors qu'elle cherche à gagner à sa cause la *Ummah* (c.-à-d. la communauté musulmane mondiale) tout en faisant preuve d'une tolérance nulle à l'égard des musulmans modérés. En revanche, le Brigadier-général S.K. Malik, qui traite de manière convaincante et bien informée du concept de guerre selon le Coran, affirme que l'humanitarisme est au cœur même de la façon dont l'Islam aborde la guerre, et milite contre la torture et le massacre des ennemis et des otages. Ainsi, même s'il y a des contradictions dans certains textes, il semble que les terroristes (ou les *mudjahiddin* ennemis) suivent en fait un code de déontologie dans leur façon de faire la guerre.

A TERRORIST'S CALL TO GLOBAL JIHAD : DECIPHERING ABU MUSAB AL-SURI'S ISLAMIC JIHAD MANIFESTO

LACEY, Jim, éd. Annapolis, MD : Naval Institute Press, 2008.



Dans ce volume, Lacey présente le manifeste d'Abou Moussab al-Suri, le cerveau d'al-Qaïda, intitulé *The Call to Global Islamic Resistance (L'appel à la résistance islamique globale)*. Il s'agit ici d'une version traduite abrégée du texte original, qui décrit la doctrine, l'histoire, les croyances, les critiques et les recommandations du mouvement djihadiste moderne, et qui est structurée en neuf chapitres. Dans son introduction, Lacey propose un bref aperçu et une analyse du contenu du texte, où il décrit le passé d'al-Suri, son rôle au sein d'al-Qaïda, sa relation avec Oussama ben Laden dont il a été le conseiller principal et avec Abou Moussaab al-Zarqaoui (dirigeant d'al-Qaïda en Irak) dont il a été l'instructeur.

Dans son analyse, Lacey constate le point de vue inhabituel d'al-Suri dans son manifeste par rapport à d'autres ouvrages de djihadistes. En particulier, il traite des succès et des échecs du mouvement, critique la façon dont le djihad a été mené (p. ex. le 11 septembre) et qui menace directement le mouvement d'extinction s'il ne modifie pas radicalement son *modus operandi* pour éviter de devenir une cible facile pour les initiatives de LT. En particulier, après avoir évalué le guide pratique d'al-Suri pour un nouvel al-Qaïda dans le monde d'après le 11 septembre, Lacey fait état de la façon dont ce dernier propose involontairement à l'Occident une diversité d'options de LT.

L'appel débute par l'idée qu'al-Suri se fait du conflit entre la *Ummah* et son ennemi, l'alliance des croisés-sionistes et les régimes apostats du monde arabo-islamique, qui est pour lui une « guerre d'idées ». Dans une structure organisée axée sur l'actualité, l'analyse détaillée et quelque peu répétitive présente l'histoire de l'agression perçue de l'Occident contre le monde islamique et la naissance de la résistance islamique contre l'Occident, avec l'obligation pour les musulmans de se joindre à la résistance djihadiste conformément à la *charia*. Dans ce récit, al-Suri affirme qu'il faut une idéologie universelle pour unifier la communauté islamique mondiale afin de repousser « l'assaut des croisés », même s'il ne semble pas trop y croire. Trop de facteurs se liguent contre les initiatives du mouvement, notamment le succès des efforts de LT dans la conjoncture mondiale d'après le 11 septembre et la guerre longue dirigée par les Américains qui a abouti à la capture de bon nombre des dirigeants du mouvement. Selon al-Suri, le nombre de *mudjahiddin* arabes capturés ou tués en Afghanistan s'élève à 1600 sur les 1900 dont on pense qu'ils composent le mouvement de résistance.

Il aurait été intéressant de découvrir la perception qu'al-Suri se fait d'événements historiques depuis la chute de l'empire romain jusqu'au XXe siècle, mais cette partie a été supprimée de l'ouvrage car Lacey jugeait qu'elle ne présentait guère d'utilité pour comprendre le mouvement djihadiste. Or, cette version de l'histoire aurait sans doute permis de mieux situer la façon dont le mouvement djihadiste interprète les événements du passé, comme les conquêtes des croisés auxquelles al-Suri fait allusion tout au long du texte. En particulier, al-Suri cherche à convaincre ses lecteurs de chaque thèse par un exemple ou des leçons à tirer des expériences du passé ou des erreurs de conduite des opérations. Par exemple, il mentionne un certain nombre d'erreurs commises dans la conduite, la structure et la méthodologie du djihad, qui ont coûté au mouvement des appuis, du personnel et une certaine sécurité. L'une de ces erreurs est l'approche unilatérale et élitiste du message djihadiste, qui le rend peu attrayant aux yeux des masses et qui lui a fait perdre des appuis et des recrues. En définitive, un code de conduite assorti d'un ensemble de principes, de morale et de rôles est préconisé pour gagner le cœur et l'esprit de la *Ummah*.

Contrairement aux points de vue d'autres écrivains terroristes, al-Suri présente un contre-point de vue sur les effets d'une offensive à grande échelle contre l'Occident. Par exemple, il affirme que les attentats du 11 septembre ont plus nui au mouvement, en lui faisant perdre des appuis dans tout le monde islamique, et ont entraîné le morcellement d'al-Qaïda et d'autres groupes de *mudjahiddin*, sans oublier la capture et l'assassinat de *mudjahiddin* et de dirigeants. Dans son manifeste, al-Suri déplore que le mouvement soit faible et qu'il doive s'adapter au milieu de la sécurité mondiale en pleine évolution.

La traduction du texte est soignée, ce qui incite à penser que les talents d'écrivain et la prose d'al-Suri sont plutôt de qualité. En fin de compte, Lacey a fait preuve de jugement en limitant le contenu aux seuls textes qui contribuent à une meilleure compréhension de l'idéologie du terrorisme islamiste.

Conclusion

Il est remarquable que les écrits de djihadistes salafistes témoignent d'une structure logique dans une pensée par ailleurs fanatique. L'hypothèse selon laquelle ces mouvements sont dirigés par des fanatiques religieux irrationnels est discréditée par le dialogue rationnel mis de l'avant pour convaincre ses partisans et ses recrues que le djihad est la juste action à mener contre l'oppression. À vrai dire, il n'est pas facile de rejeter intellectuellement un ennemi qui peut raisonnablement appliquer aux concepts du djihad les principes stratégiques de théoriciens militaires occidentaux, comme Carl von Clausewitz et Basil Liddel-Hart. La compréhension par AQAM des relations internationales et des épreuves de force politiques prouve son propre désir et sa faculté de comprendre son ennemi et de savoir s'attaquer à ses points faibles.

Bien que ces ouvrages ciblent le milieu stratégique américain, ils constituent pour les universitaires, les décideurs, les stratèges militaires et civils de tous les pays membres de l'OTAN un outil précieux pour l'étude des motifs et de la conduite des terroristes. Ces livres doivent figurer sur la liste des lectures des spécialistes du renseignement de sécurité dans les domaines du terrorisme, du contre-terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

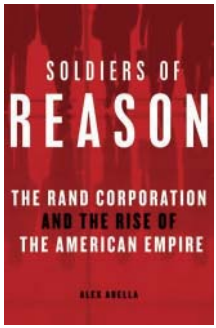
Notes

1. Retour en force de l'islam fondé sur l'interprétation littérale de la loi islamique telle qu'on la trouve dans le Coran et la Sunna, qui a inspiré le réveil islamique au XXe siècle, et a abouti au mouvement djihadiste mondial — Stout, Mark E.; Huckabey, Jessica M.; Schindler, John R.; et Lacey, Jim. The Terrorist Perspectives Project: Strategic and Operational Views of al Qaida and Associated Movements. Annapolis, MD : Naval Institute Press, 2008, p. 2. Sur les trois principaux courants du Salafisme, deux revêtent de l'importance pour ce débat : les politico-réformistes (les Frères musulmans) et les djihadistes (AQAM) — Stout et al., p. 4.
2. Ibidem, p. vii.
3. Ibidem, p. xi.

SOLDIERS OF REASON: THE RAND CORPORATION AND THE RISE OF THE AMERICAN EMPIRE

ABELLA, Alex. New York : Harcourt, Inc. 2008. Livre relié, 388 pages,
ISBN 9780151010813.

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.



Malgré les victoires écrasantes sur l'Allemagne nazie et le Japon impérial, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis (É.-U.) ont eu à affronter un autre ennemi dangereux — leur ex-allié durant la guerre, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Conscients que les sciences et les technologies avaient grandement aidé les Alliés à triompher de leurs ennemis en temps de guerre et qu'elles joueraient un rôle crucial dans toute guerre future contre l'Union soviétique, les États-Unis ont aussitôt pris des mesures pour institutionnaliser et enrichir ces connaissances. Grâce à la création d'organismes spécialisés que l'on appelle aujourd'hui des « cercles de réflexion », certains des esprits les plus brillants des États-Unis ont été rassemblés pour mieux cerner les défis qui menaçaient alors la sécurité nationale des États-Unis. Sans doute le plus légendaire de ces cercles de réflexion de la guerre froide est celui que l'on connaît sous le nom de « Research and Development Inc. » ou tout simplement RAND.

Dans son livre le plus récent, *Soldiers of Reason: The RAND Corporation and the Rise of the American Empire*, l'auteur Alex Abella relate l'histoire un peu cancanière mais fort amusante de ce cercle de réflexion depuis ses premiers balbutiements jusqu'à aujourd'hui. Même si ce n'est pas la première histoire de ce « mystérieux cercle de réflexion qui a façonné le monde moderne », comme voudrait nous le faire croire la couverture du livre, Abella relate néanmoins une histoire équilibrée qui est à la fois générale dans sa portée et détaillée dans sa narration.

En faisant découvrir au lecteur les premiers jours de RAND lorsque ses couloirs étaient dominés par des physiciens qui aidaient à planifier la guerre atomique pour la Force aérienne des États-Unis (USAF), Abella montre comment la quête de rationalité dans des décisions complexes sur la guerre nucléaire a fini par aboutir à son application à des problèmes dépassant les simples affaires militaires. Lorsqu'il affirme que l'expansion de RAND dans les années 1960 et 1970 pour aborder des problèmes de recherche économique et sociale a été soumise aux mêmes approches rationnelles, l'auteur de *Soldiers of Reason* incite à penser que l'influence du cercle de réflexion au sein des cercles politiques américains a fini par refaçonner la société américaine de fond en comble.

Pour Abella, la passion de RAND pour la théorie des systèmes, la théorie des jeux, la théorie du chaos, de même que pour d'autres méthodes de recherche opérationnelle en vue d'influencer les politiques publiques, a eu des conséquences d'une immense portée. RAND a façonné le sort de la sécurité nationale au début de la guerre froide, restructuré la politique étrangère américaine, façonné certains événements historiques cruciaux comme la guerre du Vietnam, et a même fini par décider des cheminements à suivre au chapitre des politiques économiques et sociales nationales. Dans sa description des carrières de plusieurs figures légendaires comme Herman Kahn, Albert Wolhstetter, Kenneth Arrow et Daniel Ellesberg, Abella démontre de quelle façon ces hommes et d'autres hommes et femmes remarquables ont laissé leur empreinte sur pratiquement chaque élément du gouvernement, de la société et de la culture des États-Unis.

L'intérêt du livre réside dans sa capacité à présenter un aperçu agréable à lire de toute l'histoire de RAND qui s'échelonne sur six décennies et qui est étayé par de nombreuses entrevues récentes avec nombre des pionniers de ce cercle de réflexion. Sa principale faiblesse est imputable à la tendance d'Abella à dissimuler ou à déformer des faits pour présenter un argument. À l'instar de nombreux profanes qui se penchent sur le milieu de

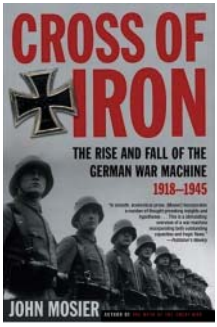
la défense, il conclut trop vite au complot ou à l'incompétence lorsqu'il ne comprend pas une question dans son intégralité, et il a trop souvent tendance à généreusement railler certaines questions lorsque son inculture ressort clairement de son écriture. Loin d'être un commentaire judicieux, sa vaine tentative d'une riposte pleine d'esprit détourne l'attention d'un livre par ailleurs fort bien écrit.

Et pourtant, *Soldiers of Reason* s'inspire de la littérature actuelle consacrée aux intellectuels américains de la défense avec de nouvelles entrevues et perspectives sur la façon dont les préoccupations pour la sécurité durant la guerre froide ont fini par façonner la société américaine après la guerre dans son ensemble. À titre de simple lecture ou pour ceux qui ne connaissent pas déjà le sujet, Abella propose un aperçu hâtif de RAND qui pousse à étudier le sujet plus à fond.

CROSS OF IRON: THE RISE AND FALL OF THE GERMAN WAR MACHINE, 1918-1945

MOSIER, John, New York: Henry Holt and Company, 2007.

M. Robert Engen



M. John Mosier, Ph. D., est un homme qui aime les mythes. Professeur d'anglais et critique cinématographique, M. Mosier a jusqu'ici écrit trois œuvres majeures qui étudient et « détruisent » les prétendus mythes de l'histoire militaire du XXe siècle, dont la plus récente est *Cross of Iron: The Rise and Fall of the German War Machine*. En tant qu'étude de l'évolution de l'Armée allemande entre 1919 et 1945, on peut lire cet ouvrage comme la suite de deux de ses livres précédents : *The Blitzkrieg Myth* et *The Myth of the Great War*, qui sont tous deux des exercices de « destruction des mythes » historiques.

John Mosier est l'un des quelques écrivains qui, ces dernières années, ont décidé de contester la légitimité de la rigueur de l'histoire militaire. Ces écrivains non spécialistes comprennent Dave Grossman et James Bacque, qui, aux côtés de John Mosier, partent de l'hypothèse que les historiens militaires cachent la vérité ou sont carrément incompétents dans leur propre domaine. Ils sont d'avis que l'histoire militaire telle qu'elle est écrite « traditionnellement » regorge d'erreurs graves et de malentendus que les historiens ont toujours perpétués et ils affirment être les seuls à avoir la vision ou la volonté d'apporter les correctifs qui s'imposent. Comme John Mosier le fait allégrement remarquer, « l'unique leçon que l'histoire militaire nous apprend est que les personnes qui l'étudient semblent accorder peu d'attention aux preuves »[1]. Cette affirmation est loin de lui valoir l'affection des historiens, mais, comme c'est à l'usage que l'on peut juger de la qualité d'une chose, des recherches de qualité et des thèses convaincantes contribuent à la crédibilité des œuvres révisionnistes même les plus osées. Malheureusement, les recherches à la base de *Cross of Iron* sont plutôt problématiques et les thèses de cet ouvrage ne sont guère convaincantes. Même s'il vaut parfois la peine d'écouter les idées de John Mosier, ce ne sont pas les raisons qui manquent de considérer cet ouvrage avec un certain degré de scepticisme.

Le livre de M. Mosier prétend examiner l'Armée allemande entre la fin de la Première Guerre mondiale et son effondrement total en 1945. Il oscille entre l'examen du grand tableau stratégique et des précisions tactiques remarquablement minutieuses, et se demande pourquoi l'Armée allemande a conservé sa longueur d'avance durant la période de l'entre-guerre et a fait preuve d'une telle efficacité dans les premières années de la Deuxième Guerre mondiale. Il reprend des thèmes de ses deux ouvrages précédents sur la Première Guerre mondiale et la stratégie du « blitzkrieg » de la Deuxième Guerre mondiale en y incorporant une analyse plus détaillée du potentiel de guerre de l'Allemagne durant

les années de l'entre-guerre et son ardeur au combat entre 1939 et 1945. *Cross of Iron* ne présente rien de moins qu'un nouveau récit de l'évolution de la *Wehrmacht* allemande vers la force qu'elle est devenue. Le livre traite d'un volume étonnamment épais de données dans un espace assez restreint. C'est la raison pour laquelle l'une de ses principales lacunes tient au fait que certains de ses arguments les plus importants et les plus controversés sont insuffisamment documentés et un peu fades par rapport à d'autres ouvrages.

Dans ce livre, John Mosier s'efforce à peine de dissimuler son attitude antibolchévique, et il n'a rien de charitable à dire à propos de l'Union soviétique ou de l'Armée rouge. De fait, il attribue manifestement le succès des Soviétiques exclusivement à l'intervention américaine, à la fois sur le plan de l'aide matérielle et de l'ouverture de divers deuxièmes fronts en Europe de l'Ouest. John Mosier s'oppose à l'idée que l'Armée rouge a réussi à tirer des leçons ou à s'améliorer d'une quelconque façon durant la guerre, et il va même jusqu'à affirmer que les Allemands avaient toujours les Soviétiques « dans les cordes » et proche de la défaite à la fin de 1944, à un moment où l'Armée rouge déchirait littéralement la *Wehrmacht* aux frontières de l'Allemagne[2]. Toutes les victoires soviétiques « traditionnelles » durant la guerre ressemblent au mieux à des matchs nuls selon Mosier, et elles sont surestimées par la propagande soviétique que les historiens se sont fait un devoir de répéter. Cela tranche vivement sur d'autres récents ouvrages consacrés au front germano-soviétique, en particulier celui de l'historien David Glantz, dont le *Colossus Reborn* de 2005 porte sur les mêmes événements et la même période que ceux couverts aux chapitres 9 et 10 de *Cross of Iron*. Les recherches méticuleuses que Glantz a menées dans les archives soviétiques restées inaccessibles jusqu'ici proposent une thèse différente : en dépit de pertes et de revers atroces durant les 30 premiers mois de la guerre, l'Armée rouge a réussi à se métamorphoser, évoluant d'une force incompétente à un puissant instrument militaire capable de vaincre la *Wehrmacht*[3]. Peut-être que la thèse de Mosier présente plus d'attrait aux yeux de ceux qui vénèrent les prouesses militaires de la *Wehrmacht*, mais, sur le plan de la crédibilité, le récit de Glantz semble plus vraisemblable et est le fruit de recherches exponentiellement supérieures tant dans les archives anglaises que dans les archives russes.

En outre, le portrait que John Mosier nous brosse d'Adolf Hitler pose un problème. Même s'il insiste longuement sur le fait qu'Hitler était un homme mauvais, il parvient aussi à aduler le dictateur nazi, en le décrivant comme un bastion de génie stratégique au milieu d'un océan de technocrates. John Mosier emploie l'adjectif « astucieux » dans presque chaque description des actions du dictateur et il lui attribue des qualités comme « beaucoup de flair pour les convenances (de même qu'une compréhension intime des femmes) »[4]. Certes, l'idée de présenter Hitler comme un être humain sain d'esprit et calculateur plutôt que comme un fou monstrueux n'est pas sans mérite. Toutefois, sa description de l'homme comme un génie militaire authentique et un véritable cerveau de la politique étrangère sonne faux et ne sert qu'à révéler la propre imperméabilité de John Mosier aux preuves de l'histoire. L'une des récentes biographies sur Hitler faisant autorité, l'ouvrage en deux tomes de l'historien Ian Kershaw fort bien documenté, *Hitler: Hubris* et *Nemesis*, étudie lui aussi l'humanité du dictateur. Ian Kershaw ne peint pas Hitler sous les traits d'un homme dément, mais trouve une abondance de preuves d'une personnalité fortement brisée à l'œuvre, et quelques rares signes d'un remarquable génie militaire. John Mosier va même jusqu'à écarter la biographie de Kershaw comme trop flatteuse pour les Soviétiques, et dénaturant du même coup ce qu'Ian Kershaw affirme dans la réalité[5]. Or, l'ouvrage solidement documenté d'Ian Kershaw fait beaucoup plus autorité que *Cross of Iron*, car Mosier produit peu de preuves à même d'inciter le lecteur à souscrire à son portrait plutôt sympathique d'Hitler. Même si le dictateur était incontestablement un être humain et que sa réputation de dirigeant militaire a sans doute été ternie par les commandants de son armée à la fois durant et après la guerre, il est permis de s'interroger sur les motifs qui poussent John Mosier à faire d'Hitler un génie inné.

Pour prêter foi à de telles allégations, un érudit devrait de toute évidence présenter un important volume de recherches, et c'est précisément ici que *Cross of Iron* révèle sa plus grande faiblesse. L'ouvrage est mal documenté, et beaucoup de ses principales assertions

ne sont étayées que par peu de sources, sinon aucune. Il aurait été souhaitable notamment que Mosier, chaque fois qu'il affirme que sa thèse ne peut être contredite « étant donné le si grand nombre de preuves documentaires », cite certaines de ces preuves pour étayer ses allégations. Rien n'indique que John Mosier ait entrepris la moindre recherche dans les archives ou dans des sources de premier ordre; ses faits et ses données proviennent exclusivement de sources secondaires, à l'instar, dans une large mesure, de ses ouvrages précédents.

L'auteur présente également un certain nombre de thèses dans cet ouvrage qui sont tout bonnement absurdes. Il affirme entre autres tout à fait curieusement que c'est sur Staline qu'il faut rejeter la responsabilité du traitement brutal des prisonniers de guerre soviétiques aux mains des Allemands : « […] c'est Staline qui est responsable du refus de l'Union soviétique de signer les conventions de Genève; si elle l'avait fait, cela aurait contraint les Allemands à traiter les prisonniers de guerre russes comme ils ont traité les prisonniers alliés, ou, du moins, à manifester un intérêt de pure forme pour ce concept »[6]. Mosier ne développe absolument pas toutefois de quelle manière cela aurait « contraint » les Allemands à faire quoi que ce soit. Comme autre exemple, plus tôt dans le livre, *Cross of Iron* insiste sur la place centrale des Freikorps allemands pour l'Armée de l'entre-guerre, et indique que pratiquement chaque officier supérieur allemand dans la Deuxième Guerre mondiale avait fait partie des Freikorps. Mais John Mosier décrit alors avec force détails comment l'Armée allemande de l'entre-guerre était dotée d'« un groupe de techniciens remarquablement naïfs » qu'Hitler « aveuglait, choyait et manipulait » *et non pas* des anciens combattants aguerris et butés des Freikorps[7]. Certains des arguments de John Mosier se contredisent eux-mêmes, semblent comme pris dans un nœud et auraient beaucoup à gagner de certains éclaircissements ou peut-être d'une totale remise en cause.

Cela ne veut pas dire que John Mosier soit totalement dans l'erreur. Ses affirmations sur la culpabilité de guerre de la *Wehrmacht* allemande ne sont pas sans fondement. Sa conviction que les victoires-éclair allemandes n'ont pas grand-chose à voir avec la supériorité allemande et tout à voir avec l'échec moral des alliés est tout aussi plausible. *Cross of Iron* présente des notions intéressantes et vise clairement à susciter la controverse. Mais, malgré ses prétentions à vouloir « démythifier » l'histoire, l'ouvrage se contente de présenter une interprétation controversée des faits et n'apporte à l'analyse aucune nouvelle preuve ou recherche importante. Dans certains cas, il existe des livres bien mieux écrits et plus solidement ancrés dans les preuves documentaires existantes qui valent beaucoup mieux que *Cross of Iron*. Ce livre semble trop empreint de son préjugé anticommuniste haineux et de son désir de « renverser » l'histoire établie. Il se peut que le paradigme historiographique actuel ait besoin d'être secoué ou même renversé, mais *Cross of Iron*, qui joue gros sur la spéculation, mais beaucoup moins sur les preuves, n'est pas le livre qui permettra de le faire.

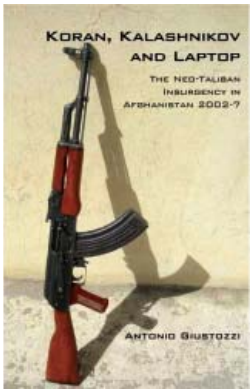
Notes

1. Mosier, *Cross of Iron*, p. 250-251 [traduction libre].
2. Mosier, *Cross of Iron*, p. 207.
3. David M. Glantz, *Colossus Reborn: The Red Army at War, 1941-1943*.
4. Mosier, *Cross of Iron*, p. 40 [traduction libre].
5. Mosier affirme que Kershaw « est d'avis que l'idée d'attaquer l'Union soviétique est à elle seule un motif suffisant pour douter de la santé mentale d'Hitler », et il ajoute dans une note de bas de page que Kershaw « s'emploie toujours à présenter l'Union soviétique sous la lumière la plus flatteuse » et cite en exemple le livre de Kershaw intitulé *Hitler: Nemesis*. Et, même si Kershaw qualifie effectivement l'évaluation de la puissance soviétique par Hitler de « grossière sous-estimation », il n'y a rien dans *Nemesis* qui indique que Kershaw y voit une mesure de la santé mentale d'Hitler, ou qu'Hitler était « dément » dans un sens quelconque. Mosier, *Cross of Iron*, p. 147, 283; Kershaw, *Hitler: Nemesis*, p. 335-337 [traduction libre].
6. Mosier, *Cross of Iron*, p. 202 [traduction libre].
7. Mosier, *Cross of Iron*, 29-31, p. 41-44 [traduction libre].

KORAN, KALASHNIKOV AND LAPTOP: THE NEO-TALIBAN INSURGENCY IN AFGHANISTAN

GIUSTOZZI, Antonio. Columbia University Press, novembre 2007. Livre relié, 224 pages. 26,50 $

M. Arnav Manchanda, M.A.



Dans son dernier livre, Antonio Giustozzi, Ph. D., chercheur au Crisis States Research Centre de la London School of Economics, analyse la montée des néo-talibans après l'invasion de l'Afghanistan dirigée par les États-Unis et le renversement de l'ancien régime taliban à la fin de 2001. L'idée maîtresse au cœur de sa thèse est que les talibans ont réussi à se rétablir et à se reconstruire en exploitant de nombreux facteurs, parmi lesquels un gouvernement afghan faible et corrompu sous la direction de Hamid Karzaï, un nombre insuffisant de troupes militaires internationales, un repaire sûr au Pakistan et de mauvaises stratégies de contre-insurrection. En agissant ainsi, ils ont assis leur présence dans tout le pays et ont acquis une certaine légitimité au sein de la population afghane. Giustozzi prévient que, si on laisse se développer l'insurrection, celle-ci risque de ressembler à la guerre antisoviétique des années 1980 : absence de dirigeants et chaos qui finira par aboutir à la défaite des forces étrangères.

À la fin de 2001, les graines d'une insurrection ultrasophistiquée ont été semées avec la fuite des principaux commandants talibans vers un milieu accueillant offert par le gouvernement et les services du renseignement pakistanais. Les néo-talibans ont réussi à adopter une approche plus flexible que leurs prédécesseurs à l'égard de certains buts, technologies et tactiques, dans la façon notamment dont ils ont épousé les médias, les techniques militaires et les théories étrangères de l'insurrection. Ils ont saisi les possibilités qui se sont présentées à eux lorsque le nouveau gouvernement afghan a littéralement aliéné ses éventuels alliés en donnant plus de pouvoirs aux hommes forts et aux « seigneurs de guerre » dans les régions. Les néo-talibans n'ont été que trop heureux de pouvoir intégrer dans leurs réseaux les laissés-pour-compte. De plus, la corruption endémique et l'absence de services essentiels capables de répondre aux attentes croissantes du public ont poussé de nombreux Afghans entre les mains des néo-talibans, qui offraient certains services essentiels comme la loi et l'ordre. Les néo-talibans ont également creusé un fossé entre ceux qui appuyaient le gouvernement et le reste de la population en qualifiant les premiers de collaborateurs.

Ce ne sont pas les nouvelles recrues qui manquent aux néo-talibans. Les camps de réfugiés, les *madrassas* (écoles religieuses) et les régions tribales du Pakistan assurent un courant régulier de volontaires. L'auteur soutient aussi que l'affaiblissement du régime tribal traditionnel en Afghanistan incite de nombreux jeunes hommes à se joindre à l'insurrection pour étancher leur soif de prestige, ce qui donne aux néo-talibans une base intertribale d'appuis et de puissance. Les recrues proviennent également des laissés-pour-compte et des exclus des réseaux de népotisme du gouvernement afghan dans les régions. Les liens tissés avec le clergé xénophobe de l'ensemble du pays donnent aux néo-talibans un réseau et un milieu opérationnel véritablement nationaux dans un pays marqué par le morcellement. En outre, la capacité des talibans à se présenter comme prêts à livrer une longue guerre, plutôt que comme des intervenants pointilleux, leur confère une crédibilité accrue dans les rues d'Afghanistan.

Giustozzi démontre que les dirigeants néo-talibans sont largement centralisés sur le plan du contrôle financier et de la cohésion idéologique. Toutefois, il fait également observer qu'une autonomie considérable est laissée aux commandants sur le terrain. Chose intéressante, Giustozzi ne s'étend pas sur le narcofinancement des talibans, en affirmant qu'il s'agit au mieux d'une source accessoire; thèse qui peut résolument être contredite.

Les troupes néo-talibanes opèrent également selon un simple code, et Giustozzi fait judicieusement remarquer que ces combattants ne ciblent pas délibérément les civils, mais choisissent plutôt d'attirer des attaques de représailles dans les quartiers civils, discréditant ainsi les forces internationales et le gouvernement afghan.

L'auteur affirme que les néo-talibans suivent une « ambitieuse stratégie » en quelque sorte, essentiellement importée de l'étranger. Il se penche sur différentes interprétations de cette stratégie. Dans un cas, il s'agit d'une « guerre de la quatrième génération », où les insurgés utilisent tous les moyens possibles — économiques, militaires, sociaux et politiques — pour convaincre les décideurs politiques de l'ennemi que le combat n'en vaut pas la peine. Une autre interprétation tient à la doctrine maoïste, qui appelle à la création de zones d'étape afin de lancer une offensive finale contre l'adversaire. Une troisième interprétation possible est celle de la « guerre de la puce », où l'adversaire est attaqué en divers endroits et où les représailles des forces ennemies font des victimes parmi les civils et provoquent le ressentiment de la population locale, ce qui aboutit à un état de frustration et à un éventuel retrait.

L'auteur est d'avis que la stratégie des néo-talibans s'inspire des trois interprétations. Il reste néanmoins des doutes sur les objectifs ultimes des néo-talibans. Plutôt que de vouloir établir un État ou un gouvernement autonome, Giustozzi pose comme principe que le but ultime pourrait être l'incorporation politique dans le gouvernement et que l'insurrection a pour dessein d'établir les néo-talibans comme une force de négociation crédible.

Giustozzi ne s'étend pas longuement sur les tactiques militaires des néo-talibans, même s'il donne un aperçu utile de leur évolution. Il parle de l'utilisation de dispositifs explosifs de circonstance, d'attaques suicides à la bombe et d'une plus grande flexibilité dans les communications et les mouvements sur le champ de bataille. L'adresse avec laquelle les talibans tissent un réseau ultraperfectionné d'informateurs pour planifier des embuscades et d'autres opérations est aussi fort intéressante. Les néo-talibans ont des faiblesses, certes, notamment un manque de discipline radio, la primauté qu'ils accordent à l'idéologie plutôt qu'à l'art de la guerre et leur vulnérabilité à la puissance aérienne et à la technologie supérieure des forces internationales.

Giustozzi formule quelques observations judicieuses et plutôt accablantes sur l'effort de contre-insurrection. Son principal reproche est que les néo-talibans n'ont pas été pris au sérieux comme véritable adversaire avant 2005, et que les forces alliées ont beaucoup perdu à ne pas établir une présence internationale au sol — dans les villages et les districts — aux premiers stades de la mission, en particulier dans le sud. L'auteur soutient qu'un mélange de contre-insurrection fondée sur le népotisme et de forces opérationnelles spéciales aurait pu juguler le raz-de-marée des néo-talibans au début du conflit. Il reproche également aux forces internationales de ne pas avoir un potentiel de renseignement équivalent aux réseaux d'informateurs des insurgés. Il fait également remarquer que la capacité à accumuler des connaissances locales et à transmettre ces renseignements grâce aux roulements des troupes est extrêmement importante.

L'auteur de la présente critique est parfaitement conscient que bon nombre des failles de l'effort de contre-insurrection cernées par Giustozzi sont déjà en cours de rectification : l'utilisation de la force aérienne est réfrénée, les leçons retenues entre une rotation de troupes et la suivante sont transmises, et l'on redouble d'efforts pour tenter d'intégrer les éléments civils et militaires de la mission. À vrai dire, Giustozzi n'analyse pas certains concepts novateurs comme les Équipes provinciales de reconstruction ou d'autres projets de renforcement des capacités pour la gouvernance et la sécurité afghanes.

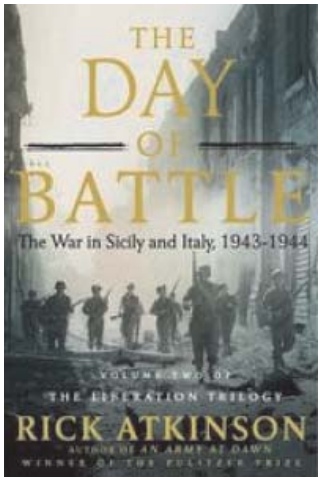
Quels que soient les progrès accomplis, cela n'excuse pas le fait que les opérations de contre-insurrection manquent totalement d'une stratégie globale au sol. Il y a également des désaccords au sein de la coalition de l'OTAN sur des questions comme l'éradication des champs d'opium; la négociation avec les talibans; les buts visés; l'imposition de mises en garde contre l'utilisation de contingents de troupes nationaux; et les divergences dans la façon de faire face à la contre-insurrection.

En conclusion, cet ouvrage qui arrive à point nommé donne un aperçu détaillé de la montée des néo-talibans. Pourtant, son niveau de détails peut être accablant à la longue et son analyse politique et ses recommandations manquent de précision. Il n'en reste pas moins que ce livre doit être lu par quiconque souhaite mieux comprendre le conflit actuel en Afghanistan. À vrai dire, l'auteur de la présente critique se félicite de constater que le livre fait déjà partie de la liste des lectures des commandants canadiens à Kandahar.

THE DAY OF BATTLE: THE WAR IN SICILY AND ITALY

ATKINSON, Rick. New York: Henry, Holt and Company, 2007. 791 pages,
ISBN-13: 978-0-0-5080-62-89-2. 44,00 $CAN

Slt Thomas Fitzgerald, M.A., LL.B. (2IRRC)



Dans le deuxième tome de sa « Liberation Trilogy », Rick Atkinson poursuit son récit passionnant et coloré de la campagne de Sicile menée par les Alliés en 1943-1944. Dans The Day of Battle, il développe son thème d'une armée parvenue à maturité, de son leadership militaire et d'un pays en guerre. Dans son premier tome, An Army at Dawn[1], Rick Atkinson décrit une armée et un pays mal préparés aux rigueurs de la guerre. Depuis les débarquements de l'opération Torch qui évoquent presque un opéra-bouffe (de l'invasion de l'Afrique du Nord jusqu'à la défaite de la bataille du col de Kasserine), l'auteur fait la chronique avec force détails d'un commandement militaire souvent en guerre avec lui-même et avec ses dirigeants politiques et qui n'avait pas le moindre plan global homogène en vue de remporter la victoire sur l'ennemi.

L'amateurisme du haut commandement américain est parfaitement illustré durant la campagne de Sicile : quasi-anéantissement par les « tirs de son propre camp » de la 82e Division aéroportée durant un largage de parachutistes juste avant l'invasion (opération *Husky*), inaction de la Septième Armée après s'être emparée des plages du golfe de Gela et erreur stratégique inexplicable que de ne pas capturer le port de Messine, ce qui permettra à près de 120 000 soldats allemands et italiens de pouvoir fuir et reprendre ensuite le combat. Ce manque d'acuité au combat se manifeste à nouveau durant la prise de Salerne lorsque le Lieutenant-général Mark Clark met en place un corps d'armée le long d'un cours d'eau, créant ainsi une brèche dans sa ligne de défense, erreur qui sera vite exploitée par les blindés allemands avec des résultats quasi catastrophiques. Par ailleurs, durant la prise d'Anzio, la force d'invasion a oublié de s'emparer des collines avoisinantes, se piégeant ainsi elle-même pendant des mois. Atkinson est implacable dans sa critique de ces gaffes.

Devant autant d'erreurs militaires, on est obligé de se demander comment il se fait que les Alliés aient remporté ce qui n'était après tout qu'une campagne accessoire dans le grand ordre des choses? L'auteur a deux théories : la première, que la puissance industrielle croissante des États-Unis a permis la reconstitution rapide des matériels perdus. Même si elles sont regrettables sur le plan des victimes, les pertes de véhicules de transport, de chars et d'autres véhicules ont pu être facilement comblées. En 1943, la machine de guerre américaine gagnait rapidement en efficacité en produisant les instruments de guerre nécessaires. Deuxièmement, la volonté du simple soldat de remporter la guerre pour pouvoir rentrer chez lui en toute sécurité a largement compensé la grande faiblesse des tactiques. Même lorsqu'il est menacé d'une mort quasi certaine, le soldat américain demeure éternellement optimiste à mesure qu'il apprend à devenir plus professionnel, plus résolu et plus implacable dans son combat impitoyable contre l'ennemi. Rick Atkinson parvient à peindre le soldat américain de la sorte en recourant souvent à des reportages,

des souvenirs, des journaux, des lettres et aux propos des soldats proprement dits. Dans une lettre qu'il adresse à sa sœur, un capitaine d'armée écrit ces mots : « J'aurai fait ma part pour faire de ce monde un lieu où il fait meilleur vivre. Peut-être que quand les lumières s'allumeront dans le monde entier, les gens libres retrouveront le bonheur et la gaieté. »

Les acteurs de la campagne d'Italie, depuis les plus célèbres (Churchill, Roosevelt, Eisenhower, Patton, Clark et Montgomery) jusqu'aux moins connus (Truscott, Lucas, McCrerry et Biddle), sont analysés en toute objectivité avec une description équitable de leurs erreurs et de leurs succès.

Voici donc « The Day of Battle », le récit d'actes de bravoure et de gaffes dans le laboratoire de guerre qu'on appelle l'Italie. Les soldats et les généraux qui ont appris ces dures leçons en tireront parti par la suite en Europe après le jour J, ces événements étant décrits dans le volume final de la trilogie. Axé sur les actions des Américains, ce livre n'est pas une histoire générale de la campagne d'Italie. Il y manque donc un contexte stratégique global. Quiconque recherche plus qu'un examen superficiel des autres combattants alliés sera déçu. Les batailles livrées par les Canadiens, par exemple, sont analysées en vitesse (fait décevant, la carte d'Ortona affiche le drapeau national actuel et non pas le pavillon rouge qui marque l'emplacement des troupes canadiennes). Il arrive qu'Atkinson, ce qui s'explique sans doute en partie par son passé de journaliste, ait tendance aux phrases mélodramatiques et à une prose alambiquée émaillée de termes dont le lecteur devra aller chercher la signification dans un dictionnaire. Cela étant dit, « The Day of Battle » est une histoire qu'il fallait raconter et qui a été fort bien racontée.

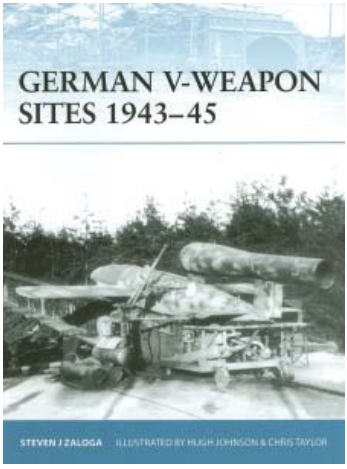
Note

1. Rick Atkinson, An Army at Dawn, New York: Henry Holt and Company (2002).

GERMAN V-WEAPON SITES, 1943-45

ZALOGA, Steven J. Oxford : Osprey Publishing, 2008. Livre broché, 64 pages, ISBN 9781846032479.

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.



Avec sa série Fortress, Osprey Publications continue de nous offrir d'intéressants produits concis, bien écrits et intelligemment illustrés. Parmi les ajouts les plus récents à cette série, il faut mentionner le livre de Steven J. Zaloga, *German V-Weapon Sites, 1943-45*, qui est un examen des lieux à partir desquels l'Allemagne prévoyait utiliser ses bombes volantes, fusées, missiles et supercanons les plus évolués contre les Alliés dans les dernières années de la Deuxième Guerre mondiale.

Zaloga est l'auteur célèbre et tenu en haute estime de livres qui se rapportent à la technologie militaire. Auteur de plus d'une douzaine d'ouvrages publiés chez Osprey, son dernier est consacré à l'aménagement d'installations, d'aires de lancement et de plates-formes mobiles de lancement de bombes volantes V1, de missiles V2 et du supercanon multichambre à longue portée V3 de fabrication allemande. Fidèle à la présentation standard des livres de chez Osprey, il présente d'intéressantes sections sur la conception et la mise au point des armes, les sites en guerre, les tentatives des alliés de détruire ces sites, ainsi qu'une analyse de l'efficacité des programmes d'armes de type V et ce qu'il est advenu de ces sites aujourd'hui.

Même si les illustrations détaillées sont une caractéristique que l'on retrouve dans toutes les publications de chez Osprey, la nature des sujets abordés dans la série Fortress bénéficie vraiment des méthodes modernes d'iconographie numérique utilisées aujourd'hui. La plupart des sites des armes de type V étaient de gigantesques ouvrages souterrains qu'on ne peut vraiment comprendre qu'au moyen d'illustrations aussi détaillées en trois dimensions. Par ailleurs, étant donné qu'un très petit nombre de ces sites ont été parachevés avant d'être bombardés ou pris par l'ennemi, l'iconographie numérique permet au lecteur de voir ce à quoi nombre d'entre eux auraient ressemblé s'ils avaient servi aux opérations de combat. Inutile de préciser que l'architecture conceptuelle est impressionnante et que les vestiges qui restent visibles de nos jours permettent de se faire une idée de l'ampleur du programme de missiles de l'Allemagne.

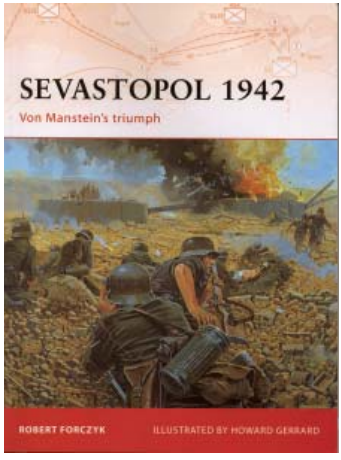
À part l'iconographie fort bien conçue et les illustrations photographiques de Hugh Johnson et Chris Taylor, Zaloga propose une analyse concise et solide de la campagne de la RAF visant à anéantir et à détruire les armes de type V de l'Allemagne. Compte tenu de la controverse suscitée par la campagne de bombardement stratégique des Alliés contre la population et les centres industriels d'Allemagne, certains ne manqueront pas d'être étonnés qu'à de nombreuses reprises, le bombardement des sites de missiles allemands ait primé sur toutes les autres campagnes, notamment l'opération *Pointblank*, à savoir la campagne aérienne stratégique contre l'industrie allemande. Les Alliés ont effectué pas moins de 68 913 sorties pour localiser et détruire les sites d'armes allemandes de type V entre août 1943 et la fin de la guerre. Des équipages du CARC ont pris part à bon nombre de ces missions, et la totalité du groupe de bombardiers nº 6 (ARC) a participé à l'opération HYDRA, le premier raid lancé contre le Centre de recherche de l'armée à Peenemunde dans la nuit du 17 au 18 août 1943.

La description de ces sites par Zaloga comporte également une solide analyse du projet de supercanon multichambre à longue portée V3 moins bien connu. Plate-forme d'armes physiquement distincte des bombes V1 et V2, on l'oublie trop souvent dans les analyses du programme d'armes stratégiques de l'Allemagne ou on l'associe vaguement à l'artillerie côtière de l'organisation Todt allemande. Zaloga l'a réintroduit dans cette publication, ce qui fait de *German V-Weapon Sites, 1943-45* un digne ajout à la série Fortress.

SEVASTOPOL 1942: VON MANSTEIN'S TRIUMPH.

FORCZYK, Robert. Illustrations de Howard Gerrard. Oxford : Osprey, 2008, livre format poche, 96 pages, ISBN 978-1-84603-221-9. 24,95 $CAN

M. Neil Chuka



La conquête de la Crimée par l'Allemagne en juillet 1942 a été une sanglante campagne d'usure lancée ostensiblement pour éliminer la menace aérienne soviétique contre les gisements de pétrole de Ploiesti. Contrairement à la guerre de manœuvre qui avait jusque-là caractérisé la conduite des opérations à l'Est, la campagne d'Allemagne en Crimée a été une bataille lente et ardue contre des fortifications fixes. Centrées sur 14 grandes positions défensives, ces fortifications comportaient 19 batteries d'artillerie côtières abritant des canons de marine, dont certains dans des tourelles blindées, d'un calibre allant de 100 mm à 302 mm. Aux côtés de forces terrestres et aériennes conventionnelles, et de certaines forces navales, les Allemands ont également déployé un mélange d'artillerie de siège « superlourde » et de mortiers, y compris le canon sur rails « Dora » de 800 mm et plusieurs mortiers « Karl » de 600 mm. Malheureusement, en dépit de toutes les ressources déployées pour alimenter ces armes lourdes, elles ne se sont guère avérées efficaces, et ce sont les armes d'appui

de calibre conventionnel qui ont assuré le gros des tirs d'artillerie et de mortier pour les attaques lancées par l'infanterie allemande et roumaine.

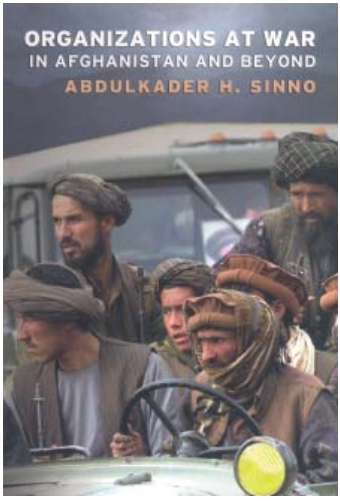
M. Robert Forczyk, lieutenant-colonel à la retraite de l'Armée américaine, titulaire d'un doctorat de l'Université du Maryland, a déjà publié quatre livres chez Osprey et deux autres sont attendus prochainement. Son récit de la campagne allemande en Crimée parvient à introduire une foule de précisions stratégiques et tactiques dans le format plutôt compact d'Osprey. Grâce à l'appui de recherches dans les archives et d'un nombre suffisant de sources secondaires en allemand, en anglais et en russe, il nous gratifie ici d'un récit fort bien documenté et clairement écrit d'une campagne intéressante. À l'instar de tous les livres d'Osprey, celui-ci est généreusement illustré de photographies, d'œuvres d'art et de cartes. Parallèlement à des données sur les ordres de bataille, sur le caractère des commandants, sur les armements et sur les munitions, ces illustrations fournissent au lecteur les éléments généraux qui l'aident à suivre la description des opérations.

Ce volume est un complément à la série Osprey Campaign dont je recommande vivement la lecture à ceux et celles qui sont à la recherche d'un guide compact sur cette campagne militaire. Ses seules failles, comme l'absence de notes de bas de page, font partie intégrante du format Osprey. À vrai dire, une étude plus longue de la part de Forczyk ne serait pas seulement intéressante, mais également éminemment utile et digne de foi.

ORGANIZATIONS AT WAR : AFGHANISTAN AND BEYOND

SINNO Abdulkader, H. Cornell University Press, 2008, 329 pages,
ISBN: 978-0-8014-4618-4.

Mme Heather Hrychuk



Étant donné l'engagement multinational actuel en Afghanistan, une avalanche de publications analysent l'application de la théorie sur la contre-insurrection, la prise de décision et les leçons retenues opérationnelles. À première vue, *Organizations at war : Afghanistan and Beyond* semble être un autre livre de plus dans un domaine surpeuplé d'ouvrages rédigés sur la foi des récits de témoins, dénués de fondements théoriques et de rigueur intellectuelle.

En fait, ce livre surclasse bon nombre des publications actuelles parce que l'auteur applique des théories organisationnelles complexes aux participants en conflit, explique pourquoi des régimes à la moralité douteuse peuvent prendre le pouvoir et pourquoi des groupes qui semblent considérablement plus faibles que leurs adversaires peuvent être victorieux. C'est un ouvrage solide sur le plan théorique, fondé sur des renseignements obtenus de source directe et des données statistiques, qui repose sur un raisonnement clair et est bien organisé.

Au lieu de se limiter à synthétiser une théorie en une liste de méthodes utilisées par des groupes radicaux pour remporter la longue guerre, Sinno explique comment divers groupes s'organisent pour mener la guerre. Il examine deux décennies tumultueuses en Afghanistan pour expliquer que les groupes qui ont obtenu de meilleurs résultats et survécu à leurs opposants ont été victorieux à cause de leurs structures organisationnelles fructueuses. Ce faisant, il soutient que l'organisation est un facteur clé du succès. Des groupes tels que les Talibans du milieu des années 1990, qui ne jouissent pas d'une large base politique et dont les probabilités de succès semblent minces, réussissent en raison de leur structure organisationnelle. En devenant progressivement une entité plus centralisée et spécialisée, dotée d'unités appliquant la discipline, les Talibans ont pu vaincre des ennemis bien mieux

établis. En se dotant d'une structure centralisée, l'organisation naissante des Talibans a pu exploiter la faiblesse de groupes qui n'étaient guère centralisés et qui dépendaient de leur parrainage et du soutien périphérique, tel que le Jumbish-i Milli de Rashid Dostum. Des groupes plus restreints, faiblement coordonnés et dotés de conseils consultatifs où tous les membres étaient égaux, ont échoué face à la nouvelle organisation possédant une solide structure disciplinaire.

Sinno souligne également l'importance de la souplesse, dont le manque a nui aux groupes radicaux antérieurs. Des structures efficaces pendant l'offensive ne le sont pas toujours quand le groupe vise tout simplement à survivre. Afin d'être victorieux, les groupes radicaux doivent être capables de comprendre le contexte dans lequel ils évoluent et d'adapter leur organisation en conséquence.

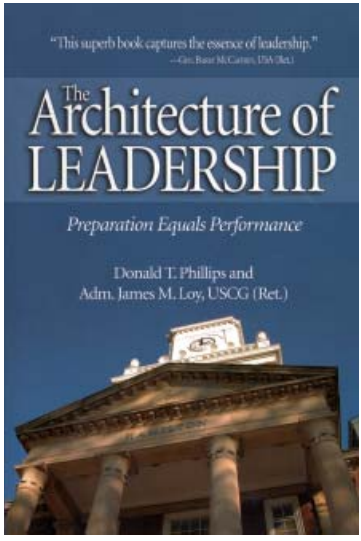
Vers la fin de l'ouvrage, l'auteur faiblit lorsqu'il s'écarte de son principal sujet pour explorer trop profondément les enjeux politiques contemporains. Le chapitre neuf est axé sur le conflit afghan sous l'occupation américaine, mais au lieu d'appliquer la théorie organisationnelle à l'engagement actuel, Sinno se concentre sur la politique et les conditions sociales afghanes et sur les lacunes du gouvernement Bush pendant cette période. Une analyse plus approfondie des vestiges des Talibans et des nouvelles structures néo-talibanes durant la même période aurait été plus utile au lecteur et aurait prouvé davantage l'importance de la souplesse au sein de ces organisations.

En dépit de cette méprise, le livre de Sinno est une contribution solide et originale au domaine de l'analyse des conflits. L'auteur explique clairement les concepts fondamentaux de la théorie organisationnelle, tout en montrant comment ces concepts peuvent être employés pour déterminer l'efficacité des participants à un conflit, et ce faisant, prouver l'utilité de la théorie.

THE ARCHITECTURE OF LEADERSHIP: PREPARATION EQUALS PERFORMANCE

PHILLIPS, Donald T. et Amiral James M. LOY (à la retraite). Annapolis : Naval Institute Press, 2008, 102 pages, ISBN 978-1-59114-474-8.

Lieutenant-colonel P.J. Williams



L'une des premières choses qui m'a frappé dans ce livre est qu'il ne comporte aucune bibliographie. Même si un tel phénomène est normalement un peu troublant, étant donné que les auteurs sont respectivement un ancien sous-secrétaire américain à la Sécurité nationale et un commandant de la Garde côtière des États-Unis, mes préoccupations se sont dissipées pour l'essentiel. Le livre est à vrai dire une source d'information primordiale sur les expériences des auteurs, librement émaillées de citations sur le leadership provenant de dirigeants du passé (pour la plupart américains) appartenant à divers domaines.

Dans l'introduction du livre, les auteurs empruntent une définition du leadership à James MacGregor Burns, qui définit ainsi ce terme : « […] dirigeants qui agissent […] en vue d'atteindre certains buts communs qui représentent les valeurs […] d'eux-mêmes et des gens qu'ils représentent ». S'appuyant sur cette définition, Phillips et Loy soulignent trois éléments de la définition qui reviennent comme des refrains dans tout cet ouvrage : en premier lieu, que les véritables leaders

agissent en inspirant les autres plutôt qu'en exerçant un pouvoir coercitif, en deuxième lieu, que les leaders on un parti pris pour l'action et un sentiment d'urgence, et, en troisième lieu, que les leaders agissent dans le respect des valeurs de ceux qu'ils représentent.

Le titre de ce court ouvrage (que l'on peut lire facilement en un peu plus d'une heure) permet de se faire une idée du cadre que les auteurs utiliseront. L'analogie d'une maison ou de la construction d'un ouvrage représente l'agencement de ce livre. Les chapitres sont présentés comme suit :

- les fondations, qui se composent des personnages et des valeurs;
- le plancher, qui est fait de l'instinct de réalisation et de la capacité de bienveillance;
- la charpente, qui englobe les traits de caractère innés et les talents acquis;
- le plafond, le plus court chapitre qui est axé sur la chance (personnellement, je pense que, pour reprendre le motif de l'édifice, « fenêtre », avec ses allusions à la vision et à la capacité de voir « en dehors des sentiers battus », est un terme qui convient mieux qu'un plafond restreignant);
- le toit, qui décrit le rendement.

Les auteurs accompagnent le lecteur à travers chaque chapitre, en expliquant la théorie qui se cache derrière chaque partie du processus de construction, et ils font allusion à une figure historique (et pas toujours militaire) qui a affiché cet élément particulier de la structure globale du leadership. À la fin de l'ouvrage, les auteurs prennent l'exemple de la réaction des États-Unis face à l'ouragan Katrina en 2005 comme étude de cas sur la façon d'appliquer l'« architecture du leadership » telle qu'elle est décrite dans le livre.

Même si je n'ai rien trouvé de bien nouveau sur le thème du leadership, je suis obligé de contester certaines des conclusions des auteurs. Par exemple, ils semblent croire que l'« adhésion au changement » et la « prise de risques » sont des traits de caractère innés qui ne s'acquièrent pas. En outre, ils soutiennent que l'aversion innée pour le risque se manifeste dans l'indécision, qui est un caractère acquis, selon le livre. La section consacrée à l'esprit de décision est en fait plutôt brève, et les auteurs décrivent ainsi le processus décisionnel classique en cinq étapes du leader :

- recueillir des renseignements et comprendre les faits;
- faire participer tous les intervenants au processus;
- envisager diverses solutions et leurs conséquences;
- assurer la compatibilité avec les politiques et les objectifs personnels;
- transmettre la décision avec conviction.

Dans un ouvrage qui semble avoir été écrit essentiellement pour des lecteurs civils, je me suis demandé à quel stade le thème de la gestion ferait son apparition. Même s'il est abordé, ce n'est que dans la deuxième moitié du livre et il est brièvement décrit comme le « comment » du leadership. Beaucoup d'ouvrages de ce type cherchent à effacer cette distinction entre le leadership et la gestion; aussi est-il rassurant de constater que la gestion est décrite séparément. À titre de comparaison, l'ouvrage « Le leadership dans les FC » examine bien plus en détail la théorie et la pratique du leadership dans le contexte militaire.

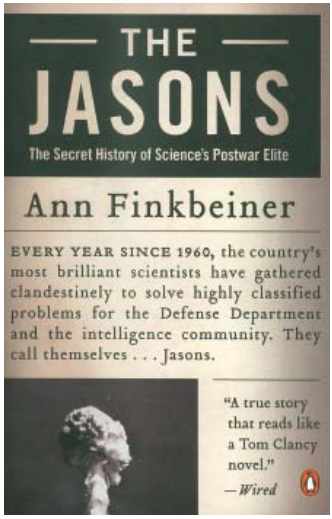
Ce livre ne s'adresse pas à un public militaire, même si les militaires, lorsqu'ils dialoguent avec des civils, auraient sans doute intérêt à le consulter. Il permet de comprendre comment peut fonctionner un leader civil. Dans la postface, les auteurs déclarent que ce livre peut

servir soit à stimuler un meilleur leadership interne, soit à créer une solide équipe de leaders à partir de rien. À vrai dire, si l'on tient compte de la pléthore de critiques élogieuses sur le plat verso, notamment des pdg de plusieurs grandes entreprises américaines, et d'un membre du temple de la renommée du baseball de 2007, il semble que le livre fasse des adeptes dans certains cercles au sud de la frontière. On peut se demander s'il existe une publication canadienne de même nature. Compte tenu de l'approche « pangouvernementale » croissante de nos opérations en Afghanistan en particulier, une telle publication pourrait sans doute séduire un grand nombre de lecteurs dans notre pays.

THE JASONS: THE SECRET HISTORY OF SCIENCE'S POSTWAR ELITE

Finkbeiner, Ann. New York et Londres : Penguin Books, 2006. Livre broché, 304 pages.

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.



Dans leur volonté de gagner la guerre froide contre l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), les États-Unis d'Amérique (É.-U.) ont mobilisé certains de leurs esprits les plus brillants au sein de groupes secrets et éminemment influents qu'ils ont chargés de résoudre des problèmes de sécurité nationale. Outre la création d'un certain nombre de cercles de réflexion comme la Corporation RAND ou l'Institute for Defence Analysis (IDA), le gouvernement des États-Unis a discrètement mis sur pied un groupe de scientifiques beaucoup plus restreint et plus sélectif à qui il a confié sans doute ses deux missions les plus difficiles. En premier lieu, résoudre les problèmes de défense les plus ardus du pays et, en deuxième lieu, tâche nettement plus redoutable, prodiguer des conseils objectifs et impartiaux au gouvernement. Même si le gouvernement des États-Unis n'a jamais officiellement désigné cet organisme spécial, le groupe a fini par être connu sous le simple nom de « The Jasons ».

Ann Finkbeiner, journaliste scientifique indépendante qui donne des cours de 2e/3e cycle à l'Université Johns Hopkins, a littéralement ouvert une boîte de Pandore d'intrigues dans son dernier livre, *The Jasons: The Secret History of Science's Postwar Elite*. En dévoilant l'un des nombreux efforts secrets déployés par les États-Unis pour acquérir une longueur d'avance technologique sur leur adversaire soviétique durant les jours les plus sombres de la guerre froide, Finkbeiner retrace les origines secrètes et l'évolution de ce groupe captivant de physiciens et de mathématiciens depuis ses tout débuts jusqu'à l'heure actuelle sous une présentation qui ne manquera pas de séduire certains lecteurs dès les premières pages.

The Jasons formaient un collectif « officieux » de conseillers dont les effectifs au fil des ans se sont chiffrés à une centaine de membres. Parmi ceux-ci, quarante-trois ont été admis à l'Académie nationale des sciences, onze ont reçu le prix Nobel, huit le prix MacArthur et un a été lauréat de la médaille Fields. Incontestablement, The Jasons regroupaient certains des plus grands cerveaux scientifiques que l'Amérique ait jamais produits.

Même si les origines du groupe remontent à la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, il est devenu plus structuré dans les années 1960 avec un président élu par roulement et un comité directeur. Se réunissant chaque été dans des lieux discrets sur la côte est ou la côte ouest des États-Unis (un été, le groupe s'est réuni dans une école secondaire vide de jeunes filles), il consacrait plusieurs semaines à l'étude d'un problème ou d'une proposition de défense très précis et rédigeait ensuite un rapport détaillé qui était soumis à l'examen du gouvernement. Les problèmes de défense étaient résolus et les propositions de défense étaient validées soit rejetées. Un été, le groupe s'est penché sur les moyens d'améliorer le système d'alerte et de détection rapide des missiles balistiques

intercontinentaux durant leur rentrée dans l'atmosphère. Un autre été, le groupe a cherché des moyens d'améliorer les transmissions protégées pour les sous-marins. Au milieu des années 1960, le groupe a reçu pour mission de concevoir une sorte de mur pour réduire le nombre d'incursions des Nord-Vietnamiens dans le sud via la piste « Ho Chi Minh ». Cette idée des « Jasons » a rapidement évolué vers la tristement célèbre ligne McNamara et a donné naissance à ce que l'on appellera plus tard le champ de bataille électronique. Parmi les autres missions qui lui ont été confiées dans les années 1970 et 1980, il faut mentionner la conception des lignes du Sound Surveillance System (SOSUS) pour détecter les sous-marins soviétiques et la démystification de bon nombre des éléments proposés de l'Initiative de défense stratégique (IDS) ou de la « Guerre des étoiles ». Dans les années 1990 et après cela, le groupe s'est investi dans la gestion de l'accumulation d'armes nucléaires et dans d'autres problèmes de défense postérieurs à la guerre froide.

Finkbeiner traite avec adresse d'un certain nombre de questions qui sont souvent assimilées au thème des sciences de la défense, de la recherche et du développement. Cultivés encore que quelque peu naïfs, les experts en sciences de la défense sont généralement peints sous les traits d'esprits tourmentés; de créatures purement éthiques qui sont en quelque sorte contraintes de conclure un pacte avec le diable militaire pour obtenir les ressources nécessaires à la réalisation de leurs propres buts en matière de recherche pure. Finkbeiner n'hésite nullement à démanteler ce mythe. Elle s'attaque sans crainte à l'éthique, à la moralité, au pragmatisme et au patriotisme de ses sujets. Elle saisit avec précision les caractères de ses sujets de même que les motifs qui les ont poussés à devenir membre des Jasons. Pour la plupart, les Jasons sont un groupe pragmatique et, même si elle reconnaît les défis d'ordre moral et éthique auxquels ils ont été confrontés, on peut constater que les Jasons ne s'embarrassent pas de notions feintes de supériorité éthique. Et pourtant, aussi bien leurs collègues n'appartenant pas au collectif que le milieu scientifique ont régulièrement engagé des poursuites contre les Jasons. Finkbeiner examine également l'illogisme de ces poursuites et, en reprenant les propos de ses sujets, elle explique l'orgueil du snobisme scientifique de ceux qui prétendent se livrer exclusivement à des recherches scientifiques qui ne font de tort à personne. Le débat historique pousse à la réflexion et reflète des problèmes d'aujourd'hui.

La recherche et le développement dans le domaine des sciences et des technologies sur la guerre froide sont un sujet complexe qui reste pour l'essentiel inexploré. Avec son dernier livre, Finkbeiner apporte une précieuse contribution au domaine, et j'en recommande la lecture à ceux qui s'intéressent aux questions de renseignement et de sécurité durant la guerre froide.

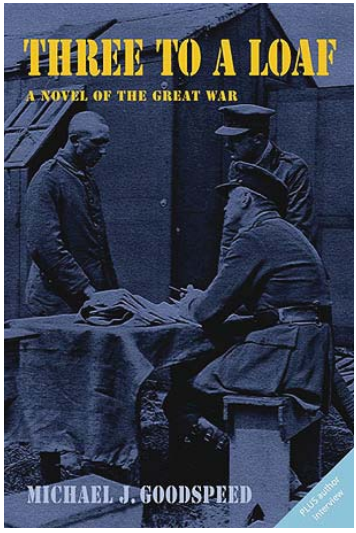
THREE TO A LOAF

Goodspeed, Michael J. Toronto : Blue Butterfly Publishing, juillet 2008.

Colonel J.P. de B. Taillon

Le roman historique militaire peut se vanter d'une longue et illustre histoire. L'Iliade est incontestablement la forme la plus ancienne de cet art; mais, malgré ses origines anciennes, jusqu'à récemment, il était pratiquement inexistant comme forme d'art au Canada. Le roman du LCol Michael J Goodspeed, *Three to a Loaf***,** symbolise l'entrée puissante et appréciée du Canada dans ce domaine qui a pendant si longtemps été dominé par les écrivains britanniques et américains.

Le roman historique sérieux peut être une étude utile pour le militaire professionnel dans la mesure où il permet une interprétation rigoureuse de nombreux événements et thèmes historiques. L'ouvrage de Goodspeed appartient précisément à cette catégorie en tant qu'étude de la nature de la Première Guerre mondiale, et d'un certain nombre d'autres sujets importants. *Three to a Loaf* n'est pas seulement un livre instructif sur le plan professionnel, il présente l'avantage d'être un récit passionnant et crédible, ce qui n'est malheureusement pas toujours l'une des caractéristiques de ce genre d'œuvre.



Three to a Loaf raconte l'histoire de Rory Ferrall, jeune officier du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) d'origine anglo-allemande qui est blessé et défiguré à Ypres. Ferrall est envoyé dans un hôpital de convalescence en Grande-Bretagne où il pousse des cris dans son sommeil, mais, contrairement aux autres soldats blessés qui l'entourent, Ferrall le fait dans sa langue maternelle, qui est l'allemand. Cela retient l'attention du Renseignement militaire britannique, qui a désespérément besoin d'un homme comme Ferrall qui parle couramment l'allemand et possède une connaissance intime de la culture allemande.

Les Alliés veulent à tout prix savoir ce que les Allemands prévoient faire pour sortir de l'impasse sur le front occidental, et ils viennent de capturer un prisonnier qui pourrait justement les aider à obtenir cette information. En 1914, il y avait 12 millions de Germano-Américains. Au mois d'août de cette année-là, près d'un millier d'hommes germano-américains ont repris le chemin de leur patrie d'origine pour se battre (beaucoup d'hommes originaires de Berlin [Ontario] — depuis lors rebaptisée Kitchener — ont fait exactement la même chose). Formé à la hâte pour se faire passer pour un officier germano-américain capturé, dont on croit qu'il est le seul officier survivant de son bataillon de la Landwehr, Ferrall assume l'identité du prisonnier et est envoyé en Allemagne sous couvert d'une audacieuse évasion. À une époque où les livres de solde et les cartes d'identité ne portaient pas de photographies, cette ruse est parfaitement crédible, bien que risquée, mais un policier allemand obstiné estime que son récit est suspect (même si c'est pour d'autres raisons). À partir de ce moment, le livre entre dans des détails considérables, sans pour autant tomber dans le fastidieux, et Goodspeed réussit à donner un aperçu stratégique et social convaincant des deux adversaires de cette guerre qui devait mettre fin à toutes les guerres.

Goodspeed tisse le suspense, les dilemmes moraux et personnels et les précisions historiques d'une manière qui paraît tout à fait réaliste près d'un siècle plus tard. Et il y parvient sans que ses personnages aient l'air catapultés du XXIe siècle. Il réussit à éviter l'écueil qui consiste à faire de ses personnages des gens modernes aux attitudes modernes. Les personnages de *Three to a Loaf* sont des créatures de leur époque. Rory Ferrall n'est certainement pas un surhomme, et l'on peut affirmer également que ses adversaires allemands ne sont pas peints sous les traits de bandits détestables. Les personnages sont bien campés et l'éventail des caractères appartenant aux deux camps dans ce roman sembleront tout à fait normaux à quiconque a servi dans les Forces canadiennes. À cet égard, le contexte de *Three to a Loaf* a fait l'objet de recherches minutieuses dans des documents d'origine que Goodspeed a sortis du musée du PPCLI ainsi que des archives canadiennes, britanniques et allemandes.

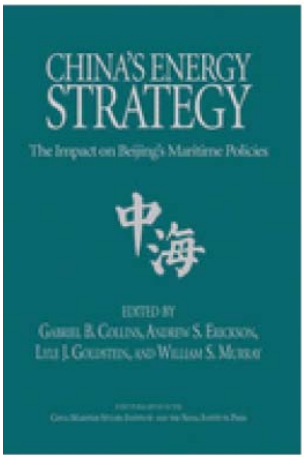
Il s'agit d'un roman qui vaut la peine d'être étudié pour d'autres raisons. Bien plus qu'un simple récit de guerre et d'espionnage, *Three to a Loaf* relate de quelle façon le monde en est venu à adopter les idéologies les plus destructrices du XXe siècle. Et c'est sans conteste un thème qui revêt un certain niveau d'importance pour un vaste éventail des lecteurs d'aujourd'hui, dont beaucoup ne sont pas indifférents aux pressions parfois conflictuelles entre la sécurité et la moralité.

En conclusion, c'est un excellent roman et un divertissement intelligent. J'en recommande la lecture à quiconque fait partie des Forces canadiennes ou s'intéresse à l'histoire militaire. Le roman affiche une grande précision historique et nous en dit long sur la nature de l'armée comme profession et sur la guerre moderne. Le plus gros reproche que je peux adresser à *Three to a Loaf* est qu'il n'existe jusqu'ici qu'un seul livre de ce type. L'éditeur de Goodspeed nous promet une suite. Je me réjouis à la perspective de la lire.

CHINA'S ENERGY STRATEGY: THE IMPACT ON BEIJING'S MARITIME POLICIES

COLLINS, Gabriel B, Andrew S. ERICKSON, Lyle J. GOLDSTEIN et William S. MURRAY, éditeurs. Annapolis: U.S. Naval Institute Press, 2008.

M. J.R. McKay, Ph. D.



Deux des dossiers les plus brûlants dans le domaine des affaires internationales en 2008 ont porté sur les effets de la demande mondiale croissante d'énergie (les fluctuations des prix du pétrole et la crise alimentaire aggravée par une hausse de la production de « biocarburants ») et sur l'attitude du gouvernement de la République populaire de Chine (RPC). Les Jeux olympiques d'été 2008 ont attiré du monde à Beijing en dépit du ressentiment de beaucoup à l'égard de l'attitude de la RPC au Tibet et de ses liens avec des gouvernements qui ont un triste bilan dans le domaine des droits de la personne, à savoir le Myanmar et le Soudan. De nombreux commentateurs ont tenté d'expliquer l'attitude du gouvernement chinois, mais cela n'a pas convaincu grand monde. Ce volume se penche sur la question de l'appétit insatiable des Chinois pour le pétrole et sur ses conséquences sur les relations commerciales de la Chine avec l'étranger de même que sur l'Armée de libération populaire (marine) [ALP(M)].

Les quatre rédacteurs de ce livre sont tous membres du corps enseignant du Naval War College des États-Unis et trois d'entre eux font partie du China Maritime Studies Institute (CMSI), fondé en 2006. Le CMSI fait partie du département de recherches stratégiques du Naval War College et son objectif est d'enrichir les connaissances de la marine américaine sur les effets, au plan maritime, de l'ascension de la Chine vers le statut de grande puissance. À cette fin, la deuxième conférence annuelle du CMSI avait pour titre « Maritime Implications of China's Energy Strategy », et son but était d'aborder les trois questions suivantes :

- Quelle est la stratégie énergétique de la Chine?
- Quel rôle la dépendance énergétique est-elle susceptible de jouer dans la modernisation de la marine chinoise?
- Quelles sont les conséquences de la stratégie énergétique de la Chine pour sa stratégie maritime?

Ce livre est un recueil des communications données à cette conférence. Certaines ont également été publiées dans d'autres revues, parmi lesquelles Orbis, le Journal of Strategic Studies, le Naval War College Review et le Journal of Contemporary China.

Ce livre contient des articles rédigés par des collaborateurs appartenant à trois catégories d'experts différentes, à savoir des économistes, des analystes des forces navales et (ou) des « observateurs de la Chine ». Les collaborateurs sont tous américains, à une exception près, et entretiennent des rapports avec le Naval War College ou des sociétés qui possèdent des intérêts en Chine. L'ouvrage regroupe les contributions en quatre parties, qui correspondent en gros aux trois questions mentionnées ci-dessus découlant de la conférence de 2007 :

- énergie et sécurité;
- accès à l'énergie;
- développement des forces navales;

- sécurité énergétique et relations sino-américaines.

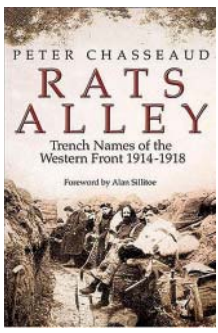
C'est une façon parfaitement logique de structurer les contributions qui correspondent au thème central du livre : les préoccupations des Chinois suscitées par leur soif insatiable de ressources énergétiques, en particulier le pétrole d'outre-mer, contribuent à leur volonté d'être mieux en mesure de protéger les lignes de communications maritimes (LCM) et (ou) d'en refuser l'accès à d'autres puissances qui pourraient être tentées d'entraver l'approvisionnement de la Chine en énergie (à savoir les marines de l'Inde ou des États-Unis). S'il était possible de résumer les éléments des contributions en un seul concept ou slogan accrocheur, cela serait alors le « dilemme de Malacca ». Le pétrole étranger qu'importe la Chine provient d'Afrique et du golfe Persique et les LCM de ce pétrole doivent franchir le détroit de Malacca. Au cas où une puissance hostile tenterait d'empêcher ou d'interrompre l'approvisionnement en pétrole, ce serait en effet l'endroit idéal. On pourrait en dire autant du détroit d'Ormuz, car la majeure partie du pétrole importé provient du golfe Persique. L'ALP(M) est avant tout une marine côtière ou semi-côtière, dont les opérations sont actuellement optimisées à proximité de la Chine continentale. Pour protéger les longues LCM, il lui faudrait dès lors de plus grandes capacités (réapprovisionnement en mer, avions patrouilleurs à long rayon d'action et plus grands bâtiments de guerre) que celles qu'elle a déjà. Fait intéressant, l'étude des analyses navales chinoises sur la question incite à penser qu'à court terme, les objectifs de l'ALP(M) en la matière semblent reposer sur deux hypothèses. En premier lieu, la menace la plus grave vient de la puissance qui croit le plus en la « liberté des mers » — les États-Unis. À quelques exceptions près, il semble que, si un pays quelconque menace les LCM chinoises, l'ALP(M) n'hésitera pas à user de représailles. En deuxième lieu, les LCM ne sont qu'un moyen d'assurer l'approvisionnement de la Chine en pétrole. La RPC a financé l'aménagement de ports en eau profonde et de pipelines reliés aux routes terrestres vers la Chine, comme le port de Gwadar dans l'ouest du Pakistan et les ports situés sur la côte ouest du Myanmar. Ces deux hypothèses tiennent compte du « dilemme de Malacca », mais la RPC risque de se laisser entraîner dans les régions de conflit de l'Asie du Sud et du Centre de même que dans les problèmes politiques liés au Myanmar.

Le seul reproche que l'on puisse adresser à ce livre est qu'il passe sous silence l'obsession de la RPC et, par défaut, de l'ALP(M) pour Taiwan. Ce livre vaut la peine d'être lu par quiconque souhaite mieux comprendre le comportement international de la RPC, sa soif d'énergie et la façon dont le Parti communiste chinois et l'ALP(M) perçoivent ces questions. Le point fort de l'ouvrage est qu'il réussit à bien décrire la volonté de la RPC d'étancher sa soif et sa façon de procéder.

RAT'S ALLEY: TRENCH NAMES OF THE WESTERN FRONT, 1914-1918

Chasseaud, Peter. Gloucestershire : Spellmount Books, 2006. Livre relié, 416 pages.

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D.



L'histoire de la Première Guerre mondiale est autant définie par les noms que par les images. L'expression « front occidental », par exemple, n'appelle aucune explication pour les étudiants et les érudits de l'histoire militaire. Toutefois, un grand nombre de ses batailles ne sont pas connues par le nom d'une grande ville quelconque, mais plutôt par celui d'un objet créé expressément par l'homme durant la « guerre visant à mettre fin à toutes les guerres ». M. Peter Chasseaud, Ph. D., membre de la Royal Geographic Society et spécialiste reconnu des recherches et des cartes sur la Première Guerre mondiale, s'attaque au thème des appellations dans son plus récent ouvrage, *Rat's Alley: Trench Names of the Western Front, 1914-1918*.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le livre de Chasseaud est appelé à devenir un ouvrage précurseur sur la question et un usuel obligatoire pour quiconque s'intéresse à cette période de l'histoire militaire. Avec plus de 400 pages à lire, le lecteur se voit offrir une mine d'histoire, de renseignements et de données

inestimables pour d'autres recherches sur la Première Guerre mondiale, en particulier tout ce qui se rapporte aux opérations. La première moitié du livre est consacrée à l'histoire et à l'évolution de la cartographie et de la désignation des tranchées sur le front occidental. Chasseaud explique les systèmes de cartographie des divers pays et combattants, de même que les difficultés éprouvées à établir des cartes précises pendant le déroulement de la guerre. On sait trop rarement que les observations aériennes, qui sont un élément essentiel de l'obtention d'une image exacte du sol pour le cartographier, étaient encore une technique relativement nouvelle à l'époque. Il analyse les erreurs commises et les leçons retenues, et il se livre à un examen des conventions d'appellation britanniques, françaises et allemandes dans des chapitres distincts. Des notes sont commodément insérées à la fin de chaque chapitre, tandis que l'auteur fournit une bibliographie exhaustive d'autres sources et lectures. La deuxième moitié du livre est un répertoire toponymique qui comprend une liste alphabétique de chaque tranchée connue ou point désigné sur le front occidental avec son feuillet cartographique, son numéro et ses coordonnées de quadrillage modernes. Des noms aujourd'hui célèbres dans l'histoire militaire canadienne, comme *La tranchée Regina, La tranchée Desire, Le Bourgeon, La crête de Vimy, Le Bois du Polygone, K5, Le Mont Sorrel* et bien d'autres encore, sont faciles à localiser ici.

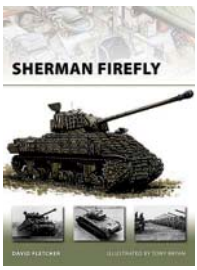
Cet ouvrage et l'autre livre de Chasseaud témoignent de la grande qualité des recherches qui finissent par faire surface sur l'histoire de la Première Guerre mondiale. S'écartant de la rhétorique pleine d'émotion et de références politiques tellement courantes dans ce genre d'étude, Chasseaud présente au contraire quelque chose d'entièrement original et pragmatique. Magnifiquement illustré et richement détaillé, *Rat's Alley* fait ressortir un élément critique que le front occidental a si souvent présenté, mais également si souvent dénaturé — le champ de bataille physique proprement dit. Trop souvent immortalisé sur les photos comme un paysage lunaire de boue criblé de trous, ce livre nous révèle toute la complexité de la géographie du champ de bataille. Loin d'être un fouillis aléatoire de défenses, les tranchées étaient autant que possible logiquement creusées et identifiées au fur et à mesure que la guerre avançait.

Bon nombre des champs de bataille de la Première Guerre mondiale demeurent prévisibles et accessibles. Dans certains lieux, comme les terrains qui entourent le monument de la crête de Vimy, on peut voir sans difficulté les cratères, les tranchées et les cicatrices des batailles mentionnées dans le répertoire toponymique de Chasseaud. Si on les conjugue à d'autres outils comme des cartes physiques et des systèmes modernes GPS, quiconque souhaite parcourir le terrain à pied n'aura aucune difficulté à retrouver ces endroits. Pour ceux que l'étude de cette période ou la visite de ses champs de bataille intéressent, *Rat's Alley: Trench Names of the Western Front, 1914-1918,* est un ouvrage de référence et un guide qu'il faut posséder à tout prix.

LE SHERMAN FIREFLY

FLETCHER, David, illustré par Tony Bryan. Oxford: Osprey Publishing (New Vanguard 141), 2008, 48 pages, ISBN: 978 1 84603 2776.

Critique du Major Murray Robertson, CD



Pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire militaire, et plus précisément à la campagne en Normandie, les noms « Tiger » et « Panther » évoquent une époque de désespoir. La plupart des chars des forces alliées occidentales étaient tellement surclassés sur les plans de la protection et de la puissance de feu par les lourds blindés allemands que c'en était risible. Heureusement, l'Armée britannique a réussi à mettre au point un char utilisable doté d'un canon capable d'affronter les lourds chars allemands sur le plan de la puissance de feu, sinon sur celui de la protection. Le Sherman Firefly, qui est le sujet de ce mince ouvrage, était le principal résultat de cette compétition. La raison pour laquelle le Firefly était si important, c'est qu'il s'agissait du seul char allié en Normandie susceptible de vaincre un char Tiger ou Panther dans un face à face.

David Fletcher a rédigé un bref compte rendu, extrêmement facile à lire, de la conceptualisation, du développement et de la production du Sherman Firefly, c'est-à-dire le char Sherman équipé d'un canon de 17 livres. Pour quiconque étudie cette période de l'histoire et s'efforce de comprendre le manque d'adaptation constant des chars alliés (particulièrement ceux des Britanniques), Fletcher explique en termes simples la difficulté que l'industrie de l'armement britannique éprouvait à produire des chars modernes, non pas en raison d'un manque de réflexion, mais plutôt d'un manque de capacité de production. Les Britanniques avaient laissé leur capacité d'armement s'atrophier à tel point pendant la période entre les guerres que lorsqu'ils ont dû, après la bataille de Dunkirk, choisir entre se rééquiper pour produire de meilleures armes, y compris des chars plus modernes et plus performants (ce qui aurait exigé l'arrêt virtuel de toute la production pendant plusieurs mois) ou continuer à produire leurs anciennes armes inadéquates, ils ont choisi à juste titre la deuxième possibilité. Après tout, un canon médiocre vaut mieux que pas de canon du tout. Il s'ensuit que même si la Royal Artillery envisageait officiellement d'utiliser le canon antichar de 17 livres dès novembre 1940, elle produisait encore le canon de deux livres, plutôt que celui de six livres, plus récent; on était loin du canon de 17 livres! De plus, lors d'une réunion du Tank Board en décembre 1941, on a discuté pour la première fois de la possibilité d'installer le canon de 17 livres sur un char (ce qui se produirait par la suite avec le Challenger, le Firefly, le Comet, et enfin, le Centurion), mais dans les faits, rien ne s'est produit. Cette difficulté explique beaucoup pourquoi les chars britanniques ont toujours semblé moins performants que ceux des Allemands sur les plans du blindage et de la puissance de feu pendant la majeure partie de la guerre.

Durant la majorité de la guerre, l'Armée britannique, et plus précisément, l'arme blindée, étaient pénalisées par l'absence de clarté du concept doctrinal de la définition d'un char. S'agissait-il d'un canon mobile servant à détruire d'autres chars ou son rôle était-il véritablement d'appuyer l'infanterie? Dans ce deuxième cas, devait-il non seulement être capable de détruire occasionnellement d'autres chars, mais aussi de tirer des explosifs brisants afin d'appuyer l'infanterie? La réponse à cette question détermine le choix du canon et des munitions nécessaires. Comme Fletcher le souligne, l'incapacité de l'Armée britannique à décider effectivement du rôle qu'elle désirait attribuer à ses chars compliquait davantage le travail des concepteurs de chars. Peut-être qu'une doctrine uniforme et raisonnée est plus importante qu'on ne le pense!

Mais la conception de nouveaux chars, particulièrement dans le cas de l'industrie de l'armement britannique, a nécessité beaucoup de temps. Les forces armées du Commonwealth avaient besoin immédiatement d'un char doté d'un bon système d'armes, et non pas à une date incertaine. Les chars britanniques courants, tels que le Crusader ou le Valentine, étaient simplement trop petits pour accueillir le canon de 17 livres. Il restait le char moyen Sherman, fabriqué par les Américains, mais c'était aussi un char de dimensions restreintes, du moins au niveau de la tourelle. Voici donc la véritable histoire du Firefly. C'est l'histoire de deux majors du Royal Tank Regiment, George Brighty et George Witheridge, qui, selon David Fletcher, « étaient déterminés à améliorer la puissance de feu du Sherman ». Fletcher explique avec force détails comment le canon de 17 livres a été « enfoncé » dans la tourelle du Sherman. Il a fallu faire des ajustements, mais il semble que les deux majors n'étaient pas trop préoccupés par la façon dont ils y parviendraient. Comme Fletcher le dit, « il serait intéressant de savoir comment il a réussi à obtenir un char, vu qu'il avait l'intention de le charcuter pour prouver sa théorie. » Contentons-nous de dire qu'en modifiant la volée du tube du canon (un terme d'artillerie qui est défini dans le livre) et en faisant basculer le canon de 17 livres sur le côté, on a réussi à l'installer, et c'est ainsi qu'est né le « Firefly ». Sans ce char, nous pourrions encore être en train d'essayer de quitter la Normandie.

Cette partie de l'ouvrage m'a fasciné et je ne peux qu'imaginer à quoi pensait le Major Witheridge la première fois qu'il a tiré un projectile au moyen du canon de 17 livres installé sur le Sherman, en utilisant un long cordon et en se tenant, sans aucun doute, bien loin du char! Quoi qu'il en soit, pour être bref, cela a fonctionné et c'est ainsi que le Firefly est né. Hélas, comme Fletcher le dit, « les jours des amateurs enthousiastes et doués

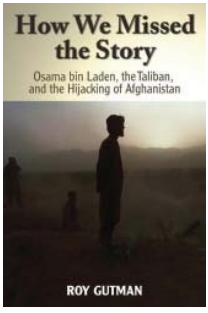
étaient comptés. Par la suite, les professionnels ont pris les choses en mains. » Pendant le reste du livre, il discute de la conception officielle du Firefly, puis de sa production (il s'agissait, bien sûr, de la « conversion » d'un Sherman standard doté d'un canon de 75 mm). Avec le temps, on a produit environ 2 000 Firefly, et encore une fois, ce fut beaucoup plus compliqué que d'arracher tout simplement le petit canon de 75 mm et de le remplacer par le canon de 17 livres. Malgré sa concision, cet ouvrage est rempli de petits détails à propos des questions de conception — comment le chargeur peut-il s'extirper de la tourelle, qui est envahie par la culasse massive? Ils ont découpé une nouvelle écoutille. Il n'y avait pas suffisamment d'espace pour la radio dans la tourelle? Ils ont installé la radio dans une boîte blindée qu'ils ont soudée à l'arrière de la tourelle, puis ils ont découpé un orifice dans cette dernière pour permettre au chargeur/opérateur radio de pénétrer dans la boîte pour manipuler les commandes.

Au total, je recommanderais la lecture de ce livre à tous ceux qui s'intéressent aux opérations de la Deuxième Guerre mondiale s'ils comprennent bien que, comme tous les ouvrages publiés chez Ospreys, ce dernier ne fait qu'effleurer le sujet. Ce qui est ennuyeux, c'est que l'auteur n'aborde tout simplement pas le cœur du sujet, c'est-à-dire la capacité réelle du canon de 17 livres par rapport à celui de six livres ou de 75 mm. Fletcher évite la question en affirmant que les nombres fournis à titre de comparaison peuvent être très trompeurs, suivant les conditions. Même si cela peut s'avérer vrai, une comparaison réelle de la pénétration pourrait permettre de bien comprendre la raison de toutes ces histoires. Enfin, les illustrations en couleur ne sont pas aussi bonnes que le sont d'habitude celles de cette maison d'édition, elles se répètent légèrement et sont un peu floues. Autrement, ce livre est une bonne étude préparatoire de ces véhicules.

HOW WE MISSED THE STORY : OSAMA BIN LADEN, THE TALIBAN AND THE HIJACKING OF AFGHANISTAN

Gutman, Roy. Washington DC: United States Institute for Peace, 2008, 320 pages.

Critique de Sean M. Maloney, Ph. D.



L'intérêt accru de l'Armée canadienne pour l'histoire de l'Afghanistan a tendance à être axé sur l'analyse tactique de la période d'occupation par les Soviétiques, de 1979 à 1989; sur tout ce qui peut expliquer les rapports changeants entre les tribus ou sur la progression de la guerre depuis le 11 septembre. La connaissance des événements qui se sont produits dans l'intervalle a généralement tendance à être anecdotique et à découler des expériences ou des croyances personnelles des Afghans qui ont travaillé avec les Canadiens. Cette période, qui s'étend du départ des Soviétiques en 1989 aux préparatifs de l'opération *ENDURING FREEDOM* en 2001, regorge d'accusations et de contre-accusations de violation des droits de la personne, de contrebande de stupéfiants, de théories sur des complots liés au projet de construction d'un pipeline par UNCOL et de propagande quasi continue selon laquelle l'attentat survenu aux États-Unis en 2001 était en quelque sorte le résultat de la négligence des pays occidentaux après la fin de la guerre froide. Nous disposons maintenant d'une ressource importante pour nous aider à comprendre la période post-soviétique et d'un point de départ pour ne pas se limiter à la propagande. L'ouvrage de Roy Gutman, intitulé *How We Missed the Story*, est cette ressource.

Gutman est un journaliste expérimenté, mieux connu pour son travail dans les Balkans; il est maintenant agrégé supérieur de recherches au United States Institute for Peace et il a passé plusieurs années à essayer de découvrir ce qui s'est véritablement produit pendant la violente période de chaos qui a suivi l'ère post-soviétique en Afghanistan. Il en résulte un portrait documenté et détaillé de l'ingérence du Pakistan dans les affaires afghanes, de la culpabilité de l'Arabie saoudite, qui y a participé, de la politique américaine distraite,

sinon diffuse, et de l'exploitation de toute la situation par al-Qaïda et les Talibans. Mais le plus important, c'est que nous comprenons que l'instabilité actuelle de l'Afghanistan résulte aussi des choix faits par les Afghans.

Il est manifeste que Gutman s'intéressait au début à la raison pour laquelle Clinton et Bush n'ont pas réussi à prévenir les incidents du 11 septembre, mais qu'il a compris, durant ses recherches, que le pouvoir (et la durée d'attention) des Américains était limité et que d'autres intervenants étaient plus habiles à comprendre les dynamiques régionales. L'auteur ne se borne pas à regretter les occasions perdues par les Américains : en fait, le comportement des Talibans, au moment de leur formation, pendant leur régime et jusqu'à la phase d'insurrection, ressemble beaucoup à ce que l'on a vu dans les Balkans au début des années 1990 — un nettoyage ethnique calculé, l'abus choquant des droits de la personne et l'activation des griefs historiques pour alimenter les intentions de ceux qui étaient assoiffés de pouvoir. Gutman donne beaucoup de détails sur l'importance et la portée des intentions des Talibans et sur leur réalisation. Il est difficile de conclure, qu'en 1996, l'Afghanistan était radicalement différent de la Bosnie en 1992 — parce que la couverture médiatique était minime ou inexistante à cette époque.

Il émerge aussi de cet ouvrage un portrait plus équilibré du comportement de l'Alliance du Nord, semblable à celui des factions; jusqu'ici, ce comportement était considéré comme l'équivalent moral du comportement des Talibans puisque les rumeurs d'atrocités se succédaient les unes après les autres dans les médias. Gutman montre que les dirigeants de l'Alliance du Nord n'étaient pas des anges, mais que leur comportement n'était aucunement comparable à la malveillance des intentions des Talibans. Ceux qui cherchent aujourd'hui à faire des compromis avec les dirigeants des Talibans devraient en tenir compte.

Gutman blâme le gouvernement Clinton pour ses faibles tentatives de mise en œuvre d'une approche de soutien indirect de l'Alliance du Nord (semblables à ce qu'il avait fait en Croatie en 1995); mais cette critique n'est en rien comparable à sa critique détaillée de la manipulation par le Pakistan de la guerre civile afghane pour atteindre ses propres buts. Il nous apprend également que le mollah Omar, un Taliban, avait effectivement des vues sur l'Asie centrale et était prêt à exporter la révolution islamiste radicale dans l'ensemble des pays de cette région, à partir de l'Afghanistan. L'exportation de la violence terroriste n'était donc pas une exclusivité d'al-Qaïda, mais le gouvernement Clinton ne s'en est pas aperçu à ce moment-là.

Les Canadiens qui travaillent actuellement en Afghanistan apprécieront les explications de Gutman sur la façon dont les Talibans se sont emparés du pays, plus précisément comment les tribus changent d'allégeance et dans quelles conditions. Il est également intéressant dans les circonstances actuelles de comprendre la stratégie des Talibans dans les années 1990, qui était axée sur les villes. Surtout, les explications sur la façon dont les participants à la guerre des « commandants » des moudjahidines ont interagi en 1992-1993 permettent de comprendre exactement pourquoi l'influence de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) à Kaboul, en 2003-2004, a été si importante. Je recommande chaudement la lecture de cet ouvrage.

TRIBUNE LIBRE

Commentaires, opinions et contestations

CONFÉRENCE SUR LA GUERRE INTERARMÉES 2008, QUI S'EST TENUE DU 17 AU 20 JUIN 2008

Par le Major Bob Near (The RCR), du Centre d'expérimentation des Forces canadiennes, section de la doctrine interarmées

La Conférence sur la guerre interarmées 2008 a eu lieu du 17 au 20 juin dernier au Centre des congrès ultramoderne de Virginia Beach. Quelque 5 000 personnes provenant de toutes les composantes des services américains, du département de la défense et du secteur privé ont assisté à cette conférence parrainée par la US Armed Forces Communications & Electronics Association et le US Naval Institute, de concert avec le US Joint Forces Command (JFCOM). Un petit nombre d'officiers alliés étaient également présents. La conférence comprenait une exposition du secteur privé et du gouvernement sur la technologie militaire américaine de pointe, ainsi qu'un programme remarquable de discours principaux et de panels auxquels ont pris part quelques-uns des plus hauts dirigeants des forces armées américaines, en service actif et à la retraite. Parmi ceux-ci, notons le Général James Mattis — commandant du US JFCOM et commandant suprême allié Transformation (SACT) de l'OTAN, l'Adm James Stavridis — commandant du US SOUTHCOM, le Général John Corley — commandant du Air Combat Command et Air Component Commander du JFCOM, le Lgén David Valcourt — commandant adjoint du US Army Training and Doctrine Command (TRADOC), le Lgén (à la retraite) Paul von Riper — USMC, le Mgén Jason Kamiya — US JFCOM J7, le Mgén (à la retraite) Robert Scales — ancien commandant du US Army War College, le Mgén David Fastabend — G7 US Army et le Lgén Thomas Metz — Directeur de la Joint Improvised Explosive Device Defeat Organization (JIEDDE). Ces officiers ont tous discuté du thème principal de la conférence, posé sous forme de question : *Les capacités du département de la défense pour le 21e siècle : dominantes — pertinentes — prêtes?* [Traduction]. C'est dire que la conférence s'est avérée une merveilleuse occasion d'écouter ces officiers décrire les problèmes de sécurité auxquels les États-Unis font face, selon eux, et formuler leurs idées et leurs recommandations pour le développement futur des capacités des forces interarmées américaines.

Un sujet est constamment revenu tout au long des débats : la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006. Le fait que les forces israéliennes très réputées — dont la doctrine était fondée sur les concepts de la transformation des forces américaines, c'est-à-dire des opérations basées sur les effets, la guerre réseaucentrique et les tirs de précision longue portée — n'aient pu réussir à atteindre leurs objectifs opérationnels et stratégiques a consterné bon nombre d'observateurs américains. La débâcle d'Israël, combinée aux défis imprévus que les forces américaines ont dû relever en Irak, a suscité une introspection considérable chez les commandants supérieurs et les concepteurs de la doctrine américains. Cela comprend la remise en question de certaines hypothèses qui sous-tendent leurs propres efforts de développement de la force, ainsi que l'abandon ou le « remisage » d'un certain nombre de concepts associés à la transformation tels que les opérations basées sur les effets (OBE), la guerre réseaucentrique, l'évaluation des réseaux opérationnels (ERO) et l'approche des systèmes de systèmes (SoSA). La conférence 2008 s'est révélée un excellent forum pour débattre de ces problèmes de développement de la force et d'autres problèmes connexes.

Certains conférenciers ont également exposé une hypothèse très intéressante, à savoir que les États-Unis entraient dans un nouveau type de conflit surnommé « les guerres hybrides ». Selon la description de Frank Hoffman, du *Centre for Emerging Threats and Opportunities*, les guerres hybrides se caractérisent par une convergence et une fusion de techniques de guerre normales et irrégulières, qui peuvent être utilisées à la fois par des

États et des acteurs non étatiques. Ni l'un ni l'autre des types de guerre ne prédomine, et une large gamme de différents modes de combat, y compris des capacités conventionnelles, des tactiques et des formations inusitées, le terrorisme, la coercition ainsi que l'agitation de nature criminelle, sont tous utilisés isolément ou conjointement pour obtenir des effets synergétiques. Ainsi, la guerre hybride permet à un adversaire qui serait faible sur le plan militaire de connaître le succès contre des forces armées plus considérables, structurées et entraînées de façon traditionnelle. Plusieurs conférenciers considèrent que la guerre hybride sera le principal défi des États-Unis pendant la prochaine génération. C'est pourquoi le Général Mattis et plusieurs autres conférenciers ont contesté l'utilité des méthodologies actuelles de développement de la force fondées sur des scénarios imaginaires futurs parce qu'ils considèrent qu'ils ne sont pas pertinents et qu'ils représentent un gaspillage de temps et d'efforts. Le Général Mattis a également incité les planificateurs de la force à… « surmonter leur *prochaine-guerre-ite* parce que l'avenir est déjà là! » Il faut donc se concentrer sur le défi immédiat et cesser de consacrer de maigres ressources à ce qui pourrait se produire dans 10 ou 20 ans.

Durant la conférence 2008, on a également mis l'accent sur l'aspect humain de la guerre. Le Général Mattis et le Lieutenant-général Wood en ont parlé énergiquement; ils ont déclaré que la guerre ne devrait jamais être perçue comme une « entreprise technique » et qu'on commet une erreur en se fiant trop à la technologie. Par conséquent, l'éducation et l'instruction relatives à « l'art de la guerre » doivent être une exigence essentielle pour les officiers américains et pour assurer l'efficacité de la force interarmées de l'avenir. Pour ce faire, il faut doter les jeunes officiers de compétences linguistiques et d'une sensibilisation à la culture des régions où ils serviront, leur apprendre un comportement éthique et leur inculquer des valeurs professionnelles.

Dans l'ensemble, la conférence 2008 s'est avérée un banquet intellectuel de plusieurs services, mettant en vedette une introspection et une analyse honnêtes des expériences militaires américaines en Irak et des défis formidables que les commandants supérieurs américains estiment devoir relever, particulièrement en ce qui a trait aux guerres hybrides et à la « longue guerre » contre le terrorisme. La possibilité de converser avec des conférenciers et des panélistes détenant trois ou quatre étoiles a été l'un des faits saillants de la conférence qui a permis de bien comprendre l'orientation future des forces armées américaines sur les plans des structures de la force, du développement et de l'expérimentation de concept (DEC), de la doctrine, de l'instruction et des activités interorganismes. La connaissance de ces problèmes et de ces faits nouveaux permettra à la section de la doctrine interarmées du CEFC d'entreprendre ses propres activités d'élaboration de la doctrine avec plus de précision et une meilleure compréhension pour maintenir l'interopérabilité des FC avec son principal allié dans l'ensemble du spectre d'intensité des conflits.

L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ ET LA DURABILITÉ DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Par le Capc P.R. Moller, du bureau du Programme des pays ABCA

Tip O'Neil est célèbre pour cette déclaration : « Toutes les politiques sont d'abord locales » [Traduction]. Si c'est le cas, il est peu probable qu'une discussion sur les menaces globales indéterminées captera l'imagination ou l'intérêt des Canadiens qui sont, semble-t-il, préoccupés par l'économie, l'éducation et l'effritement des infrastructures municipales. De même, on ne parviendra à gagner le cœur et l'esprit des Afghans que s'ils pensent que nous nous intéressons sincèrement et de façon durable à leur bien-être. En Afghanistan, comme ici, toutes les politiques sont d'abord locales. Bien que nous ayons connu quelques succès en Afghanistan, un grand nombre d'habitants de ce pays semblent encore considérer les armées occidentales comme des intrus temporaires dans leur pays. Afin de progresser sur ces deux fronts, nous devons peut-être trouver une nouvelle approche stratégique. Souvent, une stratégie fructueuse fait le lien entre des éléments qui n'avaient aucun rapport pour atteindre un objectif global à long terme. L'élément commun entre la réussite en Afghanistan et le soutien à long terme des FC au Canada est la nécessité d'obtenir la compréhension et le soutien des citoyens ordinaires. Si l'on passe d'une approche pangouvernementale à une stratégie axée sur *l'ensemble de la société*, on peut peut-être trouver le moyen de faire le lien entre la réussite en Afghanistan et un soutien durable des FC au Canada.

Il n'a jamais été aussi important d'éveiller l'intérêt des Canadiens pour la stratégie étrangère et la stratégie de défense canadiennes. Dans la *Stratégie de défense « Le Canada d'abord »*, on a défini les quatre piliers sur lesquels les capacités de défense reposent c'est-à-dire : le personnel, le matériel, la disponibilité opérationnelle et les infrastructures. On y définit la disponibilité opérationnelle comme la souplesse et l'état de préparation des Forces canadiennes pour se déployer à la demande du gouvernement.[1] Cette définition ne comprend pas un autre élément tout aussi important, la volonté du public canadien de permettre et de soutenir le déploiement des FC. Le public canadien n'appuiera probablement le déploiement des FC que s'il comprend et accepte l'état final stratégique qui est recherché. Si un objectif stratégique n'est pas durable, alors les efforts déployés pour l'atteindre auront été vains. Afin de perdurer, les FC doivent trouver un moyen de relier leurs rôles internationaux aux collectivités canadiennes afin que le niveau actuel de soutien des FC et de leurs membres puisse se maintenir à long terme.

Les administrations municipales constituent le lien le plus direct avec les collectivités canadiennes. Afin de créer des processus de planification à long terme plus résistants, toutes les municipalités canadiennes s'efforcent actuellement de mettre au point des *Plans intégrés pour la durabilité de la collectivité* (PIDC). Dernièrement, le gouvernement fédéral a renouvelé les ententes sur le transfert des recettes tirées de la *Taxe fédérale sur l'essence* (TFE) qu'il avait conclues avec les provinces et les territoires. En contrepartie du transfert de fonds de la TFE, les municipalités doivent prouver d'ici 2010 qu'elles ont fait des progrès pour améliorer la planification durable. Dans toutes les sphères de compétence, sauf l'Ontario[2], il est obligatoire d'établir un PIDC pour étayer ce progrès. Afin d'atteindre les objectifs de durabilité, les PIDC doivent notamment refléter les objectifs de durabilité intégrés sociaux, culturels, environnementaux et économiques en matière de planification urbaine. En 1987, les membres de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ont fait cette déclaration : « L'humanité est capable d'assurer un développement durable, de répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins. »[3] Dans la majeure partie du Canada, ce concept a entraîné l'élaboration de quatre piliers sur lesquels repose le développement durable, c'est-à-dire : économique, environnemental, social et culturel. Dans le cadre de ces quatre domaines, les collectivités s'efforcent de comprendre les liens qui existent entre les habitudes de vie individuelles et l'amélioration de la qualité de vie dans leur voisinage. Bien qu'il ne soit pas appliqué de façon universelle, le concept d'une collectivité sécuritaire est intégré dans le pilier social. Il est évident que la sécurité des collectivités relève principalement des

services policiers et des services d'incendie locaux, mais nos villes et nos municipalités ne vivent pas en vase clos. New York, Londres et Madrid ont appris récemment que l'instabilité qui sévit dans des pays très éloignés peut avoir chez elles des effets dévastateurs; par conséquent, les FC ont clairement un rôle à jouer dans la sécurité, qui fait partie du pilier social. L'élaboration simultanée de PIDC par les municipalités dans l'ensemble du pays établit une conjoncture favorable qui permet aux FC de faire la liaison entre la réussite en Afghanistan et un soutien durable au Canada, par l'intermédiaire d'une stratégie axée sur l'ensemble de la société.

Si les FC encouragent et aident les collectivités de l'Afghanistan et du Canada à commencer à bâtir des relations, cela leur permettra de gagner le cœur et l'esprit des citoyens, à l'étranger comme au pays. Le principal mécanisme utilisé pour établir des liens entre des municipalités est le « jumelage » d'une collectivité avec une autre. Comme le processus de jumelage inclut la plupart du temps des visites réciproques des leaders politiques, sociaux et commerciaux des deux municipalités, ce jumelage peut faire beaucoup pour établir la compréhension, la confiance ainsi que des liens en matière d'éducation, et parfois, d'économie entre les deux municipalités.[4] Parmi les projets admissibles aux ententes sur la TFE, il y a ceux qui comportent le « développement de capacités » — p. ex., améliorer la collaboration, les partenariats, la connaissance, l'intégration, la planification et la politique. L'amélioration de la coopération et des capacités qui est associée au jumelage de deux collectivités se répand souvent dans les deux pays concernés. L'établissement de liens durables entre nos deux sociétés au niveau local est un moyen concret pour le Canada de prouver son intérêt durable pour l'Afghanistan, et ainsi, d'accroître la coopération entre les Afghans et les Canadiens qui travaillent dans leur pays.

« Le principal objectif de la *coopération civilo-militaire* (COCIM) est d'assurer la coopération nécessaire entre les autorités civiles et le commandant afin que ce dernier puisse réaliser son objectif. »[5] Les FC appliquent actuellement ce principe en envoyant des militaires dans des communautés afghanes pour les aider à réaliser des projets nécessaires. Bien que cette approche ait remporté un succès mitigé, le soutien des objectifs politico-militaires canadiens à plus long terme en Afghanistan exigera probablement une approche élargie qui prouvera la volonté du Canada de nouer le dialogue avec le peuple afghan et de l'aider à long terme. La promotion du jumelage des municipalités et des villes au Canada et en Afghanistan favoriserait considérablement l'établissement de liens de compréhension, de confiance et d'éducation entre les deux pays. L'établissement de liens entre les communautés pourrait se traduire par une plus grande coopération entre les membres des FC qui sont dans le théâtre et les collectivités locales afghanes. Si les FC ou les membres des FC jouent un rôle dans le processus de jumelage, cela contribuera aussi à nouer des liens entre les FC et la société canadienne. De plus, cela donnerait aux Canadiens un moyen tangible « d'appuyer nos troupes » et de participer aux efforts stratégiques internationaux du Canada. Le renforcement des liens entre les collectivités du Canada et de l'Afghanistan — et avec les FC — pourrait comporter d'autres avantages. Si les autres ministères constatent qu'une approche de la stratégie en Afghanistan, axée sur l'ensemble de la société, se répand, ils seront probablement plus enclins à appuyer les initiatives pangouvernementales. Cela pourrait aussi permettre aux FC et au MDN d'établir avec les autres ministères fédéraux des relations plus solides qui pourraient se poursuivre dans le théâtre et inversement. Cependant, bâtir des relations est une tâche complexe qui exige l'adoption de diverses approches.

Chaque municipalité est unique. Chacune a son histoire, sa propre composition démographique, ses caractéristiques géographiques, ainsi que ses difficultés et possibilités économiques, environnementales, sociales et culturelles. Par conséquent, les FC ne devraient pas s'attendre à pouvoir élaborer une approche urbaine universelle. Dans certaines régions, il se peut que des membres des FC participent déjà au processus d'élaboration d'un PIDC. La première étape la plus facile pourrait consister à les trouver et à leur offrir un soutien. Comme les FC commandent régulièrement des rapports et des études, l'investissement dans des travaux visant à produire des documents d'information ou des études de cas qui soulignent les avantages locaux du jumelage avec d'autres municipalités

et font le lien entre la sécurité internationale et les collectivités locales permettrait de fournir aux membres des FC plus de moyens à utiliser pour aborder leurs municipalités. De plus, il se pourrait que des organisations municipales, nationales et provinciales soient réceptives aux démarches de hauts dirigeants militaires.

À mesure qu'un plus grand nombre de civils canadiens interagiront avec les membres des FC et les Afghans durant le processus de jumelage, il se pourrait que les Canadiens prennent conscience de la réalité de la guerre menée en Afghanistan. Les FC ne seraient alors plus seules à admettre que nous sommes en guerre et à reconnaître les avantages durables du succès de notre mission pour le Canada. L'établissement d'une démocratie autonome en Afghanistan exigera un investissement à long terme. En encourageant les collectivités canadiennes à participer à cet investissement, on augmentera considérablement les chances de succès de la mission et on aidera les FC à remplir leur rôle ultime, c'est-à-dire assurer la durabilité de la sécurité nationale du Canada. Pour jouer notre rôle ultime, nous devons constamment saisir les occasions stratégiques et en tirer profit, mais si nous sommes rivés au bruit des tirs en Afghanistan, nous pourrions rater les occasions qui se présentent au pays, particulièrement si c'est sur la pointe des pieds.

Endnotes

1. Gouvernement du Canada, Stratégie de défense, Le Canada d'abord, (ministère de la Défense nationale, Ottawa, 2006) p. 18.
2. Les municipalités de l'Ontario sont exemptées de l'obligation d'établir des PIDC si elles se sont déjà dotées d'un plan officiel; cependant, bon nombre d'entre elles qui ont déjà établi des plans officiels sont aussi en train d'élaborer un PIDC.
3. Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre avenir commun. (Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1987) p. 51.
4. Compte tenu du niveau de sécurité actuel en Afghanistan, il est probable que ces visites seraient limitées à celles des leaders afghans dans leur municipalité jumelée au Canada et que les visites réciproques des leaders canadiens n'auront lieu que lorsque le risque en matière de sécurité aura été considérablement réduit. Comme bon nombre des leaders communautaires afghans n'ont jamais quitté leur province, les commandants dans le théâtre pourraient bénéficier de l'expérience accrue des leaders locaux qui auront été exposés à une société relativement ordonnée, bienveillante et laïque.
5. Directeur — Doctrine de l'Armée de terre 5, *Force terrestre — Opérations d'information, B-GL-300-005/FP-001* (ministère de la Défense nationale, Ottawa, 1999) p. 99.